TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11386 · DERNIÈRE ÉDITION · MARDI 8 SEPTEMBRE 1981

Washington met au point une nouvelle coopération militaire avec Israël

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes ; G.-B., 40 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 900 L. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,50 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 4,30 kr ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

L'ÉVOLUTION POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE DANS LE MONDE ISLAMIQUE

L'échec de la libéralisation en Égypte

La lourde répression qui s'est abattue sur l'ensemble de l'opposition égyptienne porte gravement atteinte à l'image de marque d'un régime que certains classaient parmi les plus démocratiques du Proche-Orient. Fallait-il pour combattre le danger réel que constitue la tension confessionnelle entre musulmans et coptes mettre fin définitivement à une expérience dont les bienfaits étaient unanimement reconnus et qui avait fait se lever de grandes espérances ? Nul n'aurait désapprouvé des mesures destinées à mettre au pas les groupements religieux extrémistes de tous bords qui, depuis un certain temps, portaient atteinte, pour utiliser les termes mêmes du raïs, à l'« unité nationale ».

Tout semble indiquer, cependant, que le président Sadate a voulu profiter des affrontements confessionnels pour museler, une fois pour toutes, une opposition politique déjà réduite à sa plus simple expression par un impressionnant arsenal répressif mis sur pied par une cascade de référendums-plébiscites. On ne pourrait expliquer autrement l'arrestation de personnalités aussi connues que M. Hassanein Heykal, ancien confident du président Nasser, qui ne saurait être taxé de « fanatisme religieux », ni les mesures prises à l'encontre des dirigeants de l'opposition laïque, groupant le nouveau Wafd, le Rassemblement de gauche de M. Khaled Mohieddine et le parti travailliste de M. Ibrahim Choukri, formation que le raïs lui-même avait patronnée pour en faire une opposition « loyale ».

Le président ne cachait pas que l'opposition politique, devenue de plus en plus bruyante et populaire, l'indisposait et qu'elle n'avait plus sa place sur la scène politique égyptienne. Elle mettait surtout en cause, en effet, les accords de Camp David et la politique de normalisation avec Israël. Le président égyptien a, sans doute, tenu pour plus grave encore que les militants religieux, demeurés lors de la signature de la paix avec Jérusalem dans une attitude d'expectative, aient récemment fait de cette question le principal cheval de bataille de leur propagande.

Un autre facteur qui a contribué à cristalliser l'opposition au raïs est la situation économique de plus en plus grave que connaît le pays. La politique d'« infitah » (ouverture économique) n'a profité qu'à une couche privilégiée de la population. Le Caire est devenu une métropole aux cent gratte-ciel de béton et de verre, mais l'existence de la majeure partie du peuple, durement touchée par une inflation galopante, est devenue encore plus difficile. Il ne fait pas de doute que la prolifération et le délabrement des taudis à proximité d'éclatants témoignages de puissance et de richesse ont grandement facilité le travail des militants des « associations islamiques » qui ont eu beau jeu de dénoncer dans les mosquées la « société sans âme » et les « vils instincts de ceux qui ne pensent qu'à s'enrichir ».

Dans ces conditions on peut se demander si la répression suffira à désamorcer un mécontentement latent qui alimente la propagande des militants musulmans. En optant pour la manière forte, le président Sadate peut retarder les échéances. Pourra-t-il éviter une nouvelle explosion populaire si aucune mesure n'est prise pour remédier aux maux dont souffre l'Égypte ? Pour l'instant, la principale victime de son initiative sera sa politique de libéralisation.

(Lire nos informations page 3.)

Le colonel Kadhafi s'oriente vers une alliance avec Moscou

Le colonel Moammar Kadhafi a passé en revue, samedi 5 septembre, dans le golfe de Syrte, les forces navales libyennes dont « trois grandes unités récemment livrées ». L'agence de presse libyenne Jana ne précise pas l'origine de ces bâtiments, mais indique qu'ils ont effectué des « manœuvres symboliques » à l'occasion du douzième anniversaire de l'accession au pouvoir du colonel Kadhafi, le 1er septembre 1969.

Notre envoyé spécial à Tripoli explique dans quelles circonstances le « guide de la révolution libyenne » a décidé d'abandonner le « neutralisme positif », pour s'orienter vers une alliance avec Moscou.

De notre envoyé spécial

Tripoli. — La décision a été prise au plus haut niveau. Le colonel Kadhafi, ses compagnons les plus proches, les chefs de l'armée, sont tombés d'accord pour que la Libye propose à l'U.R.S.S. la conclusion d'un traité d'amitié et de défense commune. La Jamahirya est disposée à accorder des « facilités », éventuellement des bases, à la flotte soviétique, apprend-on encore de sources libyenne et étrangère. Ce serait alors la fin du « neutralisme positif » pratiqué par la Jamahirya libyenne depuis son instauration, il y a tout juste douze ans.

Le colonel Kadhafi s'était pour sa part résigné à cette « révision déchirante », dans la soirée du 19 août, quelques heures après la destruction dans le golfe de Syrte de deux de ses avions de chasse par des appareils de la VIe flotte. La nouvelle, qui lui était parvenue dans la localité de Dalai, au Yémen du Sud, l'avait tout à la fois humilié et indigné. Le président de la République du Yémen, M. Mohamed Ali Nasser, qui dînait en sa compagnie, remarqua : « Le traité qui nous lie à l'U.R.S.S. non seulement ne nous gêne pas, mais il a sauvegardé notre indépendance et l'intégrité de notre territoire. » Ce propos n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Le duel aérien au-dessus des « eaux territoriales » de la Jamahirya s'était produit le jour même de la signature à Aden d'un traité de défense commune entre la Libye, le Yémen du Sud et l'Ethiopie. La « provocation » prenait aux yeux du colonel Kadhafi valeur d'avertissement supplémentaire : les Etats-Unis étaient résolus à renverser son régime.

Le président libyen avait confié le 5 juin à M. Georges Haoui, secrétaire général du parti communiste libanais, ses inquiétudes à ce sujet. Deux jours auparavant, le porte-parole du département d'Etat s'était prononcé en faveur d'une « aide militaire » aux pays africains qui « veulent s'opposer à l'aventurisme du colonel Kadhafi ».

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 4.)

« Je ne vois aucune perspective de normalisation des relations entre Paris et Téhéran »

nous déclare le vice-ministre iranien des affaires étrangères

Le rythme des exécutions et des attentats n'accuse aucun fléchissement en Iran, une semaine après l'explosion qui, le 30 août, a coûté la vie au chef de l'Etat, M. Radjaï, et au premier ministre, M. Bahonar. Cette opération est revendiquée par M. Massoud Radjavi, principal dirigeant des Moudjahidin, en exil en France, dans une interview à l'hebdomadaire américain « Time ». A Téhéran, le procureur général de la révolution, l'ayatollah Ali Ghodoussi, est mort samedi après-midi des suites de blessures reçues quelques heures plus tôt et a été remplacé par l'hodjatoleslam Tabrizi.

Dans une interview qu'il nous a accordée, M. Ahmad Azizi, vice-ministre iranien des affaires étrangères, venu représenter son pays à Paris à la conférence des pays les moins avancés (P.M.A.), ne voit, en l'absence d'extradition des « terroristes » présents en France et « soutenus par Paris », « aucune perspective de normalisation » des relations entre les deux pays. Tout en condamnant le terrorisme, il observe, à propos de l'assassinat de M. Delamare à Beyrouth, que « l'hostilité de la France à la révolution islamique » peut « susciter la colère » de ses partisans.

« *Tant que la France ne répondra pas favorablement à nos demandes d'extradition concernant MM. Bani Sadr et Radjavi ainsi que les responsables du détournement de la vedette* Tabarzin, *je ne vois aucune perspective de normalisation des relations entre Paris et Téhéran.* » M. Ahmad Azizi, vice-ministre des affaires étrangères, actuellement dans la capitale française, où il préside la délégation iranienne à la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés, est catégorique : rien ne pourra se faire dans le sens d'un dégel tant que Paris ne renoncera pas à utiliser les réfugiés iraniens « *comme instruments de pression politique pour déstabiliser le régime de Téhéran* ».

Propos recueillis par
JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

POINT — A quel prix ?

Trois Français sur quatre sont favorables au blocage des prix. Un sur cinq seulement est hostile à cette mesure administrative. Tel est, en tout cas, le résultat d'un sondage publié par le Journal du dimanche du 6 septembre. Selon cet hebdomadaire, près de neuf Français sur dix ont, il est vrai, « personnellement » constaté une accélération de la hausse du coût de la vie au cours de ces dernières semaines. Ce fait s'est d'ailleurs déjà traduit très officiellement dans l'indice des prix à la consommation.

Le premier ministre a, lui, réaffirmé ce même dimanche à Lille que « le gouvernement tient à la liberté des prix et ne veut pas en rétablir le contrôle ». Toutefois, s'adressant à des représentants d'organisations de commerçants, M. Mauroy a indiqué que la relance de la consommation ne devait pas aboutir à l'emballement des étiquettes, ajoutant qu'il ne pouvait pas laisser pratiquer certaines hausses abusives. De fait, par arrêté préfectoral du 3 septembre, plus de cent établissements et débits de boissons des Bouches-du-Rhône ont été, bien tardivement, soumis à taxation pour avoir appliqué, notamment sur le café, la bière et les eaux minérales, des majorations ayant dans certains cas dépassé 100 % en un an.

Un gouvernement se doit, pour le bien d'un pays et de ses chefs d'entreprise, d'aller contre des états d'âme circonstanciels. La liberté des prix, mise en place par M. Barre, répondait à une logique que l'équipe actuelle ne saurait complètement récuser.

Liberté, oui ; licence, non. Certes, mais le discours officiel n'est pas dénué d'ambiguïté. A Lille également, M. Mauroy n'a-t-il pas parlé de « concurrence déloyale » *à propos des grandes surfaces commerciales, alors que celles-ci passaient pour peser sur les prix ?*

Les faits économiques sont têtus, même s'il ne s'agit pas de « l'angoisse qui menace le rêve socialiste de M. Mitterrand », *comme l'écrit le* Sunday Times *du 6 septembre. Il est bon de satisfaire les espérances, mais la lutte contre le chômage ne doit pas faire oublier le combat contre l'inflation. Face à une aggravation de celle-ci, il peut, en dépit des propos officiels, être tentant de recourir à un certain blocage des prix qui, pourtant, ne s'attaquerait pas aux racines d'un mal assez français.*

(Lire page 44.)

Un entretien avec M. Chevènement sur les sciences sociales et humaines

« En tous domaines nous devons favoriser les recherches liées au changement »

La création d'une mission de recherche sur l'emploi et les conditions de travail, qui sera dirigée par un ancien secrétaire confédéral de la C.F.D.T., M. Albert Detraz, manifeste un renouveau d'attention gouvernementale pour les sciences sociales et humaines. Ce renouveau est perceptible ailleurs, par exemple dans la préoccupation du nouveau directeur général des télécommunications, *M. Jacques Dondoux, d'associer des sociologues aux expériences* de systèmes télématiques. Au ministère de l'éducation nationale on songe aussi à réhabiliter ces disciplines, quelque peu malmenées par l'ancien ministre des universités.

Nous avons demandé à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie, de commenter l'action qui sera menée dans ce domaine.

(Lire page 12.)

Lasers en tout genre

Au début du mois de juin, l'armée de l'air américaine a tenté de détruire en vol, à partir d'un avion équipé d'un laser, un missile air-air Sidewinder. L'expérience n'a pas été couronnée de succès, mais elle témoigne de l'activité déployée par les Américains — imités en cela par bien d'autres — pour réaliser ces armes laser chères aux auteurs de science-fiction.

Pourtant, vingt ans après sa découverte, le laser n'est pas seulement un nouvel art de guerroyer comme peuvent le laisser supposer l'ensemble de ses applications militaires, conventionnelles ou non ; c'est aussi un outil de pointe dans des domaines aussi variés que la médecine, l'imprimerie, les télécommunications, l'industrie, etc. Il n'y a pas un laser, mais des lasers en tout genre. Peu d'applications ont donné lieu cependant à des productions de masse. Comme beaucoup de techniques nouvelles, le laser se heurte aux habitudes, aux inerties et peut-être aussi à quelques maladies de jeunesse qui devraient progressivement s'estomper pour laisser place libre à un marché que l'on dit riche d'avenir.

I. — La lumière au travail

par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

« *L.A.S.E.R. ! Laser à quoi ? Laser à rien.* » A la vague d'enthousiasme soulevée par la découverte de l'effet laser, succède au début des années 70 sinon le doute du moins un certain désenchantement, que traduit cette boutade à la Prévert de la communauté scientifique. Bien que certains d'avoir mis le doigt sur un phénomène physique de toute première importance, les chercheurs sont conscients de leurs difficultés à en faire une réalité industrielle.

Il est encore trop tôt pour mettre au travail la lumière émise par les lasers. Il ne reste plus qu'à s'armer de patience pour amener à maturité cette découverte, freinée aussi dans son développement par le scepticisme d'utilisateurs potentiels peu perméables aux idées nouvelles. Le laser, comme l'énergie nucléaire ou le transistor avant lui, doit attendre un peu que les besoins se précisent, que les applications se fassent jour. Mais, aujourd'hui, l'heure est aux applications sérieuses et répétitives.

S'il ne peut tout, le laser peut beaucoup : percer les matériaux, souder les tôles, usiner les pièces, exciser les tumeurs, recoller les rétines, mesurer les distances avec précision, écrire, lire les étiquettes, couper les tissus, sans oublier toutes les applications militaires auxquelles il peut donner naissance. « *Même si, comme le soulignent certains, le laser n'est pas encore sorti de l'enfance, même si, vingt ans après sa naissance, il a encore une place plus importante dans les esprits que dans la réalité industrielle* », il ne fait pas de doute que la décennie à venir sera celle de sa banalisation (1). En témoigne déjà son arrivée prochaine dans le matériel des chaînes hi-fi, où il remplacera le saphir et le diamant des platines tourne-disques ou son apparition, d'un intérêt scientifique nul mais artistique certain, dans le « show-biz », pour marquer le tempo du rock ou du reggae.

(Lire la suite page 9.)

(1) Revue *Opto* de septembre 1980, publiée par Masson.

AU JOUR LE JOUR — CHEVAL

Un seul cheval nous manque et tout est dépeuplé : Bellino II *n'est plus. Le trotteur que le monde nous enviait est mort à l'âge de quatorze ans.*

La France du turf et des haras verse des larmes nostalgiques sur le triple vainqueur du Prix d'Amérique. Mais il y a pire : cet étalon de rêve rapportait des devises. C'est un rude coup pour le commerce extérieur.

On dit qu'il n'a pas supporté le changement.

BRUNO FRAPPAT.

LA MORT D'AIMÉ MAEGHT

Aimé Maeght est mort dans la nuit du 5 au 6 septembre, à Saint-Paul-de-Vence, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-quinze ans. Ses obsèques seront célébrées le 8 septembre, à 10 heures, en l'église de Saint-Paul-de-Vence.

Un marchand d'art mécène et poète

M. Lang, ministre de la culture, a tenu, dans un message, à lui rendre hommage. Il a notamment déclaré : « *Aimé Maeght a trop vigoureusement vécu pour ne pas mériter d'échapper à l'embaumement officiel. Au reste, la reconnaissance par la collectivité publique lui fut trop chichement mesurée de son vivant, pour ne point imposer, aujourd'hui, pudeur, respect et discrétion, face à l'œuvre immense accomplie par Aimé Maeght et sa femme Marguerite.* » M. Lang a ajouté : « *Au moment où il rejoint le royaume des morts, je souhaite qu'Aimé Maeght sachant que le gouvernement français aura à cœur de maintenir vivant son message et son œuvre.* »

De tous les marchands d'art aucun n'a eu comme Aimé Maeght cette trajectoire singulière qui a fait de lui un des mécènes de l'art et des artistes. Pas de tous les artistes, certes, des siens, mais aussi plus généralement de l'activité culturelle, de l'art comme *bonheur de vivre,* de l'art qui, d'un côté, a ses clients riches pouvant payer cher un tableau ou une sculpture, et, de l'autre, la masse des visiteurs qui affluent dans le site enchanteur de la Fondation de Saint-Paul-de-Vence, où Aimé Maeght a réalisé dans la verdure un musée qui est plus qu'un musée.

(Lire page 19 l'article de JACQUES MICHEL.)

Le Monde

idées

AU-DELA DE L'ÉTAT DE GRACE

Bien que les tenants de l'ancienne majorité aient tout à fait tort, aux yeux de Raymond Tournoux, de sonner le glas de l'état de grâce, celui-ci ne durera pas toujours. Pierre Bourgeade craint que la victoire de la gauche ne finisse par se briser sur la réalité économique, si les Français n'acceptent pas une réduction de leur niveau de vie jusqu'à ce qu'ait été recréée une industrie nationale. Francis Soulié de Morant met en garde contre toute précipitation,

Interrogations

par PIERRE BOURGEADE

L'IMMENSE victoire politique remportée en mai-juin par la gauche réunie, et surtout par les socialistes, va-t-elle se briser sur la réalité économique ? La question se pose, cent jours à peine après l'élection de François Mitterrand. Hasard des mots : un titre du *Monde*, en première page, ces jours derniers, m'a fait froid dans le dos : « *Le gouvernement tente de convaincre le patronat.* » Je ne sais pourquoi, ce titre anodin m'a immédiatement rappelé les titres que l'on vit naguère se rapportant aux efforts stériles d'Allende. Les titres qu'on peut lire ces jours-ci (à quelques nuances près, puisqu'il n'y a plus de « patrons » à l'Est !) à propos de la situation en Pologne. En bref, titre signifiant qu'un pouvoir politique légitime et fort (le plus fort qui puisse être, dans notre cas, puisque les socialistes disposent désormais en France d'un pouvoir absolu : exécutif, législatif, médias) en est à « *tenter* » de convaincre certains agents économiques (ou faut-il dire : en est à tenter de convaincre les faits ?) de la justesse de sa cause.

Nous avons trop voulu, les uns et les autres, par des voies diverses, la victoire de Mitterrand, puis celle de Mauroy, pour ne pas faire au président et au premier ministre l'hommage d'un discours critique. Les laudateurs ne manquent pas. L'arrivée au pouvoir des socialistes pose à nombre d'intellectuels qui combattirent le pouvoir précédent une question totalement nouvelle. Quel peut être le rôle de l'intellectuel sous un pouvoir qu'il tient pour juste ? Doit-il se transformer en zélateur ? Peut-il et doit-il conserver son discours critique ?

Ces questions simples, soixante ans après la révolution d'Octobre, n'ont pas été résolues à l'Est. D'innombrables intellectuels occidentaux tiennent les intellectuels soviétiques, par exemple, pour des « suiveurs », sinon des lâches, parce qu'ils défendent, avec obstination, le pouvoir installé dans leur pays. Or, pour avoir fait un voyage en U.R.S.S. l'an dernier, et pour avoir rencontré maints intellectuels « officiels », je puis dire que ceux-ci ne comprennent absolument pas ce point de vue. Pour eux (ils me parurent sincères), critiquer le pouvoir d'État, dont ils reconnaissent certaines faiblesses, équivaut à lutter contre la révolution, intervenue il y a si longtemps déjà, et à faire le jeu de ses ennemis.

Toutes choses inégales, par ailleurs, l'émergence, en France, d'un pouvoir socialiste ne pose-t-elle pas, ou ne va-t-elle pas poser, aux intellectuels français un problème analogue ? Seront-ils contraints, moralement, de ne pas tenir un discours critique sous peine d'être accusés de faire le jeu de la « contre-révolution » ? Je pose la question à Régis Debray, qui semble être l'idéologue en titre, et je me hâte d'énoncer ici trois interrogations, avant même qu'il ne me réponde.

Trois erreurs

A mon avis, le nouveau pouvoir a commis, ou commet, trois erreurs qui rendent son emprise sur les faits difficile, et qu'il devrait corriger s'il est temps.

1) Il a substitué l'État socialiste à l'État giscardien, ex-U.D.R. Fort de sa légitimité (car il exerce là son droit le plus strict); et fort du « ras-le-bol » provoqué par les figures de l'ancien régime, il a mis, il met des fidèles partout — au lieu d'ouvrir grand les bras aux Français. Le slogan de François Mitterrand, au cours de sa campagne de 1974, avait été, je crois : « *On vous a confisqué le pouvoir. Mon objectif : vous le rendre.* » Eh bien, ce pouvoir n'a pas été rendu à tous. Il a été divisé entre les vainqueurs, il a été partagé, il a été réparti, il n'a pas été « rendu ».

Cette erreur est d'autant plus grave que les socialistes disposant sans partage de l'exécutif et du législatif ne peuvent trouver le contrepoids nécessaire à tout pouvoir que dans les syndicats, et, plus encore, dans l'opinion. Comment l'opinion se ferait-elle entendre dans sa diversité (extrême, comme on le voit par la floraison des « radios libres » !) si les médias sont eux aussi « partagés » et non « rendus » ?

2) Dans une situation économique difficile, le pouvoir ne donne pas l'exemple de l'austérité. Plus de quarante ministres, pour prendre le premier exemple qu'il ait donné ! L'État ignore pour lui-même la rigueur. Comment les Français en feraient-ils montre ? On ne les convaincra jamais par des mots. L'inflation qui ronge notre monnaie, notre économie, notre pouvoir d'achat — à commencer par celui des plus défavorisés — et notre figure dans le monde ne sera vaincue que le jour où l'État cessera d'être son premier agent.

3) La troisième erreur est plus grave. Elle ne touche pas à l'organisation de l'État, ou à sa pratique économique, mais à la situation de la France dans le monde, au choix qui est fait pour elle. Au fond, semble-t-il (mais les interventions annoncées du chef de l'État et du premier ministre corrigeront peut-être cette impression), la révolution politique intervenue n'a pas modifié radicalement le cours des choses. Il y a eu changement de gestionnaire, il y a eu et il y aura réforme importante (décentralisation, nationalisations, ouverture au tiers-monde, etc.), il n'y a pas eu radicale novation.

La France demeure atlantiste. Elle demeure européenne. Elle veut être un îlot de socialisme dans un univers libéral dont elle prétend respecter les règles, et où la consommation demeure le maître-mot. Dans cette situation contradictoire, elle prétend lutter à armes égales contre des États capitalistes (ses « partenaires », ses « amis » !) qui abordent le combat économique avec des dépenses sociales limitées, une inflation maîtrisée, un appareil d'État réduit, l'extrême souplesse d'adaptation due au libéralisme et l'agressivité due au profit. Comment pourrait-elle vaincre ? Comment résister aux États-Unis, à la R.F.A. et au Japon avec un pays d'assistés, de retraités et de chômeurs ?

Une nécessaire rupture

La relance de la consommation va lancer les Français vers les boutiques de nos villes, où, à l'exception des produits alimentaires (et pas de tous !), à peu près tout le reste vient de l'étranger. Elle stimulera l'industrie étrangère, elle nourrira notre chômage. C'est un cercle vicieux, auquel Giscard et Barre, tenus par la logique du « laissez faire », ne crurent échapper qu'en cherchant à réduire la consommation, mais qui existe, quoi qu'on fasse, tant que l'on accepte, de manière explicite ou implicite, les axiomes du « marché ». Certes, ce n'est pas en cent jours, comme vient de le dire le chef de l'État, qu'on peut redresser vingt années d'erreurs, mais on n'y arrivera pas en cent ans si on ne rompt pas avec leurs causes.

La victoire des socialistes a été accueillie par l'opinion avec une joie justifiée. Mais l'issue est dans le travail, l'austérité, la protection des frontières, la réduction nécessaire du niveau de vie jusqu'à ce que soit recréée une industrie nationale. Alors seulement le chômage reculera. On peut réduire à l'extrême la durée hebdomadaire du travail ; placer de plus en plus tôt l'âge de la retraite ; instaurer le système du travail alternatif, etc. On obtiendra de meilleures statistiques. On ne donnera pas du travail aux Français. La génération qui vient d'obtenir une grande victoire politique doit savoir qu'elle doit sacrifier ses propres habitudes de vie afin que les générations suivantes recueillent le fruit de cette victoire. Sinon, socialiste ou non, la France ne sera qu'un fragment de l'empire électronique qu'étendent sur le monde les géants, américain, ouest-allemand et nippon. La vie des Français (heureuse, peut-être ?) ne sera qu'un reflet dérisoire de l'*American way of life*. Est-ce cela que nous voulons ?

Telles sont quelques-unes des questions que se posent, sans doute, après cent jours, beaucoup de ceux qui ont choisi François Mitterrand et qui souhaitent ardemment le succès de l'expérience socialiste.

Remettre la pendule à l'heure

par FRANCIS SOULIÉ DE MORANT (*)

QU'EST-CE que la grâce ? « *C'est le don rayonnant de la générosité du donateur et enveloppant de cette générosité la créature qui le reçoit* (1). » « *C'est une initiative totalement gratuite que ne justifie dans le peuple élu aucun mérite, aucune valeur préalable, ni le nombre, ni la bonne conduite* (1). » Ces mots s'appliquent-ils sans le moindre changement à la nouvelle majorité — le peuple élu — et à ses électeurs — le donateur ? On peut se poser la question...

En dehors du contexte publicitaire propre aux élections qui ont bouleversé notre pays, que pouvait-on reprocher de concret, de réel, de mesurable, à l'ancienne majorité ? En quoi la nouvelle majorité, avec ou sans état de grâce, pourrait-elle remédier aux défauts pour lesquels elle a précisément été élue ?

Outre l'aggravation du chômage, un taux d'inflation considéré comme intolérable et un déficit variable, mais trop élevé, de la balance commerciale, on reprochait à l'ancien pouvoir de maintenir une structure sociale propre à perpétuer et même à augmenter les « inégalités », baptisées « injustices » pour les besoins de la cause. A ce propos, on est en droit de se demander pourquoi le nouveau pouvoir choisit certains de ses amis parmi les milliardaires de la chansonnette (je ne veux citer aucun nom, mais tout de même...), dont le luxe ostentatoire et les dépenses excessives jusqu'en France même sont une insulte au Français moyen. Serait-ce un indice que la fameuse lutte contre les inégalités — ou les injustices — fait partie de la publicité, de l'image que s'est forgée la nouvelle équipe au pouvoir, tout en n'étant qu'un leurre à usage strictement électoral ?

Il est clair que, même en changeant l'ordre des priorités : un peu plus d'inflation et de déficit pour un peu moins de chômage (au fait, quel était donc l'ordre des priorités du précédent pouvoir ?), le fameux état de grâce ne peut absolument rien contre un ordre économique mondial qui favorise de manière totalement scandaleuse et même particulièrement injuste à l'égard des travailleurs français les industrieux d'Asie, lesquels font travailler leurs masses anonymes dans la joie de commande, soixante heures par semaine, pour un salaire égal au quart de notre misérable SMIC. Et il ne s'agit pas seulement du marché intérieur français, mais de tous les marchés étrangers. Cela est ressenti amèrement par les quelques rares « initiés », dont je fais partie, qui vont dans le monde entier vendre la France à des gens qui ne parlent pas le français, et à qui dix, vingt firmes étrangères proposent beaucoup mieux pour beaucoup moins cher. Je n'en finirais pas de raconter les mésaventures des entreprises françaises pour lesquelles j'ai travaillé et qui ont perdu des marchés dans des conditions dont, j'en suis sûr, moins de dix députés de la nouvelle majorité ont idée.

L'état de grâce nous permettra-t-il de nous résigner à la perte progressive de tous nos marchés d'exportation, puis à celle de notre marché intérieur ? La nationalisation de certaines entreprises les rendra-t-elle plus compétitives ? Sera-ce une solution que de renoncer à créer des filiales de fabrication à l'étranger pour préserver l'emploi en France ? Voilà les seuls, les vrais problèmes de notre époque, bien avant l'impôt sur la fortune et la bombe à neutrons.

L'état de grâce devrait donc servir non pas à dresser une catégorie de Français contre les autres, mais à unir la nation tout entière vers un seul but : survivre par le commerce international. Hélas ! je crains que le nouveau pouvoir, écarté depuis toujours de l'action gouvernementale, et, de son propre chef, écarté de l'information, dirigé comme auparavant par un homme de réflexion et non par un homme d'action, ne s'enfonce de plus en plus dans une dialectique interminable, à l'instar des mollahs iraniens, sur ce que devraient faire les autres... qui, eux, savent parfaitement bien qu'ils sont en train de livrer une guerre économique à notre pays.

Et, de surcroît, tout est mis en œuvre, au nom d'un idéal aussi grandiose que funeste, pour écœurer, dégoûter les élites, les créateurs, tous ceux qui pourraient croire qu'il y a d'autres pouvoirs que le pouvoir politique, d'autres voies de succès que les conquêtes électorales : contrôle administratif et paperasserie touchant à l'absurde, attitude soupçonneuse et rôle accru d'un syndicalisme myope et à qui on lâche les rênes, projets gouvernementaux inquiétants et imprécis, tout cela bride les chefs d'entreprise déjà gênés aux entournures par les incertitudes internationales, et qui ont un devoir vital de réagir à la minute aux faits de guerre économique dont ils sont l'objet sur un théâtre d'opérations à l'échelle universelle.

Tout le monde le sait, ou plutôt tout le monde devrait le savoir, un chef d'entreprise travaille avec trois perspectives : le court terme (les affaires en cours), le moyen terme (l'exercice de l'année) et le long terme (le plan de développement à cinq ans). Ces points de vue constituent les sources constantes de décisions dont les effets sont, selon le cas, immédiats, à quelques mois ou à plusieurs années. Le chef d'entreprise est armé d'un ensemble de voyants qui l'informent de l'état de sa trésorerie, de la réalisation de ses prévisions, du coût de développement de ses nouveaux produits, etc.

Ce qui se passe actuellement pour les entreprises est analogue à ce qui se passerait sur un bateau dont le commandant viendrait d'être informé que l'ensemble de ses instruments de navigation vient d'être changé. Sur une route dangereuse, comme le sont actuellement les opérations internationales et comme le sont les affaires en France du fait de la conjoncture, il est prudent de réduire la vitesse de manière à éviter, dans les icebergs, le sort du *Titanic*. C'est ce qui est fait par les chefs d'entreprise, à qui l'on vient d'annoncer que d'autres changements sont en vue. Ce n'est pas pour tout de suite, dit l'un. Mais si, lui répond l'autre. Enfin, on verra, laisse tomber dédaigneusement l'oracle...

Monsieur le président, monsieur le premier ministre, sachez-le, le changement est peut-être une bonne chose, mais, de grâce, ne déréglez pas le mécanisme de la pendule sous prétexte qu'elle retarde : remettez-la d'abord à l'heure et attendez de bien savoir ce qui se passe à l'intérieur avant d'y introduire votre gros tournevis. Vous avez tout votre temps. L'état de grâce vous autorise à attendre et à ne faire sur notre pays que des expériences « non destructives ». Oubliez les élections, examinez la gestion de votre prédécesseur en dehors de toute considération électorale. Après tout, le pays a suivi une route que vous n'avez pas aimée, mais sans banqueroute ni révolution, malgré les appels et les avertissements. Etes-vous si sûrs que cela de les éviter vous-mêmes ?

Tous, nous vous souhaitons de réussir, sans trop y croire pour certains, dont je suis, car, au bout du chemin, il n'y a pas, en cas d'échec, de recours tel que la nationalisation, cette panacée du socialisme, il n'y a que la révolution et le désordre, et de cela personne ne veut.

(*) Expert-conseil international. Ancien élève de l'École polytechnique.

(1) *Vocabulaire de théologie biblique*, par X. Léon-Dufour. Éditions du Cerf, p. 512.

D'UN CHATEAU A L'AUTRE

par RAYMOND TOURNOUX

HEUREUX pays qui — contrairement à d'autres sans doute — *évolue* chaque jour dans l'historique. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. François Mitterrand, tout est *historique*. Chaque *décision* de ministre, chaque propos de secrétaire d'État est historique. Le président de la République l'a déclaré, en personne, au conseil des ministres : « *(Nos décisions concrètes) donnent une autre image de notre pays et ouvrent une autre période de notre histoire.* »

Dans son univers, M. Giscard d'Estaing, il est vrai, avait déjà montré le chemin en 1974 : « *De ce jour date une ère nouvelle.* » D'un septennat à l'autre, nous en revenons à Gœthe, lors de la bataille de Valmy : « *Ici et maintenant, commence une ère nouvelle, et vous pouvez dire que vous y avez assisté.* »

Les tenant de l'ancienne majorité, cependant, sonnent déjà le glas, contre toute raison, de l'état de grâce historique. Ils vont, comme dit le bon peuple, plus vite que la musique : le crédit du nouveau pouvoir n'est pas usé. Peu porté au compromis, M. Michel Debré nous en avertit avec lucidité : « *Gardons-nous de croire que ce qui vient de se passer se brisera très vite, et que le temps est compté aux nouvelles équipes.* »

Les choses, en effet, ne sont pas si simples, et les rangs des premiers déçus de mai 1981, qui commencent à relever la tête dans l'électorat, ne se transforment pas forcément en opposants. De toutes façons, le suffrage universel n'aime pas se déjuger sur les courtes distances. Au sein de la nouvelle opposition, lorsque des clairons sonnent la charge, ce sont des charges creuses.

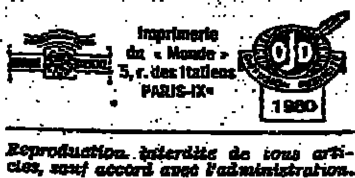
L'un des points importants de la situation politique reste le suivant : les têtes de l'ancienne majorité demeurent très divisées dans l'analyse de la stratégie. On compte les impatients, ceux qui veulent revenir tout de suite sur le devant de la scène. Mais qui les persuadera que les combats de chefs sont passés de mode ?

A l'inverse, il y a le camp de ceux qui approfondissent la réflexion et qui disent : patience et longueur de temps. Nos adversaires ont pour eux la légalité, la légitimité, la durée que leur assurent les institutions. Travaillons dans la méthode, avec la force de nos idées, à une œuvre collective de restauration libérale à travers la France. Procédons par la base, la commune, le département, la région, le Parlement. Tenons-nous aux analyses serrées des faits et des chiffres. Evitons à tout bout de champ les incantations déclamatoires et inutiles.

Face à ses adversaires qui ignorent les vertus d'une traversée du désert, M. François Mitterrand doit sourire, lui, qui, de 1958 à 1981, a donné une extraordinaire leçon de persévérance.

Joseph Caillaux — du moins quand il ne renversait pas le gouvernement de Front populaire — enseignait : ne pas compromettre les grands mouvements du pays, mais prendre rendez-vous pour l'avenir...

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Claude Julien.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire n° 57 437.

PROCHE-ORIENT

AVANT LES ENTRETIENS DE M. BEGIN A WASHINGTON

M. Alexander Haig annonce la mise au point d'une nouvelle coopération militaire avec Israël

New-York. — M. Menahem Begin est arrivé, dimanche 6 septembre, à New-York où il passera deux jours avant de se rendre, du 8 au 10, à Washington pour y rencontrer pour la première fois le président Reagan. Le premier ministre israélien repartira ensuite pour New-York où il s'entretiendra avec les représentants des principales organisations juives. Le 15, il ira déjeuner à Plains (Géorgie) avec M. Carter, avant de reprendre l'avion pour Tel-Aviv.

De notre correspondante

La visite de M. Begin était attendue avec une certaine nervosité par les dirigeants américains, qui n'ont guère apprécié d'être tenus pratiquement à l'écart de la dernière rencontre du premier ministre israélien et de M. Sadate, le 26 août, à Alexandrie, et de la décision des deux interlocuteurs de reprendre les discussions sur l'autonomie palestinienne, le 23 septembre, en Egypte.

Washington entend surtout, un mois après la visite de M. Sadate, obtenir des éclaircissements sur les entretiens d'Alexandrie. On affirme, dans l'entourage du président, compter sur la « compréhension » qui ne devrait pas manquer de s'instaurer entre MM. Reagan et Begin « *aux points de vue si proches sur tant de problèmes internationaux* », pour améliorer les relations avec un allié de plus en plus incommode. L'administration Reagan, qui tente de bâtir un « *nouveau consensus stratégique* » au Proche-Orient avec les Etats arabes modérés, a été prise plusieurs fois à contre-pied, ces derniers mois, par les initiatives du premier ministre israélien, notamment le bombardement du réacteur nucléaire irakien de Tamuz et celui de Beyrouth.

Une base avancée pour la force de déploiement rapide

M. Begin arrive ici au moment où les dirigeants américains s'apprêtent à signer un contrat de livraison d'armes considérable avec l'Arabie Saoudite et où l'opposition s'amplifie au Congrès, contre la vente à Ryad de cinq avions-radars AWACS. Malgré les assurances des spécialistes du Pentagone, selon lesquels les AWACS saoudiens *ne seront pas équipés des* instruments de brouillage de radars ennemis capables de constituer une menace pour la sécurité d'Israël, M. Begin tentera sans nul doute de convaincre M. Reagan de renoncer à cette partie, au moins, du contrat.

Dans une interview publiée dimanche par le *New York Times*, le secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig, esquisse les bases d'une nouvelle coopération militaire avec Israël. « *Il ne s'agit pas d'un traité ou d'un accord*, dit-il, *mais d'une coopération pratique qui contribuera à la sécurité de la région.* »

Selon les services officiels américains et israéliens de Washington, cette « *coopération* » comprendrait des exercices combinés réguliers ou bien l'utilisation du territoire israélien pour des manœuvres de l'armée américaine, une coopération logistique permettant l'utilisation accrue des équipements israéliens pour l'entretien des forces navales américaines, une coopération accrue dans le domaine du renseignement avec la possibilité, pour les Israéliens, d'utiliser les informations provenant des satellites de reconnaissance américains, enfin l'utilisation éventuelle du territoire israélien, comme « *base avancée* » des forces américaines au cas où la « *force de déploiement rapide* » devrait être utilisée. Les Etats-Unis pourraient stocker en Israël du matériel militaire et des munitions à son intention.

Revenant sur l'affaire des AWACS, M. Haig a indiqué : « *La position que nous avons prise dans ce domaine est la bonne : elle est conforme aux intérêts stratégiques américains. Elle coïncide avec nos objectifs dans la région, et donc indirectement — bien que cela leur soit difficile à accepter — avec les intérêts des Israéliens.* »

Il reste à savoir si la « carotte » de la nouvelle coopération militaire aidera à faire passer le « bâton » des AWACS.

M. Haig, exprimant sans doute les espoirs de la Maison Blanche comme du département d'Etat, a assuré que l'essentiel des entretiens avec M. Begin aurait trait aux prochaines conversations sur l'autonomie palestinienne, dont les deux parties, assure-t-on, souhaitent la conclusion avant le mois d'avril, date à laquelle les Israéliens achèveront d'évacuer le Sinaï.

« *Il est important*, a dit M. Haig, *que les accords de Camp David restent la base des futures négociations, mais nous devons reconnaître que certaines choses ont changé au Proche-Orient depuis la signature de ces accords.* » Le secrétaire d'Etat a ajouté : « *La situation au Liban et le processus de paix, bien que sur des voies totalement séparées, sont de plus en plus liés l'un à l'autre.* »

M. Haig a confirmé que M. Philip Habib assisterait aux conversations avec M. Begin et il a précisé, concernant le cessez-le-feu, que le représentant du président Reagan a réussi à imposer au Liban : « *Il entend que cette cessation des hostilités ne devienne pas un parapluie sous lequel l'O.L.P. pourrait se réarmer et les missiles syriens rester sans surveillance.* » Le secrétaire d'Etat a exprimé prudemment l'espoir de pouvoir assister, d'une façon ou d'une autre, aux négociations israélo-égyptiennes du 23 septembre, par exemple, si elles avaient lieu à New-York pendant l'Assemblée générale des Nations unies qui s'ouvre le 14 du mois.

L'arrivée de M. Begin va donner l'occasion à l'administration Reagan de préciser au Proche-Orient une politique qui a, jusqu'ici, manqué passablement de cohérence : pris entre les nécessités stratégiques de l'« *alliance israélienne* », le souci de s'assurer le prestigieux marché économique et pétrolier de Ryad et son ambition de reconstituer la puissance américaine dans la région, Washington va devoir jouer serré avec un partenaire qui fait de l'irrédentisme une méthode de gouvernement.

NICOLE BERNHEIM.

Liban

MORT DE M. HAMID FRANGIÉ UN DES PÈRES DE L'INDÉPENDANCE

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — M. Hamid Frangié, un des pères de l'indépendance, est décédé à Beyrouth, le samedi 5 septembre. Il avait été contraint de se retirer de la vie active en octobre 1957, à la *suite d'une hémorragie* cérébrale.

Un profond attachement à la France n'avait pas empêché Hamid Frangié d'adopter une attitude nationaliste dans les années 40, et de rejeter le mandat français. Aussi devait-il être le premier ministre des affaires étrangères du Liban indépendant en 1943, et reprendre ce portefeuille plusieurs fois par la suite. A ce titre, il a négocié en 1948 une convention monétaire avec la France, qui a été longtemps la pierre angulaire de l'expansion financière et économique du Liban.

Mais tout en étant imbu des valeurs démocratiques de l'Occident, il considérait que, de par son environnement, le Liban devait vivre en harmonie avec le monde arabe. Aussi, dans ses dernières années d'activité politique, il avait noué des relations étroites avec les deux principaux hommes d'Etat arabes de l'époque : le président Nasser et le roi Fayçal. Cette ouverture sur le monde arabe cohabitait chez lui avec une farouche intransigeance à propos de l'exercice de la souveraineté libanaise.

Hamid Frangié, frère de l'ancien président Soleiman Frangié, laisse six enfants, dont deux font de la politique : l'aîné, M. Kabalan Frangié, qui a été battu aux élections législatives en 1972, et M. Samir Frangié, chef de file des chrétiens de gauche, qui appartient au mouvement national (progressiste). — L. G.

Les Arabes ont à nouveau manifesté contre les fouilles sous la mosquée El Aqsa

De notre correspondant

Jérusalem. — Une grève générale ordonnée par le conseil suprême islamique de Jérusalem a paralysé, jeudi 3 septembre, toute la partie orientale de la ville et a été suivie dans plusieurs localités de Cisjordanie. Les autorités israéliennes ont maintenu vendredi un important service d'ordre, le conseil ayant appelé à un vaste rassemblement devant la mosquée El Aqsa à l'occasion de la grande prière. Ces manifestations ont été organisées pour la « sauvegarde » des lieux saints musulmans, après un affrontement, le 1er septembre, entre Juifs et Arabes qui se disputaient la possession d'un souterrain situé à proximité du Mur des lamentations sous l'esplanade des mosquées d'Omar et El Aqsa.

Déjà auparavant, les dirigeants israéliens de la municipalité de Jérusalem redoutaient que le moindre incident ne remette en cause le fragile *statu quo* imposé, depuis 1967, par les différents gouvernements israéliens aux juifs et aux musulmans sur un site où les Lieux saints des deux religions sont superposés. C'est la récente décision du grand rabbin d'Israël, M. Shlomo Goren, de rouvrir une excavation dans un tunnel creusé au nord du mur, qui avait provoqué, la semaine dernière, la colère des habitants arabes de Jérusalem : il s'agissait, à leurs yeux, d'un empiètement inadmissible susceptible de mettre en danger les fondations des mosquées (*le Monde* du 29 août). M. Goren s'était résigné à ordonner l'arrêt des travaux, mais, pour plus de sûreté, un groupe de jeunes musulmans avait entrepris, le 1er septembre, de murer l'entrée de l'excavation. Plusieurs dizaines d'étudiants de Yeshiva (*séminaire juif*) étaient accourus pour les en empêcher : deux Arabes et deux Israéliens avaient été légèrement blessés avant que la police puisse rétablir l'ordre.

Cependant, confirmant l'existence d'une vive tension, une sorte de panique s'était immédiatement emparée de la vieille ville. *D'un côté*, sur l'esplanade des mosquées où étaient réunis plusieurs centaines d'Arabes, on disait : « *Les juifs ont ouvert le feu* », tandis que, devant le Mur des lamentation, les religieux rassemblés pour la prière criaient : « *Les Arabes arrivent, armés, par le tunnel* ».

Pour ramener le calme, le chef de la police avait finalement décidé de faire sceller l'entrée de l'excavation, sans réussir, pour autant à rassurer la population arabe.

L'affaire, en effet, n'est pas terminée : le grand rabbin Goren, qui entend imposer la loi au gouvernement et aux archéologues à propos d'autres fouilles à Jérusalem (*le Monde* du 28 août), pense que le souterrain « redécouvert » dernièrement (il est connu, en fait, depuis plus d'un siècle) peut permettre de retrouver les fondations du temple détruit au Ier siècle de notre ère et s'oppose aux experts pour lesquels l'excavation n'est qu'une citerne construite par les croisés.

En réalité, nombre de juifs religieux n'acceptent pas que les autorités israéliennes protègent les Lieux saints musulmans et leur en interdisent l'accès dans la mesure où ils considèrent l'emplacement des mosquées (construites sur les ruines du temple d'Hérode) comme un sanctuaire juif. Cette affaire embarrasse gravement le gouvernement israélien qui, pour justifier la « réunification » de Jérusalem (c'est-à-dire l'annexion de la partie arabe de la ville) et pour faire face aux revendications du monde arabe, s'est toujours vanté d'avoir fait respecter jusqu'à présent l'intégrité des Lieux saints musulmans et de les avoir laissés sous l'administration « autonome » du Conseil suprême islamique. — F. C.

Yémen du Nord

DOUZE OFFICIERS IMPLIQUÉS DANS UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT AURAIENT ÉTÉ PASSÉS PAR LES ARMES

Aden (A.F.P.). — Douze officiers des forces blindées nord-yéménites auraient été passés par les armes au cours du mois d'août pour tentative de coup d'Etat contre le président Ali Abdallah Saleh, a affirmé samedi 5 septembre à Aden le Front national démocratique (F.N.D.) du Nord-Yémen (mouvement d'opposition au régime de Sanaa).

Selon le F.N.D., qui cite des « *sources sûres* » à Sanaa, ces exécutions ont été accompagnées de nombreuses arrestations dans les rangs de diverses unités de l'armée, et notamment par l'arrestation du commandant de la 8e brigade de parachutistes, Abdelmalak Al-Sayyani, accusé de complicité dans cette tentative de coup d'Etat.

Les mêmes sources indiquent d'autre part que le demi-frère du président nord-yéménite, Ali Mohsen Al-Ahmar, a été nommé commandant de la première brigade blindée, avec la charge de mobiliser les tribus et d'organiser les forces régulières contre les partisans du F.N.D. dans le centre du pays.

Enfin, le F.N.D. affirme que le directeur du bureau présidentiel a été démis sans *raisons officielles*, et que les mesures de sécurité autour du président Ali Abdallah Saleh se sont fortement renforcées.

Egypte

La déposition du pape copte vise surtout à séduire les sympathisants du mouvement islamique

Le Caire. — La déclaration de guerre aux Frères musulmans, contenue dans le discours radiotélévisé de plus de trois heures que le raïs a prononcé, le samedi 5 septembre, devant les deux Chambres réunies, a été en partie éclipsée par la destitution, annoncée en même temps, du pape copte orthodoxe, chef de l'Eglise nationale d'Egypte.

De notre correspondant

Dans un système de pouvoir absolu, la question de savoir si le président « *avait le droit* » de déposer le patriarche d'Alexandrie est sans objet. Au reste, c'est en invoquant la Constitution de 1971, dont l'article 74 lui permet de prendre des « *mesures urgentes* » en cas de « *danger menaçant l'unité nationale* », que M. Sadate a agi. D'autorité, il a également chargé cinq évêques, NN. SS. Samuel, Maximos, Gregorios, Yohannes et Athanasios de « *s'acquitter des activités pontificales* ».

L'histoire mouvementée de l'Eglise copte comporte plusieurs précédents de ce type. Toutefois, il est douteux que le raïs aille jusqu'à imposer un nouveau pontife de son choix, comme le firent en 1976 les militaires d'Addis-Abeba pour le patriarche d'Ethiopie. D'ores et déjà, de nombreux coptes d'Egypte affirment que « *Chenouda III restera jusqu'à sa mort leur chef spirituel, de même qu'ils gardent leur confiance aux prêtres arrêtés* » (parmi lesquels se trouvent trois prélats, NN. SS. Wissa, Bichoï et Benyamin, respectivement évêques de Baliana, Qena et Menoufieh).

M. Sadate n'a formulé aucun grief précis contre Chenouda III, mais il est clair qu'il ne lui pardonnait pas d'avoir dénoncé le laxisme des autorités face aux exactions antichrétiennes des Frères musulmans. Le raïs espère gagner maintenant des appuis parmi les très nombreux musulmans déjà sympathisants, mais pas encore militants du mouvement islamique.

Mille cinq cents arrestations

Le raïs n'a pas caché, dans son allocution, qu'il avait même cru, jusqu'à une date récente, pouvoir amadouer les responsables fondamentalistes. Il a révélé qu'il était allé jusqu'à suggérer à M. Omar Telmesani, guide des Frères musulmans, de faire enregistrer sa confrérie comme « Association de bienfaisance », en échange de quoi celui-ci aurait été nommé sénateur... Le « guide » *est sous les verrous depuis le* 3 septembre. Le président s'étant enfin rendu compte — plusieurs années après son peuple — que les « *groupements islamiques universitaires* » (responsables de la plupart des attentats anticoptes de ces dernières années et viscéralement hostiles à tout accord avec l'Etat juif) n'étaient qu' « *une émanation des Frères musulmans* ». Ils vont donc désormais « *être pourchassés* ».

Néanmoins parmi les mille cinq cents personnes placées en garde à vue à la veille de l'allocution présidentielle et dont l'immense majorité sont des extrémistes islamiques, « *il n'y a que vingt à trente meneurs* ». Et encore parmi ceux-ci, tous ne sont pas des Frères musulmans, puisque y figurent des politiciens laïcs comme MM. Fouad Serageddine (wafdiste), Helmi Mourad (socialisant) et Fathi Radouane (cadre de l'ancien parti fascisant Jeune Egypte, présenté à tort comme wafdiste — nationaliste modéré — dans nos éditions du 6 septembre, tous accusés d'avoir « *tenté d'utiliser à leur profit les dissensions confessionnelles* ». Aux « *milliers de jeunes musulmans qui auraient dû également être arrêtés* », M. Sadate a accordé son « *indulgence afin que ses fils égarés aient une chance de se tirer du piège dans lequel ils sont tombés* ». Cinquante-sept des cent quinze jeunes militants islamiques arrêtés lors des événements sanglants de Zaouia-El-Hamra, au Caire, en juin dernier (*le Monde* daté 12-13 juillet) ont, d'autre part, déjà été libérés.

Les mesures qui, outre la déposition du pape copte, « *feront l'objet d'un référendum avant deux mois* », concernent la dissolution et la saisie des biens d'une vingtaine de publications et d'associations « *séditieuses* » (islamiques en grande majorité), l'interdiction de tenir des réunions politiques dans les mosquées, la mutation d'universitaires et de soixante-sept journalistes « *ayant nui à l'unité nationale* » et l'ouverture d'une enquête sur les mille cinq cents opposants arrêtés le 3 septembre.

Une inconnue : l'armée

La rigueur de ce programme a paru être atténuée par le ton paternel parfois employé le 5 septembre par le raïs à l'endroit du mouvement islamique ; mais d'autres décisions, annoncées plus discrètement à la veille du discours — par exemple la nomination à Alexandrie et à Marsa-Matrouh, ports passés en peu de temps sous la coupe d'imams extrémistes, de deux gouverneurs à poigne, le général Saïd El Mahi (précédemment chef des services secrets) et le général Yousri El Chami (précédemment chef de la police militaire), — indiquent bien que le *temps de la complaisance est terminé*, du moins à l'égard de ceux des intégristes jugés « *irrécupérables* ». En revanche, le régime espère encore dissocier de ces derniers « *les jeunes gens et jeunes filles dont la foi a été abusée à des fins politiques* ». Aux yeux de beaucoup d'Egyptiens, il s'agit là d'une gageure et ils s'attendent plutôt à des actes de violence de la part des intégristes laissés en liberté.

Cependant la plus grande inconnue reste l'armée, dont il est sûr qu'elle a fait également l'objet de mesures conservatoires. Comment d'ailleurs aurait-il pu en être autrement alors que plusieurs indices avaient révélé ces temps derniers l'infiltration intégriste dans les casernes, depuis l'explosion, parmi les fidèles d'une église cairote, d'un engin à fragmentation dont seules les forces armées possèdent des exemplaires, jusqu'à la prière rendue quasi obligatoire dans certaines unités pour les conscrits musulmans, en passant par le jeûne de Ramadan imposé parfois aux soldats chrétiens.

La déposition du patriarche d'Alexandrie semblera peut-être *un jour bien dérisoire*...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

CHENOUDA III

Trop énergique pour diriger une Église en terre d'islam

Le Caire. — Le pape Chenouda III, cent dix-septième successeur de saint Marc sur le siège pontifical d'Alexandrie et chef spirituel des vingt millions de coptes orthodoxes d'Egypte, du Soudan, d'Ethiopie (1) et d'ailleurs, médite aujourd'hui, au fond d'un monastère du désert libyque, sur ce qu'il peut en coûter au pasteur d'une minorité traditionnellement soumise d'avoir voulu, soudain, tenir tête « *au président musulman d'un pays musulman* », surtout à l'heure où ce chef d'Etat est talonné par une opposition islamique grandissante.

Trop ardent, trop revendicatif, trop énergique pour diriger une Eglise en terre d'islam, à l'heure où la tendance y est, pour « *les gens du livre* » (juifs et chrétiens), à un rétablissement du statut de *dhimmi* (« protégés » jouissant de droits garantis mais limités), Chenouda III avait fini par irriter nombre de ses compatriotes musulmans par son obstination à obtenir que ses coreligionnaires bénéficient d'une citoyenneté à part entière, et non pas seulement de cette « *espèce de condescendance hypocrite* » qu'est, selon la définition du philosophe Jean Guitton, la tolérance.

Intégriste lui-même quand il s'agissait du statut interne de sa communauté, qu'il avait absurdement privée du droit au divorce (sauf en cas d'adultère), Chenouda III, qui fut jadis officier et journaliste, aura su en d'autres occasions se montrer très ouvert sur le monde contemporain, célébrant au Vatican avec Paul VI, en 1973, les retrouvailles des papes de Rome et d'Alexandrie, et contribuant à la florissante renaissance du monachisme égyptien.

« *Chenouda a voulu être le zaïm* (chef charismatique) *des coptes* », a accusé le raïs, qui devait penser à ce proverbe : « *Il ne peut y avoir deux pharaons en Egypte.* » Le patriarche déposé était trop subtil pour entrer carrément dans le jeu politique, mais il s'est cru en mesure *d'infléchir le pouvoir. Il a perdu* sa tiare. Mais, si l'Egypte est soumise un jour à l'application à la lettre de la loi islamique, l'histoire retiendra peut-être qu'il fut le seul de ses fils à avoir eu le courage et la lucidité de la prévenir des conséquences que pourrait avoir une *telle régression*. — J.-P. P.-H.

(1) En ce qui concerne les orthodoxes éthiopiens, cette suzeraineté morale, qui remonte au quatrième siècle, n'est plus que symbolique depuis 1959.

[De son vrai nom Nazir Gayed, Chenouda III est né en 1923 dans la province d'Assiout, en Haute-Egypte. Licencié en lettres, en archéologie et en théologie, il est ordonné moine en 1954. Il passe alors plusieurs années en anachorète, dans le désert libyque, avant d'être sacré évêque en 1962 et de devenir secrétaire du patriarche Cyrille IV, auquel il succédera en 1971.]

PROCHE-ORIENT

Libye

Le colonel Kadhafi s'oriente vers une alliance avec Moscou

(Suite de la première page.)

Les Américains, faisait remarquer le colonel Kadhafi à son interlocuteur libanais, avaient déjà installé des bases dans deux pays voisins, l'Egypte et le Soudan, lesquels massaient des troupes sur les frontières libyenne et tchadienne. Parallèlement, Washington cherchait à « *asphyxier économiquement* » la Jamahirya. Le colonel Khadafi détenait des documents qui prouvaient, disait-il encore, que des pays membres de l'OTAN et quelquels Etats africains avaient été invités par les Etats-Unis à boycotter la Libye ou, pour le moins, à réduire leurs échanges avec Tripoli.

Le plus grave, confiait encore le chef de la révolution au dirigeant communiste libanais, est que les Etats-Unis avaient réduit considérablement leurs enlèvement de « brut » libyen. Il se confirme, en effet, que des sociétés américaines n'ont pas renouvelé leur contrat d'achat, contraignant la Jamahirya à baisser sa production de 1,6 million de barils/jour à 600 000 seulement. La chute des revenus escomptés pour l'année, de 33 à 7 milliards de dollars, menace d'annuler le nouveau plan quinquennal 1981-1985. Le principal objectif de Washington est manifestement de neutraliser le « *centre du terrorisme international* » qu'est à ses yeux la Jamahirya. Celle-ci, en effet, soutient — notamment à l'aide des pétrodollars — une vaste gamme de mouvements nationalistes et de partis de gauche en Amérique centrale et du Sud, en Europe, en Afrique, en Asie et en particulier au Proche-Orient.

Le colonel Kadhafi a involontairement traduit les inquiétudes de Washington en déclarant, dans son discours du 1er septembre : « *La Libye est certes quantité négligeable comparée à la puissance des Etats-Unis. Mais elle est le grain de sable qui détraque la machine, le calcul qui empêche le rein de fonctionner, le virus qui risque de paralyser l'organisme...* »

Un aréopage de mouvements révolutionnaires

L'aréopage des représentants de pays et de mouvements qui a participé à la célébration de l'anniversaire de la révolution libyenne, le 1er septembre, ou à la « *conférence de solidarité* » qui l'a précédée, était en effet impressionnant : plus d'un millier de personnalités, chefs d'Etat, ministres, dirigeants politiques, sont venus de quatre-vingt-cinq pays pour exprimer au colonel Kadhafi leur soutien ou leur « *gratitude* » pour son aide. Parmi ces derniers figuraient M. Daniel Ortega, coordinateur de la junte sandiniste au Nicaragua, qui a salué la Libye comme étant un « *centre international de lutte contre l'impérialisme et le racisme* ». A quoi le colonel Kadhafi a répondu : « *L'Amérique, pour sa part, est la reine du terrorisme; elle terrorise les peuples qui résistent à la domination impérialiste, qui cherchent tout simplement une place au soleil...* »

Après avoir écouté le colonel Kadhafi égrener ses doléances à l'égard des Etats-Unis, le 5 juin, le secrétaire général du P.C. libanais lui fait une proposition insolite : la conclusion d'un traité de défense avec les gouvernements marxistes des Républiques du Yémen du Sud et d'Ethiopie, toutes les deux « *encerclées* » par des bases américaines (au Soudan, en Somalie, à Oman) et par la VIIe flotte, toutes deux « *isolées* » dans un océan d'hostilité. Le colonel Kadhafi trouve du coup que l'idée est géniale et charge M. Georges Haoui d'une mission exploratoire.

Le va-et-vient entre Tripoli, Aden et Addis-Abeba du responsable communiste, qui se fait accompagner par M. Tayssir-Qubaa, un dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine, et parfois du chef de l'Etat sud-yéménite, M. Nasser, se déroule dans la plus grande discrétion. L'homme de confiance du colonel Kadhafi, M. Abdel Salam Jalloud, qui se rend secrètement à Addis-Abeba, paraphe à la mi-juillet le texte du traité, qui prend sa forme définitive le 8 août, à la réunion, elle aussi secrète, qui se tient à Tripoli entre les ministres des affaires étrangères des trois pays. Une semaine auparavant, la presse américaine faisait état d'un projet de la C.I.A. — que la Maison Blanche devait démentir — de monter une « *opération de grande envergure* » pour renverser le régime libyen, comportant l'assassinat de M. Kadhafi.

Le traité tripartite ne constitue pas, malgré tout, aux yeux du chef de la révolution libyenne, une « *assurance tous risques* ». Dans ses allocutions du 11 juin et du 1er septembre, *le colonel* Kadhafi a tendu la main, d'une part à l'Europe et de l'autre à *tous* les pays arabes « *progressistes ou révolutionnaires* » pour affronter le « *péril américain* ». Il a rétabli les relations diplomatiques avec le Maroc, en lui proposant un règlement à l'amiable avec les nationalistes sahraouis. *Il a même renoué* avec l'Irak, en sacrifiant en quelque sorte ses rapports privilégiés avec l'Iran de l'imam Khomeiny, et il tente actuellement de se réconcilier avec la *famille* royale d'Arabie Saoudite, qu'il a naguère vouée aux « *poubelles de l'histoire* », en espérant parvenir avec elle à un accord qui permettrait de réduire *la production pétrolière* de Ryad et, en conséquence, de rétablir le niveau des exportations de « brut » libyen.

Un appel du pied à la France

Quant à la tentative du colonel Kadhafi de dissocier l'Europe des Etats-Unis, elle a été pour le moins maladroite, selon un avis assez répandu dans les milieux diplomatiques de Tripoli. Sa menace, bien que toute théorique, de bombarder en représailles les bases américaines *sur les rives* de la Méditerranée, infligeant ainsi au Vieux Continent une « catastrophe nucléaire » (*le Monde* du 3 septembre), a suscité, il est vrai, chez les observateurs avertis, davantage de sourires que de grincements de dents.

L'appel du pied à la France a été moins malhabile. Si le colonel Kadhafi n'a pas *formulé contre* Paris la moindre critique dans son discours du 1er septembre, les *mass media* libyens se répandent en éloges du président Mitterrand et du « *gouvernement socialiste* ». Ce dernier, rappelons-le, dans un geste de bonne volonté, a réactivé l'exécution des contrats civils et militaires « gelés » en janvier dernier par l'ancienne administration.

Il n'en demeure pas moins que le colonel Kadhafi reste intraitable sur l'affaire du Tchad, qui a aggravé la tension entre Paris et Tripoli après la mise à sac de l'ambassade de France. Celle-ci est en voie de reconstruction aux frais du gouvernement libyen. Mais le colonel Kadhafi continue à justifier la présence de ses troupes au Tchad, en soutenant encore ce 1er septembre que son voisin méridional constitue un « *glacis stratégique* » pour la Libye. Toutefois, un compromis pourrait ne pas être hors de portée.

Le principal intéressé, M. Goukouni Oueddeï, président du gouvernement d'union nationale de transition du Tchad, qui s'entretiendra à Paris avec les dirigeants français dans une dizaine de *jours*, ne paraît pas partager les vues du président libyen. Dans son discours à Tripoli le 1er septembre, M. Goukouni a observé une réserve remarquée : *il a passé totalement sous silence* l'intérêt géo-politique qui justifierait la présence de troupes libyennes au Tchad.

Quelle que soit l'issue de l'offensive diplomatique de Tripoli en direction du monde arabo-africain et de l'Europe, le colonel Kadhafi est, de toute évidence, décidé à se placer sinon à l'intérieur, du moins aux côtés du camp socialiste qui constitue à ses yeux le garant le plus sûr de la pérennité de la Jamahirya. La voie qu'il *s'apprête* à emprunter *ressemble fort à celle* qu'ont choisie d'illustres prédécesseurs du tiers-monde, notamment Gamal Abdel Nasser et Fidel Castro, dont il ne se cache pas d'être l'émule. *La mutation n'a pas dû être* aisée pour un homme qui se présentait comme étant le champion de la « *troisième voie* », qui allait jusqu'à refuser à des navires de *guerre soviétiques d'accomplir* de simples visites de courtoisie dans les ports libyens. Son discours du 1er septembre avait les accents d'une amère autocritique : « *On nous oblige — a-t-il déclaré — à nous allier militairement avec quiconque est disposé à nous défendre contre l'Amérique. Il n'y a pas de neutralisme possible en temps de guerre. Les neutres ne seraient alors que des poltrons et des capitulards (...) Je pense pour ma part que nous devons nous allier à l'ennemi de notre ennemi, qui sera alors forcément notre ami.* »

Le colonel Kadhafi n'a pas annoncé la décision prise secrètement d'engager immédiatement des pourparlers avec l'U.R.S.S., dont il n'a même pas prononcé le nom au cours de l'allocution qui a duré trois heures. Il lui faudra du temps — assure-t-on dans son entourage — pour préparer l'opinion et l'armée libyennes à ce renversement politique et idéologique. Il passera aux actes après l'aval d'un « *congrès populaire* » qui sera convoqué avant la fin de cette année.

ÉRIC ROULEAU.

Iran

Un entretien avec le vice-ministre des affaires étrangères

(Suite de la première page.)

M. Azizi affirme détenir les preuves que la destruction, le 28 juin dernier, du siège du P.R.I. qui a entraîné la mort de soixante-quinze dirigeants iraniens est bien l'œuvre des Moudjahidin et qu'en conséquence Paris se trompe lourdement lorsqu'il considère MM. Bani Sadr et Radjavi comme de simples réfugiés politiques et non des « *criminels de droit commun* ». Le vice-ministre iranien regrette le temps où la France appuyait la révolution iranienne et avait accordé son « *hospitalité* » à l'imam Khomeiny. « *Depuis lors,* ajoute-t-il, avec une pointe d'amertume, *les Français ont radicalement changé de politique et sont manipulés par les Etats-Unis pour combattre notre révolution.* »

« Certains milieux libanais affirment que l'assassinat de M. Louis Delamare, l'ambassadeur de France à Beyrouth, a été téléguidé par Téhéran pour « punir » *Paris ?*

— Je ne le crois pas. Nous n'avons jamais été partisans des actes de terrorisme. Mais peut-être faudrait-il noter à ce propos que l'hostilité de la France à l'égard de notre révolution et le soutien sans réserve qu'elle accorde aux terroristes, aux pirates et à nos ennemis, sont susceptibles de provoquer la colère des amis de la révolution islamique.

— Comment expliquez-vous la facilité avec laquelle les terroristes arrivent à tuer vos dirigeants, malgré le récent renforcement des mesures de sécurité ?

— Après la révolution, nous avons totalement rejeté les anciennes méthodes de sécurité fondées sur l'aide fournie par la C.I.A. et le Mossad israélien à la SAVAK. Nous avons mis au point de nouvelles méthodes fondées sur l'appui du peuple. Ces méthodes, qui, hélas, facilitent l'infiltration de nos ennemis dans les milieux gouvernementaux. Notre régime est populaire. Nous recevons et nous recevrons certainement à l'avenir des coups, mais nous ne pensons pas qu'à la longue ils peuvent sérieusement porter préjudice à notre gouvernement. Le régime du chah avait un système de sécurité très efficace. Cela ne l'a pas empêché de s'effondrer dès que le peuple s'est réveillé. Nous déplorons, certes, d'autres pertes cruelles, mais les terroristes ne pourront jamais nous empêcher d'avancer dans la voie de la révolution.

— Certains assimilent ces attentats et sabotages à d'obscurs règlements de compte à l'intérieur du régime entre tendances et factions opposées.

— Cela est totalement faux. Depuis la destitution de M. Bani Sadr, il existe entre les différentes composantes du régime une unité totale. Evidemment, toutes les rumeurs ont pour but de semer le doute au sein de la population. Après avoir perdu la carte Bani Sadr, l'impérialisme américain cherche un autre moyen pour renverser notre gouvernement. Il estime que le moment est propice pour une intervention ouverte destinée à sauvegarder les intérêts occidentaux en Iran. En conséquence, tous les propos concernant l'anarchie, la lutte entre différents centres de décision, etc., ont pour objectif de préparer l'opinion internationale à une intervention armée ou à un coup d'Etat sanglant.

— Ne pensez-vous pas que le terrorisme antigouvernemental est provoqué par la cruauté de la répression qui a fait en moins de trois mois plus de huit cents victimes ?

— Nous affrontons une véritable guerre intérieure qui vient s'ajouter à celle que nous menons contre l'Irak. En fait, la guerre contre les ennemis de l'intérieur est plus acharnée et dure, car ces derniers ne portent pas d'uniformes et nous ne savons pas d'où viendra la prochaine attaque. Je le répète, pour nous, c'est une guerre plus dure que celle qui nous oppose à Bagdad.

— Pourquoi n'accordez-vous pas à vos ennemis les droits les plus élémentaires de la défense, notamment l'assistance d'avocats ?

— Notre procédure judiciaire est différente de celle qui prévaut en Occident. Chez vous, un avocat défend son client tout en sachant qu'il est coupable. Aux termes de la procédure islamique, lorsque le juge estime que quelqu'un est coupable, est opposé au règne de Dieu, prêt à renverser le gouvernement islamique par n'importe quel moyen, il a le droit de décider de son exécution et n'a nullement besoin de recourir à la procédure en vigueur en Occident.

— Pourtant, même l'imam Khomeiny a, à plusieurs reprises, invité les juges islamiques à la modération.

— « Mais ils sont modérés ! »

— Avec trente ou quarante exécutions par jour ? Etes-vous sûrs que les suppliciés sont tous des ennemis de la révolution, compromis dans des actes de sabotage et qu'il n'y a pas parmi eux des innocents ?

— Oui, je le suis ! Le nombre de nos *ennemis* est *grand ! Notre* révolution qui met en cause l'impérialisme sous tous ses aspects est, à la fois, très originale et très profonde. Il n'est que trop naturel que ses ennemis soient nombreux.

— Que pensez-vous de la récente visite de M. Hani El Hassan, un des proches collaborateurs de M. Arafat à M. Massoud Radjavi ? N'y voyez-vous pas un signe de détérioration des relations entre l'O.L.P. et Téhéran ?

— Je ne suis pas au courant de ce qui s'est dit au cours de cette réunion. Si on lui a dit (à M. Radjavi) qu'il était un homme fini, qu'il ne disposait d'aucun appui populaire et qu'il fallait qu'il comprenne les réalités, je n'ai rien à y redire. Sinon, je ne sais pas... Si des erreurs sont commises par certains de nos frères palestiniens, nous essayerons de régler les divergences fraternellement. Mais nul ne pourra creuser un fossé entre nous et les Palestiniens. Tout ce que je peux ajouter est que l'on s'efforce depuis un certain temps d'isoler la révolution iranienne de nos frères palestiniens en affirmant notamment *qu'il y a* collusion entre l'Iran et Israël, que Tel-Aviv nous aide dans notre guerre contre l'Irak et que les avions israéliens ont attaqué Tamuz parce que *l'Irak est en* guerre contre l'Iran. Le but de cette opération est claire : isoler l'Iran de l'opinion islamique dans le monde pour qu'en cas de tentative de renversement du régime de Téhéran, les musulmans du monde entier demeurent dans l'expectative. »

Propos recueillis par
JEAN GUEYRAS.

L'ORGANISATION DES MOUDJAHIDIN REVENDIQUE L'ATTENTAT QUI A COUTÉ LA VIE AU PRÉSIDENT RADJAÏ

Téhéran (*A.F.P., Reuter, A.P.*). — L'ayatollah Ali Ghodoussi, procureur général de la Révolution islamique, est mort, samedi 5 septembre, des suites des blessures reçues lors de l'explosion d'une bombe dans son bureau (*le Monde* du 6-7 septembre).

L'attentat contre les bureaux du premier ministre a été formellement revendiqué lundi, au nom des Moudjahidin Kalq, par M. Massoud Radjavi, principal dirigeant de cette organisation, dans une interview par l'hebdomadaire américain *Time*. M. Radjavi, en exil en France, assure que l'opération est, « *une réponse légitime* » aux exécutions ordonnées par les autorités iraniennes.

AFRIQUE

République Centrafricaine

Il faut procéder « à une sérieuse remise en ordre »

nous déclare le général Kolingba

De notre envoyé spécial

Bangui. — Le général d'armée André Kolingba a, dimanche 6 septembre, déposé une gerbe de *fleurs au mausolée de Barthélemy* Boganda, fondateur de la République Centrafricaine, à Bobangui. La veille, le successeur de M. Dacko avait présidé le premier conseil des *ministres* tenu par les militaires depuis leur accession au pouvoir. Le général Kolingba a répondu brièvement à nos questions.

« Comment concevez-vous vos rapports avec l'opposition ?

— Je demande tout simplement à l'opposition de comprendre qu'il est nécessaire qu'elle accorde au nouveau *régime le répit* indispensable pour procéder à une sérieuse remise en ordre.

— Lorsque vous parlez de remise en ordre, qu'est-ce à dire ?

— Cela signifie que le comité militaire de redressement national doit réellement mériter son nom, c'est-à-dire que ses membres doivent être animés par une profonde volonté de modifier le cours des choses en secouant la torpeur et l'indifférence générale.

— Mais encore ?

— La nation tout entière doit se mettre au travail. Les récalcitrants seront sanctionnés.

— Envisagez-vous de revenir aux voies démocratiques ? De quelle façon procéderez-vous dans ce cas ?

— Dès que les conditions nécessaires auront *été* remplies, nous reviendrons progressivement à la démocratie. Personnellement, je souhaite que tout cela se normalise au plus vite. Mais, pour l'instant, *il faut, j'en suis convaincu,* que le régime que nous venons d'instaurer garde les mains libres pendant une période transitoire de six mois ou d'un an, afin qu'il puisse valablement être jugé d'après les premiers résultats de ses actes...

— Comment envisagez-vous l'avenir de l'ancien président Dacko ?

— Il dispose de sa liberté et peut en user *comme il l'entend.* Il peut rester en Centrafrique ou se rendre à l'étranger, où et comme il le souhaite. J'ignore ses projets, et c'est à lui de les faire connaître, s'il l'estime utile.

— Quelle forme d'aide étrangère attendez-vous ? En provenance de quels pays ?

— Nous sommes à court de *liquidités*, et il est urgent que l'on nous aide dans ce domaine. C'est très urgent même, car l'avenir de la démocratie centrafricaine est aujourd'hui en jeu. Comment revenir à *une vie politique* normale aussi longtemps que pèserait sur nos têtes une menace de banqueroute. Nous nous adressons évidemment à la France en premier lieu, *mais notre situation* économique et financière est si gravement hypothéquée que nous sommes disposés à recevoir toute forme d'aide d'où qu'elle vienne...

— Quelles sont les priorités qui retiennent votre attention ?

— Il faut assurer les besoins matériels quotidiens de la population, en réglant sans retard les soldes des militaires et les traitements des fonctionnaires. Ensuite, il faut relancer l'économie, en cessant de se limiter à la capitale *et à ses banlieues. Pour sortir de* l'impasse, il faut, dans ce domaine comme dans le domaine politique, parvenir à une solution aussi rapide que possible de nos difficultés financières. »

Propos recueillis par
PHILIPPE DECRAENE.



Namibie

Les propos de M. Haig concernant des progrès dans les négociations sur l'indépendance sont accueillis avec réserve à Pretoria

M. Haig a déclaré que des progrès avaient été accomplis vers l'indépendance de la Namibie au cours de négociations discrètes avec l'Afrique du Sud, dans un entretien publié, samedi 5 septembre, par le « New York Times ». « Nous ne sommes pas où nous aimerions être, mais nous nous en sommes rapprochés », a notamment dit le secrétaire d'Etat américain. Ces propos ont été accueillis avec réserve à Pretoria.

De notre correspondant

Johannesburg. — « *Une moquerie du droit international* », « *un affront à la justice* », « *un acte inqualifiable* », « *une folie* ». La presse sud-africaine blanche et les hommes politiques, toutes tendances confondues, ont rivalisé d'épithètes pour fustiger l'attitude des Nations unies, coupables de n'avoir pas donné la parole à M. Adriaan Eksteen, ambassadeur sud-africain auprès de l'organisation internationale (*le Monde* daté 6-7 septembre). Rentré le samedi 5 septembre à Pretoria, ce dernier a mis une nouvelle fois en cause l'impartialité de l'ONU dans le règlement du dossier namibien et rappelé que le Conseil de sécurité lui-même *s'était* « *discrédité* », en avril, en refusant au parti interne *namibien de M. Mudge, la D.T.A.,* le droit de s'exprimer. S'interrogeant sur la possibilité d'aboutir à un règlement pacifique du dossier sans la participation du premier pays concerné, à savoir le sein, M. Eksteen a cependant loué l' « *approche réaliste* » des Américains, qui ont « *pris conscience des activités soviétiques dans la région* ».

Les autorités sud-africaines n'avaient toujours pas réagi lundi matin aux déclarations optimistes de M. Haig selon lesquelles Pretoria aurait accepté, comme base de règlement du dossier namibien, la fameuse résolution 435 votée par les Nations unies en 1978, ainsi que la présence de « casques bleus » durant la période de transition vers l'indépendance. Selon la presse américaine, cette attitude plus conciliante aurait été obtenue de l'Afrique du Sud, en échange, précisément, de l' « *approche réaliste* » des Etats-Unis.

Dans certains milieux diplomatiques de Pretoria, on avance même que l'opération « Prothée » aurait été lancée dans le Sud angolais afin de donner un dernier coup « *décisif* » à la SWAPO.

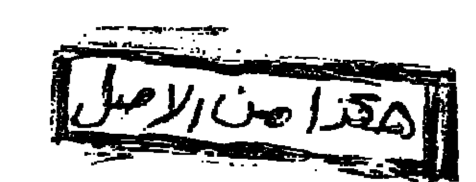
Toutefois, dans un entretien télévisé, diffusé dimanche soir, M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, s'est employé à tempérer l'optimisme naissant en déclarant : « *Les Américains ont agi comme ils l'ont fait en vertu de leurs propres intérêts et non pour se ranger délibérément aux côtés de l'Afrique du Sud.* » Il a ajouté : « *Il ne peut y avoir aucune solution pacifique en Namibie tant que des terroristes continueront leurs attaques contre le territoire.* » Cette position, qui n'est pas vraiment nouvelle, mais sur laquelle Pretoria appuie avec une certaine insistance ces derniers mois, pourrait indiquer que le gouvernement sud-africain ne lâchera pas le territoire namibien tant que la branche armée de la SWAPO (Plan) ne sera pas militairement vaincue. La quasi-totalité des bases de l'organisation nationaliste se trouvant en Angola, d'autres opérations « Prothée » seraient envisagées.

Pour l'heure, aucun communiqué officiel n'a annoncé le retour en Namibie du dernier soldat sud-africain ayant participé à l'opération. A la veille du week-end, des diplomates occidentaux en poste à Luanda avaient laissé entendre qu'une colonne motorisée sud-africaine livrait encore bataille à environ 80 kilomètres à l'est de Menongue, capitale de la province angolaise du Kuando-Kubango. L'information avait été qualifiée de « *ridicule propagande* » par un porte-parole militaire de Pretoria. Mais, samedi, un groupe de journalistes angolais et étrangers visitant la région de Cahama, à environ 100 kilomètres de la frontière namibienne, se sont fait mitrailler par un avion sud-africain. Fournie par l'agence angolaise de presse ANGOP, l'information a été officiellement commentée du côté sud-africain de la manière suivante : « *La logistique de la SWAPO est intégrée dans cette région avec celle des Forces armées angolaises (FLAPA). Nous continuerons de détruire cette organisation où qu'elle se trouve...* »

A propos du journaliste britannique blessé (1) lors du mitraillage, il a été ajouté : « *Ceux qui s'associent à la SWAPO doivent être prêts à en subir les conséquences...* »

PATRICE CLAUDE.

(1) L'Agence France-Presse rapporte de Luanda, dimanche 6 septembre, que le journaliste en question, M. Michael Woolbridge, envoyé spécial de la B.B.C., est en bonne santé. Il a été légèrement blessé à la poitrine par des éclats de roquettes lancées par un avion impala sur une colonne de six voitures.



La prochaine visite de M. Mitterrand à Alger

« Repartir de zéro »

La visite officielle que fera M. Mitterrand en novembre à Alger (« le Monde » du 5 septembre) confirme la relance des relations bilatérales et la volonté des deux capitales de leur donner une intensité et une chaleur qu'elles n'avaient jamais réussi à retrouver, au dire des Algériens, depuis le départ du général de Gaulle. Le 9 août, à l'issue d'un entretien de plus de trois heures avec le président Chadli Bendjedid, M. Cheysson avait résumé cette volonté d'une formule lapidaire et inhabituelle : « Un coup de passion est en train de prendre ».

Les règles diplomatiques auraient voulu que le chef de l'Etat algérien rende à Paris la visite qu'avait faite à Alger M. Giscard d'Estaing en avril 1975. « Cette visite avait déçu nos espérances, alors on repart de zéro », nous a dit une personnalité algérienne en manière de boutade. En réalité, précise-t-on dans les milieux diplomatiques, la genèse de ce déplacement remonte à la campagne présidentielle : M. Mitterrand n'ayant pas fait la visite qu'il prévoyait alors, l'Algérie avait réitéré son invitation quel que fût le résultat des urnes. A son tour, M. Cheysson avait confirmé à M. Chadli l'invitation pendante depuis 1975, mais avait précisé que M. Mitterrand lui laissait le choix du lieu.

« Il fallait aller vite. Compte tenu des problèmes pendants — Tchad, Libye, Angola, Proche-Orient, etc., — une concertation s'imposait. L'idéal aurait été que les deux chefs d'Etat se voient fin septembre ou début octobre, avant le sommet Nord-Sud de Cancun (22-23 octobre) où ils feront connaissance, mais M. Benyahia, notre ministre des affaires étrangères, n'aurait pas encore été complètement rétabli. Dans ces conditions, il a paru plus facile d'organiser une visite de M. Mitterrand en Algérie, en novembre. Mais le président Chadli devrait venir en France au printemps 1982, et, peut-être, même avant », précise-t-on du côté algérien.

D'ici à novembre, une série de contacts devraient préparer le sommet franco-algérien et assurer son plein succès. M. Michel Jobert, ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, est le lundi 7 et le mardi 8 septembre à Alger, où on l'avait beaucoup apprécié comme ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou. A la fin du mois, probablement le 30, M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, qui a établi des relations particulières entre Marseille et Alger, fera à son tour une visite à laquelle les Algériens attachent beaucoup d'importance, en compagnie de M. Autain, secrétaire d'Etat chargé des immigrés.

Pour souligner leur bonne volonté, les autorités algériennes ont décidé de débloquer les fonds d'Air France pour un montant de 250 millions de francs, faisant l'objet d'un vieux contentieux (1). Il faut espérer qu'il s'agit là d'un premier pas vers le déblocage — après des années d'attente anxieuse — des comptes des Français demeurés en Algérie, qui souhaitent finir leur vieux jours en France.

Mais c'est évidemment sur les négociations concernant le gaz que parlent les deux parties. Depuis février 1980, Gaz de France résiste à l'Algérie, qui veut aligner ses prix sur ceux des pétroles bruts. Des « sages » — MM. Jean-Marcel Jeanneney et Hadj Yalla, ministre des finances et président d'Algérie-France — ont pour mission d'aplanir le différend avant la visite présidentielle. « La revalorisation du prix du gaz nous permettra d'acheter beaucoup plus à la France. Une fois ce problème réglé, nous sommes décidés à fixer de larges perspectives à nos échanges et à lancer d'ambitieux programmes de coopération dans le domaine du logement et d'une usine de montage de voitures », nous a dit M. Mohamed Sahnoun, ambassadeur d'Algérie à Paris.

PAUL BALTA.

(1) Selon Air France, le contentieux porterait sur plus de 350 millions de francs.

Deux opinions sur la politique étrangère française

La presse hebdomadaire offre deux commentaires sur la politique étrangère, sensiblement différents bien qu'émis tous deux par des personnes appartenant à la majorité. *Le jugement le plus favorable est porté par un communiste,* M. Jean-Michel Catala, dans l'hebdomadaire « Révolution ». Les initiatives françaises sont saluées parce que leur portée « dépasse le caractère symbolique » et la politique extérieure est considérée comme un des éléments du « bilan positif » de l'activité du gouvernement.

Un jugement plus réservé est formulé par... un socialiste dans « Hebdo-T.C.-Témoignage Chrétien ». M. Didier Motchane, animateur du CERES, reproche à M. Cheysson de s'être fait, à Madrid, « l'avocat » de l'OTAN auprès des Espagnols. Il estime aussi que l'on peut « attendre mieux » du discours du ministre des relations extérieures et des socialistes en ce qui concerne le tiers-monde.

« L'Humanité », datée du 5 septembre, cite brièvement l'interview de M. Motchane et annonce le lancement d'une « pétition géante » contre la bombe à neutrons.

M. MOTCHANE : « Nous ne sommes pas à Brest-Litovsk. »

Dans une interview publiée par *HEBDO T.C.-TEMOIGNAGE CHRETIEN*, M. Didier Motchane, membre de l'Assemblée des Communautés européennes, animateur du CERES, évoque les relations Est-Ouest : « *Il est juste et nécessaire d'être ferme à l'égard de l'Union soviétique et d'abord pour se préparer à négocier avec elle dans de bonnes conditions. Mais il est tout à fait inutile d'ajouter à cette fermeté face à l'Est une complaisance mécanique, même verbale, à l'égard des thèses de la stratégie américaine, ce qui, à la longue, risquerait de donner l'impression d'un alignement de la France sur les positions de Ronald Reagan qui n'est dans les intentions de personne.* » Il poursuit : « *Je ne crois pas qu'il soit de l'intérêt de la France et de la paix d'accepter un préalable — américain ou soviétique — au principe d'une négociation internationale sur les euromissiles. On laisse entendre que le maintien à Paris des pétrodollars des émirs vaut bien une messe. Je ne crois pas que la défense de notre monnaie nous oblige à changer de religion. Nous ne sommes pas à Brest-Litovsk, c'est-à-dire, rien ne nous oblige ni à capituler ni à anticiper du désastre.* »

A la question de savoir si l'U.R.S.S. a une position défensive comme le considérait le P.S., ou agressive comme semble le penser la diplomatie française, M. Motchane répond : « *Si on adopte une vue globale des choses — les Américains d'ailleurs tiennent beaucoup à globaliser leurs rapports avec l'Union soviétique — l'U.R.S.S., sans doute, a très souvent une démarche agressive. Lorsqu'elle a l'occasion d'avancer, elle ne s'en prive pas. Mais nous pensons que sa faiblesse économique, la perte de son rayonnement idéologique, ses lourdeurs bureaucratiques et le problème de succession qui se pose chez elle la placent globalement dans une position défensive.* »

Après avoir jugé que la décision américaine de fabriquer la bombe à neutrons ne constitue pas « *une nouveauté dans la politique* » des Etats-Unis, M. Motchane considère que « *l'on peut attendre mieux* » du discours de M. Claude Cheysson et des socialistes en ce qui concerne le tiers-monde. Il souligne : « *En Amérique centrale, au Proche-Orient et, dans une large mesure, semble-t-il, en Afrique, le mouvement imprimé à la diplomatie française par Claude Cheysson est prometteur. Je ne suis pas sûr, en revanche, qu'il appartenait tout à fait au ministre des relations extérieures d'un pays qui n'est pas membre de l'OTAN de se faire à Madrid l'avocat de cette organisation auprès des Espagnols.* »

« *Claude Cheysson exprime souvent d'excellentes idées sur les rapports Nord-Sud* », constate M. Motchane, avant de préciser : « *Mais il faut, pour qu'elles deviennent vraiment opératoires, les intégrer dans une vision globale et les rendre cohérentes avec une analyse socialiste de l'évolution du monde.* » Il conclut : « *La coopération internationale et le pluralisme ne peuvent être, pour des socialistes, le moyen d'éluder les choix de société.* »

M. CATALA : Un « bilan positif »

L'éditorial du numéro du 4 septembre de l'hebdomadaire communiste *REVOLUTION* est titré « D'un bon pas ». Son auteur, M. Jean-Michel Catala, membre du comité central du P.C.F., écrit notamment : « *Les initiatives internationales que vient de prendre le gouvernement français prouvent que la politique extérieure n'est pas absente du bilan positif de son activité. La reconnaissance par la France, en commun avec le Mexique, de la légitimité de l'opposition salvadorienne et l'appel à des négociations avec elle sont dénués de toute ambiguïté : entre un peuple martyr et ses bourreaux, Paris a choisi, et agit. C'est un coup sévère pour la junte de Napoleon Duarte, ainsi que pour Ronald Reagan, qui le soutient à bout de bras. (...) Non moins importante est la rencontre de notre ministre des relations extérieures avec Yasser Arafat : reconnaissant le droit du peuple palestinien à une patrie et la représentativité de l'O.L.P., la France met l'accent sur la condition sine qua non d'une solution d'ensemble.* »

L'auteur de l'éditorial relève aussi : « *Quand François Mitterrand souligne que pour l'Occident « aider le tiers-monde, c'est « s'aider soi-même à sortir de « la crise », il confirme avec force les ambitions de la France. (...) Il s'agit là d'initiatives dont la portée dépasse le caractère symbolique et les principes généraux qui les inspirent. (...) Chacune d'elles, en effet, contribue concrètement à faire mûrir la solution qu'appelle le problème concerné.* »

M. Jean-Michel Catala écrit encore : « *On peut certes s'interroger sur le rythme du changement. Encore faut-il le faire en se gardant de toute impatience. L'héritage giscardien existe. Les dégâts, les gâchis, ont un caractère durable. (...) Le gouvernement la majorité parlementaire, les travailleurs mobilisés, constituent à des niveaux différents les initiateurs du changement. Les actions des uns et des autres s'épaulent, se stimulent, définissent le contenu et le rythme du changement.* »

EUROPE

Pologne

Le congrès de Solidarité traite par sous-entendus les sujets brûlants

Le premier congrès de Solidarité poursuit, ce lundi 7 septembre, à Gdansk, la première phase de ses travaux, qui pourraient se prolonger d'un ou deux jours, alors que continuent les imposantes manœuvres soviétiques sur les frontières septentrionales et orientales de la Pologne, qui mettent en œuvre une centaine de milliers d'hommes.

A Castelgandolfo, le pape Jean-Paul II a évoqué, dimanche, le congrès, « fait important de la vie de la Pologne » et « les importants événements qui se produisirent il y a un an à Gdansk et à Stettin (...), qu'il faut mettre en rapport avec le début de la seconde guerre mondiale. Avec ses six millions de morts, la Pologne avait contribué à un sacrifice qui confirme notre volonté de vivre notre vie en tant que nation, avec sa culture, sa façon de voir les questions sociales et le travail humain, de même qu'avec son droit à l'indépendance et à la souveraineté. Le respect de ce droit de notre nation, comme de toute autre, est une condition de l'harmonie internationale et de la paix dans le monde ».

En l'honneur du congrès, les typographes d'Olsztyn et ceux de Rzeszow ont mis fin à leur grève générale. Les assises, elles, se poursuivent à Gdansk, dans une discipline démocratique sans faille, et les problèmes brûlants de l'heure ne sont évoqués qu'à mots couverts.

De notre correspondant

Gdansk. — Le congrès de Solidarité n'en peut plus de démocratie. On vote et on revote pour savoir si l'on accepte la liste des candidats à la commission de ceci ou de cela, si l'on votera en bloc ou sur chaque nom, si l'on introduira la plus insignifiante des modifications à l'ordre du jour. On vote sans cesse et dans la rigueur.

Sous les oriflammes tombant du toit tubulaire de cette immense salle des sports, les quelque neuf cents délégués sont sagement assis, formant autant de carrés qu'il y a de régions. Chaque carré a son scrutateur muni d'une grande ardoise sur laquelle il inscrit les résultats partiels que la présidence de séance, là-haut sous le tableau d'affichage électronique, additionne religieusement. Petit doigt sur la rayure du short, des scouts en uniforme attendent comme à la garde de transmettre d'éventuels messages d'une travée à l'autre. Que plus de dix délégués osent se lever pour un aparté ou un café, et les réprimandes tombent, car on n'est pas là, n'est-ce pas, pour s'amuser mais travailler à l'avenir du pays.

La raison intégrée à l'audace

En voilà assez pour amidonner l'atmosphère, mais chacun de surcroît, est aussi endimanché qu'à une première communion, et l'on se dit « monsieur », « madame », ou « mesdames, messieurs », puisque « camarade », de mauvaise résonance, serait évidemment déplacé. Ces femmes et ces hommes ont réalisé l'impossible, bâti ce syndicat indépendant dans un pays du socialisme réel, remporté cette stupéfiante victoire d'une année d'existence, et ce qui devrait être malgré tous les dangers une fête de la liberté est à peu près aussi palpitant et spontané qu'un congrès du parti soviétique.

On s'ennuie au point qu'on risque de ne rien comprendre et de passer à côté de tout ce qui constitue cette révolution et se cache sous cette autorité guindée. Ce formalisme d'abord est une revendication de ces règles, de ce droit, de ces libertés formelles qui pour n'être pas la liberté en sont la condition *sine qua non*.

Si ces délégués oubliaient cette sagesse politique, cette connivence tacite d'un peuple qui a su intégrer la raison à la plus folle des audaces, que n'aurait-on à se dire !

Autour du bâtiment de béton blanc, une foule stationne en permanence qui applaudit quiconque entre ou sort, qui ne voit, n'entend, ne sait rien mais se délecte d'humer seulement le parfum de la solidarité.

A l'intérieur, vous percevez parfois de soudains craquements, très espacés samedi, le premier jour, plus rapprochés déjà dimanche. Les applaudissements coupent fréquemment bien sûr le discours d'ouverture de M. Walesa, mais se transforment en frénésie vengeresse lorsque celui-ci rappelle que, faute d'un accord avec les autorités sur la couverture du congrès, la télévision polonaise n'y a pas accès.

« Nous voulons savoir si les conflits seront cette année résolus de la même manière ou autrement que l'an dernier », dit M. Walesa en se déclarant ainsi prêt à relever le défi lancé par le parti. Il rend un hommage extrêmement appuyé à l'Eglise, dont le nouveau primat, dans son homélie du matin, a souhaité que septembre soit un mois de paix et subtilement exalté le militantisme syndical en opposant le « *travail* » au « *service* ». M. Walesa affirme que le syndicat ne se laissera pas diviser et salue tout particulièrement parmi les invités *« ceux qui ont tellement de mérite dans la lutte pour les droits de l'homme »*, c'est-à-dire l'opposition démocratique, la première cible du pouvoir.

Mais tout cela, pour la salle, va de soi et s'entend avec calme. Le congrès n'éclate qu'à l'encontre de ce monopole des ondes que l'on veut maintenant à toute force briser. Le soir, le journal télévisé diffusera tout de même des images du congrès. On croit que c'est TF 1 qui les a revendues. Non. TF 1 a refusé. Merci TF 1 ! C'est la B.B.C., donc ? Oui, la B.B.C. en a revendu par le canal de l'Eurovision. Heureusement pour elle, les bobines utilisées avaient été en fait tournées par une équipe du réseau régional de Gdansk, qui est donc aussitôt priée de plier bagage (1).

Dimanche, le journal télévisé diffusera du son sur des images fixes, un plan de ces camions bloqués à l'entrée et devant lesquels on a peint : *« La télévision ment. »* On entendra aussi une protestation indignée du porte-parole du gouvernement contre une déclaration antérieure au congrès d'un des dirigeants syndicaux estimant que M. Rakowski n'avait pas sa place à la vice-présidence du conseil des ministres. On hausse les épaules.

Craquement comique : l'ovation inouïe faite aux représentants des syndicats japonais en vertu de cette idée ancienne en Pologne que le voisin du voisin est un ami naturel. Craquement perplexe : les applaudissements réservés au représentant des syndicats yougoslaves. Il dit « *camarades* », parle beaucoup du socialisme, mais dit aussi : *« Ni les difficultés intérieures ni les pressions extérieures n'ont brisé notre volonté de donner vie à l'autogestion »*, et parle sans gants de la lutte contre *« l'impérialisme et l'hégémonisme »*, du principe de la non-ingérence et du *« droit de tous les peuples à se déterminer eux-mêmes »*. Il est le seul invité à être venu d'un pays socialiste. Des représentants de la plupart des grands syndicats de l'Ouest, en revanche, sont là, un peu éberlués, sauf peut-être M. Edmond Maire, très à l'aise.

Craquement violent : le discours d'un des leaders ouvriers de la révolte de juin 1956 à Poznan (*« Tous ces partisans du renouveau qui font toutes ces provocations contre le syndicat sont les mêmes assassins qui ont tiré sur les ouvriers du littoral. »*) Craquement enthousiaste : la salle se levant d'un bond pour acclamer M. Wajda. Il dira simplement qu'il lui avait fallu se battre seul pour *l'Homme de marbre* et que Solidarité était là pour l'aider à réaliser *l'Homme de fer*, garant donc de la liberté d'expression. Autre craquement enthousiaste : la chaleur de l'accueil réservé à M. Bratkowski, président de l'association des journalistes, membre du parti et combattant acharné du respect de la déontologie de l'information.

La mutinerie à la prison de Bydgoszcz

Craquement méprisant : le dédain ironique et glacé avec lequel le représentant de Bydgoszcz dénonce la clôture il y a quatre jours de l'instruction de l'affaire des violences policières commises dans cette ville en mars dernier. Il fait comprendre que les syndicalistes de sa région voient là une provocation dans laquelle ils ne sont pas disposés à tomber. Le congrès approuve cette attitude avant d'écouter les premières informations sur la nouvelle affaire de Bydgoszcz, encore peu claire vue de Gdansk. Les gardiens de la maison d'arrêt ont grièvement blessé samedi un détenu (2) qui tentait de s'évader. Une mutinerie a suivi. Quelque 1 500 personnes se sont regroupées devant les murs d'enceinte et ont été chargées par la police. Des négociations sont en cours... par l'intermédiaire de Solidarité.

« Pour surmonter la crise, l'aide, la compréhension et le soutien des syndicats sont indispensables », dit le message que M. Rakowski a envoyé lire devant le congrès par M. Ciosek, ministre chargé de la coopération avec les syndicats. Mais, au-delà de ce constat, le texte est sec et se résume à une claire mise en garde contre *« la critique systématique de l'Etat »* par Solidarité. Embarrassé, M. Ciosek ajoute quelques mots de son cru : *« Je voudrais exprimer l'espoir que vous suivrez la voie sur laquelle nous pourrons vous rencontrer. Je vous souhaite tout ce qu'il y a de meilleur. »* Applaudissements de courtoisie.

En coulisse se mène une sourde lutte d'influence. Devant la vigueur de l'offensive lancée par le parti depuis juillet, M. Walesa et ses conseillers des milieux intellectuels libéraux ont décidé d'oublier leurs frictions de l'an passé avec M. Kuron et les militants du KOR pour faire front. Ce rapprochement irrite d'autres hommes, qu'ils soient hostiles au rôle déjà grand joué dans le syndicat par le KOR, ou qu'ils tiennent à affirmer le caractère chrétien de Solidarité et s'inquiètent donc de la constitution d'un bloc de la « gauche laïque ».

Des tracts anonymes circulent contre les amis de M. Kuron. Un délégué demande de mettre aux voix une motion visiblement dirigée contre cette gauche laïque et proposant qu'une messe soit organisée chaque matin à 8 heures dans la salle du congrès. La motion est repoussée par deux cent vingt voix contre deux cent six et environ deux cents abstentions.

Ce résultat, dans cette assemblée où les catholiques pratiquants sont si fortement majoritaire, est totalement inattendu, et les « laïcs », croyants ou incroyants, sont ravis. Court moment de confusion. Protestation d'un délégué expliquant que personne n'est obligé de venir à la messe et qu'on ne peut donc refuser cette possibilité à quiconque. Second vote, infirmant le premier. Les sourires changent de lèvres, mais on est, pour l'instant, encore et toujours, dans le non-dit.

BERNARD GUETTA.

(1) Quant à l'équipe de la B.B.C., elle a été priée par les autorités de quitter la Pologne lundi à l'aube, pour avoir filmé la raffinerie de Gdansk, c'est-à-dire « *un objectif stratégique* ».

(2) Il s'agit d'un adolescent de moins de dix-huit ans inculpé de cambriolage d'une église. La population, indignée, a alors aidé des mutins massés sur le toit à s'évader en leur lançant des couvertures pour qu'ils puissent sauter sur un mur hérissé de barbelés. Selon les autorités, cent cinquante quatre prévenus, dont au moins « *dix dangereux criminels* », se sont enfuis. Quatre sont revenus de leur plein gré et une vingtaine ont été repris. A la prison, des négociations sont en cours avec les mutins. Dimanche soir, la délégation du ministère de la justice avait accepté treize des trente revendications concernant une amélioration des conditions de détention.

Irlande du Nord

LE JEUNE D'UN CINQUIÈME GRÉVISTE DE LA FAIM EST INTERROMPU A LA DEMANDE DE SA FAMILLE

Belfast (*A.F.P., A.P., Reuter*). — Un des grévistes de la faim de la prison de Maze, M. Laurence McKeown, a reçu dimanche 6 septembre des soins médicaux d'urgence, à la demande de sa famille, alors qu'après soixante-dix jours de jeûne il était tombé dans le coma. Les milieux proches de l'IRA ont annoncé, sitôt connue la nouvelle, que le mouvement de revendication des prisonniers nationalistes allait continuer. C'est la cinquième fois que la famille d'un gréviste de la faim prend l'initiative de demander aux médecins de le sauver en arrêtant son jeûne.

L'INLA, autre groupe paramilitaire républicain, a d'autre part indiqué qu'elle n'envisageait pas de « remplacer », dans l'immédiat, par un autre gréviste de la faim son militant Micky Devine, mort le 20 août dernier après soixante jours de jeûne. L' « officier commandant » les prisonniers de l'INLA à Maze a estimé que si le rythme actuel était poursuivi, tous les détenus de son organisation risquaient d'être morts d'ici à six mois. *« Il est évident maintenant que le gouvernement britannique est beaucoup plus intransigeant que nous ne le pensions »*, a-t-il ajouté.

Dans la nuit de vendredi à samedi, un soldat britannique avait été tué, et un autre grièvement blessé, dans un attentat dont l'IRA provisoire a revendiqué la responsabilité. Dimanche, un policier catholique a été, lui aussi, grièvement atteint par balles à Armagh, à la sortie de la messe.

Danemark

LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE S'OPPOSE AU STATIONNEMENT D'ARMES NUCLÉAIRES MÊME EN TEMPS DE GUERRE

Copenhague (*A.F.P.*). — Le parti social-démocrate danois (au pouvoir) a adopté, samedi 5 septembre, à l'occasion de sa réunion annuelle, à Aalborg, une résolution qui modifie considérablement son attitude antérieure sur la question du stationnement d'armes nucléaires sur le territoire danois.

Auparavant opposé au stationnement de ce type d'armes « en temps de paix », il a décidé de supprimer cette dernière expression. La nouvelle résolution déclare que la *« social-démocratie veut, désormais, œuvrer pour que des armes atomiques ne soient pas installées sur le territoire danois »*.

La décision a été prise contre l'avis du premier ministre et chef du parti, M. Anker Joergensen, qui a mis les délégués en garde contre l'interprétation que pourra susciter la suppression des mots « en temps de paix ». Il a ajouté qu'il s'agit là d'une décision contraire au programme du parti social-démocrate. Il a souligné, également, que la décision n'engage que le parti et non le gouvernement, qui doit entamer, l'année prochaine, une discussion avec les autres gouvernements scandinaves sur la création d'une zone dénucléarisée en Europe du Nord. Rappelons que le Danemark n'a, actuellement, aucune arme nucléaire sur son sol.

Au cours d'une réunion, à Copenhague, les 2 et 3 septembre, les ministres des affaires étrangères du Danemark, de Suède, de Norvège, de Finlande et d'Islande ont, pour la première fois, dans leur communiqué final, incorporé l'idée de création d'une telle zone.

Espagne

LA MORT DU CHEF DES GRAPO

Madrid (*A.F.P.*). — Les Groupes de résistance antifasciste du 1er octobre (GRAPO), dont le chef, Enrique Cernan Calixto, a été tué par la police, samedi, à Barcelone, constituent une organisation aussi mystérieuse que meurtrière (*le Monde* daté 6-7 septembre).

Depuis qu'elle a surgi au premier plan de l'actualité en 1975, on lui attribue plus de cinquante assassinats et autant d'enlèvements. Son action la plus spectaculaire remonte au 26 mai 1979 : une bombe déposée au café California de Madrid, rendez-vous occasionnel de militants d'extrême droite, avait fait neuf morts et soixante et un blessés. Le 4 mai 1981, les GRAPO ont assassiné à Madrid un général et un policier, et à Barcelone deux gardes civils.

Les GRAPO se présentent comme le bras armé du parti communiste espagnol reconstitué (P.C.E.-R.), un groupuscule né en Galice en 1963 d'une scission au sein de l'Organisation des marxistes - léninistes espagnols (O.M.L.E.). Mais l'idéologie extrémiste du P.C.E.-R. n'a jamais été bien définie et son audience populaire est tenue pour quasiment nulle. Selon certaines sources, il s'agit de provocateurs manipulés de l'extérieur et infiltrés, peut-être, par des éléments à la solde de l'extrême droite fasciste.

ASIE

Cambodge

Avant la formation d'un gouvernement de coalition

Les Khmers rouges souhaitent que M. Son Sann assouplisse sa position

De notre envoyé spécial

Singapour. — Le prince Norodom Sihanouk, ancien chef de l'Etat cambodgien, et M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), ont nommé leurs représentants au comité *ad hoc*, qui, selon les termes de la déclaration commune qu'ils ont signée le vendredi 4 septembre à Singapour avec M. Khieu Samphan, premier ministre khmer rouge, doit étudier les moyens de former entre eux un gouvernement de coalition (*le Monde* du 5 septembre). Une requête a été déposée auprès du gouvernement thaïlandais pour que celui-ci autorise ce comité à se réunir, soit à Bangkok, soit à la frontière.

Toutefois, les Khmers rouges n'ont pas encore désigné leurs représentants. Ils souhaitent d'abord, semble-t-il, obtenir de M. Son Sann qu'il assouplisse ses exigences pour la formation du gouvernement de coalition au sein duquel celui-ci continue de revendiquer la majorité des portefeuilles. Or le président du F.N.L.P.K. a répété qu'il n'était pas de son pouvoir d'infléchir ses positions en raison d'un *« mandat impératif du peuple »*.

Se considérant comme le *« premier ministre désigné du gouvernement de coalition »*, puisque le prince Sihanouk et M. Khieu Samphan lui ont publiquement reconnu ce rôle, M. Son Sann a affirmé qu'il allait *« formuler des propositions, prendre des initiatives, annoncer des décisions »* afin que le comité *ad hoc* puisse commencer ses travaux sans retard. Mais la plupart des observateurs estiment que le sommet de Singapour n'aura pas de suites positives dans l'immédiat, tant au sein de l'opposition cambodgienne les esprits sont encore peu préparés à faire des concessions.

Le prince Sihanouk a précisé, quant à lui, qu'il s'était rapproché de ses deux partenaires *« sans aucun enthousiasme, simplement parce que c'était la condition* sine qua non *posée par certains pays amis* (Chine et Etats-Unis) *pour livrer des armes »*. A son avis, la réconciliation entre résistants cambodgiens n'est pas pour demain : *« Son Sann et Khieu Samphan continueront de se disputer le pouvoir, car ils sont ambitieux. »*

Aussi, même s'ils voient dans la déclaration de Singapour *« un pas en avant significatif »*, les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1) gardent prudemment leurs distances. *« Ne vous y trompez pas*, dit M. Dhanabalan, ministre singapourien des affaires étrangères, *leurs points de vue ne se sont pas rapprochés ; ils ne sont pas devenus amis mais ils apprécient mieux l'urgence qu'il y a de combattre le Vietnam. »*

« Trouver un compromis honorable avec Hanoï »

S'exprimant à *« titre personnel »*, puisque la déclaration tripartite fait obligation à ses signataires de ne pas étaler leurs divergences sur la place publique, l'ancien chef de l'Etat a évoqué la lointaine perspective d'un *« gouvernement de réconciliation »* avec les représentants du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh pour préparer des élections générales. *« Comment peut-on imaginer résoudre le problème cambodgien sans nous entendre avec l'autre côté ? »*, a-t-il demandé, dénonçant à cet égard l' « *intransigeance* » et l' « *irréalisme* » de MM. Son Sann et Khieu Samphan.

« Il faudra trouver un compromis honorable avec Hanoï, car nous ne pouvons pas prétendre battre les troupes vietnamiennes sur le terrain », a réaffirmé le prince Sihanouk. A son avis, cet objectif est aujourd'hui hors de portée. En tout cas, *« la France*, qui aurait assuré, lors d'un récent entretien à Paris M. Claude Cheysson, *est prête à saisir la moindre occasion de rendre service au peuple cambodgien »*.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour et Thaïlande.

● *La tentative d'unification des mouvements cambodgiens anti-vietnamiens* est un *« effort pour maquiller le visage du régime khmer rouge déchu »*, a écrit dimanche 6 septembre, *Nhan Dan*, quotidien du parti communiste d'Hanoï, faisant état des *« profondes divergences »* qui les opposent. *« Pékin et Washington*, conclut le journal, *ont essayé d'atteler à la même charrette trois chevaux ennemis. Même s'ils y parvenaient, ils seraient incapables de renverser le cours de la situation au Cambodge. »*

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● L'EX-DEPUTE PERONISTE JULIO BARBARO et le professeur de sociologie Juan Carlos Gallegos ont été libérés samedi, trois jours après leur enlèvement dans le centre de Buenos-Aires par une quinzaine d'inconnus armés, a annoncé la police argentine, dimanche 6 septembre. M. Julio Barbaro appartient à l'aile gauche du mouvement péroniste. — (*A.F.P.*)

El Salvador

● PRES DE DEUX CENTS PERSONNES ont été tuées au Salvador dans la seule semaine du 22 au 28 août, a indiqué, le 5 septembre, le Secours juridique de l'archevêché de la capitale. La plupart avaient été, auparavant, torturées ou violées. Certaines ont été abattues par balles et d'autres décapitées. Nombre de corps étaient mutilés. Au total deux mille deux cents personnes sont mortes au Salvador à la suite des violences politiques depuis la mi-1979. L'organisme catholique estime que les quatre cinquièmes des victimes ont été assassinés par des « bandes paramilitaires ». — (*A.F.P., U.P.I.*)

Gambie

● UNE NOUVELLE ETAPE vient d'être franchie vers l'intégration des forces de sécurité et de défense de la Gambie et du Sénégal, avec la nomination, dimanche 6 septembre, du commandant Amadou Nourou Sylla au poste de secrétaire adjoint du comité sénégalo-gambien, chargé des opérations de défense et de sécurité. Ce poste, prévu dans les accords de défense signés en février 1965 entre le Sénégal et la Gambie, n'avait jamais été pourvu jusqu'à présent. Le commandant Sylla assumera également les fonctions de conseiller militaire du chef de l'Etat gambien. — (*A.F.P.*)

Lesotho

● SERIE D'ATTENTATS. — Une bombe a explosé, vendredi 4 septembre, à l'hôtel Hilton de Maseru, capitale du Lesotho, faisant cinq blessés, dont deux grièvement atteints. C'est le quatrième attentat à la bombe en une semaine au Lesotho. Jeudi, deux bombes avaient explosé à Maseru. Mercredi, une explosion avait endommagé les bâtiments de l'aéroport international, dans la banlieue de la ville. Un homme, qui s'est présenté comme le commandant de l'Armée de libération du Lesotho (L.L.A.), a revendiqué l'attentat de mercredi lors d'un coup de téléphone à un journal sud-africain. La L.L.A. est l'aile militaire du Parti du Congrès du Basutoland, qui réclame des élections dans le royaume, complètement enclavé dans l'Afrique du Sud. — (*Reuter.*)

Maroc

● LE BUREAU POLITIQUE DE L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES a publié, samedi 5 septembre, une liste de laquelle il ressort que cent quatre-vingt-dix militants de ce parti et de la Confédération démocratique du travail ont été condamnés à des peines de un mois à trois ans et demi de prison à la suite de la grève générale du 20 juin qui a dégénéré en émeutes à Casablanca. Selon l'U.S.F.P., ils ont été jugés par vingt-trois tribunaux différents dans diverses régions du pays. Six dirigeants du parti et du syndicat C.D.T., y compris son secrétaire général, M. Noubir Al Amaoui, attendent toujours d'être jugés par un tribunal de Casablanca. — (*Reuter.*)

Nicaragua

● UN SECRETAIRE D'ETAT A ETE ARRETE pour complot contre-révolutionnaire, a annoncé, le 5 septembre, le ministère de l'intérieur. Il s'agit de M. Leonel Poveda, vice-ministre du commerce extérieur, et ancien combattant du Front sud dans la lutte qui a conduit au renversement du dictateur Anastasio Somoza, en 1979, précise l'agence Reuter. M. Poveda a été arrêté en compagnie de onze autres personnes. Il avait participé à la lutte sous les ordres du commandant Eden Pastora, qui a récemment renoncé à toutes ses fonctions officielles à Managua pour repartir combattre dans des maquis latino-américains.

● TROIS PARLEMENTAIRES FRANÇAIS, dont le député socialiste Pierre Guidoni, sont arrivés dimanche 6 septembre à Managua et devaient rencontrer ce lundi des membres du Conseil d'Etat. M. Guidoni a déclaré que le but de cette visite était de renforcer les liens entre la France et le gouvernement sandiniste. — (*A.P.*)

Ouganda

● DES SOLDATS OUGANDAIS se sont livrés, samedi 5 septembre, au pillage de plusieurs dizaines d'habitations à Wakiso et ont tué plusieurs civils, rapportent des habitants de cette localité, située à 22 kilomètres à l'ouest de Kampala. Un responsable de la sécurité a déclaré qu'aucune force antigouvernementale n'était mêlée à ces incidents et qu'une enquête était en cours. Jeudi déjà, la police avait surpris un soldat en train de piller une propriété appartenant à un civil, à Kampala. Dans la lutte qui s'était ensuivie, quatre soldats avaient été tués par la police. — (*Reuter.*)

Yougoslavie

● LOURDES PEINES POUR VINTG ET UN ALBANAIS DU KOSSOVO. — Pour *« activité hostile visant au renversement de l'ordre constitutionnel et du système socio-politique »* en Yougoslavie, le tribunal de Pristina, capitale du Kossovo, a prononcé quatre condamnations à quinze ans de détention — la plus forte peine prévue en Yougoslavie après la peine de mort — contre MM. Gani Koci, Ali Ljaichi, Bajarm Kosumi et Mrdzan Abduljii. Dix-sept autres prévenus ont été condamnés à des peines allant de six à treize ans de prison. L'agence Tanyoug affirme qu'il s'agit des « cerveaux » des manifestations des 11 et 26 mars dernier à Pristina, qui avaient tourné à l'émeute. — (*A.F.P.*)

Le Monde

politique

LE PREMIER MINISTRE A LILLE

La tradition de la moule-frites

De notre correspondant

Lille. — Citoyen, maire ou premier ministre, qu'importe... la nuit de la braderie de Lille est toujours une folle nuit ! Et cette fois encore, M. Pierre Mauroy n'a pu y échapper. L'origine de cet énorme marché aux puces qui attire chaque année dans la capitale des Flandres, début septembre, des centaines de milliers de personnes de la région et bien d'autres villes, notamment de Paris, remonte au douzième siècle. A cette époque, raconte-t-on, les domestiques avaient le droit, une fois par an, de vendre à leur profit devant le domicile de leurs maîtres les « démises », objets hors d'usage qu'ils dénichaient dans les greniers. Mais, au fil des siècles, les « bradeux » se sont multipliés, et on atteint maintenant au gigantisme. On se bat dans la semaine qui précède ce jour « J » pour réserver quelques mètres carrés de trottoir qui permettront d'étaler les « démises » de notre temps...

Et puis la tradition a consacré le plat unique de ce jour, servi sur toutes les terrasses et sur les chaussées, la moule-frites (22 F cette année), auquel se mêlent maintenant de fortes senteurs de merguez : les immigrés sont aussi très présents dans cette fête populaire.

M. Mauroy, escorté de très près par une cohorte de chasseurs d'images en quête de pittoresque, a parcouru, dimanche soir, quelques rues grouillantes de sa bonne ville, avec leurs tréteaux boiteux aux éclairages blafards, des groupes de musique de toutes sortes, des comédiens en parade, des stands de commerce classiques, mais aussi ceux des partis politiques ou des radios libres et des bateleurs de toutes espèces... « *Vive Mauroy !* », criaient les uns ; « *Vive le roi !* », répondaient d'autres, en écho.

Le maire-premier ministre est tiraillé de toutes parts. « *Je ne sais pas si vous avez remarqué,* lance-t-il aux journalistes, *ici, ce soir, rien n'est organisé. Mais c'est exceptionnel.* » On veut lui faire manger des frites, des crêpes, des gaufres, des merguez : « *Allez, monsieur le maire, on va arroser tout ça avec la canette de la victoire !* ». Il lui faut tout de même goûter, de-ci delà quelques gâteaux. Il déniche une vieille carte de Lille dans un amas de bibelots *à même le sol. Il achète. Coût :* 5 francs. Il a toutes les peines du monde à faire accepter sa pièce par le vendeur. A un marchand de merguez amateur, il demande : « *Vous aimez bien la braderie, ça vous amuse ?* » Et le vendeur de répondre : « *Oui, ça m'amuse, mais, vous savez, c'est dur en ce moment. On vient aussi pour gagner quelques sous.* »

Pendant quelques heures, dans le brouhaha de la foule et la cacophonie des musiques contrariées, M. Mauroy va effectuer un extraordinaire marathon. Et il n'oublie pas ses propres électeurs, ceux de la deuxième circonscription, qu'il reconnaît et salue au passage : naguère, la braderie de Lille a été pour lui aussi un bon tremplin politique. Il finira la soirée au pied du beffroi, partageant comme chaque année une moule-frites à la fête organisée au profit des œuvres sociales des municipaux : « *Il faut respecter la tradition* », ajoute-t-il. Ce lundi, il devait déguster une autre moule-frites avec des syndicalistes, à la Bourse du travail.

GEORGES SUEUR.

(Lire page 4, les déclarations de M. Mauroy sur l'emploi.)

Dans l'opposition

Mme VEIL : en matière européenne les prises de position du gouvernement sont claires et nous n'éprouvons pas d'inquiétude

Le groupe libéral et démocratique de l'Assemblée européenne a réuni, samedi 5 et dimanche 6 septembre, à Aix-en-Provence, un colloque sur l'avenir de l'Europe. Les libéraux considèrent comme « *nécessaire pour l'Europe d'arriver aussi vite que possible à une stabilité monétaire* ». Ils estiment que les Etats membres doivent se fixer comme objectif à long terme le développement d'une politique étrangère commune. Selon eux, la prochaine étape pourrait consister à « *englober toutes les politiques et actions communautaires de manière à conduire à une union européenne qui inclurait les questions à la fois politiques et économiques* ».

Le colloque a été marqué, samedi, par l'intervention de Mme Simone Veil, président de l'Assemblée européenne. Mme Veil a estimé que la question se pose de savoir si, après les changements intervenus, la France pourrait « *être tentée de sortir de l'économie de marché.* » Elle a déclaré : « *Le risque est que, sans qu'on le veuille, cette volonté européenne qui s'affirme, qui est réelle et sincère, ne puisse être concrétisée. Le risque est que, du fait de l'intervention de l'Etat dans un certain nombre de secteurs, du fait de subventions, nous ne soyons conduits, en France, à geler certaines mesures et à être réticents face à certains progrès.* »

Toutefois Mme Veil a ajouté : « *Les prises de position du nouveau gouvernement français sont claires. Nous n'éprouvons donc aucune inquiétude et nous ne pouvons que souhaiter que ses engagements européens se confirment. (...) Les progrès de la Communauté ne sont pas seulement liés à des problèmes institutionnels puisque l'organisation actuelle de la Communauté s'accommode sans difficulté majeure de gouvernements et de majorités d'inspirations différentes.* »

Selon un sondage « la Vie française » - IFRES

30 % DES FRANÇAIS ESTIMENT QUE M. CHIRAC POURRAIT ÊTRE LE CHEF DE L'OPPOSITION

La Vie française, datée du 7 septembre, publie un sondage sur le rôle de l'opposition. Cette enquête, réalisée par l'IFRES, du 26 au 29 août, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, donne les résultats suivants : 44 % des personnes interrogées jugent que la nouvelle opposition n'est « *pas assez active* ». Pour 33 % d'entre elles, un « chef de l'opposition » devrait se situer politiquement « *à droite* », pour 22 %, « *au centre* », et, pour 21 %, « *au-dessus des partis* ». Cette personnalité pourrait être M. Jacques Chirac pour 30 % des personnes interrogées (M. Giscard d'Estaing, 15 % ; M. Lecanuet, 6 % ; M. Barre, 5 %), mais 24 % des réponses indiquent que ce chef de l'opposition pourrait être une « *personnalité nouvelle* ».

Les réponses à la question : qui pourrait être le « chef de l'opposition », posée uniquement aux électeurs de l'ancienne majorité, sont les suivants : M. Chirac, 41 % ; M. Giscard d'Estaing, 19 % ; une « personnalité nouvelle », 18 % ; M. Barre, 9,5 % ; M. Lecanuet, 2 %.

M. PONS : le gouvernement enregistre des échecs très graves.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R. a déclaré samedi 5 septembre à Biarritz : « *Le gouvernement enregistre des échecs très graves. Il est encore trop tôt pour dire que la déception est en train de naître, mais cela viendra, au plus tard au début de l'année 1982 et après, il y aura la colère. Les Français ont surtout voté pour un changement de politique économique et le gouvernement amuse la galerie avec des thèmes secondaires. On assiste à l'heure actuelle à une duperie.* »

En ce qui concerne les nationalisations, le secrétaire général du R.P.R. a estimé que les socialistes ont soit « *parlé pour ne rien dire* » soit utilisé ce mot « *comme un thème mythologique* ». Le seul moyen de juguler le chômage, a-t-il dit, est de « *créer des emplois dans le secteur privé* » ; or, selon lui, dans ce secteur « *on matraque les dirigeants, on les traîne dans la boue et, le lendemain, on leur demande d'avoir confiance* ».

M. Pons a relevé la « *continuité* » existant dans de nombreux domaines de la politique étrangère. A propos de la défense, il a noté : « *M. Hernu est un bon élève.* »

M. BLANC : le parti républicain doit accomplir une mutation totale.

L'université politique d'été du parti républicain s'est ouverte lundi 7 septembre à La Canourgue (Lozère), ville dont le maire est M. Jacques Blanc, secrétaire général de la formation.

La veille, à Aix-en-Provence, M. Blanc avait déclaré : « *Le P.R. se doit aujourd'hui d'accomplir sa mutation totale, sa conversion. Cet objectif suppose, d'une part, un effort doctrinal et conceptuel pour élaborer notre projet républicain libéral de progrès et, d'autre part, un effort d'organisation pour donner un élan supplémentaire au militantisme. Nous sommes aujourd'hui un parti d'opposition. Dans une position irréductible, parce que nous croyons que le système qu'on nous propose est un système mauvais et que les solutions envisagées ne peuvent qu'entraîner des catastrophes.* »

Dimanche 6 septembre s'est clos au Lioran (Cantal) le « campus » d'été organisé par le Mouvement des jeunes giscardiens. Réuni à huit clos, ce campus avait pour objectif la préparation du congrès que les jeunes giscardiens devraient convoquer avant la fin de l'année. Les thèmes de recherche en ont notamment été la définition d'une nouvelle stratégie et le renouvellement des équipes.

Deux élections cantonales...

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : canton de La Motte-du-Caire (1er tour) :

Inscr., 1 545 ; vot., 1 012 ; suffr. expr., 892.

MM. Marcel Clément, M.R.G. soút. P.S., m. de La Motte-du-Caire, 643 voix, ÉLU ; Roland Garcin, P.C., cons. mun. de Thèze, 249.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Marcel Massot, M.R.G., ancien député, décédé. Marcel Massot avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1976 avec 642 voix contre 277 à M. Jean-Marie Collombon (div. g.) et 145 à M. Roland Garcin (P.C.). Il y avait eu 1064 suffrages exprimés et 1096 votants sur 1455 inscrits.

En l'absence de candidat modéré, les deux représentants de la gauche améliorent sensiblement leurs positions par rapport à 1976 : M. Clément est élu avec 72,08 % alors que son prédécesseur avait conservé son siège avec 60,33 % des suffrages exprimés. De son côté, M. Garcin gagne plus de 14 points de pourcentage : 27,91 % au lieu de 13,62 %. La progression de M. Garcin se traduit également en voix puisqu'il enregistre 104 suffrages supplémentaires par rapport à 1976, son concurrent radical de gauche n'en gagnant qu'un.]

GARD : canton de Lédignan (1er tour) :

Inscr., 3 213 ; vot., 2 002 ; suffr. expr., 1 964.

Mme Françoise Laurent-Perrigot, P.S., 966 voix ; MM. Bernard Clément, P.C., 467 ; Francis Fesquet, U.D.F., 324 ; Paddy Gautier, intérêts communaux, m. de Saint-Bénézet, 207. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Francis Perrigot (P.S.), décédé qui avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1979 avec 1391 voix contre 568 à M. Clément (P.C.) et 429 à M. Fesquet (U.D.F.). Il y avait eu 2447 votants et 2388 suffrages exprimés sur 3162 inscrits.

Alors que Francis Perrigot l'avait emporté avec 58,24 % des voix, sa fille ne recueille que 49,18 % des suffrages exprimés. Ce manque à gagner s'explique semble-t-il, par la candidature de M. Gautier (soc. indépendant) qui avait ajouté pendant la campagne à son étiquette « défense des intérêts communaux », la formule « membre de la nouvelle majorité ».

En pourcentage, le candidat communiste retrouve pratiquement son score de 1979 : 23,77 % au lieu de 23,78 %. Le représentant de l'U.D.F. enregistre un recul : 16,49 % au lieu de 17,96 %.]

...et deux municipales

MOSELLE : Montigny-lès-Metz (1er tour) :

Inscr., 15 707 ; vot., 5 450 ; suffr. expr., 5 387.

Liste du P.S., 2 136 voix en moyenne, liste de défense des intérêts communaux (div. mod.), 2 085 voix en moyenne ; liste de progrès et d'action communale (div. mod.), 904 voix en moyenne ; liste du P.C., 263 voix en moyenne. *Il y a ballottage pour les trois sièges à pourvoir.*

[Il s'agit de remplacer trois conseillers municipaux décédés, dont le maire, Joseph Schalf (U.D.F.-C.D.S.).

La liste du P.S. arrive en tête du ballottage. Son chef de file, M. Jean-Pierre Masseret, conseiller général a obtenu moins de 40 % des voix alors qu'il avait dépassé la barre des 53 % au second tour des élections législatives.

Du côté de l'opposition, la liste de M. Maurice Dero (Union pour la défense des intérêts communaux), ancien conseiller général du canton, ancien conseiller municipal de la ville, arrive en tête. Elle n'est devancée que de 71 voix par celle du P.S. Il s'agit là d'un score honorable dans la mesure où cette liste avait à en affronter une autre de la même famille politique de tendance plus centriste soutenue discrètement par la municipalité en place.

Au premier tour des élections municipales de mars 1977 les résultats avaient été les suivants : inscr. 15 765, suffr. expr. 11 470, liste centriste conduite par Joseph Schaff, maire C.D.S. sortant, 4 688 voix en moyenne, liste d'union de la gauche conduite par M. Stefann, P.S., 3 547 en moyenne, liste du R.P.R. conduite par M. Dero 1 874 en moyenne. Au second tour, la liste de M. Schaff avait enlevé les vingt-sept sièges à pourvoir avec 6 937 voix en moyenne contre 4 579 à la liste d'union de la gauche sur 11 043 suffrages exprimés.]

OISE : Margny-lès-Compiègne (1er tour) :

Inscr., 3 791 ; vot., 1 887 ; suffr. expr., 1 845.

Liste modérée, MM. Marcel Verdez, 925 voix, et Jean-Claude Lemoine, 907 ; liste P.S., MM. Robert Prayez, 746, et Bernard Hellal, 716 ; liste P.C., MM. Daniel Van den Brock, 187, et Patrice Lejeune, 186. *Il y a ballottage pour les deux sièges à pourvoir.*

[Il s'agit de remplacer deux conseillers municipaux décédés dont le maire, Aimé Dennel, proche du R.P.R. En mars 1977, la liste conduite par Aimé Dennel, maire sortant, avait enlevé les vingt-trois sièges à pourvoir.]

Le Monde

société

DE LORIENT A PARIS

DES LYCÉENS POUR LES DROITS DE L'HOMME

De notre correspondant

Lorient. — Un professeur du lycée Colbert, de Lorient, avait, en novembre 1980, invité un réfugié politique argentin, M. Miguel Benasayag, témoin survivant des chambres de tortures, à venir parler devant ses élèves de la situation politique dans son pays. Emotion. Discussion. Réflexion. Miguel Benasayag venait de faire prendre conscience aux lycéens qu'il se passait dans le monde des choses intolérables.

Quelques jours plus tard, le Mouvement lycéen des droits de l'homme (1) constitué en association, était créé.

Aussitôt, il s'intéressait à un « cas » précis, celui de Mario Burgos, un autre Argentin. A Noël, l'ambassadeur d'Argentine à Paris, voyait s'entasser sur son bureau des centaines de lettres. Il allait en recevoir ainsi près de trois mille. C'est dire, que presque tous les élèves de première, de terminale, des établissements publics et privés de Lorient, avaient envoyé une lettre.

Le mouvement allait s'étendre aux établissements de Quimperlé, de Saint-Malo, de Tours, etc.

Aucune méfiance ni réticence vis-à-vis des organisations comme Amnesty International : *« Dans un premier temps, nous n'y avons pas pensé, mais, devant la réaction positive des jeunes face à une initiative purement lycéenne, nous avons voulu nous débrouiller tout seuls. Nous avons agi spontanément parce que nous avions entendu parler du cas de Mario Burgos. Amnesty International aurait fait une enquête qui aurait demandé un délai d'au moins une année. Nous n'en avons pas eu besoin. »* Les lycéens lorientais ont adopté d'autres détenus politiques qui se trouvent dans les geôles sud-africaines ou soviétiques : *« Nous aurions pu retenir d'autres pays, mais nous avons fait un choix symbolique dans les deux blocs. »*

Une quinzaine d'entre eux ont entamé, vendredi matin, une « marche » sur Paris. Pas une marche à pied. La rentrée est bien trop proche. Une marche pacifique, sans agitation, soutenue par de nombreuses associations humanitaires et remarquablement organisée : partout, ils ont demandé préalablement les autorisations nécessaires.

Leur première étape les a conduits à Rennes où ils ont installé, dans la rue, des points d'informations, distribuant des tracts, présentant à la signature des passants des modèles de lettres à adresser aux ambassades, et les invitant à s'informer en parcourant les panneaux. Dans la soirée, ils ont animé un débat avec présentation de diapositives. Samedi, ils étaient au Mans, et dimanche à Chartres. Pour ce lundi 7 septembre, *ils ont demandé audience aux* ambassadeurs d'U.R.S.S., d'Afri*que du Sud et d'Argentine* à Paris. Ils n'ont reçu aucune *réponse.*

Ils espèrent que d'autres jeunes viendront rejoindre leur mouvement, et que la population parisienne ne restera pas indifférente à leur appel, pour des rassemblements devant les ambassades. Ils ont adressé à l'Assemblée nationale quatre cent quatre-vingt-onze exemplaires d'un appel aux députés : *« Nous verrons bien combien d'élus seront à nos côtés »*, conclut l'un d'entre eux.

JEAN-YVES MANAC'H.

(1) Mouvement lycéen des droits de l'homme, 4, rue Anatole-France, 56530 Quéven.

L'insécurité dans les banlieues lyonnaises

Lyon. — Villeurbanne les Buers, Vaulx-en-Velin la Grappinière et Vénissieux les Minguettes : ces quartiers de l'est et du sud-est lyonnais n'ont plus à être présentés. Ils font déjà partie d'un douteux folklore national. Zones des « rodéos » automobiles, théâtre de déprédations multiples, ils occupent une place de choix dans les journaux. La consécration, pour les « jeunes désœuvrés », c'est une photographie dans la presse ou un reportage parlant d'eux à la radio ou à la télévision.

Les élus, socialistes ou communistes, doivent faire face à une demande de sécurité de plus en plus forte. Ils en appellent au gouvernement pour le rétablissement des expulsions « dans certains cas » ou pour s'inquiéter de mises en liberté trop rapides.

La police a, depuis trois mois, changé de tactique. Les opérations type coups de poing ou contrôles systématiques d'identité ont été abandonnées pour tenter de rompre l'engrenage de la violence. Les risques de l'autodéfense se développent sur un fond de racisme et d'incompréhension des nouvelles méthodes policières, mais parallèlement les éducateurs accrochés au terrain croient encore à des solutions dynamiques passant par l'animation et la formation professionnelle. Faute d'une intervention rapide appuyée sur des moyens financiers très importants, le « mauvais exemple lyonnais » pourrait déboucher sur des débordements imprévisibles.

Réponses à la délinquance

De notre correspondant régional

« Nous tentons de dédramatiser la situation. Ce n'est pas l'état de siège » : M. Bernard Grasset, nouveau préfet de police du Rhône, hérite d'un dossier délicat. Tout comme M. Maurel, *directeur départemental* des polices urbaines, il tente de ramener les incidents à leurs véritables proportions : seize véhicules volés et incendiés en trois mois d'été (juin, juillet, août), six véhicules de police volontairement accrochés, six policiers légèrement blessés pendant la même période. Nous ne sommes ni à Birmingham ni à Liverpool (voir l'article de Nicolas Beau dans *le Monde* du 14 juillet). Il convient de le rappeler sans oublier l'avertissement de M. Grasset : *« Liverpool a peut-être un certain moment déteint parce que fondamentalement ce sont les mêmes raisons ».*

Comment rassurer la population après presque vingt ans de solutions répressives aussi classiques qu'inefficaces ? Telle est la question qui se pose aux policiers et aux magistrats soumis à des critiques de plus en plus nombreuses de la population et des élus. Mais on comprend qu'ils se méfient des arrestations hâtives. Sur un plan plus général, M. Grasset s'élève contre la solution dite du « saupoudrage » des nationalités : *« Nous ne sommes pas en Autriche-Hongrie au siècle dernier, avec ses contingents de juifs. Le saupoudrage est hypocrite, car il permet de nier la réalité sociale d'ethnies différentes, et il ne tient pas compte du désir légitime de regroupement de certains nationaux. »*

Les habitants sont souvent à bout de nerfs. Comme Mme Juge, employée à la mairie de Vénissieux : *« J'ai quitté la ZUP. J'en avais assez d'être interpellée par de jeunes Maghrébins : « Eh ! » Juge, tu dégages ! Les Français » doivent partir, la ZUP est à » nous. » J'ai reçu des cailloux dans le dos. J'ai vu des portes souillées d'excréments. Ce qui m'a décidée à partir, c'est un cocktail Molotov lancé sur mon palier. Je ne suis pas raciste. La preuve ? Mes voisins maghrébins avec qui j'entretenais de bons rapports depuis sept ans ont, eux aussi, déménagé parce que les Français s'en allaient. »* La rupture semble consommée entre une partie de la population des secteurs sensibles et la minorité violente d'une majorité immigrée.

Racisme ?

Le maire communiste de Vénissieux, M. Marcel Houel, ne supporte pas les accusations de racisme, soutenu sur ce point par les éducateurs de terrain, qui se méfient des analyses hâtives. Il refuse l'équation *« Algérien égale délinquant »*, mais il tient ses comptes à jour... Le découragement perce lorsqu'il évoque une maison de quartier rénovée pour 120 000 francs et dévastée en deux mois. Les solutions ? Au niveau municipal on rappelle le lourd héritage du chômage ou d'une école totalement inadaptée. *« Toutes les tours murées et vidées, il faudra bien songer à les démolir »*, concède le maire, qui fut pourtant, au départ, favorable à la réalisation d'une ZUP.

Relevons pourtant quelques images positives dans un décor de désœuvrement, de « rouille » comme disent les jeunes. Comme ce groupe de filles qui décident de repeindre la cage d'escalier de leur immeuble ou cette cabine téléphonique *« qui a tenu six mois sans déprédation ! »* C'est mieux que ces sempiternels rodéos avec en cascade les appels téléphoniques sur le 17 (Police-secours). Mais aujourd'hui les cow-boys n'ont plus de shérif aux trousses : la police ne joue plus. Les B.M.W. ou les G.T.I. vont trop vite. La gloire des « héros » s'en trouve écornée. Les interpellations sont, le plus souvent possibles, différées en essayant d'obtenir des témoignages précis. Un chemin répressif difficile dans la mesure où il dépend de la collaboration d'une population qui craint les représailles et où la tentation de l'autodéfense grandit *« parce que la police ne fait rien »*. Dans la nuit de samedi à dimanche, le propriétaire d'une B.M.W. endommagée *a été intercepté de justesse par la* police. Il avait pris chez lui une carabine 22 long rifle et tournait dans Vaulx-en-Velin à 2 heures du matin...

M. Houel va plus loin. Dans une lettre ouverte au garde des sceaux, il fait part de son *« étonnement »* à l'égard de l'attitude des autorités judiciaires. Il relève à titre d'exemple le fait que quatre *« individus » ont été pré*sentés puis remis en liberté par le parquet. Deux d'entre eux avaient été interpellés au volant d'un véhicule volé. Deux autres, selon M. Houel, arrêtés *« en flagrant délit de vol avec effraction, ont reconnu quatre autres cambriolages »*. Au Palais de justice de Lyon, on réagit avec modération en rappelant par exemple que les deux voleurs de voiture n'avaient pas mis le feu au véhicule. De plus, nous a confié un magistrat, *« ce sont des délinquants primaires pour lesquels nous avons toutes les garanties de présentation. Ils sont bien domiciliés et ont un emploi »*. A cette occasion, *les magistrats* rappellent que la liberté est la règle, la détention l'exception. Quels que soient les mises en demeure ou l'*« étonnement »* des élus, le parquet observe que les délits caractérisés ne restent pas impunis et que les prévenus comparaîtront devant un tribunal.

M. Houel a parlé des « caïds ou adolescents en mal de vedettariat ». Il est vrai que l'admiration de certains jeunes pour le pilote téméraire d'une voiture volée ne fait pas de doute. *« Il ne faut jamais oublier*, estime un éducateur, *qu'ils se défoulent, qu'ils prennent un pied fantastique. »* Le jeune public applaudit. Parfois soutenu par les parents, il bombarde de tessons de bouteille, de pierres, de billes d'acier les policiers qui arrivent en fin de partie. Pour mieux coordonner la riposte à l'« ennemi », des coups de sifflet donnent le signal du rassemblement des jeunes complices. Depuis des années, ce jeu se poursuit. Et jusqu'ici personne n'a entrepris de disposer des chicanes sur la chaussée.

« Notre police travaille beaucoup, avec infiniment de patience », répond aux accusations de laxisme le préfet de police. Selon lui, *« il n'y a pas de solutions policières à un vandalisme provocateur qui relève de solutions d'ensemble »*. La police travaille sur un fil ténu. Une majorité de moins en moins silencieuse réclame une protection, une minorité remuante met en avant des provocations racistes, s'indigne des interpellations.

« Ils nous font des bras d'honneur, nous crient des insultes racistes à bord de leurs nouvelles voitures à l'américaine. » Entendre *« alors les bougnoules, ça va ? »* dans un haut-parleur, ça fait mal... Ces témoignages maintes fois entendus ne sont pas étayés par des plaintes. Mais trop de déclarations convergent : le racisme ne meurt pas sous l'uniforme. De curieuses rumeurs courent à Villeurbanne ou à Vénissieux : *« Ils vont faire venir la légion »...*

Un débat politique

Certaines confidences d'îlotiers, quelques attitudes désabusées de la base, ne permettent pas d'écarter la *« politique du pire »*. Il est notamment troublant de constater le maintien d'épaves de voitures calcinées ou détériorées un an après les faits. Les préoccupations politiques ne sont pas absentes. Pour certains, l'arrivée de la gauche au pouvoir est une garantie de laisser-faire. D'autres, même parmi les sympathisants communistes ou socialistes, regrettent l'abandon des expulsions. *« Ils n'avaient peur que de ça... »* A Villeurbanne, deux représentants de la municipalité socialiste, que dirige M. Charles Hernu, se sont rendus à Paris pour demander au garde des sceaux que des expulsions soient *« prononcées dans certains cas si cela s'avérait nécessaire à l'égard de personnes pour lesquelles aucune solution pénale ne peut être appliquée »*. En attendant l'action à long terme déjà entreprise, *« il faut bien songer à l'immédiat »*, rappellent ces deux responsables. Pour lutter contre des bandes qui coordonnent manifestement leurs actions. Un soir à Vénissieux, le lendemain à Vaulx-en-Velin, puis à Villeurbanne ou encore à Décines. Le maire de Vénissieux imagine même une *« manipulation politique d'extrême droite ou d'extrême gauche dans des villes à direction communiste ou socialiste »*. *« Au cours de l'attaque du dancing de la Colline, les jeunes ont été amenés en camions, ils se sont dispersés en trois minutes, attendus par des 504. »*

Beaucoup de voix s'élèvent pour demander à la presse d'éviter le piège du sensationnel. Cette mise en cause prend parfois des formes maladroites (interpellations publiques, communiqués virulents), mais l'effet d'amplification semble incontestable. Les figurants involontaires se lassent. Les photographies amplifient les « triomphes » et alimentent les récidives ou les imitations d'un quartier à l'autre. Les jeunes que nous avons interrogés ont d'ailleurs leur quotidien préféré : *Lyon-Matin (« il donne plus de détails que* le Progrès »).

Le rôle de la presse

Quant à la télévision, elle est reçue en terrain sensible : à la cité d'urgence de la rue du Mans à Villeurbanne, les rassemblements de jeunes près du seul lampadaire du quartier commencent à la fin du film. Les prolongations se jouent grandeur nature contre les patrouilles de police. Autre cible : les pompiers ou même les passants.

Les éducateurs de Vénissieux se plaignent de l'intérêt porté à *« une voiture qui brûle un quart d'heure »* alors que depuis sept ans, sur le terrain, ils suscitent des animations ou des fêtes dont on ne parle pas. Aujourd'hui, ils jouent la carte de la préformation professionnelle. Leur local est tapissé de sigles des instituts ou organismes de formation. Plus grave, une colonie de jeunes Vénissians a été rudement accueillie cet été près de Thones en Haute-Savoie. Des bagarres ont éclaté en Ardèche dans un dancing proche d'Aubenas. Les jeunes molestés ou insultés venaient des Minguettes et leur réputation les avait précédés.

On le sait depuis la fin de l'époque des « blousons noirs » : la violence n'est ni fatale ni irréversible. Dans la région, à Grenoble — où la cité Paul-Mistral a longtemps défrayé la chronique à propos de violences et de déprédations du même type, — le calme est revenu. Il a fallu du temps et de l'argent. De la patience et de la compréhension. Les mêmes remèdes s'appliqueront-ils aux mêmes maux ? On peut en douter. Car les appels à la fermeté se multiplient. M. Charles Hernu, samedi : *« Les maires de la région ne laisseront pas les voyous faire la loi. »* M. Jean Capievic, maire communiste de Vaulx-en-Velin, le même jour : *« Ces actes relèvent du banditisme et sont perpétrés par quelques malfaiteurs désormais isolés et sans soutien de la population. »* Enfin il souligne que de tels événements se sont produits à peu près dans toute la France. A méditer.

CLAUDE RÉGENT.

DANS LE LOIRET

Trois mille jeunes ont participé à la fin de la Conférence mondiale des guides et éclaireuses

De notre correspondant

Orléans. — Trois mille jeunes ont participé, samedi 5 septembre, à un grand rassemblement au château de la Ferté-Saint-Aubin (Loiret), clôturant les travaux de la vingt-quatrième Conférence mondiale des guides et éclaireuses, qui se déroulait à Orléans depuis le 28 août (*le Monde* daté 30-31 août et du 4 septembre).

Après avoir assisté à un jeu scénique, Mme Edwige Avice, ministre délégué, chargé de la jeunesse et des sports, a déclaré que l'essor du guidisme battait en brèche *« tous les mensonges répandus sur l'indifférence des jeunes »*, puis s'adressant aux déléguées des cent quatre pays présents, elle a poursuivi : *« Vous êtes les représentantes d'un idéal d'humanité et de dignité (...), prêtes à travailler au rapprochement des peuples afin que les relations internationales ne soient plus une confrontation d'intérêts immédiats avec un souci d'hégémonie mais bien plutôt un apprentissage mutuel de nos valeurs respectives, la pratique d'un respect constant à l'égard d'autrui et la prise de conscience des besoins des plus défavorisés (...). Les jeunes, et particulièrement les femmes*, a-t-elle conclu, *parce qu'elles accèdent de plus en plus à toutes les formes de responsabilité, ont entre leurs mains notre devenir à tous. Les valeurs auxquelles ils et elles se rattachent peuvent changer la face du monde, puisqu'elles s'appellent responsabilité, dignité, action collective, liberté et sens de la fraternité. »*

Près de huit millions de femmes adhèrent au scoutisme à travers le monde aujourd'hui. La vingt-quatrième Conférence mondiale a mis en évidence le rôle du guidisme dans les pays du tiers-monde : il y est non seulement une pratique pédagogique mais participe directement à la lutte pour le développement par des actions d'alphabétisation ou d'assistance sociale.

La Conférence a surtout adopté à une large majorité une « recommandation » présentée par l'Italie et appuyée par la France qui *« admet la possibilité ou même le devoir pour une organisation membre de prendre position lorsque les conditions locales le permettent devant les situations affectant les options sur l'éducation de la jeunesse ou les droits fondamentaux de l'homme »*. Ce vote traduit l'évolution d'une organisation très soucieuse jusqu'à présent d'apolitisme, dans les pays anglo-saxons notamment. *« Il s'agit d'un grand pas en avant »*, ont souligné les responsables du scoutisme féminin français.

Mme Hélène Laird (Royaume-Uni) a été élue présidente du Comité mondial de l'Association des guides et éclaireuses. Elle succède à Lady Loyce Price (Australie).

La prochaine Conférence mondiale aura lieu à New-York en 1984.

RÉGIS GUYOTAT.

Des chrétiens partent en guerre contre Nostradamus

Le cardinal Etchegaray, archevêque de Marseille, met en garde les lecteurs chrétiens contre l'interprétation *« au goût du jour »* des prédictions de Nostradamus, dans le bulletin d'information du diocèse de Marseille.

« Surtout, écrit-il, *ne t'abandonne pas entre les mains de Nostradamus, de ce vieux mage provençal qui revient en flèche porté par le succès foudroyant d'une nouvelle version au goût du jour un pavé de six cents pages (à 120 francs), vendu cet été à plus de 300 000 exemplaires (1). La peur devient un marché bien coté, comme le titre un journal, voici « Apocalypse Maso ».*

« Allons, regarde du côté de l'Eglise, souligne le cardinal. *Elle n'a pas peur d'une apocalypse, de la vraie, celle de Saint-Jean. »*

D'autre part, sous le titre « les Fables de Nostradamus », l'historien Pierre Pierrard écrit, dans le dernier numéro de *Témoignage chrétien* (2) : *« Historien, je n'ai pas été convaincu par les rapprochements piquants, curieux ou scandaleux que J.-C. de Fontbrune prétend tirer de quatrains et de sizains ésotériques ; ces rapprochements n'ont d'ailleurs aucun intérêt car ils n'apprennent rien à personne. »*

Et d'expliquer :

« Le seizième siècle, le siècle de Michel de Nostre-Dame (1503-1566), fut l'un des plus atroces de notre histoire, marqué par les épidémies, la guerre civile inexpiable (les guerres de religion), la grande déchirure du manteau de l'Eglise (Luther, Calvin, Zwingli...), les scandales inouïs de la papauté, l'installation définitive de l'islam en Orient...

» Il était inévitable que ce siècle de stupre et de sang, coincé entre un Moyen Age qui n'en finissait de mourir et une modernité encore dans les langes, inspirât maintes « pronostications », pour reprendre une expression chère à Rabelais. »

(1) Jean-Charles de Fontbrune, *Nostradamus historien et prophète*, Ed. du Rocher, 1980.

(2) *Témoignage chrétien*, 49, faubourg Poissonnière, 75009 Paris. 8 francs.

RELIGION

L'assemblée protestante du Musée du désert

De notre correspondant

Nîmes. — Plus de vingt mille protestants (dont Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargée de la famille) venus de toute la France, d'Allemagne fédérale, de Suisse, de Belgique et des Pays-Bas, ont participé, dimanche 6 septembre, à l'assemblée annuelle du Musée du désert, près de Mialet, dans les Cévennes gardoises. Cette assemblée a été marquée par la célébration du tricentenaire de la naissance de Jean Cavalier, figure légendaire de l'épopée camisarde.

Beaucoup de jeunes (plus encore que l'an passé, constatait un pasteur), des groupes familiaux enthousiastes : cette manifestation traditionnelle constituait, par moments, une véritable explosion de joie collective. Mais, lors du culte qui ouvrit la matinée, sous la présidence du pasteur Jean-Pierre Montsarrat, président du Conseil national de l'Eglise réformée de France, la *loi la plus évidente*, la plus sereine se lisait dans les regards des fidèles marchant lentement, avec une solennité resurgie du passé, pour participer à la sainte cène.

Le pasteur Montsarrat a affirmé aux fidèles la nécessité d'un militantisme de l'Eglise protestante dans le monde d'aujourd'hui. Message *accueilli* avec enthousiasme par une assemblée très solidaire.

La cérémonie des *baptêmes*, d'une simplicité biblique, fut entourée d'une grande ferveur ; non seulement celle des parents, mais aussi celle de la foule parmi laquelle les couplets de psaumes jaillissaient comme les flammes toujours puissantes d'un feu de joie. Beaucoup ont pensé, alors, à la *jeunesse* de *Jean Cavalier*, dont on a écrit que *« de tous les chefs huguenots, il fut le plus inspiré »*, et qui, trois siècles plus tard, demeure le symbole incontesté et universel de la fidélité à la Réforme.

Après le repas, pris sous les châtaigniers séculaires, des allocutions ont été prononcées par les professeurs Jacques Poujol et Paul Viallanaix, de la faculté des lettres de Clermont-Ferrand. Ces interventions, écoutées par l'assistance attentive comme des *« messages de vie »*, faisaient référence, à travers la Bible, aux problèmes *présents qui suscitent* l'inquiétude du monde.

JEAN-CHARLES LHEUREUX.

● *Le Père Pedro Arrupe*, supérieur général de la Compagnie de Jésus, a quitté, samedi 5 septembre, l'hôpital de Rome, où il *avait été admis il y a* quatre semaines après avoir été victime d'une thrombose cérébrale, qui l'avait partiellement paralysé (*le Monde* daté 9-10 août). Selon des sources proches de l'hôpital Salvadore Mundi, le prélat jésuite, qui n'a pas retrouvé l'usage de la parole, devra observer une longue convalescence. On laisse entendre au Vatican qu'il est peu *probable qu'il reprenne ses fonc*tions à la tête de l'ordre, où l'intérim est actuellement assuré par le Père Vincent O'Keefe. — *(A.F.P.)*

CATASTROPHES

● *En Chine, 764 personnes ont trouvé la mort* et plus de 5 000 ont été blessées dans des inondations qui se sont produites au cours des dernières semaines dans la province du Shaanxi, au centre du pays, où 200 000 personnes sont sans abri, a annoncé dimanche Radio-Pékin. Des pluies abondantes se sont abattues depuis le 14 août *dans cette région où* les crues d'affluents du Yangtsé et du fleuve Jaune continuent à provoquer des dégâts catastrophiques. Depuis le début de l'été, près de 2 500 personnes ont ainsi trouvé la mort dans les inondations catastrophiques qui ont ravagé plusieurs régions de la Chine. — *(A.F.P.)*



SCIENCES

Lasers en tout genre

(Suite de la première page.)

A n'en pas douter, l'effet laser ou plutôt les systèmes et les appareils auxquels il permet de donner naissance sont promis à un bel avenir. Et il est probable que les prévisions de croissance du marché que les spécialistes du marketing avaient dressées pour les années 70 ne prendront réellement corps qu'au cours des dix années à venir. Ainsi, « *l'évolution du laser*, remarque M. François Chabannes, directeur adjoint de la CILAS, première société française et européenne par le chiffre d'affaires dans ce domaine, *adopte-t-elle une structure en vagues : une première vague scientifique, puis une seconde vague militaire* », qui a permis le maintien, voire la consolidation de la recherche sur ce sujet avec des résultats dont les applications ne débouchaient pas nécessairement sur des programmes militaires.

L'exemple n'est pas nouveau et, dans d'autres domaines, comme celui des télécommunications spatiales ou l'observation de la Terre par satellite, de tels phénomènes de transfert des connaissances vers le secteur civil ont eu lieu. Pour M. François Chabannes, « *il n'y aura pas de révolution, mais d'autres vagues de puissance variable qu'il faudra aborder au bon moment pour être emmené sur leur crête. Les plus lointaines seront peut-être celles de la séparation isotopique* — qui doit conduire notamment à l'enrichissement de l'uranium par la lumière — *ou de la fusion thermonucléaire par laser* », source d'énergie inépuisable qui vise à domestiquer à des fins civiles une énergie identique à celle libérée violemment par l'explosion des bombes H et dont certains physiciens prévoient l'émergence pour le début du prochain millénaire.

Un barreau de rubis

Toutes ces conséquences, M. Theodore H. Maiman, de la Hughes Aircraft Company les avait-il seulement envisagées lorsqu'il observa, un jour de juillet 1960, les premières impulsions de cette lumière granuleuse et extrêmement brillante sortie de l'appareil qu'il avait réalisé. Il s'agissait d'un barreau de rubis de quelques centimètres de longueur dont les extrémités étaient parfaitement planes et parallèles. Autour du barreau, dont les faces planes avaient été recouvertes d'un fin dépôt métallique réfléchissant, était enroulé en hélice un tube à xénon destiné à produire des éclairs de lumière blanche de grande intensité.

Lorsque la décharge dans le tube, explique M. Georges Durafourg, du Centre national d'études des télécommunications (CNET), dépassait un certain seuil de puissance, le barreau de rubis émettait par ses extrémités un violent faisceau de lumière rouge de quelques centimètres de diamètre aux propriétés bien particulières (2). Le premier laser était né, mettant un terme à une course scientifique lancée deux ans auparavant par la publication presque simultanée de deux articles ou deux équipes, l'une américaine composée d'Arthur L. Schadlow et de Charles H. Townes, et l'autre soviétique, composée de Nicolaï C. Basov et d'Alexandre M. Prokhorov, décrivaient le phénomène. La course était finie, mais pas la recherche, et, à peine six mois plus tard, trois chercheurs américains — MM. Ali Javan, Donald R. Herriott et William R. Bennett — mettaient au point les premiers lasers à gaz (hélium-néon) capables d'émettre cette fois leur lumière, non sous forme d'impulsions successives, mais de manière continue.

Paradoxalement, note, non sans un certain humour, M. Georges Bret, président-directeur général de Quantel, un fabricant de laser, « *le laser aurait pu être inventé n'importe quand après qu'Albert Einstein, toujours lui, eut établi dans une remarquable synthèse d'une quinzaine de pages, les bases théoriques du sujet* ». En 1930, l'une de ses prédictions théoriques sera vérifiée, et *si aujourd'hui l'on peut faire* d'Einstein l'arrière grand-père du laser, il semble qu'il faille voir dans le Soviétique V.A. Fabrikant son grand-père. Dès 1940, il avait, en effet, suggéré d'amplifier de la lumière à partir de césium. L'affaire n'ira pas plus loin, et il faudra attendre que MM. Basov, Prokhorov, Townes et Schawlow, les pères du laser, établissent la *possibilité d'en réaliser un pour* que M. Maiman accouche l'enfant (3).

Très vite, en raison des propriétés particulières de son rayonnement, le laser va devenir un outil de choix pour la recherche, l'art militaire et l'industrie. Etrange lumière que celle des lasers, et combien différente de celle dont le soleil ou les ampoules de nos lampes nous éclairent. Au désordre de la nature, le laser oppose l'ordre. Là où les filaments chauffés à blanc de nos ampoules diffusent une lumière composée d'une multitude de couleurs, le laser émet une lumière de couleur pure, monochromatique. Elle peut être rouge, verte, bleue, bleu-vert dans le domaine visible ou appartenir aux domaines de l'infrarouge et de l'ultraviolet ; pratiquement, aux difficultés de conception près, il n'y a qu'à choisir.

D'autre part, le faisceau de lumière émis est directif, c'est-à-*dire qu'il forme toujours sur un* écran une tache de petite dimension, même après avoir parcouru une distance de plusieurs kilomètres, alors que la lumière d'une source plus classique — les projecteurs anti-aériens utilisés au moment du 14 juillet, à Paris, le montrent bien — diverge et se dissipe rapidement. A cette propriété s'en ajoute une autre qui a trait à la brillance des lasers. Ceux-ci sont disponibles dans une gamme de puissances allant de la fraction de watt, pour les lasers *à semi-conducteurs*, qui servent à la transmission des communications téléphoniques, aux milliards de watts d'un laser à gaz carbonique destiné à la fusion thermonucléaire. Puissances fantastiques qui ne sont pas étrangères *à l'intérêt que leur portent* les militaires et au surnom de « rayon de la mort » dont on les a, peut-être, trop vite parés.

Enfin, la lumière laser est cohérente. Ce n'est peut-être pas sa propriété la plus spectaculaire, mais c'est, à n'en pas douter, l'une des plus importantes. Alors que la lumière d'une ampoule électrique banale est le résultat de l'émission, dans toutes les directions et d'une manière désordonnée, d'ondes lumineuses de fréquences *variées, celle du laser donne lieu* à une émission dans une seule direction, mais d'une manière telle que toutes les ondes lumineuses avancent au pas, tout comme un régiment de soldats.

Gadget et compétitivité

Cet ensemble de propri*étés étonnantes était de nature* à aiguillonner l'imagination des chercheurs. Dès le mois de décembre 1960, les Américains Herriott et Benett n'avaient-ils pas noté que lorsqu'ils parlaient à proximité immédiate des miroirs de *leur système laser, les vibrations* de leur voix introduisaient des variations dans l'émission du faisceau laser. Bien vite, ils devaient montrer que le laser pouvait transmettre leur voix. Cette découverte fortuite aura des répercussions inattendues sur l'avenir de cette technique, car, paradoxalement, les télécommunications par faisceaux laser, auxquelles on prédisait un bel essor, n'ont débouché que récemment et bien après qu'eurent été développés, par exemple, des lasers médicaux.

Outil précieux, le laser présente cependant l'inconvénient d'avoir des *rendements décevants*, de coûter cher et de présenter parfois une fiabilité discutable. En outre, et c'est une des raisons qui a pu freiner son utilisation, le laser peut être dangereux pour l'œil qui reçoit son faisceau. Aussi son emploi réclame-t-il des précautions particulières pour assurer la sécurité de ceux qui le manipulent. Mais, comme le note un *spécialiste*, « *le nombre, la pureté, l'accordabilité des longueurs d'onde émises par les lasers ouvrent sans cesse de nouvelles possibilités, et le temps viendra où, pour répondre à une idée d'application nouvelle, on recherchera une configuration laser adaptée que l'on développera de façon spécifique* ». Le laser-tête de lecture des chaînes hi-fi en est un exemple, tout comme celui, tueur de satellite, cher au amateurs de science-fiction. Mais, comme pour toutes les découvertes, quelles que soient les possibilités d'applications offertes, la seule règle qui jouera sera celle de la compétitivité commerciale et non celle du gadget.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(2) Courrier du C.N.R.S. de janvier 1980.

(3) Contrairement à ce qui a pu être parfois écrit, les travaux du professeur Alfred Kastler, prix Nobel de physique 1966, ne sont pas directement à l'origine du laser. En revanche, ses expériences fondamentales ont contribué à l'étude du maser, phénomène analogue au laser mais fonctionnant dans le domaine *des micro-ondes, et dont la découverte est antérieure à celle du laser.*

Prochain article :

LE TEMPS DES APPLICATIONS : DU BISTOURI AU « RAYON DE LA MORT »

VOYAGER-2 A PHOTOGRAPHIÉ PHŒBÉ DIX-SEPTIÈME SATELLITE DE SATURNE

La sonde spatiale américaine Voyager-2 a terminé, samedi 5 septembre, sa mission dans la zone de Saturne. Les contrôleurs au sol ont, en effet, arrêté les caméras de la sonde, qui, dans un état d'activité réduite, se dirige maintenant vers la planète Uranus, qu'elle devrait atteindre le 24 janvier 1986.

Au terme de ce survol de Saturne, la deuxième planète géante du système solaire, les responsables de la mission ont tout lieu d'être satisfaits. Si l'on exclut le blocage passager de la tourelle sur laquelle sont fixées les caméras, tout s'est bien passé et Voyager-2 a pris sans difficulté quelque trois cents clichés du dix-septième satellite de Saturne, Phoebé, qui tourne à environ 13 millions de kilomètres de la planète. Selon M. Ed Dunbar, chef adjoint des opérations en vol du projet Voyager, « *Phoebé ressemblerait à une pomme de terre et serait plus long que large* ».

Les informations recueillies sont encore fragmentaires et ce n'est pas avant le 8 et le 9 septembre que l'essentiel des données contenues dans ces clichés aura été décodé. Bien que la résolution moyenne de ces photographies — 38 kilomètres contre 5,4 kilomètres pour Téthys — ne favorise pas les recherches, les scientifiques ont pu établir que ce petit satellite d'environ 160 kilomètres de diamètre paraissait très sombre et faisait penser, d'un certain point de vue, à la face sombre de Japet, un autre satellite de Saturne.

Cette particularité ne laisse pas d'intriguer car tous les autres satellites de Saturne sont plutôt brillants. S'y ajoute le fait que Phoebé gravite autour de Saturne dans le sens rétrograde. L'ensemble de ces éléments et de ceux à venir permettront-ils de confirmer ou d'infirmer la thèse selon laquelle Phoebé serait un noyau de comète que Saturne aurait pris dans son champ d'attraction ?



Directeur informatique — 220.000 F

Une importante société de services (près de 1000 personnes, une centaine d'établissements en France) affiliée à un groupe de dimension mondiale, crée un poste de directeur informatique. Rendant compte au directeur financier, il définira une politique répondant au développement rapide et diversifié de la société impliquant une grande variété de traitement des données de gestion ainsi que souplesse et rendement au niveau de l'exploitation. Il disposera des moyens propres à la société (mini-ordinateurs puissants et systèmes de saisie) comme de ceux disponibles à l'échelon européen. Au niveau de son *équipe (30 personnes environ) il apportera la rigueur et l'animation nécessaires à son développement et* à sa conduite. Ce poste intéresse un candidat âgé de 32 ans minimum, très expérimenté en informatique de gestion, familiarisé avec les petits et les gros systèmes, disposant d'une expérience lui ayant permis d'approfondir avec *succès aussi bien les problèmes techniques d'exploitation que la gestion* humaine d'une équipe. La pratique très courante de l'anglais est indispensable pour évoluer sans difficulté dans un contexte international. La rémunération annuelle, de l'ordre de 220.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à J.P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2101M

Ingénieur commercial — 200.000 F

Télécommunications - La filiale d'un grand groupe industriel français recherche, pour son département Télécommunications (*chiffre d'affaires : 350 millions de francs), un Ingénieur Commercial.* En relation étroite avec le Directeur Commercial, il doit définir et mettre en œuvre la politique commerciale pour les produits de radiocommunication civile et de télématique. Responsable de la rédaction et de la négociation des propositions commerciales, il doit également suivre la bonne réalisation des affaires. Ses activités l'amènent à être en constante relation avec l'Administration et des sociétés distributrices. *A court terme, il mettra en place une petite équipe de collaborateurs commerciaux.* Ce poste conviendrait à un ingénieur (Télécom, Supélec ou équivalent), possédant une expérience de la négociation avec les administrations. La pratique de l'anglais est souhaitée. La rémunération annuelle, de l'ordre de *200.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris* - Réf. A/2094M

Groupe Forges d'Allevard — Rhône-Alpes

Le Groupe Forges d'Allevard (3300 personnes, 1 milliard de chiffre d'affaires) est en développement constant. Il offre de réelles opportunités de carrière à des cadres possédant de préférence l'anglais et/ou allemand qui seront appelés à évoluer pour faire face à son expansion. Dans un premier temps, les postes offerts sont :

Chef des services administratifs et financiers

*Sous l'autorité du Président-Directeur Général d'une importante filiale, il aura la responsabilité com-*plète de celle-ci dans les domaines contrôle de gestion, comptabilité, informatique et juridique. Il est conseiller de la direction et dirige un service important. Ce poste ne peut convenir qu'à un praticien de la fonction, âgé d'au moins 30 ans, de formation ESCP ou équivalent, ayant acquis une expérience réelle dans les principaux aspects de cette fonction en milieu industriel. La rémunération prévue est de l'ordre de 200.000 francs. Réf. A/3598M

Juriste d'entreprise

Sous l'autorité directe du Secrétaire Général et dans le cadre d'une large autonomie, il assurera *l'ensemble des opérations de la vie sociale de la holding et pilotera celle des sociétés du groupe pour* lesquelles il assurera les missions importantes. Ce poste s'adresse à un spécialiste du droit des sociétés, âgé d'au moins 35 ans, ayant acquis une solide expérience de la fonction dans une entreprise de taille importante ou dans un cabinet. Des connaissances en comptabilité sont un atout supplémentaire. La rémunération se situe à 180-190.000 francs. Réf. A/3599M

Jeune audit interne

Dépendant du Secrétaire Général du groupe, il assurera l'audit des différentes filiales sur le plan des systèmes d'information, de gestion et de contrôle et prendra en charge diverses missions ponctuelles. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 25 ans, de formation ESC ou équivalent, et ayant 2 ans d'expérience d'audit soit en entreprise, soit en cabinet. La rémunération envisagée est de l'ordre de 120-140.000 francs. Réf. A/3600M

Pour ces postes, écrire à M. LE GOUEFF à Villeurbanne en rappelant la référence du poste choisi.

Marketing executive — Paris

The IRISH EXPORT BOARD is the government - sponsored organisation promoting and developing Irish Exports, with its Head Office in Dublin. We are looking for a senior experienced marketing executive to *join a small dynamic team of Paris-based marketing executives who have been developing the French* market for irish products for the past twelve years. The work will involve helping irish companies to devise and implement marketing plans to penetrate and develop the french market and will include market research and contact both with specific industrial sectors of the french market and with irish exporters. The ideal candidate will be aged over 27, perfectly bi-lingual in french/english and with a minimum of four years experience in marketing, market research or sales which has given him/her a thorough understanding of a number of market sectors. The salary scale for this position is 100.000/170.000 (francs) starting salary will depend on age, experience and qualifications. Applications *will be directly sent to our client. Please send a detailed curriculum vitae in english to Paris.* Réf. B/5741M

Administration du personnel — Alsace

Une société internationale aux activités diversifiées et en développement régulier recherche, pour son établissement industriel alsacien (plus de 500 personnes), un responsable du département administration du personnel. Rendant compte à son Directeur, il s'attachera, dans son domaine, au développe*ment des méthodes d'administration, à la révision et à l'amélioration des procédures de gestion ainsi* qu'au suivi des questions juridiques et légales. Il agira comme conseil à l'intérieur de l'entreprise auprès des responsables opérationnels et sera l'interlocuteur de la société auprès des autorités, services et partenaires extérieurs relevant de son champ de compétence. Ce poste doit intéresser un candidat de formation supérieure (Droit ou Sciences Politiques, par exemple) âgé de 32 ans au moins, pouvant justifier d'une expérience de 5 ans de gestion du personnel (administration, gestion des effectifs et des rémunérations, tableau de bord social, etc.) acquise en milieu industriel. L'expérience du dialogue avec l'informatique et la connaissance de l'anglais sont vivement souhaitées. Ce poste, motivant dès le départ, est évolutif pour un candidat de valeur. Ecrire à F. WILLIGSECKER à Strasbourg. Réf. A/6084M

Responsable des achats — 160.000 F

Industrie alimentaire - La filiale française d'un important groupe international spécialisé dans l'industrie alimentaire, réorganise la fonction achats et crée le poste de Responsable des Achats. D'une part il aura la responsabilité directe des achats de certaines matières premières et fournitures et, d'autre part, *en liaison étroite* avec la Direction Générale, il contribuera aux achats stratégiques de la société. Il devra également concevoir et mettre en place des procédures administratives d'achats. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, d'un niveau de formation supérieure (Ecole *Supérieure d'Approvisionnement), disposant d'une réelle expérience de la fonction, si possible dans* l'industrie alimentaire. Des qualités de négociateur et de gestionnaire sont nécessaires. La rémunération, qui pourra atteindre 160.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé en proche banlieue. Ecrire à J.A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2093M

Responsable filiale distribution — 220.000 F

Matériaux bâtiment second œuvre. Un important groupe international, solidement implanté en Europe, recherche le directeur de sa filiale en France. *La société française commercialise une gamme* de panneaux largement utilisés dans le bâtiment et l'industrie. En relation avec le groupe, le candidat *retenu poursuivra une politique de développement (moyenne actuelle 25% par an) au travers de diffé*rents canaux de distribution pour des produits déjà introduits et bien accueillis par le marché (CA actuel 5 millions de francs). Il assurera personnellement les contacts avec les clients directs, les pres*cripteurs et les sociétés d'ingénierie et veillera au développement du réseau de revendeurs spécialisés.* Il sera responsable de la structuration progressive de la société et des objectifs de marge et de profit. Ce poste constitue une excellente opportunité pour un responsable commercial souhaitant diriger une unité autonome. *Agé d'au moins 33 ans, il disposera d'une expérience de développement commercial* réussie pour des produits de type bâtiment second œuvre (cloisons, faux plafonds, panneaux, etc.). A la fois homme de vente et de marketing, il sera en mesure de prendre en charge la gestion d'un centre de profit et l'animation d'une petite équipe. *La pratique très courante de l'anglais est indispensable.* La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience acquise, pourra atteindre 220.000 francs. Voiture de fonction fournie. Ecrire à J.P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2102M

Direction d'usine — Nord-Est de Paris

Extraction et transformation de produits minéraux - Filiale d'un groupe européen, cette société ayant six usines en France est le premier producteur français de son secteur. Elle recherche un *ingénieur capable de succéder à l'actuel Directeur* de la plus importante usine (80 personnes) située à une petite centaine de kilomètres au Nord-Est de Paris. Après formation, il prendra progressivement l'ensemble des responsabilités (techniques, humaines, gestion) de l'usine. Ce poste conviendrait à un ingénieur (ou équivalence), âgé *d'au moins 32 ans, ayant une expérience de l'encadrement acquise de* préférence dans le traitement des minéraux ou l'industrie lourde. Des qualités d'organisation et de commandement sont impérativement requises. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience, pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2970M

Ingénieur systèmes — 180.000 F

La forte croissance due au succès de ses produits incite cette jeune société qui commercialise des *logiciels d'applications très performants de gestion comptable et financière, à rechercher un ingénieur* systèmes qui participera à l'expansion de l'entreprise par la prise en charge de son activité technique. En relation avec la Direction, il aura pour mission, en développant son équipe systèmes d'assurer, *l'assistance technique à la clientèle, d'adapter et d'actualiser les produits et de développer de nou*veaux logiciels. Travaillant le plus souvent dans un environnement IBM DOS/OS, utilisant notamment CICS, le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans et diplômé d'études supérieures, possédera dans des domaines comparables 3 à 6 années d'expérience antérieure S.S.C.I., constructeur ou utilisateur et disposera si possible de connaissances relatives à d'autres matériels et d'une bonne pratique de la lan*gue anglaise. Ce poste évolutif qui requiert dynamisme, ouverture, esprit d'initiative et mobilité,* sera assorti d'une rémunération motivante, de l'ordre de 180.000 francs, qui tiendra essentiellement compte de l'expérience et du potentiel. Ecrire à J. HAXAIRE à Paris. Réf. A/2097M

Ingénieur développement et industrialisation — 170.000 F

Industrie alimentaire - *La filiale française d'un important groupe international spécialisé dans* l'industrie alimentaire, recherche, pour sa principale usine (plus de 500 personnes), située dans le Sud-Est de la France, un Ingénieur Développement et Industrialisation. Rattaché directement au Directeur de l'Usine, il sera responsable de la réalisation d'un important plan d'investissements se traduisant non seulement par le renouvellement d'équipements, mais aussi par l'introduction de concepts nouveaux de production. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement technique supérieur (industries alimentaires) et possédant une réelle expérience des process alimentaires (conserverie, laiterie, biscuiterie...). Des qualités d'imagination alliées au sens de l'Usine *sont indispensables. La connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération, qui pourra attein*dre 170.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à J.A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2043M

Chef du personnel — 160.000 F

Rhône-Alpes - La filiale d'un groupe multinational en progression constante, fabriquant et commercialisant des produits en grande série recherche pour son unité de production son chef du personnel. Sa mission sera de développer *l'ensemble de la fonction. Il sera responsable de la gestion et de l'admi*nistration du personnel (paye, qualification, mutation...). Il assistera et conseillera les responsables dans les relations avec l'ensemble du personnel et dans le développement des ressources humaines *de l'unité (élaboration et mise en œuvre des plans de formation). Il dirigera* les opérations de recrutement ETAM depuis la définition du poste jusqu'à l'intégration des nouveaux embauchés. Il sera l'un des interlocuteurs de l'entreprise dans les relations avec les syndicats et animera notamment les réunions des délégués du personnel et du CHS. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, ayant acquis une première expérience de la fonction qui lui aura permis d'en aborder les différents aspects, de *préférence en milieu industriel. Les qualités de contact sont prépon*dérantes pour lui permettre de s'affirmer rapidement. La pratique de l'anglais est souhaitable. Le rythme de développement de la société permet d'envisager, à terme, des évolutions de carrière pour le *candidat retenu. La rémunération liée à l'expérience* sera de l'ordre de 160.000 francs. Ecrire à M. LE GOUEFF à Villeurbanne. Réf. A/3601M

Gestion et organisation comptable — 160.000 F

Languedoc - Le Directeur Financier d'une société de produits de grande *consommation bénéficiant* d'une excellente image de marque et située au tout premier plan de son marché, *souhaite renforcer son* équipe en recrutant un chef de service comptabilité. Celui-ci sera responsable de la mise en place et du traitement d'une base d'informations comptables *(société française et filiales)* dans une optique d'aide à la décision. Son domaine portera sur la comptabilité *générale* et les états financiers mensuels et annuels, la comptabilité fournisseurs, la gestion des immobilisations et la fiscalité. Il disposera d'une *certaine latitude pour établir, en liaison* avec l'informatique, les procédures adaptées à un bon contrôle interne et une bonne productivité administrative. Il sera *responsable* de l'animation d'un service groupant 5 à 6 personnes. Ce poste convient à un candidat ou une candidate âgé(e) d'au moins 28 ans, de *formation ESC plus DECS*, possédant au *moins* 5 années d'expérience de la fonction *comptable* acquise soit en cabinet d'audit, soit en entreprise multinationale. *Une* pratique courante de l'anglais est souhaitée. Le développement de la société ouvre de bonnes *perspectives. D'autres affectations au sein de la direction financière sont envisageables à moyen terme.* Le salaire annuel est de l'ordre de 160.000 francs. Résidence dans une ville du sud de la France. Ecrire à J.P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2100M

Secrétaire général adjoint — 150.000 F

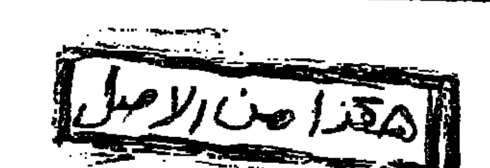
Alsace - Un groupe industriel régional de plus de 2000 personnes recherche un jeune cadre de formation juridique et comptable pour seconder son Secrétaire Général qui, au siège, assure des fonctions *propres au holding (coté en bourse) et un rôle d'assistance en matière* juridique, administrative, financière et comptable à une dizaine de filiales très diversifiées. Dans un premier temps, et selon son expérience préalable, il interviendra davantage dans le domaine juridique, ou dans le domaine *comptable et fiscal, ou dans celui* de l'audit interne. Puis il lui sera demandé de couvrir progressivement comme adjoint l'ensemble des fonctions du secrétariat général, avant d'évoluer éventuellement vers des responsabilités plus opérationnelles en gestion. Nous recherchons *une personne d'au moins 30 ans,* diplômée d'études supérieures (droit, IEP, Ecole de gestion) avec une bonne formation comptable (niveau DECS souhaité). Une expérience de quelques années dans l'industrie, à un poste similaire, ou dans un cabinet comptable, juridique ou *d'audit est nécessaire. L'anglais* est souhaité. La rémunération variera selon l'expérience autour de 150.000 francs. Ecrire à D. HATT à Strasbourg. Réf. A/6064M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini - 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505.14.30
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82
78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich



MÉDECINE

A LA SUITE DE L'APPARITION DE RÉSISTANCES BACTÉRIENNES

L'O.M.S. pourrait modifier sa stratégie de lutte contre la lèpre

Le grand amphithéâtre de l'Institut Pasteur de Paris accueillait, les 4 et 5 septembre, un important colloque international consacré à la lèpre. Cette manifestation était organisée conjointement par la Société française de microbiologie, présidée par le professeur Léon Hirth (Strasbourg), et par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.). Maladie infectieuse, associant des troubles cutanés et nerveux majeurs, qui continue à poser, dans de nombreux pays, des problèmes importants de santé publique, la lèpre a connu ces derniers temps une nouvelle actualité, due en grande partie aux espoirs qu'on avait dans la mise au point prochaine d'un vaccin. En fait, avant que celui-ci ne soit disponible — une période de vingt années sera nécessaire, — les spécialistes de la lèpre de l'O.M.S. auront à résoudre une nouvelle *difficulté de taille : l'apparition de* nouvelles souches de germes qui deviennent résistantes aux traitements usuels.

Combien existe-t-il de lépreux de par le monde ? En 1976, on recensait officiellement 3 500 000 cas. Aujourd'hui, on atteint 4 300 000. Cette différence n'est pas due, comme on pourrait le croire, à une « *flambée épidémique* ». Elle correspond aux progrès en matière de dépistage et de recensement. Depuis quelques années, l'O.M.S. a entrepris de suivre un nouveau mode de recueil des données épidémiologiques. Ainsi en Inde, l'un des pays les plus touchés par ce problème, on est passé entre 1974 et 1980 de 1 300 000 à 2 600 000 cas (une augmentation qui à elle seule correspond à la différence enregistrée au niveau mondial).

Les extrapolations faites à partir des chiffres officiels font état pour l'ensemble du globe de 10 à 11 millions de lépreux. La grande majorité d'entre eux se trouvent dans les pays en voie de développement des zones tropicales. Cependant, il faut savoir que cette maladie affecte toujours plusieurs milliers de personnes en Europe, notamment dans les pays du pourtour de la Méditerranée. Pour la France, les dernières données viennent d'être fournies par le bulletin épidémiologique hebdomadaire du ministère de la santé, qui précise qu'en Guadeloupe, sur 318 000 habitants, le nombre des lépreux atteint 1 335.

En 1971, en Louisiane, les premiers résultats des travaux menés sur les méthodes de production du germe responsable de l'affection (*Mycobacterium leprae* ou bacille de Hansen) avaient donné de nouveaux espoirs dans la mise au point d'un vaccin protecteur. L'impossibilité de cultiver ce germe *in vitro* avait, jusque-là, empêché de disposer de quantités suffisantes. Mais l'utilisation du tatou (1), petit mammifère originaire d'Amérique latine et du sud des Etats-Unis, permettait d'envisager sérieusement la production industrielle du vaccin.

On pense, aujourd'hui, que celui-ci ne pourra, dans le meilleur des cas, être diffusé à l'ensemble des populations concernées avant la fin du siècle. De difficiles problèmes stratégiques se posent en effet dans la conduite de l'expérimentation. On ne sait pas encore s'il faudra injecter des bacilles lépreux seuls ou mélangés à du B.C.G. (2).

De plus, la répartition irrégulière de la maladie, sa faible incidence, sa longue durée d'incubation, le fait qu'elle peut frapper à tous les âges de la vie, l'absence de critère objectif de diagnostic et la très grande variétés des formes cliniques font qu'il est malaisé de mettre au point le protocole qui déterminera l'effet protecteur et les indications exactes du vaccin. Ce protocole porte sur environ cent mille personnes, sa mise en œuvre durera dix ans.

Des traitements longs

L'un des points importants et lourds de conséquences abordés lors du colloque a été la confirmation de l'apparition de nouvelles souches de *Mycobacterium leprae* constituées de bactéries mutantes capables de résister aux médicaments antilépreux habituels. Depuis plus de trente ans, on utilise un médicament efficace et peu coûteux : la dapsone. Son principal inconvénient était la durée des traitements (de quelques années à quelques dizaines d'années, selon les cas), qui le rendait souvent décourageant.

Depuis quelque temps, on observe fréquemment, et dans le monde entier, des cas de résistance secondaire à la dapsone (malades déjà traités devenant résistants). La fréquence de ces observations faisait même dire aux experts qu'à ce rythme « *la lutte antilépreuse arriverait vite à un point où elle perdrait toute efficacité (3)* ». « *On a aujourd'hui la preuve,* a déclaré à Paris M. Hubert Sansarricq (chef du service de la lèpre à l'O.M.S.), *qu'apparaissent des cas de résistance primaire. Le traitement de cette maladie apparaît donc beaucoup plus complexe que nous l'avions imaginé* ».

Ces nouveaux éléments devraient, selon lui, conduire prochainement à un modification de la stratégie antilépreuse. L'O.M.S. pourrait ainsi être amenée à modifier ses recommandations thérapeutiques et à mettre en place un traitement associant, comme pour la tuberculose, trois médicaments. Cependant, si la dapsone est un produit bon marché, les autres principes actifs qui pourraient lui être associés sont beaucoup plus coûteux.

Une réunion de travail qui se tiendra à Genève du 12 au 16 octobre abordera ce problème. Les implications financières seront-elles un frein ? Pour M. Sansarricq « *les fonds collectés par les diverses associations qui combattent la lèpre devraient permettre de résoudre cette question* ».

JEAN-YVES NAU.

(1) Le bacille de Hansen (du nom du docteur Armauer Handsen qui décrivit, en 1873, l'agent causal de la lèpre) a la propriété de se développer dans les parties les plus froides du corps humain, et le tatou a une température inférieure à celle de l'homme. En 1980, l'O.M.S. disposait de trois cents tatous répartis dans neuf centres d'élevage.

(2) Le bacille lépreux et le bacille tuberculeux font partie du même groupe des mycobactéries, et les travaux effectués jusqu'à présent chez l'homme tendent à montrer qu'il est nécessaire d'incorporer les deux bacilles à la préparation vaccinale protectrice contre la lèpre.

(3) *Directives concernant la lutte contre la lèpre.* Publication de l'O.M.S., 1980, disponible à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, 75006 Paris.

JUSTICE

Faits et jugements

« Choisir » contre « Avenir ».

L'association Choisir, que préside Mme Gisèle Halimi, député (app. P.S.) de l'Isère, dénonce la campagne d'affichage, organisée du 1er au 4 septembre, par l'agence Avenir « *autour du strip-tease d'une jeune baigneuse* » (*le Monde* du 5 septembre). Choisir, qui qualifie cette opération de « *provocation organisée par des publicitaires avides de profit* », a demandé à Mme Halimi de saisir l'Assemblée nationale d'une proposition de loi tendant à protéger la dignité de la femme : « *En effet*, commente l'association, *la législation actuelle, qui ne prévoit que la répression du délit d'outrage aux bonnes mœurs* (article 283 du code pénal), *est désuète et inefficace en l'espèce. Il s'agit, en fait, de la reproduction scandaleuse et permanente du corps de la femme sans que l'objet de la campagne justifie le moins du monde cette utilisation. Il y a en cette matière un vide juridique dû à un droit patriarcal et à des mentalités misogynes.* »

M. Max Simeoni est amnistié.

Bastia. — M. Max Simeoni, ancien dirigeant de l'Action régionaliste corse (A.R.C.), accusé d'avoir, le 22 août 1976, commis un attentat contre la cave viticole appartenant à M. Cohen-Skalli située à Aghione (Haute-Corse) afin de dénoncer le « *scandale des cumuls* », vient de bénéficier d'un non-lieu dans le cadre de la loi d'amnistie.

Pendant treize mois, M. Max Simeoni était resté au maquis avant de se présenter aux autorités judiciaires. Inculpé par la Cour de sûreté de l'Etat, il avait été écroué puis remis en liberté conditionnelle le 17 décembre 1977. Il est le frère de M. Edmond Simeoni, l'actuel dirigeant de l'Union du peuple corse (U.P.C.). — (*Corresp.*)

● *Les détournements de fonds publics en Guadeloupe.* — M. Serge Broch, ancien directeur administratif et financier de la Société de développement de la Guadeloupe (Sodeg), a été inculpé le 2 septembre de complicité d'abus de biens sociaux par M. Gérard Davergne, le juge d'instruction chargé de l'affaire des détournements de fonds publics constatés à la Sodeg et évalués à 52 300 000 F (*le Monde* du 1er septembre). Entendu le mois dernier à Paris par la police judiciaire, M. Broch a été transféré en Guadeloupe où il s'est vu notifier son inculpation et a été placé sous contrôle judiciaire. Les 10 et 11 septembre, il doit être confronté aux trois autres inculpés : MM. Philippe Michaux, directeur général de la Sodeg, José Seymour, chef comptable de cette société, et Maurice Komla, directeur de l'entreprise E.A.T.T. (Entreprise antillaise de travaux et terrassements) placés en détention provisoire à la maison d'arrêt de Basse-Terre. — (*Corresp.*)

Quatre détenus grévistes de la faim transférés à l'hôpital de Fresnes.

Les quatre détenus dans l'affaire du hold-up de Condé-sur-l'Escaut qui font la grève de la faim, depuis le 25 août pour trois d'entre eux — Franco Pinna, Enrico Blanco et José de Miguel Martin, — depuis le 31 août pour Oriana Marchionni, vingt-huit ans, ont été transférés vendredi 5 septembre de la prison de Loos-lès-Lille (Nord) à l'hôpital des prisons de Fresnes (Val-de-Marne). Leur transfert, selon la chancellerie, a été décidé pour des raisons de surveillance médicale. *Les détenus, qui réclament le bénéfice de l'amnistie*, invoquant le caractère politique de leur acte (*le Monde* des 25 août et 1er septembre), se disent décidés à « *poursuivre et durcir* » leur *action*.

● *Un forcené tué au terme de six heures de siège.* — Un ancien comptable, M. Joseph Giordanengo, âgé de trente-cinq ans, qui s'était retranché dans sa maison de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), dans la soirée du samedi 5 septembre, menaçant de tuer sa mère et sa sœur, respectivement âgées de soixante-douze et quarante-cinq ans, a succombé à l'hôpital de Nice, dimanche 6 septembre.

Au terme de six heures de siège, au cours desquelles il avait blessé très sérieusement à coups de fusil de chasse quatre policiers du Groupement d'intervention de la police nationale (G.I.P.N.) de Nice, M. Joseph Giordanengo avait reçu une balle en pleine poitrine.

ÉDUCATION

CORRESPONDANCE

La laïcité et « le vrai problème scolaire »

La publication dans « le Monde » du 22 août du point de vue de Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours, président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, intitulé « Le vrai problème scolaire », nous a valu un important courrier.

Des lecteurs reprochent à Mgr Honoré d'oublier que l'école laïque respecte les opinions et les religions des familles qui y envoient leurs enfants. « *L'école de tout le monde*, écrit M. Gabriel Gohau, de Saint-Cloud, *tient sa richesse incomparable du fait qu'elle accueille les enfants de milieux et d'opinions les plus variés. Sa supériorité est dans cette variété, dans cette multiplicité des pensées. Elle forme mieux qu'aucune école confessionnelle parce qu'elle permet le choc, le croisement, l'union des idées.* » Point de vue que soutient M. Beghein, de Brive, en faisant remarquer que « *le protestantisme français, lui, a toujours été favorable à l'enseignement public* ».

De nombreux correspondants insistent sur le fait que le service public d'éducation a du mal à assurer sa mission car une partie du budget de l'éducation sert à financer l'enseignement privé. M. François Brunet, secrétaire départemental du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) de Haute-Loire, explique : « *Si l'Etat, réservant les fonds publics aux usagers du service public, donnait à celui-ci les possibilités dont il est privé et dont bénéficie l'enseignement confessionnel, le véritable problème scolaire, celui de la réelle égalité des chances, commencerait à se résoudre surtout si cette décision s'accompagnait de la gestion tripartite revendiquée depuis des années.* »

« *Une république laïque ne peut financièrement subvenir au fonctionnement de l'école d'une croyance sans que l'une et l'autre y perdent leur âme* », soutient M. Pierre Andibert, de Paris.

Des lecteurs interrogent Mgr Honoré sur la raison du choix des parents en faveur de l'école libre. « *Y a-t-il dans l'école privée une proportion si élevée de chrétiens convaincus et qui veulent, par ce choix d'école, faire à leurs enfants cette proposition de foi ? Sans doute ce nombre, en pourcentage, n'est-il pas plus élevé que celui des laïques militants dans l'école publique* », demande M. Jean-François Ponty, de Libourne.

M. Didier Vanhoutte, enseignant à Monts (Indre-et-Loire), pense que le véritable langage de l'Eglise catholique, « *apostolat, évangélisation* », l'oblige à ne pas participer à une école qui reste celle des privilégiés, celle « *pour qui les parents peuvent payer* ».

Enfin, la conclusion appartient peut-être à M. Paul Perdrix, enseignant à Bourg-en-Bresse, dans l'Ain, quand il écrit : « *Au fond, le vrai problème scolaire n'est pas dans la querelle ni la concurrence de l'école privée et de l'école publique mais dans la réelle impuissance de l'école actuelle, quelle qu'elle soit je crois, à définir et à remplir son rôle d'éducation dans une société en changement incessant. L'école publique a-t-elle le triste monopole de l'échec scolaire ? Et pourquoi tant de jeunes s'ennuient-ils si fort dans les lycées et collèges ? Voilà la vraie conscience malheureuse d'aujourd'hui, qui interpelle tous ceux qui participent à l'œuvre éducative, et qui les invite au dialogue.* »

● *L'université de Corte.* — Après la visite de l'université de Corte par M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale (*le Monde* du 3 septembre), le conseil de l'université, réuni le vendredi 4 septembre, a décidé d'abandonner les diplômes d'études universitaires générales renforcées pour revenir aux DEUG en vigueur dans les autres universités. — (*Corresp.*)

SCIENCES HUMAINES

Un entretien avec M. Jean-Pierre Chevènement

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie, commente pour « le Monde » l'action qui sera menée dans le domaine des sciences sociales et humaines.

« Vous avez créé une mission de recherche orientée vers un secteur des sciences sociales et humaines (mission emploi et travail). Quel est son objectif ?

— Il est naturel que le gouvernement entende donner une vigoureuse impulsion à un type de recherche qui concerne la priorité majeure de son action : l'amélioration de l'emploi et des conditions de travail. C'est l'objet de la mission confiée à Albert Detraz. Les recherches dans ce domaine bénéficient de dix fois plus de moyens en Allemagne qu'en France, environ 300 millions de francs contre 30 millions. Il faut agir et en même temps réfléchir.

» Nous refusons la « société duale » qui nous était offerte en perspective, où le travail forcené d'une minorité financerait la marginalisation de la masse. Il faut à la fois créer des emplois et rendre au travail sa valeur créatrice. Immense ambition qui ne peut procéder que d'une volonté collective : l'essor des recherches sur l'organisation du travail doit, dans mon esprit, mettre à la disposition des entreprises et des organismes représentant en leur sein les travailleurs (comités d'entreprise et d'établissement, comités d'hygiène et de sécurité) les outils d'une action positive et responsable, tendant à l'émergence de nouveaux rapports sociaux sur les lieux de production.

» De même, les conseils régionaux et les conseils généraux devront-ils pouvoir disposer des moyens leur permettant de mieux maîtriser l'évolution des différents « bassins d'emploi » dont ils ont la charge.

— Qu'attendez-vous des sciences sociales et humaines ?

— Non seulement en matière d'emploi et de conditions de travail, mais en tout domaine, nous devons favoriser les recherches liées au « changement ». Comprendre et agir sont les deux aspects indissociables d'une seule et même démarche. Pour cela, nous avons besoin de sciences sociales vigoureuses, bien informées, mieux assurées dans leurs méthodes, à la fois plus « scientifiques » et plus « sociales ».

» Bref, il faut rompre avec le discrédit dans lequel, pour des raisons idéologiques et politiques évidentes, les gouvernements précédents avaient cherché à les jeter. Le mariage de la sociologie et de l'histoire n'enfante pas que des monstres. L'économie ne se réduit pas au monétarisme.

» Une meilleure liaison s'impose avec les travaux du Plan. La connaissance du tissu industriel et de certains agents économiques mal connus (P.M.E. sous-traitantes, municipalités), la prévision technologique, l'étude des effets réels de l'innovation, tout cela doit nourrir la politique économique.

» Une connaissance plus approfondie des réalités économiques, sociales, culturelles des régions conditionne le succès de la décentralisation. S'il est vrai que le foisonnement des initiatives décentralisées en matière économique (économies d'énergie), sociale (formation et embauche des jeunes) ou culturelle (radios locales) peut constituer l'un des éléments d'une politique de « sortie de crise », encore faut-il donner aux élus les moyens de leurs *responsabilités nouvelles*.

Une mission d'étude sur la « dynamique du changement social » pourrait recenser les questions soulevées par l'application des « cent dix mesures » annoncées par François Mitterrand. Les sciences sociales ont donc un rôle décisif à jouer dans la mise en œuvre de la nouvelle politique : songez aux effets de la décentralisation, de la planification, de l'expansion du secteur public, des nouveaux droits des travailleurs, pour ne prendre que ces exemples ! Le coût de l'ignorance est, dans ce domaine, particulièrement élevé : gaspillage de fonds publics, drames humains de toute nature, en sont les conséquences. Encore faut-il que les résultats des recherches soient convenablement diffusés.

— Mais ne faudra-t-il pas faire des choix ?

— Remettre les sciences sociales à l'honneur ne signifie pas pour autant réhabiliter, sans distinction, tout ce qui s'en réclame. Les sciences sociales n'ont besoin ni d'une réhabilitation générale et inconditionnelle ni d'une épuration visant à inverser les effets récents de l'idéologie dominante. Elles ont besoin d'être orientées vers elles-mêmes : d'être libérées du frémissement des modes intellectuelles et des opportunismes politiques ; d'être obstinément tournées vers leur objet même, qui est de comprendre la société. Faut-il continuer à encourager la complaisance à l'égard de l'irrationnel ? La réduction de la recherche française à une province éloignée de la recherche américaine ? Pour ma part, je crois qu'il y a infiniment mieux à faire.

» Qui ne voit que la vogue de l'idéologie « antiscience » et des mouvements de technophobie doit beaucoup à la faiblesse des recherches en sciences sociales. Faut-il, dans ces conditions, aider ceux qui font profession de leur impuissance à connaître ?

» L'ambition affirmée par le président de la République de faire gagner à la France, en matière scientifique, « l'une des toutes premières places dans le monde » vaut particulièrement dans ce domaine. Le pluralisme de la recherche est nécessaire aussi à l'échelle mondiale. La France, aujourd'hui, n'est pas seulement porteuse d'une culture. Elle l'est aussi d'un projet. L'étranger attend de *nous* l'expression d'une recherche originale. Les Américains eux-mêmes ne s'intéresseront pas à nous si nous nous contentons de les paraphraser dix ans après, mais seulement si nous sommes capables de dire autre chose.

» Il n'y a aucune raison de considérer comme tabous certains groupes dominants, certains lieux du pouvoir, certaines institutions comme la Banque, ou l'étude des phénomènes de mode tels que les médias les répandent : or les recherches dans ces domaines ont été très insuffisantes. Il en est de même de la dimension historique, que l'on a cherché à réduire par tous les moyens, surtout lorsqu'il s'agissait de l'histoire du peuple ou du mouvement ouvrier.

» Pour être réellement scientifique, la recherche doit être libre de toute contrainte. Les sciences sociales sont naturellement critiques. Tout pouvoir qui les développe va ainsi contre lui-même, dans la mesure où tout pouvoir, même le plus progressiste, a aussi son versant conservateur. La priorité accordée aux sciences sociales est donc toujours un acte de confiance en soi. Mais la gauche doit savoir que, si la droite peut se passer de la connaissance, elle ne le peut pas. La liberté et la science sont sœurs.

— Toute recherche a besoin de moyens. Que peuvent attendre les sciences sociales et humaines ? Dans quel délai ?

— Les sciences sociales doivent bénéficier de l'effort exceptionnel consenti dès 1982 en faveur de la recherche scientifique. Je souhaite que leurs moyens dans les prochaines années augmentent dans des proportions au moins égales à ceux accordés aux autres grands secteurs. L'ensemble des moyens actuels des sciences sociales et humaines est de l'ordre de 250 millions de francs (autorisations de programme) : ils devront s'accroître dès 1983 de 30 % en moyenne, dont une part substantielle à des actions nouvelles.

Emploi et conditions de travail

» Les sciences sociales et humaines apporteront, en particulier, leur contribution aux deux efforts prioritaires déjà marqués : emploi et conditions de travail, recherche et coopération avec les pays en voie de développement. D'autres thèmes se dégageront des travaux du colloque national.

» Un effort particulier devrait, à mon sens, être fait en faveur des bibliothèques, des bases et moyens d'enquête sur le terrain, ainsi que pour l'édition scientifique.

» Mais, bien entendu, les crédits ne sont pas tout. L'exigence de la qualité scientifique et la nécessaire irrigation par la recherche du tissu social (administrations, entreprises, collectivités locales, syndicats et associations) font partie de mes préoccupations.

— Pour être fructueuse, une recherche doit être bien orientée. Une orientation d'ensemble est difficile dans les sciences sociales et humaines, à cause d'un foisonnement des méthodes et, parfois, d'un certain esprit de chapelle. Il convient aussi de laisser leur place aux petites équipes capables d'explorer des frontières interdisciplinaires. Quelle action de coordination comptez-vous mener ? A cet égard, comment les actions du Plan, de la D.G.R.S.T., du C.N.R.S... peuvent-elles s'harmoniser et se compléter mieux qu'auparavant ?

— La vocation du ministère de la recherche et de la technologie est précisément d'impulser et de coordonner l'effort de recherche, dans ce domaine comme dans les autres ; le ministère mettra en place les instances de concertation et de communication indispensables entre les organismes que vous mentionnez, et d'autres encore, où les sciences sociales et humaines sont actives.

» Ce ne sont pas des actions incitatives — mêmes utiles — qui permettront seules une meilleure coordination des recherches. Il faut surtout que l'esprit nouveau se lève... En principe les chercheurs ne devraient pas être à la traîne... Le ministère de la recherche, quelle que soit sa capacité d'impulsion, ne peut substituer son effort au leur.

» D'une manière générale, quelques principes méritent d'être posés :

● *La transparence*, d'abord, dans l'énoncé des demandes, dans la publication des résultats et dans celle des évaluations.

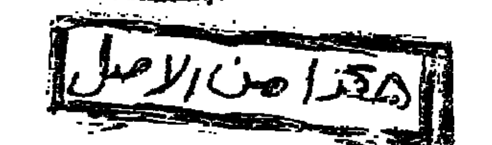
● *L'encouragement*, ensuite, apporté aux recherches interdisciplinaires et aux commandes passées à certaines disciplines par d'autres disciplines.

● Enfin, je souhaite une *réceptivité plus grande à la demande sociale* : qu'il s'agisse des administrations — j'ai déjà été saisi des demandes du ministère de la solidarité nationale — des régions, dont certaines ont une vocation particulière dans certains domaines — je pense, par exemple, aux études méditerranéennes, ou à celles sur le monde arabe, en Corse, en Languedoc et en Provence, — et enfin des entreprises ou des syndicats désireux d'éclairer leurs stratégies. La recherche est faite *par* et non *pour* les chercheurs.

» Il est nécessaire, en tout cas, que le pluralisme se développe, voire s'instaure là où il n'existe pas : trop de recherches dans le passé ont été bridées, trop de chercheurs empêchés de s'exprimer. La chasse aux « marxistes » — expression non contrôlée dont le brevet semble appartenir aux « anti-marxistes », catégorie dont on voit beaucoup mieux ce qu'elle recouvre, — chasse fort courue ces dernières années, est donc d'autant plus terminée que nulle chasse aux « sorcières » n'aura lieu. La seule chose que j'entends favoriser, ce sont les recherches à caractère scientifique.

» L'idée démocratique selon laquelle la recherche doit servir à améliorer le sort du peuple et à faire progresser sa culture ne me paraît pas archaïque. L'idée socialiste selon laquelle on ne peut changer une société que si on la comprend me paraît même de pleine actualité. »

Propos recueillis par
MAURICE ARVONNY.



ILE-DE-FRANCE

PÉNÉLOPE URBANISTE...

L'urbanisme parisien, joli passe-temps pour Pénélope. Depuis plus de vingt ans, quelques grands projets traversent les intempéries politiques. Parfois, c'est l'orage, la bourrasque : le jardin des Halles gagne un petit hectare ; d'abattoirs ratés, La Villette se prépare à devenir un grand musée. Parfois, malgré les apparences et les polémiques, le « grand projet » suit son bonhomme de chemin et passe entre les gouttes.

N'ayant plus, d'un trait de plume, la possibilité de rayer un immeuble du jardin des Halles ou de refuser la voie express rive gauche (M. Giscard d'Estaing le fit en arrivant à l'Elysée), le président de la République et ses *ministres examinent, calmement, les uns après* les autres, les dossiers en instance (« le Monde » du 20 mai).

Deux projets ont été, en gros confirmés : le musée d'Orsay, appellation que M. Mitterrand préfère à celle de Musée du dix-neuvième siècle, dont le nouveau président, M. Jacques Rigaud, et Mme Madeleine Rebérioux ont été *chargés d'infléchir le contenu ; le Musée* des sciences et des techniques de La Villette, dont le président, M. Paul Delouvrier, qui reste en fonction, pourrait être assisté de M. François Barré, « chassé » de Beaubourg en 1976 et actuel*lement responsable du « comité* d'expression visuelle » de la régie Renault. La définition exacte de ce « musée de l'avenir », la création éventuelle d'une « cité musicale », déjà envisagée par M. Giscard d'Estaing, le tracé du jardin, *les relations de cet équipement* gigantesque avec le reste du quartier (et la coopération avec la Ville de Paris), sont autant de questions posées.

Aux Halles, où l'Etat s'était discrédité par ses hésitations, de 1974 à 1978, aucun grand bouleversement n'est à craindre, ni à espérer, de la nouvelle équipe.

Devenu ministre de la culture, M. Jack Lang s'exprime avec prudence sur un sujet qu'il compte examiner, dans le calme, avec le maire de Paris.

Le seul terrain libre, finalement, pour le *nouveau septennat, est la « tête Défense »*. Après les gratte-ciel intempestifs des années 70, et les tentatives plus raisonnables de ces dernières années (immeubles-miroirs, courbes pour Georges Pompidou, anguleux pour M. Giscard d'Estaing), la tentation est très forte, semble-t-il, de faire là un « grand geste », et un grand équipement.

Le dossier sera soumis au président de la République ; le ministre de l'urbanisme y réfléchit. Et des idées ont déjà été exprimées avant l'élection qui, peut-être, seront reprises.

Parmi d'autres, M. Jack Lang estimait alors *que « seul un grand geste architectural pouvait* être à la mesure de la Défense », et que, à cet endroit, « la mesure serait peut-être la démesure ».

M. Giscard d'Estaing voulait préparer la *France et sa capitale à fêter* dignement l'an 2000. La candidature de Paris pour accueillir l'Exposition universelle de 1988 a été renouvelée par le pouvoir actuel. Le jury se réunit à la fin de l'année.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

• A la Défense

Les tentations du président

LANCERA-T-ON un nouveau concours, sur un nouveau programme, pour l'aménagement de la place qui doit fermer le quartier d'affaires vers l'ouest, à la Défense ? La question est à l'étude dans l'entourage de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, qui a longuement visité les lieux le 21 août, en compagnie de ses collaborateurs et de Mme Quilliot.

Rien n'est tout à fait engagé, sur le plan financier, pour le secteur qui prolonge le parvis du CNIT. Conscients qu'il revient au pouvoir politique de dire comment il entend marquer un lieu aussi important et symbolique de la capitale, même s'il est situé hors les murs, les responsables de l'établissement public avaient prudemment attendu l'après-élection pour commercialiser les 100 000 mètres carrés de bureaux et l'hôtel prévus depuis 1980. D'autant qu'on ne savait toujours pas si un ministère viendrait ou non s'installer à la Défense.

Après de nombreuses études, et une énième consultation d'architectes organisée l'an dernier, le conseil d'administration avait choisi, après une navette aussi discrète qu'interminable avec le ministère de l'environnement et l'Elysée, le projet de Jean Willerval : ses immeubles en éventail devaient remplacer les miroirs convexes dessinés par Emile Aillaud du temps de Georges Pompidou, qui ne convenaient pas à son successeur.

Repart-on de zéro ? Sur quel programme ? Selon quelle procédure ? Dans un point de vue publié dans nos colonnes (*le Monde* du 17 février), M. Robert Lion, alors délégué général de l'Union des H.L.M. et aujourd'hui directeur du cabinet du premier ministre, plaidait pour un « *grand geste* » joignant « *l'audace à la poésie* », afin de « *poser là, au couchant de Paris, un jalon de notre histoire* ».

Il regrettait le « choix secret », sans débat, et l'absence d'un grand concours international. Il critiquait aussi la règle des 35 mètres de hauteur, imposée aux concurrents afin que l'édifice ne soit pas visible de Paris.

Rien n'est encore décidé, mais les nouveaux dirigeants ne peuvent manquer cette occasion de s'exprimer sur le terrain : la Défense est un quartier de bureaux (plus d'un million de mètres carrés), mais on y trouve aussi des logements, un centre commercial, des cinémas, des restaurants. En revanche, dans cet aménagement volontaire qui aura *mobilisé l'Etat pendant un quart* de siècle, aucun grand équipement public n'est prévu.

Un élu de plus au conseil ?

L'EPAD attend en outre du gouvernement qu'il nomme les neuf représentants des ministères *qui siègent à son conseil d'admi*nistration, dont les mandats de trois ans sont arrivés à expiration en juillet dernier. Le ministère de l'intérieur, celui de l'économie et des finances, *et le ministère de* l'urbanisme et du logement, avec trois représentants, sont concernés ainsi que le ministère de la culture, qui déléguait autrefois le directeur de l'architecture (aujourd'hui envoyé par le ministre de l'urbanisme).

Le président du conseil d'administration est traditionnellement, à l'EPAD, un fonctionnaire choisi parmi les représentants de l'Etat, actuellement M. Pierre Consigny, inspecteur général des finances. Mais il est question de faire présider ce conseil par un élu, et on a *pensé* à M. Robert Pontillon, maire de Suresnes et sénateur socialiste des Hauts-de-Seine. Or les collectivités locales sont déjà représentées par des élus des trois *communes concernées* (Puteaux, Nanterre et Courbevoie), de la Ville de Paris, du département des Hauts-de-Seine, de la région, du Syndicat des transports parisiens et de la chambre de commerce (soit deux communistes et sept représentants de l'ex-majorité).

Doit-on changer l'usage et choisir un président parmi les élus, auquel cas les représentants de l'administration s'abstiendraient, comme ils le font dans les villes nouvelles ? Ou peut-on parachuter un élu, voisin, mais pas directement concerné, parmi les personnalités nommées par les ministres ? Délicate question, d'autant que l'indépendance du conseil d'administration est plus que limitée : la nomination du président qu'il élit doit ensuite être entérinée par un arrêté interministériel.

• Aux Halles

Un jardin sans passion

CE n'est plus une surprise. Le ministre de la culture, M. Jack Lang, donnera son avis sur le jardin des Halles qui doit s'étendre au pied de Saint-Eustache (*le Monde* du 27 juin). A dire vrai, il l'a donné, à maintes reprises, et avec véhémence, quand, simple conseiller de Paris *confiné dans l'opposition politique*, il estimait que les projets n'étaient pas dignes du lieu.

Il s'exprimera désormais, dans un esprit bien différent : la pratique du pouvoir et l'autorité de l'Etat inclinent, semble-t-il, à la prudence et à un réalisme serein. Avant même que la commission supérieure des abords ne se réunisse, le 15 octobre prochain, pour examiner le projet présenté par M. Chirac en juin dernier, une concertation va s'engager avec la Ville. M. Lang souhaite examiner avec le maire de Paris l'ensemble de la politique culturelle de la capitale, « *sans mettre la politique au vestiaire* », mais dans un esprit de coopération comme il l'a fait depuis quelques mois avec une vingtaine d'élus de grandes villes.

Ce serait donc la fin de rapports qui avaient pris un tour « passionnel » entre l'Etat et la Ville, avant que l'Elysée ne décide, en août 1978, de se retirer des Halles pour se consacrer à l'aménagement de La Villette. L'indifférence forcée de l'Etat s'était traduite dans les faits par une sorte de carte blanche laissée à la Ville et à ses services d'urbanisme : le ministre de l'environnement a ainsi donné un aval discret aux projets de constructions autour du jardin, sans réunir la commission supérieure des abords, ce lieu où les polémiques s'exaltent.

Pour ceux-là, les permis de construire sont délivrés et les chantiers lancés. Reste le jardin lui-même, qui a été tracé par les services de l'urbanisme avec les conseils de M. Louis Arretche.

M. Lang compte faire plusieurs propositions au maire de Paris, et nul doute que sera évoqué aussi le sort des 17 000 mètres carrés en sous-sol achetés par l'Etat pour un musée de la communication qui n'est plus à l'ordre du jour. Ce volume est disponible pour un usage à définir, mais le ministre de la culture n'est pas « client », semble-t-il, même pas pour des salles de concert qu'il envisage de construire à La Villette.

Le maître des abords

Au-delà de la question des Halles, l'intervention du ministre de la culture et de ses services aux abords des monuments historiques sera l'occasion pour eux de définir une « doctrine » dans un double souci. Refusant à la fois « *la politique des bras croisés et du laisser-faire et la politique du droit de veto, arbitraire et monarchique* », M. Lang se déclare à la recherche d'« *une voie médiane qui s'appuierait sur la compétence en matière d'abords et de monuments historiques pour amorcer une politique nouvelle d'insertion de l'architecture contemporaine dans les sites* ».

En clair, la responsabilité des abords, traditionnellement utilisée par les services de l'architecture comme un moyen d'intervenir dans la production contemporaine, a été confiée, à la suite d'un arbitrage, au ministre de la culture, alors qu'elle était dévolue, dans le gouvernement précédent, au ministre chargé de l'urbanisme et de l'architecture. M. Lang compte, d'autre part, *définir conjointement* avec M. Quilliot une politique de la création architecturale.

Enfin, se posera de façon aiguë le difficile partage, au coup par coup, entre les revendications d'autonomie des collectivités locales pour satisfaire à la loi sur la décentralisation et la défense de richesses patrimoniales qui n'appartiennent pas aux seuls habitants d'une ville. « *L'Etat n'a pas à imposer une esthétique*, estime M. Lang, *mais il ne peut rester indifférent à la destinée des sites naturels et de l'environnement, des monuments historiques.* »

C'est dans cet esprit, et au milieu de ces données contradictoires, que s'ouvre une nouvelle période de dialogue entre la Ville et l'Etat, sur plusieurs dossiers qui durent plus longtemps que les hommes politiques chargés de les réaliser.

Le Monde

équipement

L'AFFAIRE DES REMONTÉES MÉCANIQUES

Accord entre Tignes et le promoteur de la station

De notre correspondant

Tignes. — La commune de Tignes et le promoteur de la station, M. Pierre Schnebelen, également P.-D. G. de la société de remontées mécaniques (S.G.T.M.), viennent de conclure un accord qui devrait mettre *un terme aux conflits qui les* opposaient depuis l'élection de la nouvelle équipe municipale en mars 1977 (*le Monde* du 5 mars 1980).

Celle-ci avait notamment envisagé de racheter à l'actuel concessionnaire son important réseau de remontées *mécaniques. La commune* avait engagé, voilà deux ans, une procédure de déchéance du concessionnaire. Débarrassée de son encombrant promoteur, Tignes comptait pouvoir reprendre en main son développement et mieux maîtriser l'urbanisation *de la station. Une tâche qui s'est* révélée très délicate et, qui, en s'éternisant, risquait de menacer l'avenir touristique. « *Si l'on continue à mettre Tignes à feu et à sang, nous allons au suicide* », déclarait voilà quelques mois un *hôtelier convaincu que la seule* issue possible dans cette affaire résidait dans un accord « *sain et honnête* » entre la commune et le promoteur.

Rarement dans les Alpes, une convention signée entre un promo*teur et une commune pour l'aménagement* d'une station avait été aussi favorable au premier (1). M. Schnebelen disposait d'atouts très substantiels, notamment de droits à construire accordés par l'ancienne municipalité en 1975, et d'un pouvoir de *pression contre la commune.* Chaque fois que celle-ci tentait d'entraver ses projets, le promoteur répliquait en supprimant certains avantages accordés par sa société aux skieurs, tels que la polyvalence des forfaits sur les remontées mécaniques de Tignes et de Val-d'Isère, élément essentiel du dispositif touristique mis en place par la station. A plusieurs reprises, les skieurs manifestèrent dans les rues contre le promoteur qui les renvoyait chaque *fois à la mairie*, accusée par celui-ci d'être la seule responsable des difficultés présentes.

« *Il y eut un moment dans notre bagarre avec M. Schnebelen où les esprits se sont échauffés au point que nous avons pensé pouvoir nous débarrasser complètement de lui* », explique M. Bernard Raymond, conseiller municipal de Tignes. L'entreprise s'est révélée être beaucoup trop difficile et périlleuse. La commune fut contrainte, notamment par la direction des collectivités locales au ministère de l'intérieur, d'accepter un accord avec le promoteur. Il a été approuvé, il y a quelques jours, par le conseil municipal.

L'accord prévoit notamment une diminution sensible des prétentions immobilières du promoteur dans la ZAC du Val-Claret qui compte actuellement treize mille lits. Six mille à sept mille lits nouveaux seront réalisés prochainement dont la moitié *devront être des lits hôteliers, para*hôteliers et sociaux. En contrepartie, le promoteur a accepté de prendre à sa charge certains équipements indispensables au fonctionnement de la station, notamment une retenue d'eau située dans la montagne et un réseau primaire pour alimenter son village de skieurs ; des *parkings seront construits ; enfin, il* participera à la réalisation de la station d'épuration des eaux usées de Tignes.

Surtout, l'accord prévoit l'acquisition, par la commune, de 33,4 % du capital de la société des téléphériques de la Grande-Motte (S.T.G.M.). Ecartée jusqu'alors de cette puissante *société, la commune devrait désor*mais pouvoir mieux contrôler cette véritable « usine à skieurs » dont dépend la vie de l'ensemble de la station.

CLAUDE FRANCILLON.

(1) La convention fut signée le 13 avril 1967.

VOYAGE D'UN TROIS-MATS

Le « Belem » à Paris ou à Nantes ?

De notre correspondante

Brest. — Les Bretons pourront-ils conserver le *Belem*, dernier grand trois-mâts français, *actuellement en cale sèche à* Brest, ou bien le bateau partira-t-il, dans le courant du mois de septembre comme prévu, pour Paris où il doit être transformé *en musée ?*

Construit par les Chantiers Dubigeon, en 1895 et 1896, le bateau en acier, de 53 mètres de long, qui a commencé sa « *carrière* » *en transportant du* cacao de Belem, au Brésil (d'où son nom), à Nantes, a été racheté par la suite *par* les Anglais, qui l'utilisèrent pour la plaisance. En 1950, il est acquis *par des Italiens et* navigue comme bateau-école.

Mais, en 1975, il est à nouveau mis en vente. L'Association *pour* la sauvegarde et la conservation des navires français multiplia les démarches pour faire revenir le bateau en France. C'est l'Union nationale des caisses d'épargne de France qui s'intéressa au projet et suscita la création d'une Fondation Belem. En août 1979, le bateau fut remorqué jusqu'à Brest.

C'est lorsque les membres de la Fondation décidèrent, à la fin du mois de juin de cette année, de transporter le *Belem* jusqu'à Paris, au pied de la tour Eiffel, afin d'en faire un musée flottant, que les associations bretonnes se mobilisèrent. « *La place du Belem est à Nantes, sa « ville natale » et non à Paris* », affirment, unanimes, la Fédération régionale pour le patrimoine maritime, qui *a écrit au ministère des affaires* culturelles, le Souvenir breton, les Amis de Salorges et le CELIB (Comité d'études et de liaison des intérêts bretons).

De leur côté, *les élus se mobilisent.* M. Claude Evin, député (P.S.) de Loire-Atlantique, maire adjoint de Saint-Nazaire, *demande au gouvernement que le* bateau demeure « *dans le cadre qui est le sien* ». M. Alain Chenard, député (P.S.), maire de Nantes, et l'ensemble de son conseil municipal jugent « *inconcevable* » son départ de *Bretagne et proposent de l'héberger* définitivement, quai d'Aiguillon, à Nantes.

Mais les Nantais ne sont pas les seuls à souhaiter que le *Belem* reste au pays. En effet, M. Louis Chopier, maire socialiste de Saint-Malo, a adressé, le jeudi 3 septembre, à M. Char*les Hernu, ministre de la défense*, un télégramme pour lui exprimer son opposition au transfert à Paris du *Belem*. La municipalité de Saint-Malo se propose d'accueillir le bâtiment et souhaite le transformer en navire-école *afin de participer notam*ment à la course des grands voiliers *Saint-Malo - Québec* en 1984. Saint-Malo a déjà inscrit à son budget la somme de 200 000 francs pour aider l'opération du réarmement du *Belem*.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Faits et projets

LA SOBELAIR EN DIFFICULTÉ AUX ANTILLES.

Après une entrevue avec les responsables de l'union régionale des consommateurs de la Martinique, M. Aimé Césaire, député et maire de Fort-de-France, apparenté socialiste, a demandé au *secrétaire d'État aux DOM-TOM*, M. Emmanuelli, d'intervenir pour normaliser les pratiques de la société charter belge Tabak-Conseil qui affrète des avions de la compagnie Sobelair entre Bruxelles, Fort-de-France et Pointe-à-Pitre.

Ces derniers temps, de violents incidents se sont produits au *moment de l'embarquement* à Bruxelles, entre les employés de la compagnie belge et les voyageurs antillais munis de titres de transport en bonne et due forme. Ces derniers se voyaient réclamer la somme de 200 francs payable en liquide, sans que personne les en ait avertis. Le prix des kilos de bagages supplémentaires annoncé au moment de l'achat du billet à Paris était fréquemment multiplié au guichet *à Bruxelles par trois ou quatre.*

Plus grave encore, aux Antilles, *des dizaines de voyageurs munis* de titres de transport réguliers se sont vu contester l'accès — avant de l'obtenir souvent par la force — à l'embarquement, sous *prétexte que* l'association antillaise ADICAG, auprès de qui ils avaient acheté leur billet, n'en avait pas réglé le montant à Tabak-Conseil. Ce que conteste M. Henri Joseph, le président de l'association.

L'affaire est examinée par la juridiction belge compétente. A la Martinique, l'union régionale des consommateurs a porté plainte au nom de ses membres contre Tabak-Conseil. M. Robert Tabak, le P.-D.G. de la société, a regagné Bruxelles après avoir tenu une *conférence de* presse à Fort-de-France pour faire valoir son point de vue dans le conflit qui l'oppose à M. Joseph.

Pour l'instant, la Sobelair continue ses vols mais de nombreux voyageurs antillais se plai*gnent d'être victimes de tracasse*ries policières et douanières à leur arrivée à Bruxelles, où ils transitent avant de gagner Paris en car. — *(Corresp.)*

GRANDE-BRETAGNE - ÉTATS-UNIS : LES TARIFS S'ENVOLENT.

Les compagnies aériennes américaines et britanniques viennent *de décider une hausse* de 5 à 20 % des tarifs de leurs liaisons entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ces augmentations s'ajoutent à celle de 7 % *en vigueur* depuis le printemps. Elles sont déjà appliquées par British Airways, Pan Am et TWA. Les autres compagnies devraient suivre prochainement. Laker Airways a déjà annoncé son intention de relever de 10 à 14 % le prix de son « train du ciel ». — *(A.F.P.)*

BELLAC SE SOUVIENT DE LA FONTAINE

Plus de trois siècles après sa venue dans la ville, Bellac va *rendre hommage à Jean de La Fontaine*. Le fabuliste avait séjourné dans la sous-préfecture limousine le 19 septembre 1663, et une plaque va être apposée sur l'ancienne hostellerie de la Pyramide — devenue aujourd'hui un magasin à l'enseigne de la « Farandole du jouet », — où il était descendu.

La fabuliste pourtant, qui voyageait en compagnie de son oncle Jannart, magistrat à Limoges, n'avait pas été tendre pour la ville. Pour ses routes, d'abord, qu'il trouva particulièrement malaisées et contre lesquelles il pestait en ces termes dans une lettre écrite à sa femme : « *Quand, de huit ou dix personnes qui y ont passé sans descendre de cheval ou de carrosse, il n'y en a que trois ou quatre qui se sont rompues le col, on remercie Dieu...* » La *gastronomie bellachonne* suscita elle aussi, de sa part, d'acerbes critiques. Une satisfaction, toutefois, lui est venue des femmes, qui ont souligne-t-il — « *de la blancheur dans ce pays* ».

En tout cas, La Fontaine tira de son passage à Bellac l'une de ses fables, ainsi que la rappelle, en ces termes, la plaque apposée : « *Dans cette ancienne hostellerie, le 19 septembre 1663, Jean de La Fontaine écrivit* le Coche et la Mouche. » — *(Corresp.)*

AMERICAN EXPRESS ET LA TÉLÉMATIQUE.

La compagnie American Express, qui gère à la fois une carte accréditive, des chèques de voyage, une agence de voyages et une banque, se lance dans la télématique.

Elle avait acquis, aux États-Unis notamment, une grande expérience de la télévision par câble. Elle confirme, en France, cette orientation vers les modes de communication les plus sophistiqués en participant à l'expérience Télétel de Vélizy (Yvelines).

Depuis quelques semaines, deux mille cinq cents foyers volontaires ont reçu un *clavier* relié au réseau téléphonique qui leur permet de faire apparaître sur leur propre écran de télévision des informations extrêmement variées.

Pour accéder au programme d'American Express, l'utilisateur tape les sept lettres AMEXTEL. Apparaît sur l'écran le sommaire des services offerts par la société, par exemple la carte accréditive, le guide des établissements affiliés (hôtels, restaurants, *night-clubs*, location de voiture), des jeux, un catalogue de vente à domicile.

Mille cinq cents restaurants et deux cents hôtels affiliés de la capitale et de la région parisienne sont ainsi répertoriés. Il est possible de *connaître non* seulement l'adresse et le numéro de téléphone de l'établissement retenu mais encore ses spécialités gastronomiques, les fourchettes de prix et les jours de fermeture. Si le système fonctionne correctement, il sera un jour possible de réserver une table de chez soi grâce à son clavier domestique.

BIBLIOGRAPHIE

« MARSEILLE A CŒUR OUVERT »

Il *est rare qu'un livre d'histoire* ressemble à un roman d'amour. Celui-là en est un. Sans doute parce qu'il est écrit par un romancier et non par un historien. *Marseille à cœur ouvert*, d'André Remacle, est un livre d'histoire subjectif et qui ne s'en cache guère. C'est-à-dire que, bien qu'étant fidèle à la chronologie historique de la doyenne des villes françaises, il ose dire « je ». « *Je suis partisan*, écrit André Remacle. *J'ai pris le parti de Marseille, le parti de son peuple avec ses colères et ses combats.* » C'est dire qu'il a moins la prétention d'ajouter un chapitre inédit que faire vivre un personnage fabuleux : sa ville. Et là, intervient le professionnel (André Remacle *est journaliste*). *Marseille à cœur ouvert* est aussi un très grand reportage.

On admirera un étonnant don de synthèse qui fait tenir en deux cents pages deux mille six cents ans d'histoire sans que rien d'essentiel soit sacrifié. Le récit *gagne en vigueur, la vie palpite* entre les lignes : quel roman d'aventures que l'histoire de cette ville et de ces « Français singuliers » qui l'habitent ! Sur vingt-six siècles, ils en ont passé vingt-trois hors de l'histoire de France, se payant le luxe de créer un régime qu'il faut bien appeler républicain, puisqu'il se baptisa « la Commune de Marseille » en plein treizième siècle !

Française « *du bout des dents* », quand Louis XIV le lui impose, ne l'empêchera pas, cette ville rebelle, de marquer de son originalité *toutes les révoltes (à commencer* par la Révolution). André Remacle, attendri et attentif, écoute vivre ce peuple au sang vif dans lequel se mêlent toutes les races. *Marseille à cœur ouvert* est aussi un livre plein d'odeurs et de bruits, de cris et de chants, *de rires et de larmes. De ses ruines successives*, la cité — tel le phénix — renaît de ses propres cendres. Loin du folklore, André Remacle chante une ville laborieuse, difficile, mais terriblement attachante, « *dont il est vain*, écrit-il, *de chercher la beauté dans ses monuments ou le tracé de son avenir, mais qui rayonne dans le triple éclaboussement de la mer, de la côte et des collines* ».

J. .C

★ Éditions Duculot, 215 pages 52 F environ.

هكذا من الاصل



Le Monde

sports

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DES ÉTATS-UNIS

L'art et la manière de gagner du temps

New-York. — Plus de cent soixante-dix mille spectateurs ont assisté à la première semaine des Internationaux de tennis des Etats-Unis au cours de laquelle ont été éliminés quatre joueurs classés tête de série du tournoi masculin — Fibak, Teacher, McNamara et Kriek, — ainsi que sept têtes de série féminines : Buzici, Fromholtz, Barker, Marsikova, Jausovec, Turnbull et Jaeger. Disputés à partir de ce lundi 7 septembre, les huitièmes de finale opposeront McEnroe et Curren, Krishnan et Mayer, Lendl et Gerulaitis, Manson et Clerc, Teltscher et Gottfried, Cahill et Connors, Vilas et Tanner, Noah, vainqueur dimanche de Waltke (6-3, 6-4, 6-4), et Borg.

Samedi et dimanche, la vedette est revenue à McEnroe pour la maestria de ses succès contre Gullickson (6-3, 6-1, 6-3) et Du Pré (6-3, 6-2, 6-3), mais aussi pour ses *démêlés* avec la chaîne de télévision CBS qui a l'exclusivité des retransmissions sur le tournoi. Le champion de Wimbledon refuse de faire toute déclaration à cette chaîne tant qu'elle n'aura pas retiré les micros du bord de court. Ces micros sont censés le gêner mais, surtout, ils captent chaque mot de ses algarades avec les juges de ligne ou les arbitres. Or cela n'est pas fait pour arranger sa réputation.

L'ambiance de Flushing Meadow est éprouvante pour les nerfs des joueurs. Mais le ciment synthétique des courts est encore plus éprouvant pour leurs jambes. Presque tous se plaignent de crampes. Les organisateurs le savent pertinemment.

Pourtant, afin d'offrir au public, mais surtout aux programmes télévisés, le meilleur spectacle, ils négligent parfois d'accorder des temps de récupération suffisants entre deux matches. C'est ainsi que l'Argentin Clerc disputa, en fin d'après-midi vendredi, une partie difficile en cinq sets contre l'Américain Wilkinson 6-4, 5-7, 6-4, 5-7, 7-6), et fut programmé le lendemain en lever de rideau. En dépit de ses protestations, il dut rencontrer l'Américain Purcell à l'heure dite. L'Argentin, qui a eu une série de vingt-cinq victoires consécutives au cours de l'été, vint à bout du vingt-cinquième joueur mondial. Il y parvint cependant de curieuse façon : après avoir gagné relativement facilement le premier set, il laissa complètement filer les deuxième et troisième manches. Il craignait d'avoir les jambes tétanisées par ses efforts répétés. Quand il sentit que le risque était moindre, il reprit le commandement des opérations pour conclure en cinq sets (6-3, 0-6, 0-6, 6-4, 6-3).

Tous les joueurs n'ont pas le même comportement quand ils se sentent fatigués. Jadis, Borotra fut sévèrement critiqué pour avoir pris le temps de relacer ses sandales de corde au cours d'une finale très disputée. A l'époque les tennismen ne se reposaient pas aux changements de côté. Dans les matches en cinq sets, une interruption de dix minutes leur était seulement accordée après la troisième manche si la victoire n'était pas acquise. Le « Basque bondissant » fut alors soupçonné de s'être arrêté pour

De notre envoyé spécial

reprendre son souffle, autrement dit d'avoir triché.

Ces temps sont bien révolus, les règles ont été assouplies. Désormais les joueurs dont l'engagement physique s'accroît d'année en année ont trente secondes pour engager un *point* et *quatre-vingt-dix secondes* de repos au cours desquelles ils peuvent s'asseoir, se désaltérer, s'essuyer, voire se changer, aux changements de côté. Mais les atermoiements exagérés et répétés ne faussent-ils pas le cours des matches ?

Quel que soit son adversaire, Gerulaitis, qui exécuta tous ses gestes avec une maniaquerie touchant au fétichisme, ne daigne reprendre le jeu qu'après avoir changé le sparadrap entourant le manche de sa raquette puis avoir plié la serviette éponge dont il recouvre ses épaules. Cela lui donne une dizaine de secondes de répit supplémentaires pendant lesquelles le vis-à-vis ronge son frein sur la ligne de fond. Avant de recevoir un service, Solomon a *l'habitude* de tripoter les cordes de sa raquette comme il ferait pour accorder une guitare. Un tel travail l'absorbe assez longuement pour forcer son adversaire à retarder son *engagement.*

McEnroe comme Borotra

L'Indien Amritraj a un autre « truc » : il préfère prendre son temps lorsqu'il est au service. Contre Moretton, il était passablement énervé par les fautes des juges de ligne, l'Indien n'acceptait les balles des ramasseurs qu'après les avoir tâtées du pouce comme une ménagère fait pour un melon sur le marché. Si elles n'étaient pas à son goût, il les rejetait dédaigneusement et recommençait ainsi plusieurs fois *l'opération. Le résultat en fut-il in*fluencé ? Difficile d'en juger. Mais quand la concentration d'un joueur est mise à rude épreuve, il suffit de peu pour le dérégler irrémédiablement.

McEnroe, quand il ne s'arrête pas de jouer pour tirer des salves d'injures contre les juges, découvre parfois qu'il a un noeud de lacet à resserrer, *comme Borotra. Du Pré* l'apprit, samedi, à ses dépens (6-3, 6-2, 6-3).

On ne compte pas le nombre de joueurs qui, avant un point important, sont pris d'une furieuse envie d'astiquer le manche de leur raquette. Dimanche soir, entre deux coups de génie, Vilas et Panatta ne s'en sont d'ailleurs pas privés. Pourtant Connors est sûrement le champion toutes catégories du « grignotage ». Dès qu'il est en danger sur son service, il entreprend de faire rebondir la balle sur le court un nombre infini de fois. Ainsi, vendredi, le Yougoslave Ostoja eut droit à un véritable entraînement de basketteur, avant de pouvoir retourner les services. Dimanche, l'Equatorien Gomez, dont le coup droit *transperçait Connors* à tous coups, eut un aperçu complet de ce que Jimbo savait faire à part frapper la balle comme un assommeur de boeufs. Au cours du tie break de la cinquième manche, il alla s'asperger deux fois la tête avec de l'eau fraîche, essuya dix fois le manche de sa raquette, s'aspergea vingt fois le front, régla cent fois les cordes de sa raquette. Et il gagna le tie break, le set et la partie (6-7, 6-3, 6-1, 4-6, 7-6).

De tous les qualifiés pour les huitièmes de finale, Borg est le seul qui ne se laisse pas surprendre à tenter de gagner du temps pour déconcentrer son rival ou faire tourner la chance. Là encore, le comportement du champion du monde paraît exemplaire.

ALAIN GIRAUDO.

JUDO

FIN DES CHAMPIONNATS DU MONDE

Le modèle n'est plus seulement japonais

Maastricht. — Les onzièmes championnats du monde de judo, organisés du 3 au 6 septembre à Maastricht (Pays-Bas), se sont terminés par la victoire en toutes catégories de l'insatiable Japonais Yamashita, déjà titré chez les lourds (« le Monde » du 5 septembre) et en moins de 60 kilos de son compatriote Moriwari, troisième à Paris en 1979. La veille, un autre Nippon, Kashiwasaki, deuxième à Vienne en 1975, avait effectué une extraordinaire démonstration au sol, gagnant *tous ses combats* par ippon après avoir, dans la plupart des cas, proprement ficelé son adversaire.

Chong Hag-park a donné samedi à la Corée du Sud son premier titre mondial en judo. Dans cette catégorie des moins de 71 kilos, la deuxième place est revenue au Français Serge Dyot, âgé seulement de vingt et un ans et vainqueur des championnats du monde militaires au mois de juin, à Colorado-Springs. Au tableau des médailles, le Japon (quatre médailles d'or et deux d'argent) devance largement l'Union Soviétique (une médaille d'or, deux d'argent et une de bronze), la France et la *Corée du* Sud (trois médailles chacune).

Peut-on parler de déclin lorsqu'un pays remporte six médailles, dont quatre titres, au cours d'un championnat du monde ? C'est la question qui se posait à Maastricht, où les combattants japonais ont alterné l'exploit (Yamashita, Kashiwasaki) et le franchement médiocre. En ne comparant que ce qui est comparable, c'est-à-dire deux compétitions mondiales disputées avec un seul concurrent par nation et par catégorie, il convient toutefois de dégager une première évidence : à Maastricht, les Japonais ont réalisé une performance globale presque équivalente à celle de Paris deux ans plus tôt (sept médailles dont quatre titres).

Si elle existe, la régression n'est donc pas trop sensible. Inquiétantes sont cependant les difficultés que semblent éprouver les Nippons à pourvoir certaines catégories en combattants de grande qualité. Ainsi, en dépit de leurs médailles d'argent, Kazé (moins de 78 kilos) et Nosé (moins de 86 kilos) ne laisseront pas un grand souvenir de leur passage sur les tatamis néerlandais. Plus humiliant encore pour les Japonais : Nihara (moins de 95 kilos) et Katsuki (moins de 71 kilos) n'y ont fait qu'une apparition éclair. Deux podiums sans représentant : c'est un précédent dont les disciples de Jigoro Kano (1) se seraient bien passé dans ce pays qui compte deux millions et demi de pratiquants.

La relative détérioration de l'image de marque du judo japonais a plusieurs causes. D'abord, l'évolution des mentalités, sensible depuis quelques années. Fini le temps où un combattant nippon qui allait participer aux championnats du monde ou aux Jeux olympiques se sentait investi d'une mission et d'un pouvoir quasi spirituels. De nos jours, le judo japonais est démystifié et cette notion de croisade dépassée. Ensuite, les témoins rapportent que, malgré les progrès des Européens, de mieux en mieux struc-

De notre envoyé spécial

turés et qui entraînent leurs ressortissants de plus en plus durement, les maîtres japonais n'ont pas su, ou n'ont pas voulu, actualiser leurs principes de préparation.

Doit-on en conclure, à l'instar de certains techniciens du Vieux Continent, que les plus compétitifs des Européens n'ont plus grand-chose à apprendre des Japonais ? M. Pierre Guichard, le directeur technique du judo français, refuse cette thèse. Il est même formel : l'élite nationale continuera à suivre un stage annuel au pays du Soleil levant, ne serait-ce que pour le réservoir extrêmement dense en partenaires d'entraînement de bonne qualité qu'offrent notamment les universités de Tokai et de Tenri.

Reconversion

Certes, aux Pays-Bas, les Français n'ont pas connu cet état de grâce qui leur avait permis il y a deux ans de faire pratiquement jeu égal avec les Japonais au niveau des places sur le podium. Mais dans le contexte du sport national, et compte tenu des aléas du tirage au sort, le bilan est assez satisfaisant. Les judokas ont par exemple démontré une régularité dans les résultats qui les place un ton au-dessus de leurs collègues escrimeurs, autres grands pourvoyeurs de médailles du sport français, mais capables du meilleur comme du pire.

A croire que dans l'Hexagone le judo est assez bien organisé, que ses dirigeants sont dans l'ensemble assez « professionnels » pour limiter les risques d'accident. « *Ne pas se contenter de vivre au fournilier* », est d'ailleurs le mot d'ordre de M. Georges Pfeiffer, réélu il y a moins d'un an président de la Fédération française de judo, jiu-jitsu et disciplines associées (F.F.J.D.A.), après une retraite volontaire de huit ans. *C'est ainsi qu'à l'initiative de la régie Renault et du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.), dès* la prochaine rentrée scolaire six jeunes judokas (et quatre athlètes) vont bénéficier de structures leur permettant de préparer un baccalauréat technique ou un C.A.P. tout en suivant un entraînement adapté au haut niveau. Car si dans le passé la F.F.J.D.A. a, en *règle générale*, assuré la reconversion de ses champions, il est apparu indispensable de ne pas les enfermer dans le « ghetto du sport » et de ne pas les orienter systématiquement vers le professorat *adjoint d'éducation physique.*

Il n'empêche que la politique d'encadrement avec des anciens champions — Jean-Luc Rougé et François Besson ont été nommés samedi directeurs techniques nationaux adjoints — sera bien entendu poursuivie. En ouvrant de nouveaux débouchés, la prochaine création de six centres interrégionaux d'entraînement — deux existent déjà à Marseille et à Strasbourg — et la mise en place en province de centres de perfectionnement a, à cet égard, levé en grande partie les inquiétudes des dirigeants français, soucieux de conserver dans leur giron les athlètes en fin de carrière et qui ont une vocation de pédagogues. Cette utilisation des compétences est d'ailleurs l'un des secrets des succès français en judo. Du reste, le meilleur gage du respect qu'ils ont su forcer, les combattants, les entraîneurs et les dirigeants l'ont trouvé dans le stage que sont venus suivre à l'INSEP (Institut national du sport et de l'éducation physique) les juniors japonais au cours du mois d'août. En somme, le monde du judo à l'envers.

JEAN-MARIE SAFRA.

(1) Fondateur du judo.

ATHLÉTISME

L'Europe et la R.D.A. gagnent les Coupes du monde

Rome. — *Les athlètes américains* avaient une chance unique de finir en beauté leur saison : prendre une revanche spectaculaire après leur forfait aux Jeux olympiques de Moscou. Or ils n'ont pu que se classer troisièmes dans la Coupe du monde disputée sur le stade olympique romain, les 4, 5 et 6 septembre. C'est la sélection européenne qui l'a emporté, d'une manière magistrale, devant l'Allemagne de l'Est, victorieuse dans l'épreuve féminine. Pourtant, dans les courses brèves — à part la défaite de Carl Lewis dans le 100 mètres, — les Noirs américains avaient rempli leur contrat, gagnant le 110 mètres haies *(Greg Foster), le 200 mètres (Mel Lattany)*, le 400 mètres (Cliff Wiley), le 400 mètres haies (Edwin Moses) et le relais 4 × 400 mètres.

Dans le 3 000 mètres steeple, Henry Marsh avait bien franchi le fil en vainqueur, mais il fut disqualifié pour s'être dévié au saut de la rivière à l'avant-dernier tour. Il n'en reste pas moins que, malgré les orages qui à plusieurs reprises inondèrent la piste et empêchèrent la moindre approche des records du monde, la fête athlétique, somptueusement dispensée devant le président de la République, M. Sandro Pertini, et des foules dépassant cinquante mille spectateurs, fut complète.

Coe applaudit Ovett

Cette Coupe du monde aura eu le mérite premier du mélange des races et des continents. Pas d'hymne pour saluer la nation des vainqueurs, pas de podium à trois mais une simple estrade où les neuf concurrents étaient honorés sur la même ligne. Le deuxième mérite de la coupe romaine de 1981 aura été de célébrer le triomphe d'une équipe européenne composite, fidèle à l'inspiration originelle de Coubertin. Et dans cette équipe composite, l'occasion pour nous de féliciter le seul Français engagé dans ses rangs, le sauteur à la perche Jean-Michel Bellot, pour avoir pris une seconde place (à 5,55 mètres) derrière le Sibérien Constantin Volkov (à 5,70 mètres).

En l'absence du *champion* africain Henry Rono, déclarant forfait à la dernière minute pour des raisons obscures dans le 5 000 mètres, l'épreuve reine demeura le 1 500 mètres, disputé samedi après-*midi*. Celle-ci vit le triomphe de Steve Ovett, l'Anglais à la mâchoire chevaline recordman du monde de la distance (3 min. 31 sec. 36).

Steve Ovett incarne l'orgueil de son pays et sa manière de courir rappelle le panache avec lequel nous vîmes l'Australien Herb Elliot, le plus grand *miler* de l'après-guerre, remporter sur cette piste même la médaille d'or des Jeux de 1960. Mais l'orgueil d'Ovett se corse de jalousie lorsque se profile dans la perspective son compatriote et frère ennemi Sebastian Coe. Celui-ci avait enlevé, la *veille*, le 800 mètres avec une facilité dérisoire. Il ne s'agissait pas d'être en reste.

La rivalité d'Ovett and Coe a atteint son paroxysme lors des

De notre envoyé spécial

deux fabuleuses semaines d'août où ils s'entrebattirent à coups de records du mile. Depuis leurs chassés-croisés entrés dans la légende des Jeux de Moscou, ils évitent à tout prix de se rencontrer sur la lice. Leur chasse aux records les entraîne encore plus loin, comme s'ils se disaient : « *Ah ! tu es à Zurich ? Eh bien ! je vais à Coblence.* » — « *Tu parles d'Oslo ? Pour moi ce sera Bruxelles.* » A la ville, autrement dit dans les camps ou les vestiaires des athlètes, c'est plus net : ils regardent ailleurs *ou* se tournent le dos.

Steve Ovett se présenta donc au départ de ce 1 500 mètres avec l'ambition forcenée de faire aussi bien, sinon mieux, que son rival. Mais une course n'est jamais jouée et la compétition n'a rien à voir avec le record. C'est pourquoi les plus forts en perdent le *sommeil. « A partir de la borne 800,* » écrit Montherlant dans *les Olympiques, c'est la tête qui se met à courir.* »

De fait, après le coup de pistolet, nous vîmes Ovett d'abord noyé dans le peloton aux côtés de John Walker, le Néo-Zélandais à la crinière blonde, médaillé d'or à Montréal, et de Mike Boit, le Kényan aux tiges d'ébène, éternel lièvre des tentatives de record. Un tour durant, l'Anglais parut inhibé dans le peloton. Et tandis que se déroulait autour de lui le grand tapage des foulées arachnéennes, nous nous prenions à penser aux défaillances de la forme, à la glorieuse incertitude, surtout, à l'erreur de tactique. C'était méconnaître la trempe du personnage. Bientôt Ovett put non pas grimacer mais rire de toutes ses dents. Au dernier tour il passa le leader — c'était Boit — comme une locomotive. A la sortie du dernier virage, il laissa son monde sur place, merveilleusement en ligne, et courut au poteau. Dix bonnes longueurs le séparaient de Walker, revenu en force à coups de coude.

On vit alors Ovett exploser de joie, sauter en l'air, les bras tendus, puis entreprendre un tour d'honneur en adressant des baisers à la foule. Devant nous, confondu aux bancs de la presse, un petit jeune homme au profil aigu, vêtu d'un tee-shirt gris et d'un simple blue-jean, applaudissait ostensiblement : c'était Sebastien Coe.

OLIVIER MERLIN.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE DU MONDE

Hommes

400 m. — 1. Wiley (E.-U.), 44 secondes 88 ; 2. Zuliani (It.), 45 sec. 26; 3. Cameron (Amér.), 45 sec. 27.

1 500 m. — 1. Ovett (Europe), 3 mn 34 sec. 95 ; 2. Walker (Océanie), 3 min. 35 sec. 49 ; 3. Beyer (R.D.A.), 3 min. 35 sec. 49.

3 000 mètres steeple. — 1. Maminski (Europe), 8 min. 19 sec. 89 ; 2. Scartezzini (It.), 8 min. 19 sec. 93; 3. Shintaku (Asie), 8 min. 23 sec. 64.

Perche. — 1. Volkov (U.R.S.S.), 5,70 m ; 2. Bellot (Europe), 5,55 m ; 3. Olson (E.-U.), 5,50 m.

Triple saut. — 1. De Oliveira (Amér.), 17,37 m ; 2. Zhenxhian (Asie), 17,34 m ; 3. Banks (E.-U.), 17,04 m.

Disque. — 1. Lemme (R.D.A.), 66,38 m ; 2. Delis (Amér.), 66,26 m ; 3. Bugar (Europe), 64,38 m.

Marteau. — 1. Sedikh (U.R.S.S.), 77,42 m; 2. Riehm (Europe), 75,60 m; 3. Orlando (It.), 71,92 m.

4 × 100 m. — 1. Europe, 28 sec. 73 ; 2. R.D.A., 38 sec. 79 ; 3. Etats-Unis, 38 sec. 95.

200 m. — 1. Lattany (E.-U.), 20 sec. 21 ; 2. Wells (Europe), 20 sec. 53; 3. Emmelmann (R.D.A.), 20 sec. 57.

5 000 m. — 1. Coghlan (Europe), 14 min. 8 sec. 39 ; 2. Kunze (R.D.A.) (R.D.A.), 14 min. 8 sec. 54 ; 3. Fontanella (Ital.), 14 min. 9 sec. 06.

110 m haies. — 1. Foster (E.-U.), 13 sec. 32 ; 2. Casanas (Amér.), 13 sec. 36; 3. Ivan (Europe) 13 sec. 66.

Hauteur. — 1. Peacock (E.-U.), 2,28 m ; 2. Nagel (Europe), 2,26 m ; 3. Freimuth (R.D.A.), 2,24 m.

4 × 400 m. — 1. Etats-Unis, 2 min. 59 sec. 12; 2. Europe, 3 min. 1 sec. 47; 3. Amériques, 3 min. 2 sec. 01.

Classement final.

1. Europe, 147 points ; 2. R.D.A., 130 ; 3. Etats-Unis, 127 ; 4. U.R.S.S., 118 pts ; 5. Amériques, 95 ; 6. Italie, 93 ; 7. Afrique, 66 ; 8. Océanie, 61 ; 9. Asie, 59.

DAMES

100 mètres

1. Ashford (E.-U.), 11 sec. 02 ; 2. Smallwood (Europe), 11 sec. 10 ; 3. Goehr (R.D.A.), 11 sec. 13.

800 mètres

1. Veselkova (U.R.S.S.), 1 min. 57 sec. 48 ; 2. Steuk (R.D.A.), 1 min. 58 sec. 32 ; 3. Jantchta (Europe), 1 min. 58 sec. 32.

100 mètres haies

1. Anisimova (U.R.S.S.), 12 sec. 85 ; 2. Knabe (R.D.A.), 12 sec. 91 ; 3. Langer (Europe), 12 sec. 97.

POIDS

1. Slupianek (R.D.A.), 20,60 m ; 2. Fibingerova (Europe), 19,92 m ; 3. Sarria (Amér.), 19,31 m.

400 mètres

1. Kratochvilova (Europe), 48 sec. 61 ; 2. Koch (R.D.A.), 48 sec. 27 ; 3. Pusey (Amér.), 51 sec. 48.

3 000 m : 1. Zauber (R.D.A.), 8 min. 54 sec. 89 ; 2. Puica (Europe), 8 min. 56 sec. 80 ; 3. Cruciata (Ital.), 8 min. 57 sec. 10.

Longueur : 1. Ulbricht (R.D.A.), 6,80 m (V.D. 0,17 m) ; 2. Anderson (E.-U.), 6,61 m ; 3. Wlodarczyk (Europe), 6,58 m.

Disque : 1. Jahl (R.D.A.), 66,70 m ; 2. Petkova (Europe), 66,30 m ; 3. Savinkova (U.R.S.S.), 63,96 m.

Javelot : 1. Todorova (Europe, 70,08 m ; 2. Fleke (R.D.A.), 66,60 m ; 3. Smith (E.-U.), 63,04 m.

4 × 100 m : 1. R.D.A., 42 sec. 22 ; 2. Etats-Unis, 42 sec. 82 ; 3. U.R.S.S., 43 sec. 01.

Classement final : 1. R.D.A., 120,50 points ; 2. Europe, 110 ; 3. U.R.S.S., 98 ; 4. Etats-Unis, 89 ; 5. Amériques, 72 ; 6. Italie, 68,5 ; 7. Océanie, 58 ; 8. Asie, 32 ; 9. Afrique, 26 points.

Aviron

Comme prévu, un seul bateau français a obtenu une médaille de bronze aux championnats du monde qui ont pris fin le 6 septembre à Munich. Le quatre de couple formé par Marc Bouloux, Charles Imbert, Jean-Raymond Peltier et Denis Gaté, a terminé troisième derrière la R.D.A.

L'U.R.S.S., un an après le triomphe quasi total des Allemands de l'Est à Moscou (sept médailles d'or) a réussi à redresser la barre et à faire jeu égal avec la « petite » R.D.A. qui domine l'aviron mondial depuis maintenant dix ans. Les Soviétiques n'étaient plus montés autant de fois sur la plus haute marche du podium depuis les championnats d'Europe à Lucerne en 1965.

Cyclisme

Bernard Thévenet a fait ses adieux au public parisien, samedi 5 septembre à Longchamp, à l'occasion du Critérium des As remporté par le Belge Willems.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION
(septième journée)

GROUPE A

*Marseille b. Paris F.C.	2-0
*Toulouse b. Cuis.-Louh.	4-0
Toulon b. *Cannes	2-1
*Thonon b. Fontainebleau	2-1
*Orléans b. Libourne	3-1
Béziers b. *Gueugnon	1-0
*Ajaccio b. Grenoble	1-0
*Martigues b. Blois	3-0

Le match Nîmes-St-Dié est reporté.

Classement : 1. Marseille et Toulouse, 11 points ; 3. Thonon, 10 ; 4. Orléans, 9 ; 5. Nîmes, Cannes, Béziers et Toulon, 8. (...)

GROUPE B

*Reims b. Châteauroux	4-0
*Calais et Rouen	0-0
*Nœux b. Mulhouse	3-1
Dunkerque b. *Besançon	1-0
*Angers b. Stade Français	3-0
Rennes b. *Guingamp	1-0
*Le Havre b. Quimper	2-0
*Angoulême b. Abbeville	4-2
*Limoges b. Montluçon	1-0

Classement : 1. Reims, 14 points ; 2. Rouen, 11 ; 3. Nœux, 10 ; 4. Angers et Rennes, 9. (...)

Ski nautique

Le Français Patrice Martin n'a pu conserver son titre de champion du monde des figures. Avec 16 140 points 7,860 + 8 280), il a été nettement devancé par l'Américain Lory Pickos (17 260 : 8 240 + 9 020), qui l'avait déjà battu deux fois cette saison en compétition.

Tennis

CHAMPIONNAT DES ÉTATS-UNIS
Seizièmes de finale
Messieurs

Teltscher (E.-U.) bat Amritraj (Ind.), 6-2, 6-4, 6-0 ; Gottfried (E.-U.) bat Tim Mayotte (E.-U.), 6-2, 6-3, 6-7, 7-6 ; Connors (E.-U.) bat Gomez (Equ.), 6-7, 6-3, 6-1, 4-6, 7-6 ; Tanner (E.-U.) bat Chris Mayotte (E.-U.), 7-6, 6-1, 6-2 ; Borg (Suède) bat Carter (Aust.), 6-2, 6-2, 6-2 ; Cahill (E.-U.), bat Kriek (Af. S.), 6-4, 2-6, 6-1, 6-4 ; McEnroe (E.-U.) bat Dupre (E.-U.), 6-3, 6-2, 6-3 ; Curren (Af. S.), bat Edmonson (Austr.), 6-3, 7-5, 6-2 ; Krishnan (Inde) bat M. Davis (E.-U.), 6-2, 7-5, 6-7, 6-4 ; G. Mayer (E.-U.), bat Stockton (E.-U.), 6-4, 6-4, 6-1.

Lendl (Tch.) bat Vines (E.-U.), 6-4, 3-6, 6-2, 6-3 ; Gerulaitis (E.-U.) bat Solomon (E.-U.), 6-3, 6-2, 6-3 ; Manson (E.-U.) bat McNamara (Austr.), 4-6, 6-4, 6-3, 6-2 ; Clerc (Arg.) bat Purcell (E.-U.), 6-3, 0-6, 0-6, 6-4, 6-3 ; Noah (F.) bat Waltke (E.-U.), 6-3, 6-4, 6-4 ; Vilas (Arg.) bat Panatta (It.), 6-4, 4-6, 7-5, 6-4.

DAMES

S. Hanika (R.F.A.) bat M. Mesker (P.-B.), 4-6, 6-1, 6-2 ; M. Navratilova (E.-U.) bat J. Russell (E.-U.), 6-2, 6-1 ; J. Durie (G.-B.) bat Horvath (E.-U.), 6-4, 3-6, 6-4 ; S. Walsh (E.-U.) bat Wade (G.-B.), 7-5, 4-6, 6-3 ; R. Casals (E.-U.) bat Acker (E.-U.), 3-6, 6-1, 6-1; B. Potter (E.-U.) bat L. Morse (E.-U.), 4-6, 6-2, 7-5 ; A. Leand (E.-U.) bat J. Harrington (E.-U.), 6-4, 6-3 ; C. Evert-Lloyd (E.-U.), bat A. Moulton (E.-U.), 6-3, 6-0 ; B. Bunge (E.-U.) bat L.A. Thompson (E.-U.), 2-6, 7-6, 6-3 ; Duk Lee (Corée du S.) bat V. Ruzici (Roum.), 6-1, 4-6, 7-5 ; M. Mandlikova (Tch.) bat G. Colès (G.-B.), 6-2, 6-1.

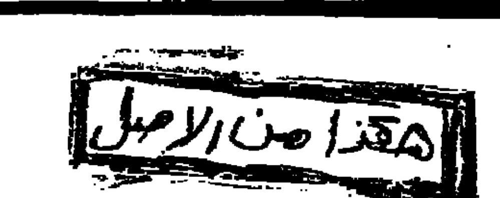
K. Jordan (E.-U.) bat C. Vanier (Fr.), 6-2, 6-1 ; A. Smith (E.-U.) bat J. Portman (E.-U.), 6-1, 6-0 ; P. Shriver (E.-U.) bat R. Tomanova (Tch.), 6-3, 6-2.

T. Austin (E.-U.) bat P. Casale (E.-U.), 6-3, 6-0.

B. Gerken (E.-U.) bat W. Turnbull (Austr.), 6-4, 3-6, 6-4.

Volley-ball

L'équipe de France a gagné le Tournoi de France, organisé du 3 au 6 septembre au stade Pierre-de-Coubertin à Paris, en obtenant sa troisième victoire, contre l'Italie, par 3 sets à 1 (15-5, 15-8, 13-15, 15-4)). Pour la troisième place, la Yougoslavie a dominé l'Australie par 3 sets à 0.



INFORMATIONS « SERVICES »

Révolution de palais au Comité olympique français ?

Une révolution de palais se prépare-t-elle au Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) ? C'est ce que laissent présager un certain nombre de démarches ou de réunions. Depuis le 10 mai et le changement de gouvernement, le C.N.O.S.F., qui devait, de par ses statuts, « *grouper tous les organismes de caractère national régissant les activités physiques ou sportives* » et « *représenter le sport français pour toutes les questions d'intérêt général auprès des pouvoirs publics et des organismes officiels tant en France qu'à l'étranger* », s'est surtout distingué par son silence et son immobilisme.

Il est vrai que son président, M. Claude Collard, qui s'était publiquement rangé aux côtés de M. Jean-Pierre Soisson, l'ancien ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, pour soutenir pendant la campagne électorale la candidature de l'ancien président de la République, n'est sans doute pas l'interlocuteur privilégié souhaité par le nouveau gouvernement. Une entrevue sollicitée auprès de Mme Edwige Avice, le ministre de la jeunesse et des sports, le lui aurait d'ailleurs fait comprendre.

Afin « *d'analyser le changement politique survenu dans notre pays, l'évolution des structures gouvernementales, les importantes dispositions législatives en cours de discussion au Parlement (notamment la décentralisation) qui peuvent avoir des répercussions sur le mouvement sportif* », les fédérations olympiques avaient proposé de réunir, les 10 et 11 octobre, des assises du mouvement sportif. Sur l'initiative de MM. Palliou et Sastre, présidents des fédérations de handball et de football, un groupe de onze présidents ou représentants des fédérations, comprenant trois membres du conseil d'administration du C.N.O.S.F., MM. Chatrier (tennis), Ferrasse (rugby), Marmion (athlétisme) ainsi que MM. Berton (clubs corporatifs), Boitelle (escrime), Burette (gymnastique), Founs (basket-ball), Letessier (Fédération nationale du sport universitaire et Moustard (Fédération sportive et gymnique du travail), a estimé, le 27 août, qu'il convenait d'agir plus vite et surtout plus efficacement pour que le mouvement sportif fasse « *entendre sa voix au moment où l'on doit envisager des changements certains, voter les budgets et définir des politiques nouvelles* ».

Crédibilité

Pour atteindre ce but, les « onze » proposent « *d'élargir la représentativité du C.N.O.S.F. pour lui redonner, notamment à l'égard des pouvoirs publics, une crédibilité indispensable* ». Sous l'impulsion de son président, le C.N.O.S.F. est en effet passé, au fil des années, du rôle de partenaire de discussions à celui de simple « exécutif » du pouvoir. C'est pour éviter de se laisser « phagocyter » et protester contre cette orientation que MM. Palliou et Sastre avaient refusé d'être candidats aux dernières élections du conseil d'administration.

Pour faire du C.N.O.S.F. le « *centre d'échange et d'action qu'il n'est pas* », M. Palliou et ses amis proposent une réforme des statuts en deux points :

— L'élargissement de son audience avec la création de collèges groupant toutes les parties prenantes du sport (scolaires, universitaires, affinitaires, corporatifs et offices municipaux des sports) et l'extension du conseil d'administration de vingt-cinq à trente-cinq membres avec l'apport de représentants des cadres techniques, des athlètes de haut niveau et des médecins du sport ;

— Une réforme des structures de fonctionnement.

C'est pour faire part de leurs projets et en discuter que les « onze » ont invité les soixante-sept présidents de fédérations sportives à se réunir ce lundi 7 septembre à Paris, à la veille du conseil d'administration du C.N.O.S.F.

« *Dans un premier temps, notre action se veut démocratique et dans le cadre des institutions en place* », a expliqué M. Palliou qui a demandé et obtenu d'être reçu le 8 septembre par le conseil d'administration du C.N.O.S.F., avant de préciser : « *Si notre action ne trouvait pas un écho favorable, nous n'en resterions pas là, surtout si nous avons l'aval des autres fédérations.* » Plus que la représentativité du C.N.O.S.F., ce serait alors sa politique qui serait en effet condamnée et remise en cause. M. Collard et les autres élus devraient en tirer les conséquences...

GÉRARD ALBOUY.

CYCLISME

Bilan des championnats du monde
ALAIN BONDUE AU SOMMET

Sur la piste comme sur la route, les Français ont obtenu deux médailles au cours des championnats du monde qui se sont déroulés, du 26 août au 5 septembre en Tchécoslovaquie. A Prague, Bernard Hinault s'était classé troisième chez les professionnels, tandis que Jeannie Longo prenait la deuxième place de l'épreuve féminine. Elle devait confirmer cette performance quelques jours plus tard à Brno en terminant troisième du championnat du monde de poursuite. Mais c'est le Nordiste Alain Bondue qui a remporté le succès le plus significatif en devenant le premier Français vainqueur dans cette discipline depuis Roger Rivière en 1959.

Bondue, qui effectue sa première saison chez les professionnels, a successivement battu Oosterbosch et Oerstedt, considérés jusqu'alors comme les meilleurs spécialistes internationaux. Les temps qu'il a réalisés en la circonstance — 5 min. 57 sec. en quart de finale contre Schopfler — donnent à penser qu'il pourrait être un candidat sérieux au record de l'heure sous réserve d'une préparation spécifique.

Les championnats du monde 1981 ont apporté une nouvelle preuve de la supériorité en vitesse du Japonais Nakano qui a conquis le maillot arc-en-ciel pour la cinquième fois consécutivement et qui n'a pas d'adversaire à sa taille. Il est vrai que le sprint professionnel est bien pauvre. — J. A.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	466 F	837 F	1 288 F	1 580 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	296 F	497 F	699 F	900 F
II. — SUISSE, TUNISIE	368 F	642 F	916 F	1 190 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SCRABBLE

DUGUET CHAMPION DE FRANCE

Le Strasbourgeois Michel Duguet, âgé de vingt ans, a remporté le sixième Championnat de France, avec le pourcentage record de 98,39 % ; deuxième, S. Kourotchkine ; troisième, M. Esquerre ; quatrième, B. Caro ; cinquième H. Mollard ; sixième, D. Clerc ; septièmes ex aequo, J.H. Muraciolle et M. Pialat ; neuvième, P. Vigroux ; dixième, B. Hannuna.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 3 011

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II								■	
III					■				
IV							■		
V		■						■	
VI							■		
VII		■							■
VIII				■					
IX						■			
X		■					■		
XI									■

HORIZONTALEMENT

I. Celle des pigeons engraisse des faisans. — II. Etaient toujours pleins au cours de spectacles offerts à la jeunesse. — III. Moulin à eau. Produits qui ont été fauchés. — IV. Présente sur une table un délicieux bouquet. Va tout doucement. — V. Est aux écoutes. — VI. Agitateur irlandais. Lettre grecque. — VII. Elle a des traits piquants. — VIII. Début d'une expression qui désigne ce qu'il y a de mieux. Ne tient qu'à un fil. — IX. Attrapa. Il parcourut des livres et des kilomètres. — X. Se porte à la cour. Adverbe. — XI. Leurs figures sont souvent boursouflées.

VERTICALEMENT

1. Il sortait la nuit de son caveau. — 2. Bonaparte en fournit une à Sparte. Abréviation. — 3. Force des barrages. — 4. Comprend de nombreux pieux. Adverbe. — 5. Note. Rassemble des personnes fortes. — 6. Elle est attirée par des bouquins légers. Détenu. — 7. Préfixe. Déchaînait des tempêtes. — 8. Note. Baies aux côtes découpées. — 9. Ne supporte plus la vinaigrette. Orientation.

Solution du problème n° 3 010

Horizontalement

I. Pénitentiaire. — II. Avarice. NB. Aveu. — III. Rouages. Douteux. — IV. Fer. Erstein. — V. Us. Voix. Idée. — VI. Me. Pressé. Pampa. — VII. Ecueil. Setacées. — VIII. Ru. Eté. Arènes. — IX. Isatis. Lest. — X. Bac. No. Sas. — XI. Sentier. Acte. Ut. — XII. See. Bouche. Ota. — XIII. Russas. Relu. En. — XIV. An. Rats. Stuc. — XV. Lots. Sel. Isaure.

Verticalement

1. Parfumeries. Bal. — 2. Evoé. Ecus. Es. No ! — 3. Nauru. Abner. — 4. Ira. Spectateurs. — 5. Tige. Ri. Ici. Sa. — 6. Ecervelés. Ebats. — 7. Nessos. Brosse. — 8. Tisser. — 9. Indexée. Nacre. — 10. Abol. Taloche. — 11. Unipare. Tel. — 12. Rat. Daces. USA. — 13. Evénements. Tu. — 14. Eu. Epée. Auteur. — 15. Luxe. Assistance.

GUY BROUTY.

VIVRE A PARIS

OBJETS ENCOMBRANTS

La collecte des objets encombrants à l'aide de conteneurs de grande capacité a été généralisée dans les vingt arrondissements de Paris en juin et juillet 1981.

Tous les deux mois, des conteneurs verts — signalés par des autocollants « Propreté de Paris » apposés sur les flancs et les portes — sont installés sur la voie publique et demeurent pendant une semaine à la disposition de la population, informée des dates et lieux d'implantation par lettre circulaire.

Les riverains peuvent y déposer, à leur convenance, les vieux meubles, les appareils ménagers usagés, les résidus du bricolage et les rebuts de verre, etc., à l'exclusion toutefois des gravats et des matières putrescibles. En outre, ces conteneurs sont exclusivement réservés à l'usage des particuliers ; les entrepreneurs et industriels ne peuvent en bénéficier et doivent toujours évacuer leurs déchets dans les conditions réglementaires.

Parallèlement, le service habituel d'enlèvement des objets encombrants est maintenu. Les usagers peuvent donc soit appeler le 278-78-78 pour prendre rendez-vous avec les services locaux qui enverront des ouvriers enlever les objets déposés à l'entrée de l'immeuble, soit déposer eux-mêmes leurs rebuts, pendant la semaine indiquée, dans le conteneur le plus proche de leur domicile.

DU MÉTRO AU KIOSQUE

Dans le cadre du Festival de musique de chambre de Paris, sept concerts seront donnés, en avant-première, dans les kiosques à musique de certains jardins parisiens, avec la participation de la R.A.T.P. :

— Le mercredi 9 septembre, Groupe Gallican, à 13 heures : square Montsouris ; à 15 heures : square A.-Chérioux ;

— Le samedi 12 septembre, Quatuor de flûtes Loco, à 14 h. 30 : square Trousseau ; à 16 heures : square du Temple ;

— Le mercredi 16 septembre. Ensemble à vent Josquin-des-Prés, à 13 heures : square des Champs-Elysées ; à 15 heures : square Clignancourt ;

— Le samedi 19 septembre. Orchestre de chambre B. Thomas, à 15 h. 30 : jardin du Luxembourg.

Un autobus spécial transportera les musiciens dans les différents lieux prévus pour les concerts. Durant cette opération, un vieil autobus à plate-forme sera prêté aux organisateurs du Festival et servira de point d'information et de bureau de location. Il stationnera devant le Centre Georges-Pompidou, place Edmond-Michelet, durant toute la durée du Festival.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 6 septembre 1981 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 76-845 du 1er septembre 1976 instituant un conseil de politique nucléaire extérieure ;

● Modifiant le décret n° 75-245 du 11 avril 1975 relatif au recrutement et à l'avancement des infirmiers et infirmières généraux et des infirmiers et infirmières généraux adjoints des établissements d'hospitalisation publics ;

● Modifiant le décret n° 54-865 du 2 septembre 1954 portant statut particulier des corps du service des lignes des postes et télécommunications ;

● Autorisant, à titre temporaire, le recrutement des inspecteurs de la branche technique des postes et télécommunications par la voie d'un concours spécial.

TROISIÈME AGE

Langage administratif

Certaines correspondances avec l'administration laissent pantois devant le subtil dosage dans la terminologie utilisée, alternant l'injonction claire et nette avec l'hermétisme des formules.

Ainsi Mme veuve L... a reçu une lettre de sa caisse régionale d'assurance-maladie, pour l'informer qu'elle devait rembourser une partie de la pension trimestrielle de son mari décédé : celle qui correspond à la période comprise entre la date du décès et la date d'échéance, à la fin du trimestre.

D'emblée, le motif du courrier est annoncé sans ambiguïté : « *cette somme a été payée à tort et doit nous être restituée* ». Toujours nettement détaillée, suit une ligne de comptes, le montant en cause (327,17 francs), avec en explication « *compte tenu de la rétention des arrérages dus au décès* ».

Comme si Mme L..., elle-même retraitée, plutôt âgée, était parfaitement familiarisée avec ces termes juridiques et au fait même de leur signification.

Devant son étonnement, il a fallu lui expliquer que son mari étant décédé un 15 novembre, alors que la pension a été versée le 30 du même mois pour la totalité du trimestre passé, septembre, octobre, novembre, la CRAM lui réclamait (selon son droit) quinze jours de pension, c'est-à-dire 327,17 F.

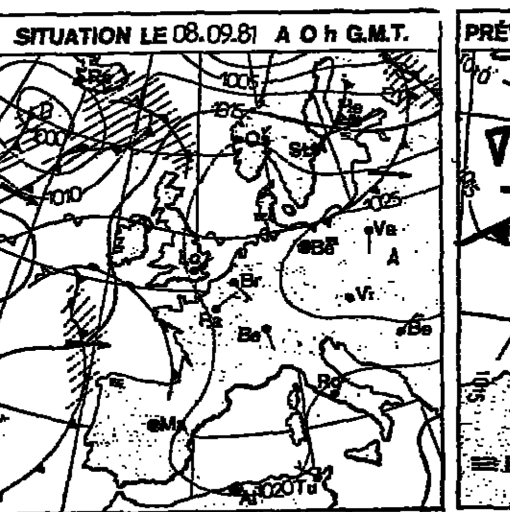
Après cette séquence énigmatique sur les « *arrérages* », la caisse indique alors, sans périphrase ni détours, qu'il faut « *reverser cette somme au compte courant postal n°...* ». Mais à la clarté efficace va succéder immédiatement l'ombre menaçante du jargon « *Faute par vous d'un commencement d'exécution de la présente sommation dans un délai de deux mois, nous vous actionnerons en remboursement devant la commission de première instance de la Sécurité sociale.* » Suit l'adresse.

Terrorisée, Mme veuve L... voulait payer, tout de suite, sans même tenter de comprendre le paragraphe suivant, qui signalait que pour « *contester le bien-fondé de la demande devant la commission de recours gracieux* », il fallait l'adresser au président de « *notre organisme* », dans un délai de deux mois et par lettre recommandée. Certes, l'information est donnée, *mais ne serait-il pas plus élégant* de parler des « droits » avant de promettre les tourments d'une poursuite envers le destinataire du pli, considéré, peut s'en faut, comme un fraudeur en puissance ? Et puis, aucune *adresse, ni indication d'adresse* ne figure clairement pour écrire au président. Si « *notre organisme* » ne peut être que la CRAM dans l'idée des auteurs de la lettre, dans l'esprit de Mme L..., en l'absence de précision, *la confusion avec la précédente adresse était totale.*

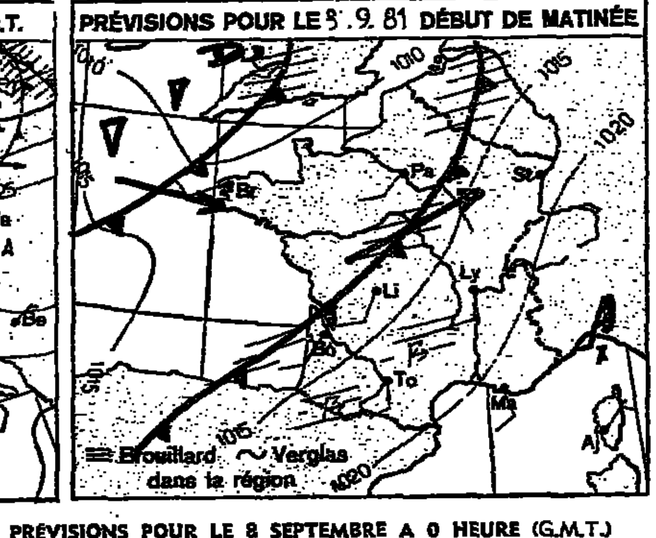
Finalement, conseillée, apaisée, tout juste rassurée, Mme L... a demandé que son dossier soit examiné par la commission de *recours gracieux*. Mais elle appréhende les prochains échanges de courrier.

CHRISTIANE GROLIER.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 08.09.81 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 8.9.81 DÉBUT DE MATINÉE

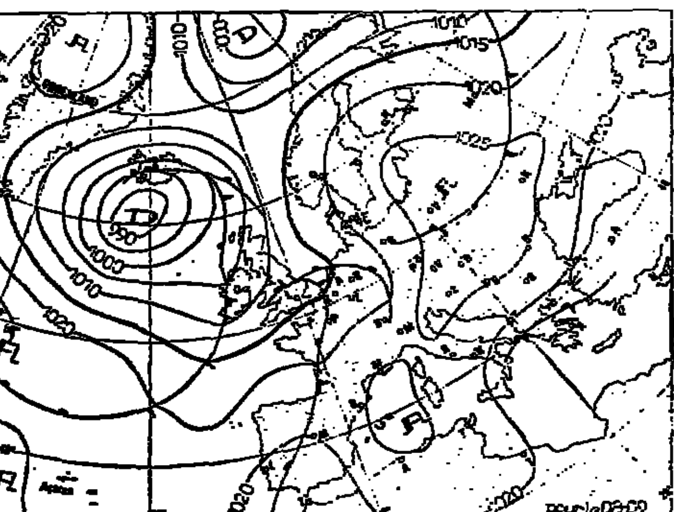
Evolution probable du temps en France entre le lundi 7 septembre à 0 heure et le mardi 8 septembre à 24 heures :

Une perturbation venant de l'Atlantique et se déplaçant vers le nord-est traversera la moyenne partie de la France en prenant un caractère orageux.

Mardi 8 septembre, la Corse bénéficiera d'un temps chaud et ensoleillé. Sur le reste de la France, le ciel sera souvent nuageux. Il y aura des pluies et des orages des Pyrénées aux Ardennes, à l'Alsace et aux Alpes. Par contre, en Bretagne, en Normandie, en Vendée, sur la région parisienne et dans le Nord, aux ondées orageuses de la veille et de la nuit, succédera un temps variable avec des nuages passagers mais aussi de belles éclaircies. Les vents, modérés, viendront du sud-ouest : les températures s'abaisseront après les orages.

Le lundi 7 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 019,1 millibars, soit 764,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 28 et 20 ; Bordeaux, 29 et 19 ; Bourges, 13 (min.) ; Brest, 25 et 16 ; Caen, 25 et 12 ; Cherbourg, 23 et 14 ; Clermont-Ferrand, 26 et 13 ; Dijon, 25 et 11 ; Grenoble, 27 et 12 ; Lille, 24 et 9 ; Lyon, 25 et 14 ; Marseille, 28 et 18 ; Nancy, 25 et 6 ; Nantes, 26 et 16 ; Nice, 25 et 18 ; Paris-Le Bourget, 27 et 12 ; Pau, 29 et 16 ; Perpignan, 24 et 20 ;



PRÉVISIONS POUR LE 8 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Rennes, 26 et 14 ; Strasbourg, 25 et 6 ; Tours, 28 et 14 ; Toulouse, 29 et 19 ; Pointe-à-Pitre, 34 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 14 degrés ; Amsterdam, 24 et 10 ; Athènes, 26 et 20 ; Berlin, 23 et 11 ; Bonn, 24 et 7 ; Bruxelles, 24 et 13 ; Le Caire, 32 et 24 ; îles Canaries, 26 et 19 ; Copenhague, 21 et 7 ; Genève, 23 et 8 ; Jérusalem, 36 et 18 ; Lisbonne, 29 et 16 ; Londres, 25 et 14 ; Madrid, 35 et 15 ; Moscou, 14 et 10 ; Nairobi, 23 et 12 ; New-York, 28 et 19 ; Palma-de-Majorque, 28 et 14 ; Rome, 28 et 15 ; Stockholm, 20 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 9 SEPTEMBRE

« La Conciergerie et la Sainte-Chapelle, 15 h., 1, quai de l'Horloge (Approche de l'art).

« Le Père-Lachaise », 15 h., entrée boulevard de Ménilmontant (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Quartier de la Croix-Rouge », 15 h., 2, rue du Cherche-Midi (Mme Hager).

« Le Marais illuminé », 21 h. 30, métro Pont-Marie (P.-Y. Jaslet).

« De la place des Vosges à l'hôtel du Grand Veneur », 14 h. 30, métro Saint-Paul (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h. 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Notre-Dame », 15 h., entrée côté parking (Tourisme culturel).

« Les Halles », 14 h. 30, 6, rue Etienne-Marcel (le Vieux Paris).

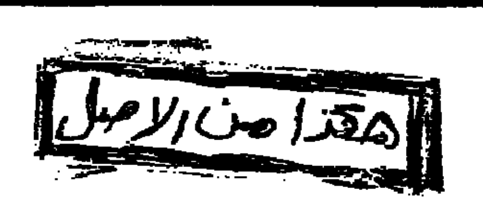
BREF

LOISIRS

SORTIES EN ILE-DE-FRANCE. — La Société nationale de protection de la nature et d'acclimatation de France organise des sorties d'une journée en Ile-de-France avec le programme suivant : 4 octobre, étangs des Yvelines ; 25 octobre, forêt de Rambouillet ; 8 novembre, zones humides du sud de la Seine-et-Marne, 29 novembre, étangs des Yvelines ; 20 décembre, forêt de Rambouillet.

Les personnes intéressées doivent signaler leur participation le plus tôt possible en envoyant le montant des droits d'inscription au siège de la société : S.N.P.N., B.P. 405, 75221 Paris Cedex 05, tél. : 707-31-95. Inscription pour une sortie, par personne : adhérents S.N.P.N., 15 F ; autres, 30 F.

TROC A LA DÉFENSE. — La septième Foire au troc aura lieu, les 12 et 13 septembre, sur l'esplanade et la place de la Défense, à l'ouest de Paris. Les emplacements sont gratuits. Pour retenir ses tréteaux, il suffit de téléphoner au 293-69-94 à partir du 1er septembre (de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, sauf le samedi).


هكذا من الاصل

Le Monde

culture

La mort d'Aimé Maeght

Venu de ce Nord qui lui a laissé de durs souvenirs, Aimé Maeght, né à Hazebrouck en 1906, était devenu un Méridional qui aimait par-dessus tout recevoir chez lui, à Saint-Paul, artistes et poètes. C'était, en effet, un homme disert, aimable, heureux, plein de souvenirs sur les artistes auxquels il fut associé dès les années 30.

D'autres marchands ont marqué leur passage dans le monde de l'art par des méthodes bien à eux, d'acquisition et de vente. Certains, comme Vollard, achetaient bas et gardaient tout, ou presque, en attendant la montée des prix. D'autres signaient des contrats aux artistes, mais entendaient contrôler totalement leur production pour être en mesure d'imposer leurs prix. On ignore le système d'Aimé Maeght, qui, d'ailleurs, importe peu. Il importe davantage qu'il ait donné au négoce de l'art une dimension culturelle que nul ne peut lui disputer. Il a ajouté au profil du marchand les traits plus subtils de protecteur des arts, d'éditeur de poésie, de beaux livres d'artistes, d'entrepreneur de spectacles culturels où la musique et le théâtre d'avant-garde s'ajoutent à la peinture et à la sculpture, à l'architecture moderne même, puisque la Fondation Maeght est une œuvre significative d'un architecte de premier plan, Josep Lluis Sert.

Aîné d'une famille pauvre de cinq enfants, son père étant mort à la guerre de 1914, rien ne l'orientait vers une profession de marchand d'art, même s'il disait avoir aimé les études et, enfant, avoir été un brillant élève. Il apprit la lithographie dans une école professionnelle; puis passa une enfance provençale à Nîmes, où on l'avait envoyé retaper une santé défaillante à la suite des privations qu'il avait subies pendant la guerre dans le Nord.

Bonnard, Matisse...

Aimé Maeght commença à travailler comme imprimeur d'affiches à Cannes dans les années 20, les années folles où la Côte était devenu le rendez-vous des artistes, qui, parfois, créaient des affiches pour les galas des casinos qu'animaient Cocteau et Picabia. C'est ainsi qu'Aimé Maeght approcha Picasso, au moment où celui-ci peignait le décor du Tricorne de de Falla pour Diaghilev, rencontra Bonnard, Matisse, Van Dongen... Il apprit à les connaître en collaborant à leurs travaux d'imprimerie, et eux à connaître ce jeune homme attentif à tout, auquel on peut confier une esquisse plus ou moins aboutie pour en faire une grande affiche qu'on fera pavoiser devant les casinos de la Côte.

A force de voir ces artistes à l'œuvre, Aimé Maeght acquit un brin d'expertise sur leur manière de travailler. Il avait transformé une partie de son atelier de production d'affiches en galerie. Mais ce n'était là qu'un premier et humble essai.

En fait, Aimé Maeght n'était pas formé à la connaissance de l'art moderne et n'avait pas encore d'artistes. C'est pendant la guerre que tout cela vint à lui, précisément au moment où la zone de démarcation fut instituée. Des artistes qui s'étaient repliés dans le Midi comme Bonnard, Matisse et bien d'autres se trouvaient soudain libérés de leurs contrats, sans marchands, ceux-ci ayant, pour la plupart, fermé boutique et quitté Paris. Certains, comme Fabiani, Bernheim, Pierre Colle, confiaient leurs tableaux à ce jeune homme sympathique qui avait ouvert une galerie et organisé une engageante exposition intitulée « Artistes-artisans », avec notamment des œuvres de Le Corbusier, Matisse, Rouault.

Mais Aimé Maeght dut tout remettre en cause lorsque Jean Moulin dénoncé, fut arrêté par la Gestapo. Ayant aidé celui-ci en lui prêtant ses tableaux et en travaillant pour la Résistance, Aimé Maeght jugea bon de prendre l'air hors de Cannes. Il alla s'installer dans une maison située sur la route de Vence, où il hébergea Bonnard. S'il avait loué précisément cette maison, c'était aussi pour se rapprocher de Matisse, pour lequel sa femme, Marguerite Maeght, posa de nombreuses fois.

Vers la fin de la guerre, Matisse et Bonnard, qui lui parlaient des méthodes de Vollard, lui conseillèrent de s'installer à Paris et d'y ouvrir une galerie d'art moderne dont ils feraient partie. Sitôt la capitale libérée, c'est dans la vieille Citroën de Bonnard, qu'Aimé Maeght, doué pour la mécanique, avait démontée et gardée pour ce jour-là — un 21 septembre, — qu'il remonta vers Paris, le peintre à ses côtés. Il savait ce qu'il avait à faire : acheter une galerie. Certains marchands qui s'étaient trop rapprochés de l'occupant devaient à leur tour fermer. Ce fut le cas de Schoeller, installé au 13, rue de Téhéran, qui vendit pour la somme de 2 millions et demi de francs sa galerie à Aimé Maeght. La première exposition fut mémorable : il y montrait les œuvres de Matisse peintes pendant la guerre ! Par la suite, d'autres artistes, et non des moindres, sont venus grossir les rangs de ce qui était devenu la Galerie Maeght : Braque, Chagall, de retour de New-York, Miro, Giacometti, Calder, Léger, bien d'autres...

C'est en 1964 qu'Aimé Maeght inaugura sa Fondation sur la colline des Gardettes, où il avait acquis 10 hectares pour y construire sa maison provençale, ce qu'il fit, la dédiant à la mémoire de son fils qui venait de mourir. Jamais institution privée en France n'avait réuni autant d'œuvres remarquables : la Chapelle aux vitraux de Braque, les sculptures de Giacometti dans la cour, les Calder qui papillonnent au vent, la mosaïque de Chagall qui frémit à la lumière solaire, des Miro à foison qui donnent au jardin de la Fondation un air mi-provençal mi-catalan.

Aujourd'hui la Fondation est dotée d'une collection dont les œuvres se chiffrent par milliers et qui d'année en année s'enrichit d'acquisitions nouvelles faites auprès de jeunes artistes. Quels que soient ses aspects économiques, cette Fondation est l'apothéose d'Aimé Maeght. Elle n'a pas d'exemple dans le monde, n'en aura probablement pas, car elle fut la fille de circonstances historiques, et de portes entrebâillées que le jeune Aimé Maeght a su ouvrir, élargissant l'image de ce que peut-être un marchand d'art : plus qu'un marchand d'art. A sa manière Aimé Maeght était un poète.

JACQUES MICHEL.

L'AVENIR DE LA FONDATION

Aimé Maeght avait fait de sa galerie et de sa Fondation des entreprises certes juridiquement distinctes, mais artistiquement solidaires. D'où son contentieux avec l'administration au sujet de la Fondation. Pour la rue de Valois, celle-ci fonctionne comme un centre culturel, mais, pour les Finances, rue de Rivoli, elle doit être assujettie à l'impôt sur les bénéfices comme une entreprise commerciale.

Depuis de longues années Aimé Maeght avait « fait le siège » de Malraux, puis de Georges Pompidou, réclamant pour sa Fondation un statut de caractère culturel. Il ne l'a pas obtenu. On lui a proposé de l'intégrer à la Réunion des musées de France comme musée « classé et contrôlé ». A ses yeux, c'était entraver la liberté de fonctionnement qui a toujours été sa règle et qui lui a permis d'organiser une série de grandes expositions (Staël, bien avant le Grand Palais, Giacometti, Malraux, la sculpture au XX[e] siècle, etc.), toutes dignes d'un musée national. Durant cet été, Aimé Maeght avait, en présence de Miro, reçu M. Jack Lang, ministre de la culture, venu inaugurer l'exposition consacrée à la sculpture au XX[e] siècle. Il lui posa la question du statut fiscal des fondations, souleva le problème des donations et celui des tracasseries du fisc au très fragile commerce de l'art. Il demanda, le corps affaibli par la maladie mais l'esprit alerte, un statut pour la Fondation de Saint-Paul qui rendrait justice à son activité culturelle. « Je ne puis rien vous promettre, avait dit le ministre, mais vous aurez des surprises. »

L'affaire est en effet à présent sur le bureau de M. Lang et concerne plus largement toutes les fondations (une dizaine en tout, liées plus ou moins à la valorisation d'une collection d'un marchand ou à l'œuvre d'un artiste) : la Fondation Dina Vierny, la Fondation Vasarely à Aix, la Fondation de France...

J. M.

PETITES NOUVELLES

■ Le troisième Festival international de marionnettes de Lugano aura lieu du 13 au 20 septembre. Les compagnies invitées — une dizaine environ — présenteront des spectacles réservés au public adulte.

■ Un programme d'échanges culturels entre la Chine et les Etats-Unis, le deuxième du genre depuis 1979, a été signé le samedi 5 septembre à Pékin. Cet accord prévoit pour les deux prochaines années des échanges dans le domaine de l'éducation, des arts, du journalisme, de la radio et de la télévision, des sciences sociales et du sport.

FESTIVALS

VENISE

Les cinémas des illusions

Carlo Lizzani, directeur de la section cinéma de la Biennale de Venise, est en train de gagner son pari de redonner jeunesse et vie à une manifestation qui fut la première *du genre — on s'apprête à* célébrer avec éclat, en 1982, le cinquantième anniversaire de la Mostra. Les panneaux publicitaires *ont reparu autour du Palais du* cinéma, la foule se presse à nouveau dans le hall de l'hôtel Excelsior, centre nerveux où se rejoignent *cinéastes, acteurs, producteurs* et journalistes.

Le succès de la gestion Lizzani repose sur un habile compromis entre Hollywood, présent en masse cette année avec ses films les plus importants (certains inédits même aux Etats-Unis), le cinéma d'auteur au sens où on l'entend en France, et des œuvres du tiers-monde. Hollywood a choisi de jouer à fond la carte de la Mostra et nous a déjà présenté des œuvres annoncées au rendez-vous américain de Deauville, comme *les Aventuriers de l'arche perdue* de Steven Spielberg et *A la manière de Cutter* d'Ivan Passer.

Parmi les toutes dernières nouveautés, *S.O.B.* de Blake Edwards a des moments brillants, l'ironie mordante qu'on connaît au réalisateur de *Breakfast at Tiffany* et *The party* : Félix Farmer, un cinéaste hollywoodien dans le vent, vient d'achever un film de 30 millions de dollars qui s'annonce comme un four. Le producteur lui demande de refaire le montage. Félix décide de racheter le film et de transformer Sally, son interprète principale et épouse légitime, en vedette déshabillée (la blonde Julie Andrews, symbole du bon vieux puritanisme anglo-saxon, joue avec humour le personnage). Mais Sally, qui possède la moitié des biens du couple, fait opposition à la sortie du film ainsi *refaçonné. Félix croit devenir fou.* *S.O.B.* s'achève dans la tragédie picaresque. On rit très fort par moments, sans que la méchanceté *qui devrait sous-tendre le scénario* arrive à prendre entièrement forme. Il est risqué de jouer à la fois les cartes Stroheim et Léo Mac Carey.

True confession (titre français *Terrible confession*), en compétition, est inédit en Amérique. La mise en scène, de Ulu Grosbard, né en Belgique et venu du théâtre, n'arrive pas à donner tout le nerf souhaitable à un scénario pourtant très touffu. Quelque part à Los Angeles, deux frères, Desmond, prêtre, responsable d'une importante communauté catholique, et Tom, inspecteur de police, voient *leurs chemins se croiser* à l'occasion de l'assassinat d'une jeune fille de vingt-quatre ans. Le dialogue, plein de notations justes, de *tournures travaillées, écrase un peu* le sujet sous son exubérance. Si Robert de Niro, le prêtre — le visage encore tout bouffi de son *rôle dans Raging Bull, — ne surprend* pas, en revanche Robert Duvall, le flic, est remarquable.

Avec Marco Ferreri et *Contes de la folie ordinaire, inspiré de récits* de Charles Bukowski et tourné en langue anglaise, nous retrouvons le cinéma d'auteur. Un poète choisit la liberté, loin des conventions bourgeoises. Nous l'accompagnons dans sa dérive, aux prises avec une Amérique violente, monstrueuse, qui a perdu son âme. Deux anges se glissent sur son chemin : Cass, la petite putain (admirablement jouée par Ornella Muti), puis une gamine. Marco Ferreri a rencontré à travers l'Amérique, et la Californie, l'ombre portée de ses obsessions : l'horreur, la violence, l'homme sans la civilisation livré à ses instincts, et, en même temps, l'indéracinable fleur bleue.

Miklos Jancso, avec *le Cœur du tyran*, va jusqu'au bout du désespoir et de la lucidité. Un jeune Hamlet rentre d'Italie en Hongrie, au début du quinzième siècle. Une troupe de comédiens l'accompagne. Il traverse le septième cercle de l'enfer, croise la corruption sous toutes ses formes, et d'abord parmi les siens. Miklos Jancso a filmé cette symphonie sanglante presque entièrement en studio, dans des *tons chauds et doux. Les corps* n'ont tant de grâce, croirait-on, que pour mieux s'exposer au destin qui va les frapper. La vieille Europe, *raffinée, élégante, semble entonner* son chant funèbre.

L'espoir, nous l'avons retrouvé avec deux œuvres simples, claires, généreuses, lucides, près de la vie et du quotidien. L'une, *Tu te souviens de Dolly Bell ?*, vient de Sarajevo. C'est le premier film d'un cinéaste de vingt-six ans, Emir Kustarica, ouvrage en partie autobiographique, histoire d'une enfance heureuse dans un faubourg de grande ville, au début des années 60.

Ils n'ont pas de nœuds papillons, de Léon Hirszman, prend la suite ou le contrepied de ce songe éveillé. Dans Sao-Paulo, autour d'une usine en grève, un père et son fils confrontent leurs conceptions de la vie. Pour Tiao, le jeune ouvrier, il faut *s'adapter à son époque. Pour le père*, militant syndical endurci, homme réfléchi, il est des moments où des choix s'imposent. Le père et le fils *se séparent. Les femmes arbitrent.* Léon Hirszman, un ancien du « cinéma novo », l'ami de Carlos Diegues et de Glauber Rocha, n'a jamais été *aussi loin depuis Majorité absolue* (en 1963, sur la misère et l'exploitation des paysans) dans la présentation d'un Brésil luttant pour sa dignité et la justice sociale.

LOUIS MARCORELLES.

P.S. — L'ANAC (Association nationale des auteurs cinématographiques) annonce une grève de deux heures ce lundi au Festival de Venise pour *la défense du cinéma italien.* Elle demande notamment l'interdiction des stations privées de télévision qui opèrent en dehors de toute légalité *et inondent le pays de films.* Un colloque est prévu ce même jour pour discuter de la situation du cinéma italien et de la loi en cours de *discussion.*

DEAUVILLE AU SOLEIL

Le Festival de Deauville, consacré au cinéma américain a commencé le 4 septembre. M. Jack Lang, ministre de la culture n'y assiste pas. Dans une interview parue le 6 septembre dans le *Journal du Dimanche*, il déclare que sa tâche est « *en priorité orientée vers la culture française et les artistes français... Il y aurait une anomalie de la part du gouvernement*, ajoute-t-il, *à apporter son soutien à une industrie déjà influente et puissante...* ». Mais à Deauville, en ce premier week-end, l'atmosphère n'était pas à la *polémique.*

***

Le ciel était bleu avec des nuances de gris léger. La mer aussi. Le spectacle était sur les célèbres « planches » et sur la plage. Plus une place de libre aux terrasses des cafés et des restaurants. Des visages célèbres du cinéma français, de la télévision, de la radio, aperçus dans une foule compacte. Et aux alentours de ce paradis de vacances, un embouteillage comme au sortir de Paris dans les ruées estivales.

Les chasseurs d'autographes, des enfants surtout, attendent patiemment les vedettes, toute la journée, devant le Normandy. Le Festival en fait ne s'anime qu'en fin de journée, lorsque l'air devient frais et que la plage se vide. Les journalistes suivent les projections du matin qui leurs sont réservées. Les cinéphiles guettent les rétrospectives. Les séances du soir, dans la grande salle, font le plein. On se pressait, samedi, pour voir Lana Turner, mince, souriante et toujours belle sous sa chevelure blond platine, drapée dans un pyjama du soir rouge sang. Elle est venue présenter *le Facteur sonne toujours deux fois*, de Tay Garnett, dont elle est la vedette avec John Garfield.

Il est un peu tôt pour se faire une opinion des films, mais ils semblent se partager entre une contestation violente de la société américaine (*Cutter's way* d'Ivan Passer) et un retour à l'optimisme et à la bonne conscience. Quant à la position prise par M. Lang contre le Festival de Deauville, elle n'a pas provoqué beaucoup d'émoi ici, le premier moment de surprise passé. Les organisateurs jugent inutile et déplacée une polémique à ce sujet. Cet ostracisme n'est peut-être pas le moyen de régler les problèmes urgents du cinéma français en crise.

JACQUES SICLIER.

CINÉMA

« La Grande Zorro » de Peter Medak

Depuis « le Signe de Zorro » (1920), de Fred Niblo, avec Douglas Fairbanks, le mythe du justicier masqué a été mis à toutes les sauces. Celle du film de Peter Medak n'est pas faite pour les gosiers délicats. Don Diego Vega reçoit de son père mort le costume et le masque que celui-ci porta. La lutte recommence contre la tyrannie d'un oppresseur de la Californie, mais le nouveau Zorro se brise la cheville. Son frère jumeau, Ramon, reparaît à point pour prendre sa place, continuer le combat. Mais, parce qu'il a servi *dans la marine anglaise*, Ramon est devenu un homosexuel blond et froufroutant et se fait appeler Bunny Wigglesworth ! Alors, il revêt des habits de couleurs vives et toujours différentes, avec masques assortis, sombreros à pompons et fanfreluches diverses.

En principe, l'idée est drôle. « La Grande Zorro » (traduction vulgaire du titre original, « Zorro, the gay blade ») se veut une parodie et l'est dans quelques scènes, imitant, *de façon burlesque*, les exploits de Douglas Fairbanks et compagnie. En réalité, cette production où George Hamilton (Dracula comique dans « le Vampire de ces dames ») fait un double numéro de cabotinage sans retenue est très roublarde. On y récupère la mode lancée par « la Cage aux folles », grand succès aux Etats-Unis ; on y démontre qu'un homosexuel peut être aussi « viril » dans le maniement de l'épée (lame symbolique !) et dans l'aventure qu'un macho hétérosexuel. Curieuse façon d'affirmer le droit à la « *différence* »... — J. S.

* Voir les films nouveaux.

Le quatrième Moussem d'Asilah, au Maroc

UN RÊVE MENACÉ

Le poète Mostafa Nissaboury a chanté Asilah, lieu méconnu pétri d'histoire, dont les remparts portugais semblent comme posés sur une côte de sable rectiligne, souvent ignorée, que frôle la chaîne du Rif et contre laquelle, dans ce Maroc septentrional, les flots de l'Atlantique viennent battre *sans vigueur. Derrière ses remparts*, le peuple d'Asilah somnolait encore récemment au hasard de dédales de ruelles abritant de petites misères et de pauvres intrigues. Un monde, dans le fond, sans importance. Un bourg qui se laissait aller.

« L'assaut du rêve » a pris forme voilà à peine quatre étés, quand une poignée de grandes familles — les Benaïssa, les Melehi et leurs amis Bakhali — ont fait revivre la cité en y organisant un Moussem annuel, festival culturel qui ne dit pas son nom ou qui, plus exactement, ne précise pas sa vocation. Avec l'aide *de l'Etat, le palais Raissouni*, qui date du début du siècle, les remparts, la tour et les chaussées ont été restaurés. La ville, organisant des concours de ramassage d'ordures, a été nettoyée. Sur des murs d'une chaux éclatante, les peintres invités au premier Moussem, en 1978, et de jeunes Zaïla*chis ont imaginé des fresques* aux lignes pures. Autant de taches de couleur imitées depuis dans les autres villes de l'empire chérifien.

Aujourd'hui, la tour abrite une exposition de gravures, et, à ses pieds, un théâtre de plein air accueille la troupe Al Umali — premier prix du *théâtre des amateurs marocains* — ou un groupe de chanteurs de musique traditionnelle « andalouse » d'Oujda ou encore un trio folklorique brésilien. Le spectacle est gratuit, et chaque quartier, à tour de rôle, remplit les gradins. Le palais est *le siège des forums, des conférences*, de projections de cinéma, ainsi que celui d'un atelier de gravure et d'une école de dessin pour enfants. D'anciens baraquements militaires, dans l'enceinte de la citadelle, abritent une exposition de peinture. Les artistes, qui séjournent à Asilah à l'invi*tation de l'association culturelle* Al-Mouhit, y laissent les œuvres qu'ils ont réalisées sur place.

« *Difficile de ne pas revenir* », explique David de Almeida, graveur portugais, fidèle du Moussem. « *A Asilah*, poursuit-il, *mon travail a changé, y compris du point de vue esthétique. C'est un bain de lumière, une purification, un filtre.* » Le Canadien Joseph Montagu, autre graveur venu de New-York, trouve là « *une distance, une coupure et une manière de vivre différente* ».

L'idée affichée est celle d'un « *développement intégré* » avec, pour reprendre l'expression de *Mohamed Benaïssa, principal animateur*, « *un vecteur culturel comme locomotive* ». M. Abdelmalek Cherkaoui, directeur général du plan, considère Asilah comme l'exemple de ce qui devrait se faire dans le tiers-monde. « *Il y a maintenant une pharmacie, un médecin, des commerçants plus prospères, des enfants auxquels s'ouvrent des horizons* », dit-il avant d'ajouter : « *Quant aux retombées économiques, j'ai calculé que, pendant la durée du Moussem, le revenu quotidien par tête d'habitant, à Asilah, augmente de dix francs environ.* »

Surtout, Al-Mouhit a réussi à *triompher de l'offensive, attendue*, des « *marchands de bronzage* ». Ville désormais classée, Asilah n'est plus à vendre, et le tourisme y demeure essentiellement autochtone. Pendant la période du festival, estime M. Cherkaoui, la population passe de vingt mille à *quatre vingt mille âmes. Le Moussem* a conservé son originalité : décentralisation, renaissance de l'artisanat et des traditions locales, ouverture sur le monde extérieur, osmose entre artistes étrangers et population locale.

« *Je ne sais même pas si nous pourrons organiser un cinquième Moussem l'an prochain* », se demande pourtant M. Benaïssa. Les raisons de ce pessimisme sont multiples. Au moment où l'on parle d'introduire la technique du batik indonésien à Asilah et où l'on y fait revivre la *Matah* — cette fête de l'homme et du cheval qui, dans le Rif, se perd, le *Moussem s'essouffle.* On y confond spontanéité et chaos. Non seulement son budget est extrêmement modeste — 122 millions de centimes, — mais, en dépit de contributions des ministères des finances et du tourisme, sa trésorerie n'est qu'à moitié assurée.

Surtout, le Moussem dérange. Animé par un député de la majorité — M. Benaïssa est même rapporteur de la commission de l'information de la Chambre, — il est boudé par le conseil municipal, dominé par l'Istiqlal, et par la gauche marocaine, qui appuie un contre-festival organisé dans les locaux d'un lycée. La télévision nationale n'y a pas fait écho ces dernières années — du fait d'une brouille entre le ministre et le rapporteur de commission — et les animateurs du contre-festival accusent leurs adversaires de pratiques « commerciales ». Certains artistes marocains ne sont pas revenus, avançant que le Moussem demeurait trop la « *fête de Benaïssa* ».

Il reste que, sans ce dernier, la « fête » n'aurait jamais eu lieu. Pour que le Moussem sorte du *stade* de l'ébauche gentiment anarchique qui en fait, il est vrai, en partie le charme, il faudra consentir à des choix. L'atelier de gravure est entré dans les mœurs mais faut-il encore accueillir d'autres guitaristes espagnols qui, tel Paisin, ne sont que de passage et ne voient pas Asilah, même temps d'un récital ? Sans comité de patronage assez large, le Moussem ne disposera jamais du fonds de roulement et de l'administration qui lui sont désormais nécessaires. Sur les rives africaines de l'Atlantique, une expérience originale s'est amorcée, *à la barbe de ceux qui optent* pour la politique de la chaise vide. Le Moussem d'Asilah gêne.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Lundi 7 septembre

théâtres

Les théâtres de Paris

Comédie - Caumartin (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. : Freaks Society ; 21 h. 30 : Boris Supervian.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur
Espace-Gaîté (327-95-94), 20 h. 30 : Racontez-moi votre enfance.
Espace-Marais (271-10-19), 22 h. 15 : Si tu grimpes à l'arbre, rapporte-moi une vache.
Gaîté - Montparnasse (323-16-18), 20 h. 15 Elle voit des nains partout ; 22 h. : Anatole.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre rouge, 20 h 30 · Douce ; 22 h 15 : Un oiseau dans le plafond. — Théâtre noir, 22 h. 15 : J. di Giacomo. — Petite salle, 18 h. 30 : Parlons français.
Montparnasse, 21 h. : Exercices de style.
Nouveautés (770-52-76), 21 h : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Poche - Montparnasse (548-92-97) 21 h Accordez vos violons.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 15 : Essayer... c'est pas sorcière; 21 h. 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : Un ouvrage de dames ; 21 h. 15 : F. Blanche.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Florence Brunold ; 21 h. 30 : Il en est un... de la police.

Les cafés-théâtres

Blancs-Manteaux (887-15-84) I, 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 22 h. 30 : Des bulles dans l'encrier ; II, 21 h. 30 : Attachez vos ceintures ; 22 h 30 : Pit et Rik.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h. 45 : Plurielle ; 23 heures : A. Agier ; 0 h. 15 : Electro-choc. — II, 22 h. 45 : Mangeuses d'hommes.

Les concerts

Eglise Saint-Jean-de-Montmartre, 21 h. : J.-P. Manzone (Bach).
Lucernaire, 19 h. 45 : H. Kelley ; H. Calef (Mozart, Franck); 21 h. : M. Derel, L. Hoppeler (Guitares).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h., Hal Singer Quartet.
Caveau de la Montagne (354-83-39), 21 h. 30 : A. Condnant, A. Levitt, M. Gaudry.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Booker T. Laury.
L'Ecume (542-71-16) : 22 h. P. Grancher, V. Bucher.
Jazz Unité (276-44-26) :Sam Rivers.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Green.
New-Morning (523-51-41), 21 h. : Pharoah Sanders.
Patio (758-12-30), 22 h. : les Petits Français.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : J. Gourley, A. Cullaz, P. Combelle.

Festivals

XVIe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (633-61-77)
Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h. 30 : récital du premier prix du cinquième concours international de clavecin.

REGION PARISIENNE
Vincennes : Théâtre Daniel - Sorano (374-73-74), t.l.j., 20 h. 30 : Festival Courteline.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h. : films d'auteurs et films rares : Arènes sanglantes, de F Niblo ; 17 h. : One potato, two potato, de L. Peerce; 19 h. : Vingt ans de cinéma français, 1937-1957 : la Capitan, de R. Vernay.

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (All., v.o.) Marais, 4e (278-47-86).
L'AMANT DE LADY CHATTERLEY (Fr.-Ang.) (*), vers. angl. : U G C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-42-18) — V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24)
L'ANNEE DES 13 LUNES (All., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille 11e (357-90-81)
L'ANNEE PROCHAINE SI TOUT VA BIEN (Fr.) Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) U G C.-Odéon, 6e (325-71-08), Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Tourelles, 20e (636-51-98)
LES ANNEES LUMIERE (Suisse), vers. angl. Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25)
LA BOUM AMERICAINE (A., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44).
CHARULATA (Ind., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14 Juillet-Parnasse 6e (326-58-00).
LE CHOIX DES ARMES (Fr.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Magic-Convention 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29)
DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04)
ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82), v.f. U G C Opéra, 2e (261-50-32)
L'EQUIPEE DU CANNONBALL (A., v.f.) · U G C Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23)
EXCALIBUR (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f : Français, 9e (770-33-88).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.) Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
L'HOMME DE FER (Pol., v.o.) : Forum, 1er (297-53-75) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; la Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) — V.f · St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23)
LES HOMMES PREFERENT LES GROSSES (Fr.), Gaumont - les - Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U G.C.-Gare - de - Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Mistral, 14e (539-52-43), Bienvenue, 15e (544-25-02) ; Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01)
LILI MARLEEN (All., v.o.), Lucernaire, 6e (544-57-34).
MADAME CLAUDE 2 (Fr.) (**), Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U G C - Opéra, 2e (261-50-32) ; U G C - Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C - Ermitage, 8e (359-15-71) ; U G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C - Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52); Mistral, 14e (539-52-43); Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
MALEVIL (Fr.), U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
MAUDITS, JE VOUS AIMERAI (It., v. o.) : Forum, 1er (297-53-75) H. sp.
MOI, CHRISTIANE F... (All.) (*), v.o : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v. f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-10) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Images, 18e (522-47-94)
NEIGE (Fr.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).
NEW-YORK 1997 (A.), v.o. : Studio Jean-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE POLICEMAN (A.) (*), v.o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
PLUIES D'ETE (Bré., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
PRENDS TA ROLLS ET VA POINTER (Fr.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27)
REINCARNATIONS (A.) (**), v. o. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U G C Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
THIS IS ELVIS (A., v.o.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11)
TROIS FRERES (It., v.o.), Studio de la Harpe, 5e (354-34-83)
UN AMOUR INFINI (A.), v. o. : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
UNE MERE, UNE FILLE (Fr.-Hon.), v.o. : Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v f. : Impérial-Pathé, 2e (742-72-52) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount - Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296 80-40) ; Elysées Point Show 8e (225-67-29).

Les festivals

LES GLAMOUREUSES HOLLYWOODIENNES (A., v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Esther et le roi ; Voyage à deux.
FESTIVAL MARX BROTHERS, Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : les Marx au grand magasin.
COMEDIES ITALIENNES, Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 16 h. 20 : Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas ? ; 18 h. 20 : Nos héros réussiront-ils ?... ; 20 h. 20 : les Nouveaux Monstres ; 22 h. 20 : le Sexe fou.
HOMMAGE A BUSTER KEATON (A., v.o.), Marais, 4e (278-47-86) : le Mécano de la Générale, Studio de la Harpe, 5e (633-08-40) : Ma vache et moi.
FESTIVAL JAMES BOND 007 (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85) : Goldfinger.
FESTIVAL F. LANG (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50): la Femme au portrait.
FESTIVAL J. NICHOLSON (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) ; Profession reporter.
FESTIVAL ADIEU STEVE MAC QUEEN (A., v.o.), Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32) : Danger planétaire.
FESTIVAL H. BOGART (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : le Faucon maltais.

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 15 h.
BONNIE AND CLYDE (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h. 10.
CALCUTTA (Fr.) : Escurial, 13e (707-25-04), 19 h. 15.
CALIGULA (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 17 h. 20.
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) : (**) : Calypso, 17e (380-30-11) 15 h 20
LES DAMNES (It., v. ang.) (*) : Calypso, 17e (380-30-11), 19 h. 45.
DELIVRANCE (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h. 10 ; Saint - Lambert, 15e (532-91-68), 17 h. 15
LE DERNIER TANGO A PARIS (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 20.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
FAUT TOUVER LE JOINT (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 30.
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
HAMBURGER FILM SANDWICH (A., v.o.) Boîte-à-Films, 17e (622-44-21), 20 h 30.
LA HONTE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h.
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (All., v o.) : Action-République, 11e (805-51-33), 18 h. 15.
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 20 h. 05.
L'INNOCENT (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 19 h 50.
JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) (**) : Calypso, 17e (380-30-11), 15 h. 45.
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 15.
LOLITA (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LILI MARLEEN (All., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 18 h. 30.
MAITRESSE (Fr.) (**) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 15.
MARATHON MAN (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 30
LES MISFITS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 15 h 40
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 18 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) 14 h. 30.
NEW YORK NEW YORK (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 18 h. 5
OUT OF THE BLUE (A., v.o.) (**) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82), 19 h., 20 h. 40, 22 h. 20.
RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Ang., v. o.) : Saint - Ambroise, 11e (700-89-16), 19 h. 20.
REPULSION (Ang., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h. 50.
SERIE NOIRE (Fr.) (**) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
SHINING (A., v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h. 10.
SOLEIL VERT (A., v.o.), Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (374-72-71), 20 h 10 - Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 15
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11) 22 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (374-72-71), 22 h. 15, 24 h.
TOMMY (A., v.o.) (*) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68) 21 h. 45.
VALENTINO (Ang., v.o.) · Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.
VICES CACHES, VERTUS PUBLIQUES (Youg., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 15 h. 50.
ZORBA LE GREC (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-01), 18 h.

LES FILMS NOUVEAUX

L'ARME A L'ŒIL, film américain de Richard Marquand. — V.o. : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83); Paramount-City, 8e (562-45-76) — V.f. Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91): Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
LA GRANDE ZORRO, film américain de Peter Medak — V.o. : Gaumont - Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) — V.f : Grand-Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59); Mistral, 14e (539-52-43); Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U G C. Gobelins, 13e (707-12-28).
IL FAUT TUER BIRGITT HAAS, film français de Laurent Heynemann — Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-63-20); Biarritz, 8e (732-69-23); Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; P.L.M Saint-Jacques, 14e (322-68-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-45-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)
MESSE NOIRE, film américain d'Eric Weston (**) — V.o. : U G.C Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52); Mistral, 14e (539-52-43), Magic - Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
TAIS-TOI QUAND TU PARLES, film franco-tunisien de Philippe Clair : Normandie, 8e (359-41-18) (jusqu'au L.) ; Magic - Convention, 15e (828-20-64) ; U G.C.-Danton, 6e (329-42-62); Caméo, 9e (246-66-44); Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
OUTLAND, film américain de Peter Hyams — V.o : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) — V.f : ABC, 2e (236-55-54) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86); Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Broadway, 16e (527-41-16) ; Wepler, 18e (522-46-01); Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Nation, 12e (343-04-67).

A Radio-France

DE NOUVELLES RADIOS LOCALES BIENTOT A L'ÉTUDE

MM. Daniel Hemelin, Jean-Pierre Pineau et Jean-Yves Le Huédé, respectivement responsables de Radio-Mayenne, Melun-FM et Fréquence-Nord sont chargés de mission auprès de la direction du développement de Radio-France, en vue de la mise en place de nouvelles radios locales. Ces nominations, qui prendront effet le 15 septembre, ont été décidées par Mme Cotta, présidente de Radio-France, sur proposition de M. René Marchand, directeur du développement. Deux de ces responsables des premières « locales » de Radio-France seront immédiatement remplacés : M. Pineau par M. Philippe Duvoux, journaliste, précédemment chargé de la rédaction de Melun-FM, et M. Hamelin par M. Jean-Pierre Bati, auparavant animateur de Radio-Mayenne. M. Le Huédé conserve ses fonctions à la tête de Fréquence-Nord.

UNE PROPOSITION DU CONSEIL DES VALLÉES A PROPOS DE RADIO-ANDORRE

Réuni en session extraordinaire le 4 septembre, le Conseil des Vallées d'Andorre a élaboré un protocole d'accord concernant les radios émettant depuis son territoire. Ce protocole, qui va être proposé pour ratification aux représentants des coprinces prévoit notamment que les droits d'exploitation des stations appartiennent désormais « *au domaine public du peuple andorran* ». Une société serait donc constituée pour régir la radiodiffusion en Andorre. Son conseil d'administration dans lequel les représentants du Conseil des Vallées devraient être majoritaires, établirait des contrats d'exploitation prévoyant une participation économique du conseil général. Quant aux sociétés d'exploitation actuelles, il est prévu qu'elles « *retirent leur recours auprès des délégations permanentes* ». Enfin, selon le protocole, Andorre adhérerait à l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.), et les stations d'origine nationale, « *destinées à émettre uniquement et exclusivement dans le territoire d'Andorre* », seraient de la « *pleine souveraineté du conseil général* ».

● PRECISION : L'Elysée fait savoir que M. Mitterrand — contrairement à ce qui a été annoncé par Antenne II — ne répondra pas aux questions posées par les téléspectateurs au cours de l'émission des *Dossiers de l'écran* qui sera réalisée en direct du Train à grande vitesse le mardi 22 septembre *(le Monde* daté 6-7 septembre). Une courte interview accordée par M. Mitterrand aux animateurs de l'émission sera cependant diffusée.

● RECTIFICATIF. — *Le chiffre* d'affaires de la S.F.P. pour 1982 s'élèvera à plus de 1 milliard de francs, et non pas à 1 million comme il a été écrit par erreur dans l'article consacré à la mission de M. Labrusse *(le Monde* daté 6-7 septembre). De surcroît il fallait lire le « recours » au G.I.E. et non pas le « retour ». Cette formule juridique n'a jamais existé dans le cas de la S.F.P., société nationale issue de la réforme de l'O.R.T.F.



RADIO-TÉLÉVISION

VU

L'œuvre d'Averty

Attention, dit-on, la télé, ce n'est pas seulement un garage destiné à abriter des matches, des pièces, des films, des événements qui ont eu lieu ailleurs, en dehors d'elle. C'est un moyen d'expression particulier. C'est un vocabulaire, une syntaxe, que seuls savent employer certains privilégiés — Sadoul les appelait des téléastes, par opposition à cinéastes — auteurs, réalisateurs d'œuvres uniquement destinées à la mise en boîte, si j'ose ainsi m'exprimer.

Ce qui veut dire quoi au juste ? On ne voit pas. Long ou court, découpé en tranches plus ou moins nombreuses et épaisses de quinze, trente, soixante ou quatre-vingt-dix minutes, un film, baptisez-le biographie filmée, feuilleton ou télé-film, c'est un film. S'il est bon, il doit pouvoir passer alternativement sur le grand ou le petit écran. On ne compte plus les salles où l'on doit retourner — rappelez-vous Guerre et Paix ou Molière — pour suivre une histoire en plusieurs épisodes. Hollywood gagne des millions de yens en vendant ses téléfilms à des distributeurs japonais qui les affichent en ville avant de les revendre à la télé. Et des millions de marks en vendant ses films à la télé allemande, qui les soustrait au circuit des salles (de toute façon, elles sont vides) pour les passer directement à l'antenne. Quant aux documentaires dits de création, appellation non contrôlée et incompréhensible en dehors de l'Hexagone, en quoi se distinguent-ils des plus vieux « docu » à la Flaherty ou à la Joris Ivens ? On ne comprend pas non plus.

De l'avis quasi général, le seul créateur authentique dont le style est immédiatement reconnaissable, identifiable, et qui a su, lui, jouer avec la vidéo, c'est Averty. Le seul, non, je vous demande pardon : l'autre, c'est Jim Henson, l'inventeur de Sesame Street et des Muppets. Ils ont trouvé un langage spécifique, ils l'emploient, ils n'emploient même pratiquement que celui-là, et l'on aurait mauvaise grâce à le leur reprocher. Un Braque, un Bergman, un Kandinsky, un Fellini, sont, eux aussi, des prototypes souvent imités, jamais dépassés. Alors, bon, qu'Averty fasse de l'Averty, rien de plus normal.

On peut regretter certains détails — je pense à Ubu cocu présenté dimanche soir sur FR 3, — certaines facilités. Quelle fichue idée d'avoir demandé au père Ubu de pasticher de Gaulle, à quoi ça rime ? Est-ce parce qu'il était censé représenter Thiers ? C'est possible. Dommage, cependant : ça enrobe ses propos, leur prête le ton pompeux du discours, et leur enlève le tranchant bête et méchant de l'attaque gratuite, de la parodie loufoque et de la plaisanterie scatologique de potache attardé. Jarry n'avait plus quinze ans quand il écrivit, après Ubu enchaîné, cette troisième et courte rallonge — Averty l'a considérablement étoffée — à son fabuleux chef-d'œuvre.

A part ça, dans l'ensemble, rien à dire. C'était drôle, c'était beau, c'était d'une richesse d'invention constamment en alerte, avec trucages et effets spéciaux en cascade, en tourbillon, en bouquet. On aime ou pas. On ne peut pas ne pas admirer une œuvre, alors là, vraiment, de création.

CLAUDE SARRAUTE.

Lundi 7 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 30 Cinéma : « l'Amour avec des si... ».
Film français de C. Lelouch (1962), avec G. Mafresse, J. Magnan, R. Saint-Bris, J. Franval, F. Noëlle, J. Martin.
Un sadique, coupable de plusieurs viols, s'est évadé de prison. Il emmène une autostoppeuse dans une voiture volée. Sera-t-elle sa victime ?
Deuxième long métrage de Lelouch, alors cinéaste « maudit ». Un univers de suspense inquiétant, et de brillants jeux de caméra. Ce film est peu connu.

21 h 50 Les nouvelles de l'histoire.
Entretien avec Tawfik el Hakim, historien égyptien, auteur du *Journal d'un substitut de campagne*, à propos de l'histoire contemporaine d'Égypte ; L'homme du vingtième siècle avec le photographe allemand A. Sander, auteur d'un recueil de photographies « historiques » ; Naufrage du *Pamir*.

23 h 5 Journal.

CHAINE : A 2

20 h 35 Document de création : Rome est dans Rome.
Réalisation : P. Bureau.
Rome en 1980, avec la participation d'Alberto Sordi et du pape Jean-Paul II.

21 h 40 Variétés.
Festival mondial de la chanson française à Antibes et à Juan-les-Pins.
R. Charlebois, N. Croisille, etc.

22 h 40 Mémoires pour demain.
Ballets Russilo.

23 h 10 Sports : Championnats d'Europe de natation.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 Cinéma (cycle : Le polar du lundi) : « Un homme est mort ».
Film français de J. Deray (1972), avec J.-L. Trintignant, Ann-Margret, R. Schneider, A. Dickinson, M. Constantin (rediff.).
Pour acquitter une dette de jeu, un Français accepte d'aller tuer un homme à Los Angeles. Son contrat rempli, il est traqué dans la ville par un truand chargé de l'abattre.
Jacques Deray a tourné aux États-Unis ce « thriller » en assimilant parfaitement les règles et la technique du genre. Un bel exercice de style et une performance de Jean-Louis Trintignant, personnage solitaire au comportement mystérieux.

22 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Présence des arts : Exposition J. Guitet à Saint-Rémy-de-Provence.
20 h, 3, rue Bréa, de B. Mazeas, avec : J. Rosny, F. Cantrell, I. Nazaris, etc.
21 h, L'autre scène, ou les vivants et les dieux : Les confessions de saint Augustin.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5, Concert : Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. : C. Richter ; soliste piano, C. Zacharias : « Variations et fugues sur un thème de Purcell », de B. Britten ; « Capriccio pour piano et orchestre » de Stravinski ; « Sérénade en ré majeur », de Mozart.
23 h, Ouvert la nuit : Les grands orchestres américains, « l'Orchestre symphonique de Pittsburgh » (Mozart, R. Strauss, K. Goldmark).

Mardi 8 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
A votre santé : Elles comme littérature. Téléfilms : *Double identité ; Mémoire en fête*, avec H. Auffray : Les femmes au volant ; Découvertes T.F. 1 ; Tout feu tout femme, Livres pratiques, Les recettes de mon village.
17 h 25 Croque vacances.
Adam, Bricolage, Isidore, Variétés, Dinky Duk.
18 h C'est à vous.
18 h 25 L'île aux enfants.
18 h 50 *Avis de recherche.*
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Frère Martin.
La justice de Dieu, réalisation J. Delannoy, avec B. Lingot, G. Wilson, F. David...
Une évocation des dix années pendant lesquelles s'opère la crise de conscience de Martin Luther.
21 h 55 Sports : Cyclisme, Tour de l'Avenir.
22 h Magazine : Sept sur sept.
De F. Boulay, J.-L. Burgat, J.-L. Demigneux.
La tuerie d'Auriol et le problème irlandais.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 *Série : La vie des autres.*
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame : Ces professeurs qui ont compté.
15 h Téléfilm : « la Chatte sur un toit brûlant ».
Réalisateur : R. Moore.
D'après une pièce de Tennessee Williams : conflits de famille dans le sud des États-Unis.
16 h 40 Soif d'aventures : Les derniers survivants du Titicaca.
17 h 5 Histoires courtes : Ferdinand.
Film de D. Maillet.
17 h 20 Fenêtre sur... « le Choix des armes ».
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les gens d'ici.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 40 *Les dossiers de l'écran* : « l'École ».
Film de D. De Galard.
22 h Débat : L'école, quel avenir pour une centenaire ?
Avec MM. P.-J. Helias, écrivain, ancien enseignant, C. Duneton, écrivain folkloriste, ancien professeur de collège, A. Prost, historien-professeur, le professeur P. Debray-Ritzen, médecin aux Enfants-Malades, psychopédiatre, Mme A. Dudoret, institutrice, et le Frère N. Capella.
23 h 30 Sports : Championnats d'Europe de natation.
23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
La C.I.M.A.D.E.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 *Dessin animé.*
Le chansonnier de l'histoire de France.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « les Oubliés ».
Film américain de M. Le Roy (1941), avec G. Garson, W. Pidgeon, F. Bressart, M. Hunt, F. Holden (rediff.).
Au début du siècle, la femme d'un minotier du Texas perd un fils en bas âge. Elle va consacrer sa vie aux enfants malheureux et lutter pour que ceux, nés « illégitimes », ne portent plus cette mention sur leurs papiers d'état civil.
Un mélange adroit de mélodrame et de constat social. Le réalisateur a su éviter la mièvrerie pour apporter à ce sujet humanité et émotion. Remarquable interprétation de Greer Garson.
22 h 5 Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h 5, Un livre, des voix : Quand le destin nous mène, de J. de Lacretelle.
14 h 47, Magazine international : Le salazarisme vu par les jeunes Portugais.
16 h 20, Actualité : La fin des paysages, exposition au Centre Georges-Pompidou.
16 h 50, Départementale : A Mâcon.
18 h 30, *Feuilleton : Les Bas-Fonds de Paris*, d'A. Bruant
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Agora : Les trous noirs dans le ciel (rediff.).
20 h, Dialogues : Pouvoir et vie sociale, avec G. Pascal et M. Perniola.
21 h 15, Musiques de notre temps : Hughes Dufour.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

14 h, Musique légère : « Les Fâcheux » de G. Auric, *dir. I. Markevitch* ; 14 h 30, *Le génie du lieu* : « Berlin, 1821 » (Weber, Beethoven, Mendelssohn) : « Les Kleiber » par G. Zeisel (Schubert, Weber, Beethoven, Berg, J. Strauss).
18 h 2, Repères contemporains : Claude Lefebvre, « Dérives nocturnes » par l'Ensemble 2E 2M et le Chœur national, dir. P. Méfano et *J. Grimbert* ; 18 h 30, Concert (Radio autrichienne, 21 décembre 1980) : ouverture de l'opéra « Alceste » de Gluck, « Kindertotenlieder » de Mahler, « Symphonie en ré mineur » de C. Franck, par l'Orchestre symphonique de l'O.R.T.F., dir. V. Neumann.
20 h 5, Les chants de la terre : musiques traditionnelles d'Asie, d'Afrique et de l'océan Indien ; 20 h 30, Concert (Festival estival de Paris, 1981, en direct de l'église Saint-Julien-le-Pauvre) : « Concert royal n° 2 », « Les fastes de la grande et ancienne menestrandise pour clavecin » et « Concert royal n° 3 » de F. Couperin ; « Quemadmodum desiderat cervus » de Brossard ; « Suite en la mineur pour hautbois, viole et clavecin » de Philidor ; « Ad mensam coelatus paratam » de J.-B. Morin, avec B. Haudebourg, *clavecin*, *O. Pistel, soprano, J. Vandeville*, hautbois, et Ph. Foulon, viole de gambe.
22 h, Ouvert la nuit : les grands orchestres américains, « L'Orchestre symphonique de Pittsburgh » (Tchaïkovski, Brahms, Beethoven).

DÉFENSE

Au colloque international de Montpellier sur les alliances militaires

Le mendiant et le maître chanteur

Montpellier. — « Entre membres d'une même alliance militaire s'instaure souvent la relation mendiant-maître chanteur. » Cette réflexion du général Pierre Saint-Macary, du Centre de sociologie de la défense nationale, illustre assez bien les travaux du colloque international, organisé du mercredi 2 au samedi 5 septembre, à l'université Paul-Valéry de Montpellier, par le Centre d'histoire militaire et d'études de défense nationale (1), sur le thème « Forces armées et systèmes d'alliances ». Ce colloque a réuni les représentants d'une trentaine de nations pour entendre une centaine de communications : économistes, politologues, historiens et militaires de quatre continents y ont pratiqué l'échange interdisciplinaire, sous la direction des professeurs Jean-Baptiste Duroselle (Paris-III) et André Martel (Montpellier-III), le principal artisan du colloque.

De notre envoyé spécial

A travers de nombreuses références et exemples historiques, les participants ont tenté d'examiner l'intérêt, pour certaines nations, de s'allier à d'autres, beaucoup moins puissantes qu'elles, et d'expliquer la permanence ou l'instabilité d'une alliance militaire. En définitive, à qui profite une organisation collective de défense, et comment ?

Pour M. Jacques Aben (faculté de droit de Montpellier), qui a esquissé un état de la théorie économique d'une alliance, chaque partenaire reçoit un supplément de défense (« *un bien tombé du ciel* ») qu'il n'a pas contribué à produire. Au nom du vieil adage : « *L'union fait la force* », il est donc justifié pour chaque membre de l'alliance d'y participer. Mais chacun cherche aussi à réduire son propre effort de défense « *pour consacrer davantage de ses ressources à produire plus de beurre que de canons* », en considérant que la production de défense de l'autre le protège. « *La logique de l'alliance n'entraîne pas une rationalité collective* », note M. Aben qui observe, alors un risque d'exploitation des grandes nations par les petites.

Cavalier seul

La charge de la production de défense est répartie d'une manière qui avantage les petits au détriment des grands : dans la mesure où la production individuelle du grand suffit à couvrir aussi le petit, celui-ci a intérêt à ne pas exprimer sa demande et, donc, à ne pas partager la charge. C'est ce que l'on appelle le comportement du cavalier seul (*free-rider*) tant dénoncé, depuis des années, par plusieurs des présidents des Etats-Unis chez leurs partenaires de l'OTAN. C'est, disent les économistes, l' « *effet de protection* » d'une alliance ou encore, selon le général Saint-Macary, cette relation entre des Etats plus ou moins mendiants du « parapluie » militaire du grand, et la superpuissance de l'alliance qui joue le maître chanteur.

En s'aidant de modèles économétriques, M. Louis Pilandon (Groupe de recherches sur les problèmes de défense, faculté de droit de Clermont-Ferrand) confirme que, pour un petit pays, l'appartenance à un système d'alliance semble procurer une meilleur sécurité pour un moindre coût, même s'il en résulte une contrainte de régularité dans la dépense.

De ce point de vue, l'alliance atlantique et le pacte de Varsovie offrent des analogies de comportement : l'Etat leader supporte, du fait de sa masse et de sa puissance, l'essentiel de la charge. Mais, à la différence des Etats-Unis, l'Union soviétique, comme du reste les pays pétroliers en voie de développement, accepte un important déséquilibre de son système économique en prélevant une part sans doute excessive de ses richesses en faveur de la défense, au détriment des dépenses de santé et d'éducation. « *Les systèmes planifiés*, constate M. Pilandon, *se prêtent beaucoup mieux à l'effort de défense parce qu'il doit se programmer sur de longues années.* »

Arlequin

Sans adhérer totalement aux considérations de M. Aben, le colonel Jean Picard, de la mission militaire française auprès du commandement suprême atlantique, observe que l'OTAN est « *un arlequin* » où des pays apportent leurs gros bataillons, d'autres leur technologie et d'autres encore, leurs capacités financières. Mais « *la disparité d'une alliance hétéroclite n'est pas contraire à sa cohésion* ».

Si la volonté de Washington est bien de mieux faire partager le fardeau entre alliés, il n'en demeure pas moins que les Etats-Unis, la puissance la plus forte de l'alliance, ou la République fédérale d'Allemagne aident économiquement leurs partenaires — ce fut le cas, récemment, avec la Grèce et avec la Turquie — pour leur permettre de consacrer un effort plus important à la défense commune.

L'OTAN est-elle un assemblage réussi d'éléments dissemblables, comme l'affirme le colonel Picard, Ou obéit-elle, comme toutes les alliances militaires, à la relation mendiant-maître chanteur, définie par le général Saint-Macary ? M. Claude Carlier (institut d'études politiques d'Aix-en-Provence), moins optimiste que le colonel Picard, constate que l'échec de trente années de coopération entre alliés en matière d'armement a plutôt bénéficié aux Etats-Unis, qui fournissent la production technologique la plus sophistiquée et auxquels s'adresse l'Europe pour de nouveaux achats massifs d'armes depuis les années 70.

Dans sa communication écrite, M. Jean Paucot (Centre d'études des politiques de défense, Paris-I) note que « *le développement de l'arme nucléaire a progressivement entraîné une remise en cause des concepts d'alliances militaires* ».

« *La stabilité, ou plutôt le statu quo, fût-ce au prix de l'injustice, devient le critère majeur des relations internationales. Les alliances militaires à l'ère nucléaire sont la conséquence d'un consensus idéologique et la reconnaissance d'une hégémonie.* » « *Mais*, conclut M. Paucot, *il est impossible d'affirmer qu'elles résisteraient aux tempêtes d'une crise majeure.* »

JACQUES ISNARD.

(1) Créé en 1968 et animé par le professeur Martel et le colonel (E.R.) Pierre Carles, le Centre d'histoire militaire et d'études de défense nationale publie des cahiers et des études (Université Paul-Valéry, B.P. 5043, 34032 Montpellier Cedex).

CARNET

Mariages

— Mlle Anne-Lise FORTIN,
M. Jean-Yves MAGNIEN,
ont la joie de faire part de leur mariage, qui a eu lieu, le lundi 7 septembre, dans l'intimité familiale.
3, rue du Faubourg-Larue,
28130 Maintenon.

Décès

— Marie-Agnès Aubreton,
Bernard Aubreton,
Michel et Thérèse Aubreton-Bouquet,
Mme Emile Dangreau,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Robert AUBRETON,
née Emilienne Dangreau,

survenu le 1er septembre 1981.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
3, rue Robert-Turquan,
75016 Paris.

— Les éditions Max Eschig ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. André AUBRY,

chef de service des ventes en gros et précieux collaborateur depuis cinquante-neuf années, décédé le 4 août dernier à l'âge de soixante-douze ans.
Elles présentent leurs condoléances à ses enfants, à ses petits-enfants et à toute la famille.
La direction, les employés et ses amis se réuniront, pour une cérémonie religieuse, le jeudi 10 septembre, à 9 h. 30, à l'église Saint-Augustin, à Paris.

— Ses parents,
Ses enfants,
Ses frères et sœur,
Ses neveux et nièce,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Marie-Françoise BICHERON,

survenu aux Etats-Unis, à l'âge de trente-neuf ans.
Ils rappellent le souvenir de sa sœur,

Marie-José,

décédée à l'âge de vingt ans.
55, avenue de Breteuil,
75007 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Nous apprenons le décès de

M. Jean FILLIOL,

diplomate, ancien député de la Corrèze.

[Né le 11 septembre 1906, à Argentat (Corrèze), licencié ès lettres, diplômé d'études supérieures de philosophie et de l'Institut des hautes études internationales, Jean Filliol avait commencé sa carrière de diplomate en occupant divers postes, de 1934 à 1941, successivement à Londres, à Copenhague, à Helsinki et au Caire. Nommé sous-directeur d'Europe méridionale à Paris, en 1945, il avait été ensuite consul général à Shanghaï (1945), à Alexandrie (1946), représentant politique à Trieste (1950), conseiller à Sarrebruck (1951). Ambassadeur en Arabie Saoudite en 1955, puis haut commissaire adjoint au Vietnam, il avait rejoint ensuite l'administration centrale en 1957, comme directeur des services du chiffre. Elu, en 1958, député U.N.R. de la deuxième circonscription de la Corrèze (Brive), il avait siégé à l'Assemblée nationale jusqu'en 1962, et au Parlement européen de 1959 à 1962. Nommé ministre plénipotentiaire hors classe en 1970, il avait été admis à la retraite en 1971.]

— Le docteur Ronald Virag et Mme, née Hélène Lappas,
ont la douleur de faire part du décès de

Me Polydore LAPPAS,
avocat international,
avocat au barreau d'Athènes.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.
Une messe de requiem sera célébrée en l'église orthodoxe de la rue Georges-Bizet, le samedi 3 octobre, à 11 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
5, avenue Clodoald,
92210 Saint-Cloud.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Aimé MAEGHT,

chevalier de la Légion d'honneur, survenu, le 5 septembre, à Saint-Paul-de-Vence, dans sa soixante-seizième année.
De la part de :
M. et Mme Adrien Maeght, ses enfants,
Isabelle, Florence, Françoise, Julien Maeght, ses petits-enfants,
Antoine Maeght, son arrière-petit-fils.
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Saint-Paul le mardi 8 septembre, à 10 heures, et sera suivie de l'inhumation dans le caveau familial.
Le mas Bernard,
06570 Saint-Paul.

(Lire page 1.)

— Mme Jean-François Mansard, née Colette Grimaud, son épouse,
M. et Mme Olivier Mansard et leurs enfants,
M. et Mme Fabrice Mansard et leur fils,
Mlle Emmanuelle Mansard,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-François MANSARD,
un des pionniers d'Europe 1,

décédé le 5 septembre, à l'issue d'une longue et cruelle maladie, à l'âge de cinquante-trois ans.
Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, le mardi 8 septembre.
Cet avis tient lieu de faire-part.
87, rue des Thermes,
95880 Enghien.

[Né le 5 juin 1928, Jean-François Mansard a participé, en tant qu'animateur-meneur de jeu, au lancement d'Europe 1 où il a travaillé de 1955 à 1965. Il devait ensuite collaborer à la section disques de la société Philips où il dirigeait une collection pour les jeunes.]

— Mme Arlette Marenco, son épouse,
Mme Renée Marenco, sa mère,
M. et Mme Brincat,
Mme Anne-Marie Marenco,
M. Anton Valery,
M. et Mme Brunswick,
M. et Mme Girard,
Mme Claudine Massacrier-Marenco,
Les familles Amato, Barnagaud, Laty, Pommé, Trillaud,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Jacques MARENCO,

survenu à Paris, le 24 août 1981.
Selon son désir, il a été inhumé dans la plus stricte intimité, à La Colle-sur-Loup (Alpes-Maritimes), le 28 août 1981.

— Nevers.
Mme Jean Montagnon, son épouse,
M. et Mme Pierre Mariotte et leurs enfants,
M. l'abbé Daniel Montagnon,
M. l'abbé François Montagnon,
M. et Mme Michel Montagnon et leurs enfants,
M. et Mme Marc Montagnon et leurs enfants,
M. et Mme Gérard Montagnon et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Montagnon et leurs enfants,
Mlle Elisabeth Montagnon,
Ses enfants et petits-enfants,
Sœur Marie-Antoinette Montagnon,
Sœur Lucie Montagnon,
M. et Mme Guy Bricisy,
Mlle Monique Cotillon,
Ses sœurs, beau-frère et belle-sœur,
font part du décès de

Jean MONTAGNON,
maître fayencier,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 5 septembre 1981.
Les obsèques seront célébrées en la cathédrale de Nevers, le mardi 8 septembre, à 16 heures.
10, rue de la Porte-de-Croux,
58000 Nevers.

— Rodez (Aveyron).
C'est sereinement, malgré d'infinis regrets, que ses fils font part de l'arrivée au bout de son chemin, le 22 août 1981, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de leur mère,

Maria PELISSIER,
née Mazenq,
déportée résistante,
officier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes.

« *La car del Chrestiá monta pas al cornié.* »
2, rue François-Cabrol,
12000 Rodez.

— Mme Daniel Soury, sa mère,
Dominique Sapriel, sa sœur,
Guy Sapriel,
Et tous ses parents,
MM. Christian Léger et Michel Thome,
Et tous ses amis,
ont la très grande douleur de faire part du décès de

Pierre SOURY,

le 2 juillet 1981.

Remerciements

— Montpellier.
Le docteur et Mme Yves Allieu,
Leurs enfants Sylvie, Sandrine, Christelle et Eve,
Mme veuve Martin Pierre,
Les familles Allieu, Martin, Combalusier, Rivet,
très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Eric Pierre,

et dans l'impossibilité de répondre individuellement, prient tous ceux qui, par leur présence, leurs messages, leurs envois de fleurs, se sont associés à leur peine, de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

— En ce cinquième anniversaire de la mort de

Louis CORDIER,

ses anciens élèves et tous ceux qui l'ont connu et aimé dédieront à sa mémoire, dans la fidélité du souvenir, une pensée ou une prière.

Le Monde

ECONOMIE

L'inflation de la rentrée

L'ampleur du déficit budgétaire et financier fait courir de nouveaux risques au franc.

DANS une déclaration récente, dont les Français n'ont pas encore perdu le souvenir, M. Jacques Delors a dit qu'*« il faudra amorcer à la fin de l'année un mouvement de décélération pour revenir à un rythme annuel de 7 % à 8 % »*. Au train où vont les choses, cet objectif n'a aucune chance d'être réalisé. Personne ne s'étonnera de voir les faits apporter un démenti sévère à la prévision, — ou au souhait — du ministre de l'économie et des finances.

Il ne suffira pas, pour combattre ce mal de « surveiller » telle ou telle profession, d'en « punir » une autre par le retour à la taxation, ni de se montrer moins complaisant à l'égard des ententes, ni de faire disparaître des « goulets d'étranglement » en améliorant les conditions de la production dans tel ou tel secteur. Ce sont là des actions nécessaires, mais toutes ensemble elles ne forment pas le commencement d'une politique anti-inflationniste. C'est qu'on confond souvent deux phénomènes tout à fait distincts : le mauvais fonctionnement de certains marchés, qui peut effectivement, ici ou là, expliquer certaines hausses de prix, et l'élévation incessante du niveau général des prix, dont la cause doit être attribuée à une dégradation également ininterrompue de la valeur de la monnaie. Dans les circonstances d'aujourd'hui, il n'y a aucune chance d'améliorer la situation si on laisse se creuser simultanément un déficit budgétaire dont le financement postule le maintien de taux d'intérêt élevés (comme M. Reagan, après Mme Thatcher, est en train d'en faire l'expérience).

L'endettement du Trésor

Ce qui se passe actuellement sur le marché monétaire à Paris n'a encore jamais été vu de mémoire de professionnels. Jusqu'à une époque récente, le Trésor avait l'habitude de procéder à trois adjudications par mois de bons auprès des banques afin de trouver auprès d'elles les ressources dont il a besoin pour faire face aux dépenses de l'Etat. La semaine dernière, il en a lancé six (en cinq jours). Certes, on peut expliquer le phénomène par des nécessités de gestion passagères. Cette raison peut légitimement être évoquée. Mais le fait dominant est que l'Etat se trouve contraint à s'endetter de plus en plus auprès du système bancaire et que ce procédé est, par nature, inflationniste, car l'Institut d'émission, d'une façon ou d'une autre, fournit aux preneurs les ressources nécessaires pour souscrire.

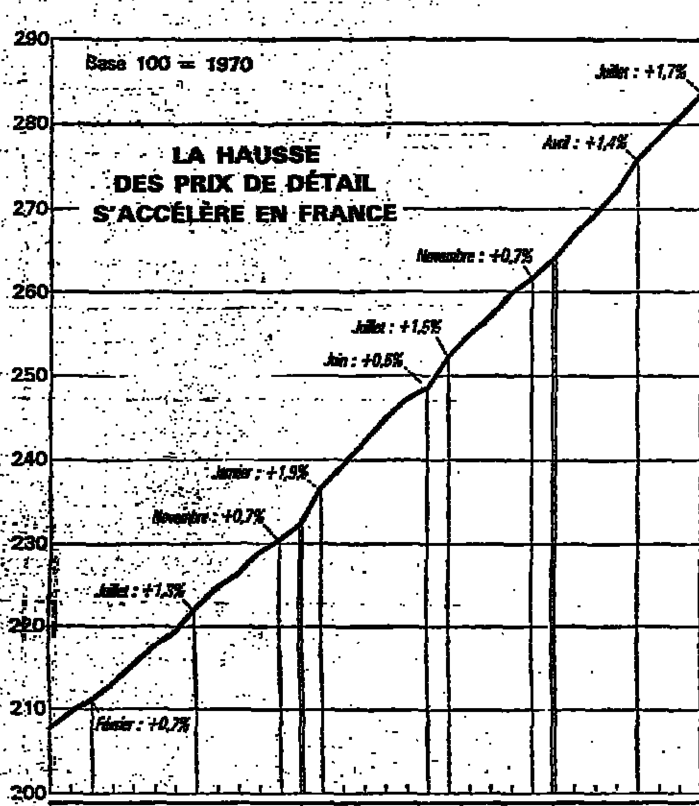
Au 30 avril de cette année, le total des Bons du Trésor (« sur comptes courants ») détenus par le système bancaire se situait autour de 95 milliards de francs, dont 60 milliards auprès des « correspondants » du Trésor », c'est-à-dire surtout auprès de la Caisse des dépôts, et 35 milliards auprès des banques. C'est ce dernier chiffre qui est intéressant, car la Caisse des dépôts dispose de ses propres ressources et ne fait pas appel à la Banque de France pour financer son portefeuille. Aujourd'hui, le montant total serait de l'ordre de 130 milliards selon les estimations les plus probables (encore que le chiffre de 116 milliards soit aussi avancé par d'autres milieux professionnels), soit une augmentation de l'ordre de 50 %. Sur ce total, la part souscrite par les banques serait de 50 milliards, soit en quatre mois une augmentation d'environ 40 %. Il faut dire que, traditionnellement, c'est au cours du premier semestre que le volume des adjudications est le plus important.

Pour mesurer l'impact inflationniste (création ex nihilo de monnaie) de ce mode de financement du déficit public, on pourrait être tenté de se reporter au bilan de la Banque de France et d'y chercher le montant des « effets publics » rachetés par l'Institut d'émission dans le cadre de ses opérations dites d'*open market*. Au poste de l'actif intitulé « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations », on trouve le montant de 39 milliards de francs, dont 7,6 milliards d'effets publics individualisés comme tels. Mais une telle lecture de ce document indispensable procéderait d'une conception trop mécaniste du phénomène, propre à en dénaturer complètement le sens. En réalité, la Banque de France, en réescomptant du papier commercial ou en rachetant aux banques les fameuses créances à moyen terme liées à nos ventes à crédit de matériel d'équipement à l'étranger (1), leur procure tout autant les ressources dont elles ont besoin pour souscrire les bons.

C'est donc au montant total des « opérations de refinancement » de la Banque de France qu'il convient de s'attacher, sans toutefois accorder trop d'importance à l'évolution mensuelle des chiffres, étant donnée la complexité des flux de monnaie. A 116 milliards, le montant des opérations de refinancement est nettement plus élevé que le montant correspondant de l'été 1980 (de l'ordre de 75 milliards), mais il faut aussi faire remarquer qu'en période d'entrées de devises, ce qui était le cas il y a un an, la Banque de France cherche à reprendre des liquidités plutôt qu'à en fournir. Mais quelles que puissent être les difficultés d'interprétation, on doit considérer l'augmentation du déficit budgétaire, et le financement d'une grande partie de celui-ci par le système bancaire, c'est-à-dire en définitive par l'Institut d'émission, comme une source permanent d'inflation. Non pas que la méthode employée par le précédent gouvernement et que M. Jacques Delors essaye de faire revivre — en émettant un emprunt obligataire — soit exempte de reproches. La signature de l'Etat ne se grandit pas en empruntant à 16,75 %. Pour une compagnie d'assurances, tout se passe comme si les titres du futur emprunt portaient un taux de 18,61 %, étant donnée l'exemption de la retenue à la source. Psychologiquement, l'opération est scabreuse, car on n'empêchera pas le public de penser que si les pouvoirs publics acceptent de s'endetter pour plusieurs années (six exactement) à des conditions aussi onéreuses, c'est qu'eux aussi ne croient guère à la possibilité de voir l'inflation redescendre à 8 % ou 7 %. Financièrement la charge est très lourde, même en tenant compte de l'érosion de la valeur de la monnaie. Pour une autre raison encore, les perspectives d'un déficit considérable du budget font courir au franc des dangers supplémentaires.

Le parallèle avec la R.F.A. n'aura peut-être jamais été plus inquiétant. Le cabinet de Bonn a décidé de ramener pour 1982 le déficit du budget fédéral à quelque 26,4 milliards de marks, soit l'équivalent de 65 milliards de francs. Le déficit annoncé pour la loi de finances françaises (et *qui pourrait être dépassé*) est de 95 milliards, soit presque 50 % de plus que le chiffre allemand. Puisqu'on affectionne les comparaisons avec le P.N.B. (qui n'ont en réalité qu'une signification contestable), la proportion, qui était jusqu'à maintenant en faveur de la France, sera désormais plus faible pour la République fédérale (même en faisant intervenir le déficit des Länder. Pourtant le franc n'est pas le mark et a besoin de plus de ménagement.

On s'est beaucoup étonné, au cours de ces dernières années, de voir le comportement des monnaies ne pas suivre fidèlement la loi dite de la parité de pouvoir d'achat, selon laquelle on doit s'attendre que la monnaie *d'un pays à forte hausse des prix* se déprécie par rapport à la monnaie d'un pays où l'inflation est plus faible. C'est ainsi que la *bonne tenue du franc et la faiblesse relative du mark au sein du S.M.E. pendant quatorze mois (de novembre 1979 à février 1981) avaient paru comme des phénomènes* « aberrants ».



Un atout disparu

Cependant, les économistes modernes et les commentateurs qui les suivent ont sans doute oublié que la loi en question ne vaut que sous certaines conditions, que Jacques Rueff a bien définies il y a plus d'un demi-siècle. L'évolution des pouvoirs d'achat respectifs règle de façon déterminante les variations du taux de change, *« s'il n'est pas pratiqué d'émissions de papier-monnaie autres que des émissions d'origine commerciale »*. Ce principe (qui peut être démontré) se comprend intuitivement. A partir du *moment où* les différents instituts d'émission interviennent dans des opérations qui ne sont plus directement liées au fonctionnement du *marché des biens* et services, par exemple pour financer un déficit budgétaire, l'évolution, dans les différents pays en question, des prix de ces biens et services n'est plus le seul facteur faisant sentir son influence sur les changes.

D'autres éléments ont joué, au cours des dernières années, pour expliquer le comportement du franc par rapport au deutschemark, mais on peut penser que celui-là a été décisif : c'est à la relative modicité, en France, de la création monétaire pour les besoins du Trésor que doit d'abord être attribuée la stabilité du franc au sein du S.M.E. Cet atout disparu, on peut craindre, au premier accès de faiblesse du dollar, que le franc ne supporte pas le choc et dévale la pente.

PAUL FABRA.

(1) A l'exclusion des exportations *destinées aux autres pays de la* C.E.E.

LE SYSTÈME MAUDIT

IL *est une seule chose dont on ne peut pas se* débarrasser c'est des idées embarrassantes. Le projet d'une réforme *radicale du système monétaire par rétablissement* de l'étalon-or est de celles-là. Le général de Gaulle, convaincu par Jacques Rueff, s'en était fait le héraut. La proposition qu'il avait faite dans ce sens en février 1965 avait été généralement considérée comme une arme de guerre contre la suprématie du dollar. Les Américains avaient eu d'autant plus beau jeu de la combattre qu'elle heurtait profondément la sensibilité de la quasi-totalité des économistes et des hommes politiques contemporains, nourris par la pensée de Keynes (l'archi-adversaire de l'étalon-or) et par une interprétation (assez malhonnête) de l'histoire selon laquelle l'effondrement de l'étalon-or avait été un des facteurs importants de la grande dépression des années 30. La vérité est toute différente. Le régime monétaire international qui s'était mis en place après la première guerre mondiale n'était plus l'étalon-or mais l'étalon de change or et c'est la fuite devant le sterling, puis devant le dollar, deux monnaies déjà utilisées à l'époque comme instrument de réserve, qui provoqua l' « effondrement » qui se produisit effectivement en 1931 puis en 1933.

Le proposition du général de Gaulle était abandonnée depuis longtemps par *la* France elle-même qu'elle continuait encore à susciter une extraordinaire hostilité de la part des gouvernements, des gouverneurs de banque centrale, et des états-majors et experts des grandes institutions monétaires internationales dont le F.M.I. La réaction de rejet se comprend : néo-libéraux, keynésiers de toute obédience, socialistes et socialisants se retrouvent unis pour refuser un système qui consiste à limiter le pouvoir discrétionnaire de l'Etat d'émettre monnaie. La diplomatie du dollar et l'idéologie firent bon *ménage pour poursuivre le projet après sa mort.* Les accords de la Jamaïque (janvier 1976) auxquels le gouvernement français de l'époque souscrivit, lui aussi, des deux mains proscrivent toute référence à l'or. Il est fait interdiction aux pays membres *du F.M.I. de définir la valeur de leur monnaie par rapport* au métal maudit. Cependant l'affaire n'aura été enterrée que pour quelques années seulement.

C'est aux Etats-Unis qu'elle rebondit aujourd'hui. Au printemps dernier, le président a nommé un « comité de l'or » (gold commission) que préside le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, et qui est chargé d'établir un rapport. Cette *initiative qui se heurte à la malveillance et au scepticisme des* milieux économiques et financiers, commence toutefois à être prise au sérieux. On dit que dans l'Administration tout le monde est hostile aux idées évoquées au sein du comité... à l'exception de M. Reagan lui-même. *Le principal conseiller* économique du président. M. Murray Weidenbaum a déclaré qu'il gardait « l'esprit ouvert » sur le sujet. Le plus intéressant est que le comité aborde le problème par le bon bout : avant de discuter des aspects internationaux de la réforme, il convient d'étudier les changements considérables qu'elle introduirait dans le fonctionnement du marché monétaire interne C'est contre la politique « monétariste » actuelle des hauts taux d'intérêt que l'un des membres les plus écoutés du comité, M. Lewis Lehrman, dirige toutes ses attaques. L'instauration d'un système sain de gestion monétaire (ce qui aurait évidemment d'énormes implications), permettrait de ramener rapidement les taux en dessous de 5 %. C'est un langage propre à attirer l'attention, mais de longues années seront sans doute encore nécessaires pour qu'il soit véritablement compris. — P. F.

LA POLITIQUE FISCALE DU GOUVERNEMENT

Épargner le patrimoine économique

par ALAIN CHEVALIER (*)

Les projets fiscaux du gouvernement — impôt sur le capital, impôt sur les successions, refonte des impôts locaux, etc., — risquent d'avoir des conséquences dommageables sur le plan économique, en frappant notamment les petites et moyennes entreprises. M. Alain Chevalier, président de la commission de politique économique générale du C.N.P.F., trace ici les grandes lignes d'un projet différent qui viserait à préserver le capital productif des particuliers.

LA nouvelle politique fiscale a un but proclamé : réduire les inégalités.

Sans connaître avec précision les projets de réforme du gouvernement, on peut toutefois les entrevoir à travers les déclarations des ministres ou en se référant aux textes de base du parti socialiste.

Ainsi les particuliers disposant *d'un certain niveau de fortune* et de revenu seront soumis, outre l'impôt sur le revenu et la taxe foncière, au nouvel impôt annuel *sur la fortune. Un impôt local* sur le revenu issu de la taxe d'habitation figure également dans le programme socialiste, mais il n'a donné lieu, jusqu'à ce jour, à aucune déclaration officielle.

Un nouveau pouvoir

S'agissant des impôts nationaux sur le revenu et sur la fortune, on sait qu'ils comporteront des abattements à la base, plus ou moins importants. Mais ces franchises seront compensées par un taux fortement progressif pour les tranches élevées, le principe de discrimination retenu étant celui de l'importance de la matière imposable. Les déclarations ministérielles laissent supposer que le taux annuel d'imposition sur la fortune ne dépassera pas la rentabilité du capital pris en compte. C'est une concession au bon sens. Au-delà, on arriverait non pas à une imposition, mais à une liquidation des fortunes existantes du vivant même de leurs propriétaires. On rappellera que les taux actuellement en vigueur ne dépassent pas 0,5 % en Allemagne, 0,8 % aux Pays-Bas, 1 % en Autriche et au Danemark. La Suède seule a retenu le taux de 2,5 %, avec les conséquences que l'on sait.

Concernant les deux impôts locaux, la taxe foncière et la nouvelle taxe d'habitation, on croit savoir qu'elles seront également progressives. En outre, du fait de la nouvelle loi sur la décentralisation, les *communes pourraient* bénéficier à l'égard des plus hauts contribuables d'une grande liberté dans la fixation de leurs taux. *Ainsi apparaîtrait* un nouveau pouvoir fiscal disposant d'une part importante des ressources et d'une large liberté d'appréciation *dans les modes* de taxation.

(*) Président de la commission de politique économique générale du C.N.P.F.

Réalisme allemand

Sans doute les collectivités locales allemandes disposent-elles également dans ce domaine d'une grande autonomie, mais une tradition historique ancienne les amène à exercer leurs responsabilités avec réalisme. En France, le précédent de la taxe professionnelle avec les excès auxquels elle a *conduit* ne garantit pas le même esprit de modération.

Pour avoir une connaissance complète des projets en cours, il *faut ajouter à la fiscalité* annuelle et à l'imposition sur les plus-values le nouveau régime sur les successions. Sur ce dernier *point, en dehors des dispositions* concernant les donations-partages, on dispose de peu d'informations. Mais si le programme gouvernemental s'inspirait d'un amendement socialiste déposé lors de la discussion de la précédente loi de finances et qui avançait un taux maximum de 45 %, on y verrait également la volonté des pouvoirs publics de modifier en profondeur la situation actuelle de répartition des richesses dans ce pays.

(Lire la suite page 26.)

Voir page 25 l'article de Rémy Prud'homme à propos de l'impôt sur la fortune.

Vingt ans de politique sociale

par ALAIN FOULON (*)

De profondes réformes, tant qualitatives que quantitatives, sont à l'étude au ministère de la solidarité nationale. D'ici à la fin de l'année, le gouvernement doit déposer un projet de loi sur l'avancement, ou plutôt l'aménagement, de l'âge de la retraite et préparer un plan de financement pour combler le déséquilibre de la Sécurité sociale. Début 1982, le relèvement d'environ 25 % des prestations familiales devrait *précéder, ou peut-être même* accompagner, une refonte de ces prestations. Au-delà des difficultés financières de la protection sociale que le gouvernement doit régler, le pouvoir socialiste doit respecter ses objectifs de solidarité et répondre à l'attente de tous *ceux qui réclament, comme* l'UNAF (voir page 25) une politique globale et veulent améliorer le système actuel, fruit de l'action des gouvernements précédents qui s'est traduite par une certaine réduction des inégalités.

BIEN que les mécanismes économiques mis en cause représentent, selon l'O.C.D.E., près de 40 % du PIB, aucun débat politique d'envergure n'a, depuis vingt ans, posé les problèmes d'ensemble de la protection sociale ni proposé des objectifs coordonnés montrant clairement les conséquences des choix possibles et l'effort de solidarité demandé aux diverses catégories de la population.

Pourtant, beaucoup a été fait entre 1960 et 1980. En effet, évalués globalement à travers les comptes nationaux (tableau I), il apparaît que :

— Les réaffectations sociales représentaient 23 % du revenu des ménages en 1960 et 37 % en 1980, alors que des prélèvements collectifs sont passés, dans le même temps, de 34 % à 44 % ;

— L'effet redistributif général (réaffectations-prélèvements-revenu) s'est amélioré (— 10,9 % *en 1960*, — 7,1 % en 1970, — 6,9 % en 1980) ;

— L'importance relative des prestations de Sécurité sociale n'a cessé de croître sous l'influence de l'extension de l'assurance-maladie aux diverses catégories de la population, du développement rapide des régimes de retraites complémentaires, des relèvements successifs des taux d'allocation-vieillesse et, dans les années 70, des allocations-*chômage*. En *revanche*, malgré les réformes diverses qui leur ont été apportées, la part des prestations familiales a régulièrement décru.

Ces évolutions sont principalement imputables aux créations et refontes des institutions de la protection sociale. Mais de nom*breux autres facteurs ont égale*ment eu une influence importante : les uns démographiques (ralentissement de la natalité, vieillissement progressif de la population...), les autres économiques (développement du travail féminin, extension du salariat, forte croissance économique de 1960 à *1972*, *augmentation* rapide de la consommation médicale, accélération du chômage après 1974...). Il est clair que tous ces éléments ont joué des rôles interdépendants et d'amplitude variable tout au long de cette période, mais, en dehors de la baisse de la fécondité, presque tous ont fonctionné dans le même sens, parfois de façon multiplicative : celui du gonflement des transferts sociaux.

Corrélativement, les transfor*mations institutionnelles ont été* de grande envergure : les multiples régimes de Sécurité sociale ont peu à peu remplacé l'Etat et les collectivités locales qui, en dehors de leurs obligations sociales d'employeurs à l'égard des fonctionnaires, n'assurent plus que des prestations relevant de *l'assistance (anciens combattants*, aides sociales... Cela marque encore une orientation délibérée favorisant les transferts monétaires plutôt que le développement des services collectifs dont le seul réellement important reste l'enseignement.

Quant à l'évolution des prélè*vements collectifs payés par* les ménages, elle a été marquée par la forte croissance de la part des cotisations sociales (46 % en 1960, 61 % en 1980) tant du fait de l'extension de la Sécurité sociale que de l'alourdissement de la pression sur les salaires (déplafonnement partiel, hausse des cotisations chômage...) et les revenus d'indépendants.

Une efficacité discutable

Le relèvement des barèmes de l'impôt sur le revenu ayant été presque constamment plus lent que l'augmentation des revenus, *de nouveaux contribuables sont* apparus chaque année ; la proportion des impôts directs dans le *total* est ainsi passé de 15,5 % à 17 % en *vingt ans*.

Par contre, la part relative des impôts indirects (38 % en 1960, 21 % en 1980), tout en restant élevée, n'a cessé de diminuer, les *Français consacrant à leurs* consommations un pourcentage décroissant de leurs ressources au fur et à mesure que celles-ci augmentaient.

D'un point de vue général, il est donc incontestable que, depuis vingt ans, la protection s'est très largement développée contre la *maladie, la vieillesse, le chômage* et les charges de famille, en même temps que ses modes de financement se modifiaient profondément. Si la France se singularise par l'importance donnée aux aides à la famille et aux cotisations sociales, le pourcentage de son PIB qu'elle consacre aux dépenses sociales reste néanmoins, d'après l'O.C.D.E., infé*rieur à celui des Pays-Bas et des* pays scandinaves, voisin de celui de la R.F.A., du Royaume-Uni et de l'Italie, mais très supérieur à celui des Etats-Unis, du Canada et du Japon.

Cette énorme machinerie, dont l'analyse *exige des précautions* à la mesure de sa complexité, n'est cependant pas sans ambiguïté à l'égard de la réduction des inégalités de revenus. Bien que le VIIIe Plan ait avorté, les travaux préparatoires auxquels il a donné lieu ont rassemblé des synthèses très éclairantes dans *ce domaine* (1).

— L'assurance-maladie du régime général (2) assure bien un transfert net (prestations-cotisations) des actifs vers les inactifs ; et des revenus élevés vers les revenus faibles. Toutefois, les catégories les plus aisées ne fournissent pas le taux d'effort le *plus lourd, alors que celui-ci est* élevé pour les employés et les personnels de services, notamment.

Plus choquante est la situation d'une famille dont le mari et la femme touchent des salaires voisins du plafond, qui paiera deux fois des cotisations pour *avoir les mêmes droits aux rem*boursements de ses dépenses médicales qu'une famille ayant le même revenu total obtenu par l'activité d'un seul conjoint, donc payant une seule cotisation à peine déplafonnée.

La redistribution opérée par les retraites est évidente et les retrai*tés sont parmi ceux qui ont* vu leurs ressources augmenter le plus rapidement depuis dix ans. Le système contribue, dans une certaine mesure, à réduire les inégalités : après 37,5 années de cotisations, l'ensemble des pensions versées par le régime général l'ARRCO et l'AGIRC, représente *environ* 52 % du dernier revenu d'activité pour les cadres supérieurs et près de 70 % pour les ouvriers.

Cependant, examiné attentivement, le paysage se trouble. Les salariés les plus aisés sont en mesure de se constituer des retraites « supplémentaires » confortables, alors qu'un ouvrier payé au voisinage du SMIC toute sa carrière touchera du régime général, auquel il aura cotisé, une *pension peu différente de ce qu'il* aurait reçu des allocations non contributives du F.N.S. Certains régimes spéciaux (fonctionnaires, S.N.C.F., mines, militaires) autorisent le départ en retraite aux droits pleins, parfois dès 50 ans, alors que le régime général exige, dans la majeure partie des cas, *37 années d'activité pour une* pension complète. Enfin, si l'on prend en compte la durée de vie active pendant laquelle sont payées les cotisations et la durée de vie inactive pendant laquelle sont perçues les retraites, les résultats apparaissent encore moins satisfaisants (3) : les bilans sont positifs pour les cadres, les employés et les contremaîtres, mais négatifs pour les ouvriers et les manœuvres du seul fait que les premiers vivent en moyenne plus longtemps (74,4 ans pour les cadres supérieurs) que les seconds (63,8 ans pour les manœuvres). La redistribution s'opère ainsi, implicitement, au *profit des catégories sociales* à grande longévité, parmi lesquelles se trouvent souvent les plus aisées.

Une politique familiale contradictoire

La politique familiale est de celles dont les équivoques sont les *plus grandes : A. Sauvy* en a dénoncé ici même les flottements et les contradictions. Certes, il n'est pas douteux que, depuis le début des années 70, la multiplication et la croissance des prestations familiales sous conditions de ressources, conjuguées à l'alourdissement de l'impôt sur *le revenu, ont permis aux classes* du bas de l'échelle des revenus de bénéficier des premières sans être réellement touchées par le second, alors que les cadres supérieurs et les professions indépendantes, exclus des premières, se sont vus de plus en plus taxées par le second : ainsi, les *fortes disparités de revenus primaires se* trouvent finalement réduites au niveau des revenus disponibles (tableau 2).

Mais, ici encore, derrière ces résultats moyens par catégories socioprofessionnelles, en appa*rence satisfaisants, se dissimulent* des ambiguïtés, voire des perversités. Que dire en effet d'une allocation de 317,73 francs par mois pour le deuxième enfant, sinon qu'elle est dérisoire pour les familles aisées et sans doute insuffisante pour les familles pauvres ? Que dire des conditions techniques et de revenus de l'allocation-logement, qui excluent fréquemment les plus démunis du bénéfice d'une prestation leur permettant de se mieux loger ? Que dire du fait que, lorsque la mère s'arrête de travailler pour élever ses enfants, la perte de ce second revenu entraîne une diminution des ressources nettes de la famille de l'ordre de 15 à 20 %, voire 50 à 60 % si le salaire de l'épouse est élevé, sinon que le système pénalise les femmes qui travaillent ? Que dire des effets à rebours de l'impôt sur le revenu dont le « quotient familial » permet, légalement, des économies d'impôt d'autant plus élevées que le revenu et le nombre d'enfants du ménage sont importants, mais que dire aussi des multiples abattements catégoriels dénoncés par le Conseil des impôts, que dire de l'ampleur de la fraude... sinon que la justice fiscale en est fortement ébréchée ?

Point n'est besoin d'insister sur le dispositif lourd et compliqué de l'indemnisation du chômage qui se révèle, en pratique, très inégalitaire. En effet, certains ont droit, parfois, à un cumul des prestations avoisinant leur dernier salaire, alors que d'autres, notamment les jeunes sans emploi, ne reçoivent que les médiocres allocations de l'aide publique, sans compter que les salariés *non inscrits à l'A.N.P.E.* et les professions indépendantes, également touchées par la crise, ne sont couverts par aucun régime en ce domaine.

Quant aux services collectifs, il est toujours clair que, si l'enseignement obligatoire permet une redistribution au profit des enfants des catégories les moins favorisées, ce sont surtout les enfants des familles aisées qui tirent, dans l'immédiat et à long terme, avantage de l'enseignement supérieur.

En définitive, considérés successivement, certains sous-systèmes de la politique sociale (maladie, retraite, prestations familiales, bourses...), peuvent autoriser à penser qu'ils contribuent à réduire les inégalités, mais chaque fois un examen précis révèle de grandes zones d'ombre, pour ne pas dire des incohérences notoires. De plus, lorsque tous les mécanismes sont pris en compte simultanément, les redistributions partielles opérées par les transferts sont contrecarrées, voire neutralisées, par les effets antiredistributifs de la fiscalité et de la parafiscalité en raison de la dégressivité, par rapport aux revenus, des deux prélèvements les plus importants que sont les cotisations sociales et les impôts sur la consommation.

Mais plus grave est sans doute l'incapacité de cette nébuleuse d'institutions à éliminer la pauvreté. Environ huit à dix millions de personnes se trouvent soit en situation de « non-avoir », de « non-savoir », de « non-pouvoir » (handicapés sans ressources, immigrés, petits retraités, mères célibataires ne pouvant travailler avec plusieurs enfants...), soit dans des conditions si précaires qu'elles risquent de tomber dans l'indigence (jeunes sans emploi, femmes célibataires à bas revenus, chômeurs en fin d'allocation).

Les résultats de la politique suivie dans ce domaine depuis vingt ans montrent que, pour s'être développé, ce qu'on a qualifié d'Etat-providence laisse encore persister des « trous noirs » et crée lui-même des antiredistributions. Il faut y voir d'abord les conséquences d'un empilement progressif de mécanismes, les nouveaux se juxtaposant aux anciens, épousant le contour de groupes sociaux précis, mais aussi l'effet de décisions hâtives et de gadgets électoraux pris dans l'urgence du moment. A cela s'ajoutent en profondeur les effets d'un corporatisme latent. La tâche du gouvernement socialiste est sur ces sujets, comme à d'autres égards, immense et difficile :

— Définir une nouvelle politique familiale, maîtriser et financer les dépenses de santé, coordonner l'évolution des régimes de retraite simplifier l'indemnisation du chômage ;

— Repenser le rôle et la gestion *des services collectifs* :

— Reconsidérer les structures fiscales et leurs effets redistributifs ;

— Choisir des priorités, au sein desquelles l'emploi occupe la première place mais ne règle pas, à lui seul, l'ensemble des problèmes.

Tout ce qui existe n'est pas à rejeter. Cependant, les contrastes sont trop grands et les iniquités face à la crise trop flagrantes pour que la politique sociale échappe à un débat général qui rendrait l'effort collectif compréhensible et la solidarité intelligible.

(1) Cf. notamment : Rapports du groupe administratif sur les transferts sociaux ; C.G.P. 1979 ; Rapports de la commission protection sociale et de la famille et du comité emploi-revenus ; VIIIe Plan ; *Documentation française* 1980 ; Rapport Oheix : Contre la précarité et la pauvreté, soixante propositions, février 1981.

(2) Cf. notamment A. Chastand, *Dix ans d'aide à la famille*, Economie et statistique, n° 125, INSEE, 1980.

(3) F. Lagarde, G. Worms, « *La redistribution, une problématique nouvelle* ». Statistiques et études financières, série orange, 1978, n° 32.

(*) Maître de recherche au C.N.R.S., directeur adjoint du CREDOC.

DE 1960 A 1980, LE TOTAL DES PRESTATIONS SOCIALES ET DES SERVICES COLLECTIFS A ÉTÉ PORTÉ DE 23 % A 37 % DES REVENUS BRUTS

	1960		1970		1980		Taux de croissance annuel 1960/1980
		% des « réaffectations sociales » (2 + 3 + 4) par rapport au revenu brut (1)		% des « réaffectations sociales » (2 + 3 + 4) par rapport au revenu brut (1)		% des « réaffectations sociales » (2 + 3 + 4) par rapport au revenu brut (1)	
1. Revenus bruts	226 659		597 426		2 198 946		+ 12
2. Prestations sociales	41 603	23 %	138 599	31 %	655 033	37 %	+ 14,8
3. Services collectifs	9 661		39 725		133 788		+ 14
4. Prestations fiscales	1 259		4 800		20 600		+ 15
		% des prélèvements collectifs (5 + 6 + 7) par rapport aux revenus bruts		% des prélèvements collectifs (5 + 6 + 7) par rapport aux revenus bruts		% des prélèvements collectifs (5 + 6 + 7) par rapport aux revenus bruts	
5. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	11 960		37 525		167 226		+ 14,1
6. Cotisations sociales	35 742	34 %	121 791	38 %	588 200	44 %	+ 15
7. Impôts indirects sur la consommation des ménages	29 413		65 984		285 922		+ 10,2
Effet redistributif global : $\left(\frac{(2+3+4) - (5+6+7)}{1} \right)$ %	— 10,9		— 7,1		— 6,9		

1) Prestations fiscales = réductions d'impôt sur le revenu dues au quotient familial.
Sources : Comptes nationaux, comptes de la Protection sociale et CREDOC.

ÉVOLUTION DES DISPARITÉS de revenus moyens par catégories socio-professionnelles de ménage, 1962-1978 (moyenne nationale = 100)

	REVENUS PRIMAIRES 1962	REVENUS PRIMAIRES 1978	REVENUS DISPONIBLES (1) 1962	REVENUS DISPONIBLES (1) 1978
Professions indépendantes	294	266	213	193
Cadres supérieurs	267	232	233	180
Exploitants agricoles	137	139	122	121
Cadres moyens	136	130	131	112
Employés	82	96	85	91
Ouvriers	71	84	80	86
Salariés agricoles	50	71	57	72
Inactifs	31	39	52	73
Ensemble des ménages	100	100	100	100

1) Revenu disponible = revenu primaire + prestations sociales — impôt sur le revenu.
Sources : Les Revenus des Français. C.E.R.C. 1977, Comité emploi-revenus du VIIIe Plan. C.G.P.



L'IMPOT SUR LA FORTUNE

Appauvrissez-vous !

par RÉMY PRUD'HOMME (*)

L'impôt sur la fortune aura un rendement faible. Cela ne le condamne nullement. Les impôts servent en effet à modifier les comportements autant qu'à remplir les caisses de l'État. Les droits de douane, ou les redevances de pollution, par exemple, peuvent ne pas rapporter beaucoup d'argent, et cependant être très bénéfiques. La fonction économique d'un impôt peut être plus importante que sa fonction proprement fiscale — sans *parler de sa fonction symbolique. Si l'objectif visé*, en l'occurrence, est la disparition des grandes fortunes, il sera d'autant mieux atteint que l'impôt *rapportera moins*. L'attention doit donc se porter sur les effets économiques de l'impôt sur la fortune, c'est-à-dire sur ses répercussions sur les comportements, les prix, l'investissement, le chômage, etc.

LES *modèles économétriques* nécessaires pour étudier quantitativement les effets du nouvel impôt sur les fortunes n'existent malheureusement pas, et on doit se contenter de réflexions qualitatives.

L'effet le *plus facile à mettre* en évidence concerne l'épargne, ou plus exactement l'épargne des ménages aisés. Elle va être réduite.

D'une façon générale, l'impôt va détourner de l'épargne tous ceux dont le patrimoine dépasse ou approche le seuil d'imposition — et qui sont justement ceux dont la capacité d'épargne est la plus importante. Une conséquence inattendue de l'impôt devrait être l'augmentation de la demande de biens de luxe : au lieu d'épargner pour acheter des actions, les riches voyageront davantage.

Mais les effets les plus intéressants concernent le prix du capital. Certains titulaires de grandes fortunes se contenteront de payer l'impôt en prélevant sur leurs revenus. Mais d'autres *chercheront à y échapper* en réduisant effectivement leurs *fortunes* (ce qui est sans doute l'un des objectifs de la création de cet impôt). Ils se porteront vendeurs de résidences secon*daires, de terres, d'actions*, d'obligations, d'œuvres d'art.

Cependant, la même crainte de l'impôt réduira le nombre des acheteurs. Le prix de ces éléments de patrimoine, ou de capital, diminuera donc.

Il faut bien comprendre *que* cette diminution sera générale. La valeur des biens de capital baissera pour tout le monde, y compris pour les titulaires de petites fortunes. Le cadre moyen en difficulté ou en chômage qui vendra sa résidence secondaire sera en concurrence avec le gros *capitaliste qui liquidera sa résidence* tertiaire ou quaternaire : la valeur de celle-là ne diminuera pas moins que la valeur de celle-ci. La chose est encore plus évidente pour les valeurs mobilières.

Quelles seront les conséquences de cet effet de prix ? Les conséquences *psychologiques sont* faciles à prévoir : ceux qui ont une résidence secondaire ou un portefeuille de valeurs mobilières qu'ils estimaient 500 000 francs et qui s'apercevront que ce capital ne vaut plus que 400 000 F seront mécontents. Mais les conséquences proprement économiques de *cette dévalorisation* du capital ne sont pas nécessairement toutes néfastes. Certaines sont mêmes positives.

Une meilleure répartition

La baisse du prix du capital peut avoir pour conséquence une meilleure répartition du capital, dont elle rend l'accès possible aux titulaires de revenus moyens : il y a des ménages qui ne pouvaient pas acheter une résidence secondaire à *500 000* francs qui pourront en acheter une à 400 000 francs. Ils seront incités à augmenter leur épargne et à réduire leur consommation à cet effet. On peut se demander, cependant, si cette épargne des pauvres compensera la désépargne des riches.

La baisse du prix du capital pourrait également avoir des *conséquences* bénéfiques sur le logement et sur la construction. Elle dévalorisera les logements existants. Cela créera des difficultés considérables pour tous ceux, et en particulier les promoteurs, qui ont des dettes gagées par *des logements* achevés ou en construction. Mais cela tirera vers le bas le prix des logements futurs. Comment ? En réduisant les prix des terrains à bâtir. On sait en effet (depuis Ricardo) que le prix du sol est un prix résiduel. Le prix du sol urbain résulte de la différence entre le prix *de marché* du logement et le coût de la construction. L'abaissement du prix des logements, par la réduction de ce « tribut foncier », pourrait, au moins en théorie, relancer la demande de logement et donc la construction.

La baisse du prix du capital *pourrait aussi — et ce serait* là une conséquence déplorable — aggraver le chômage. Travail et capital sont toujours un peu substituables. Si le capital est moins cher, on en utilise davantage et, pour une même production, on *emploie moins de* travailleurs. La baisse du prix de la terre agricole, notamment, accélérerait le phénomène actuel de réduction du nombre des agriculteurs.

La dévalorisation du capital affectera également les bilans des entreprises. Elle réduira la valeur de *l'actif, sans modifier* celle du passif, réduisant ainsi les possibilités d'emprunt des entreprises.

La baisse du prix du capital touchera tous les types de capitaux : mais elle ne les touchera pas également. Certains éléments de patrimoine sont en effet plus faciles à évaluer que d'autres. Les valeurs mobilières sont plus faciles à évaluer (on multiplie le nombre de titres par la valeur en Bourse) que les logements, qui sont eux-mêmes plus faciles à *évaluer que* les fonds de commerce ou les œuvres d'art. Les titulaires de grosses fortunes, et même de moins grosses, opéreront des arbitrages dans la composition de leurs patrimoines : ils se débarasseront d'abord de leurs valeurs mobilières, puis de leurs logements, *et finalement* de leurs œuvres d'art. La baisse du prix du capital sera donc très différenciée. Elle sera plus importante pour la Bourse que pour l'immobilier. Le prix des œuvres d'art pourrait même augmenter. L'évolution du prix de l'or dépendra des décisions prises au sujet de l'anonymat. La conséquence majeure sera sans doute ici une plus grande difficulté pour les entreprises de se procurer des fonds sur le marché financier.

Ces changements de prix relatifs affecteront *différemment* les Français selon la structure de leurs patrimoines, ainsi que le fait du reste l'inflation. Tout le monde sera appauvri, mais ceux qui possédaient surtout des valeurs mobilières le seront plus que ceux qui possédaient surtout des œuvres d'art.

L'ampleur et dans certains cas le sens de ces différents effets économiques dépendront évidemment des modalités de l'impôt — qui ne sont pas encore connues — et aussi de l'environnement économique national et international. Le rythme de l'inflation et l'idée que l'on s'en fait, notamment, influeront d'une façon décisive sur les comportements de décapitalisation. Mais les mécanismes déclenchés par un impôt sur les grandes fortunes ne sont pas imprévisibles ; et l'on voit que leurs conséquences devraient être importantes. En termes d'activité et d'emploi, l'effet net sera probablement négatif.

La tenue des promesses, la réduction des *inégalités*, et celle du rôle des capitalistes, valent-elles un peu *moins* de croissance et un peu plus de chômage ? La réponse à cette question est purement politique. C'est sous Louis-Philippe que le capitalisme a pris son essor en France ; c'est le projet explicite de François Mitterrand que de le voir décliner durant son septennat. A l'« enrichissez-vous ! » de Guizot répond tout naturellement l'« appauvrissez-vous ! » de M. Mauroy.

(*) Professeur à l'université de Paris-XII.

Pour une réforme globale de l'aide à la famille

par ROGER BURNEL (*)

LES familles n'échappent pas à la griffe de l'injustice. La compensation des charges familiales groupe les moyens utilisés pour atténuer le poids des charges que supportent les parents qui investissent une part, parfois très importante, de leurs ressources et de leur temps — et le temps, c'est de l'argent *et de la fatigue — dans l'entre*tien et dans l'éducation de leurs enfants. Par là, les parents contribuent directement au développement du pays. Le problème démographique n'est pas seulement quantitatif. Il est structurel (relations d'équilibre entre les générations) et il est qualitatif : *dans une société qui se complique*, le rôle de l'éducation est considérable.

La compensation des charges familiales s'exerce selon trois voies : le versement de prestations, des aménagements fiscaux et l'accès à des services et à des équipements collectifs (crèches, *travailleuses familiales* et aides ménagères, maisons familiales de vacances, clubs du troisième âge...). L'existence de ces trois moyens met en évidence le caractère spécifique de la finalité et de la nature de l'un et des autres. *D'où l'obligation* de ne pas les confondre, même si le résultat ne devait pas en être sensiblement modifié, ce qui n'est pas du tout certain. En soumettant l'attribution d'une prestation familiale à des conditions de ressources — et c'est le cas pour le montant de la moitié des presta*tions versées, — on oriente l'ac*tion des prestations familiales vers l'assistance, comme si les « pauvres » devaient percevoir des prestations familiales, tandis que les « riches » bénéficieraient du quotient familial. Le droit de l'enfant qui justifie la compensation des charges familiales à *travers* les responsabilités qu'exercent ses *parents* n'est plus également respecté.

Le débat sur le quotient familial sera toujours un débat difficile. L'UNAF a éprouvé la complexité et la passion qui entourent toute discussion sur l'impôt. Aussi a-t-elle conclu que la réforme de la compensation des charges familiales devait se faire à l'intérieur d'une démarche qui engloberait, en même temps, les prestations familiales, *le quotient familial et l'accès* aux services et aux équipements collectifs. Si le quotient familial est discuté par certains du point de vue de la justice, parce que son effet est progressif en fonction du revenu fiscal, ce n'est pas le seul *facteur* d'injustice fiscale. La justice et la solidarité fiscales ne reposent-elles pas aussi sur la capacité d'imposer tous les revenus et les revenus de tous ?

L'effet de la compensation des charges familiales doit s'analyser globalement, par référence au coût *social* familial de l'enfant.

A *l'intérieur du quotient familial*, le quotient conjugal représente, en masse, les deux tiers, alors que le quotient enfant ne représente qu'un tiers. C'est un élément important du débat sur la compensation des charges familiales et sur le justice fiscale.

Simplifier le système des allocations

Le gouvernement vient d'annoncer plusieurs mesures fiscales, et, notamment, l'abaissement du plafonnement du quotient familial et la *création* d'un impôt sur la *fortune*. Aujourd'hui, l'effet du quotient est déjà plafonné. L'innovation ne *porte* donc pas sur le principe. Actuellement, le *quotient* s'applique jusqu'à 135 000 F par tranche fiscale, c'est-à-dire pour une famille de deux enfants jusqu'à un revenu fiscal de 405 000 F.

L'UNAF a pris majoritairement position pour une réforme *globale* de la *compensation* des charges familiales incluant, par exemple, la *simplification* très sensible du système des allocations familiales et son remodelage autour de l'allocation familiale d'entretien, qui deviendrait l'élément pivot, la suppression de tout critère de ressources pour *l'attribution des prestations* familiales, l'imposition éventuelle et sous conditions de certaines prestations familiales, la modification du quotient enfant et son remplacement par un abattement forfaitaire, évoluant chaque année selon les normes retenues pour établir le coût social familial de l'enfant. Mais une réforme aussi profonde doit être globale de façon à respecter les règles de la logique et de la cohérence. Il faut craindre que des réajustements successifs faits au coup par coup ne risquent en fin de compte, sans que les intentions soient en cause, de ne pas créer davantage de vraie justice.

En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, *nous souhaitons* que dans l'évaluation du patrimoine soient exclus l'outil personnel de travail et l'habitation principale, dont la valeur devrait être au moins estimée à un montant forfaitaire tenant compte de la dimension de la famille.

1 000 francs ajoutés à un revenu ou *prélevés sur ce revenu* n'ont pas la même signification selon la nature et le montant du revenu auquel on ajoute ou dont on retranche. Aussi devrait-on tenir compte, pour la fixation du taux de l'impôt sur la fortune, du revenu du contribuable et de ses charges familiales. La même règle devrait jouer en matière de succession pour respecter les différences de moyens financiers dont dispose chaque héritier d'un même bien.

En se polarisant sur l'impôt sur le revenu, il ne faut pas oublier le poids considérable qu'exerce sur les familles nombreuses et sur celles qui ont de faibles ressources l'impôt sur la consommation. Une réforme fis*cale qui a l'ambition de créer* davantage de justice et de solidarité ne peut pas ignorer l'inégalité d'un impôt proportionnel à la consommation, et donc aux charges familiales.

C'est à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie économique et sociale de la solidarité que nous devons *tous* ensemble nous appliquer.

(*) Président de l'Union nationale des associations familiales.

La politique fiscale du gouvernement

(Suite de la page 23.)

Les conséquences économiques d'une telle politique sont faciles à prévoir.

Une fiscalité de ce type frappe sans merci les revenus salariés qui dépassent le niveau jugé politiquement convenable. Elle disloque en peu d'années et sans aucune discrimination les fortunes qui atteignent, en valeur monétaire courante, un certain montant.

Comme résultat, l'épargne à long terme investie dans les opérations à risque, déjà fort modeste dans un pays comme la France, est appelée *encore* à diminuer. Les entreprises privées coupées de leurs marchés de financement et lourdement frappées dans leur transmission successorale cessent de se développer. Seul l'Etat, maître du crédit et de tous les circuits financiers, est en mesure de créer des entreprises qui ne sont que l'expression concrète de ses vues politiques. Ainsi, au dix-septième siècle, la France colbertiste a-t-elle fondé des fabriques et des sociétés commerciales publiques, concurrentes, rarement heureuses d'ailleurs, des sociétés capitalistes issues des grandes places d'affaires, comme Amsterdam et Londres.

Mais il est inutile d'analyser trop longuement les conséquences économiques d'une politique fiscale à objet exclusivement social et politique. On l'a déjà beaucoup fait sans que les critiques adressées au programme socialiste aient entraîné en fin de compte les résultats politiques attendus.

Ce programme a, en effet, une logique qui est de favoriser la consommation par une nouvelle répartition des richesses. Il est parfaitement légitime de la contester, mais l'opinion attend autre chose qu'une critique. Elle attend la définition de propositions positives qui prennent en compte les réalités économiques du moment. A mon sens, de telles *propositions sont parfaitement* possibles.

Il suffit de retenir, à côté du critère de l'importance des revenus et des biens, celui de leur utilisation.

Si l'on souhaite que la réduction des inégalités n'entraîne pas un appauvrissement général de la collectivité et une aggravation du chômage, il faut introduire *dans notre système fiscal, comme* un objectif tout aussi essentiel, la préservation du patrimoine économique des citoyens.

Or ce patrimoine économique existe. Il s'alimente et se renouvelle par la décision d'épargner et d'investir à long terme prise par une multitude d'individus.

Ce patrimoine est constitué par des achats de valeurs mobilières, par des mises de fonds pour la création d'entreprises, par la constitution de comptes courants d'associés comme par certains investissements immobiliers.

Au côté d'un régime fiscal de forte incitation à l'épargne, il y a d'ailleurs place pour un système favorisant l'achat par les salariés d'actions de leur société sur le modèle des « *stocks options* » américaines. On donne ainsi aux salariés une motivation psychologique que leur retire entièrement une fiscalité discriminatoire. On leur offre une raison de modérer leurs dépenses immédiates tout en constituant, pour leur retraite, un capital complémentaire qui pourra se révéler dans quelques années particulièrement nécessaire.

Préserver le capital existant

Mais une fiscalité moderne soucieuse de faire sa part aux exigences économiques ne peut se contenter de favoriser la constitution d'une épargne à long terme. Elle doit également préserver le capital existant.

En grande majorité, les entreprises moyennes et petites conservent dans ce pays un caractère personnel. Il faut s'en féliciter. Un tissu dense et réparti sur l'ensemble du territoire d'entreprises individuelles est non seulement une garantie pour l'emploi mais forme un vivier d'où peuvent sortir de nouvelles initiatives et de nouvelles créations.

Or la combinaison d'un impôt sur le capital auquel s'ajoute un impôt sur les successions à caractère nettement progressif aurait sur ce type d'entreprises un effet *destructeur. Les précautions légales* ou administratives mises en place, comme les seuils d'imposition ou les abattements divers, sont vite rendue inopérantes en période d'inflation rapide. Dès lors, à chaque succession, en moyenne tous les vingt ans les exploitations déjà affaiblies par les ponctions fiscales annuelles risquent de ne pouvoir être transférées aux *héritiers, mais reprises* et généralement à vil prix soit par les grands groupes, soit par l'Etat ou par les organismes publics qui ne manqueront pas de pulluler.

La situation démographique des entreprises risque donc d'être désastreuse : une forte mortalité et bien peu de naissances. Le contraire exactement de ce qui apparaît nécessaire *pour promouvoir une* politique favorable à l'emploi.

Le développement du patrimoine économique est un devoir national. Toute partie de ses biens acquis ou hérités qu'un particulier consacre à un usage économique et pour une longue période mérite un traitement fiscal avantageux. La partie du patrimoine consacrée à une *dépense immédiate* relève, en revanche, d'un régime de l'imposition progressive. Là, la préoccupation économique est prioritaire, ici la préoccupation sociale reprend sa place.

La distinction entre patrimoine économique et patrimoine d'utilisation immédiate ou rapide ne présente évidemment qu'un principe général qui laisse *toute* sa place aux choix politiques.

Aussi le traitement à réserver au patrimoine économique entraîne beaucoup d'interrogations.

Pendant quelle période un revenu doit-il être immobilisé pour bénéficier d'un régime fiscal particulier ? Au terme de la période choisie, quel taux d'imposition retenir entre les deux positions extrêmes que représentent l'exemption et l'imposition de droit commun ?

Puisqu'il s'agit d'un capital individuel investi dans une entreprise, comment aménager un régime successoral qui assure la pérennité de l'entreprise sans porter atteinte à l'égalité des héritiers ? Comment favoriser, enfin, la reprise par les cadres et par le personnel d'entreprises non cotées, dont les héritiers ne peuvent ou ne veulent garder le contrôle lorsque le propriétaire souhaite ce type de transmission, ce qui est un cas assez fréquent ? La commission Delouvrier avait dans son rapport fait des propositions sur ce point.

La taxation du patrimoine d'utilisaton rapide pose des problèmes *de caractère différent.* L'épargne étant préservée, il s'agit ici de définir un régime fiscal progressif qui se garde de tout excès.

D'un côté, il faut assurer une répartition équitable des charges publiques entre les contribuables quelle que soit l'origine de leur revenu et en évitant le spectacle d'excessives inégalités. Sur ce *point, le gouvernement en place* n'a pas besoin d'encouragements.

De l'autre, il faut replacer la question de la fiscalité directe des particuliers dans son véri*table contexte* en évitant de tenir un langage trop éloigné des réalités.

L'accroissement des dépenses sociales de répartition, des dépenses de fonctionnement et des dépenses économiques de l'Etat et des collectivités locales ne sera pas, à son rythme actuel, couvert de façon significative et durable par l'impôt sur la for*tune et sur le revenu des parti*culiers.

Il n'existe en réalité aucun rapport entre l'ampleur du problème posé par la croissance des prélèvements publics sur la richesse nationale et les moyens envisagés à court terme pour y faire face.

Les règles d'imposition retenues pour le patrimoine non épargné, dans les limites qui sont les leurs, ont d'ailleurs un rôle différent. Ce rôle est d'affirmer l'expression d'une solidarité nationale.

Le fait que la fiscalité, dans *ce domaine, relève d'un choix* politique n'entraîne pas que ce choix n'ait pas à être modéré et raisonnable.

A défaut d'autres raisons, le réalisme et la prudence s'imposent. La société française telle qu'elle est composée aujourd'hui ne peut aspirer durablement à être gouvernée ni à travers un système ploutocratique ni à travers un système ouvriériste.

A une époque où la pression fiscale est lourde, les sacrifices demandés à chacun ne seront acceptés que si s'établissent entre les citoyens et l'Etat des rapports de confiance réciproque.

Cette confiance ne découle pas nécessairement de l'application d'une seule politique. Mais les programmes concurrents qui s'offrent aux choix des électeurs doivent se nourrir du même esprit de modération et de respect des réalités parmi lesquelles les réalités économiques ont leur place. Ce sont là le prix et la condition de l'alternance.

ALAIN CHEVALIER.

★ *Epargner le patrimoine économique,* par Alain Chevalier.

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred SAUVY

● LA CRISE N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT.
Alain BARRÈRE

Sans s'attarder à une redoutable querelle de terminologie, le professeur de Paris-I analyse ici le ralentissement de la croissance qui, sous certains angles, pourrait même se *traduire en recul durable.*

Loin de toute idéologie, précise-t-il, et même de toute théorie, sont présentées les conclusions d'un examen réfléchi, qui, après le diagnostic, aboutit à l'« ordonnance » : maîtrise des charges de capital, de la balance des paiements et des prélèvements obligatoires.Reviennent souvent, dans le développement, des idées très en faveur parmi les économistes d'observation : minimiser le rôle du pétrole dans nos déboires et souligner les excès commis en matière d'investissements, responsables, notamment, du « chômage technologique », déjà suggéré par la formule *microéconomique « remplacer* le travail par du capital ». L'observation des faits n'est toutefois pas à l'abri de tout reproche : c'est ainsi que le bilan présenté de la population active occupée passe sous silence les quelque sept cent mille emplois supplémentaires féminins depuis 1973. Du reste, l'augmentation totale de huit cent mille emplois, en dépit de la hausse du pétrole, s'accommode mal avec l'idée de chômage technologique.

Il est toujours facile de s'en prendre au globalisme d'une analyse chiffrée, et les modèles eux-mêmes se plieraient mal à une nouvelle multiplication des quelques milliers d'équations actuelles. C'est donc au raisonnement qu'il appartient de faire quelques pas en avant dans les distinctions.

Sans être une théorie, ce solide ouvrage fait souvent appel à de vieilles connaissances, Rueff, Keynes ou Schumpeter ; une façon, sans doute de se faire comprendre, et l'auteur y parvient, mais la méthode employée suggère, *a contrario*, l'idée, certes guère en vogue, d'assurer à quelques jeunes étudiants, à titre expérimental, un enseignement entièrement assis sur l'observation des faits, peu à peu expliqués par une « théorie » en formation continue. Laissant cette étrange suggestion, recommandons cet « exercice » de pleine utilité, notamment à des étudiants suffisamment avancés pour suivre et, éventuellement, objecter.

★ ECONOMICA, Paris 1981, 308 pages, 58 F.

● TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE INDUSTRIELLE. INDÉPENDANCE ET DÉVELOPPEMENT.
André TIANO

Bien que les transferts de technique productive, longtemps proscrits à l'époque coloniale, fassent aujourd'hui l'objet d'une petite bibliothèque, l'ignorance des économistes à l'égard de la *technologie* est ici proprement dénoncée. Après une vue générale, accompagnée de statistiques, viennent trois parties, dans un ordre logique : dépendances techniques, atouts d'une politique d'indépendance et réalisation d'une telle politique.

La recherche - développement étant à peu près le monopole des pays déjà développés, les inégalités se prolongent. Le transfert soulève d'ailleurs des difficultés, bien exposées ici, qui aboutissent parfois à des retards de plusieurs années.

Ce vaste mouvement en cours est encouragé par le B.I.T. (programme de l'emploi), la CNUCED, qui a, en *particulier*, rédigé un *code de* conduite, et d'autres institutions internationales. Suit alors une profusion de sigles de bonne intention.

Conclusion ferme : entre ceux qui sont dans l'attente béate du « bon régime » et ceux qui se satisfont de la perspective de quelque nouvel ordre international, il faut résolument percer et, en dépit des difficultés, persévérer.

Huit annexes sur la pratique des contrats, dont deux n'ont malheureusement pas été traduites de l'anglais. (Bibliographie.)

★ ECONOMICA, Paris 1981, 183 pages, 55 F.

● TRANSPORTS ET ÉNERGIES : NOUVEAUX ENJEUX.
ENERTRANS

Cette brochure, sur un sujet délicat entre *tous et à la pointe de* l'actualité, a réuni les concours de deux jeunes spécialistes : J.-M. Beauvais (qui avait calculé et publié le coût de l'encombrement dans la région parisienne) et J.-P. Pillet, remarqué par son ouvrage *les Economies d'énergie dans les transports.*

L'accroissement de la consommation mondiale de pétrole va entraîner de nouvelles hausses de prix, alors que *priorité a été accordée, en* France, à la route, ces dernières années (les hausses respectives des prix des divers produits pétroliers depuis 1974 auraient figuré utilement ici). Notre système de transports est brillant et en progrès constants, mais de plus en plus fragile ; cette fragilité doit être reliée aux trois « clignotants » de l'économie, chômage, inflation et commerce extérieur. La croissance va, de ce fait, être ralentie, ce qui marque la fin d'une période. Evocation appropriée du scénario gris de la préparation du VIII[e] Plan.

Dès l'instant que la vitesse tue et consomme, il faut s'orienter vers des transports « performants », c'est-à-dire sûrs, intenses et économes en énergie : transports collectifs et semi-collectifs, fer à longue distance, amélioration des conditions de travail et d'emploi dans les transports routiers, etc.

Excellente présentation, que l'on eût souhaité plus étoffée, car elle embrasse tous les divers aspects des transports, allant des faits à l'idée et à l'action.

Lecture particulièrement recommandée.

Illustrations. Bibliographie bien rassemblée.

★ ENERTRANS, 19-20, rue de Presles, Paris, 1981, 36 pages, 50 F. Franco de port.

● L'ÉCONOMIE ET LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DEPUIS 1945.
Maurice PARODI

Depuis l'ouvrage paru il y a dix ans, non seulement bien du pétrole a passé sous les ponts, mais nous avons constamment à réviser des jugements, prétendus classés. Le professeur d'économie d'Aix nous invite à parcourir le chemin, parfois souriant, parfois rocailleux, suivi depuis la libération. Facile et relativement agréable, si nous ne regardons que l'Hexagone, en oubliant la sanglante *décolonisation, le quart* de siècle est bien décrit. Bonne sources, bien utilisées, à l'exception d'un graphique reproduit de l'INSEE, où le « salaire réel » ne comprend pas la Sécurité sociale, ce qui en renverse le sens.

Avec la rupture de 1973, c'est un temps nouveau qui commence. Le problème vital de l'énergie et des transports tient, à juste titre, une bonne place ici et l'auteur a le grand *mérite de réagir contre* des préjugés et des tabous, entretenus avec soin. Il eût cependant été utile de citer ce fameux coût de l'encombrement dans la région parisienne, si peu souvent reproduit, ainsi que, ici encore, la gamme des hausses des prix des divers produits pétroliers, adoptée en faveur du moyen de transport le plus onéreux en énergie.

Suivent d'excellentes vues sur l'aménagement régional, antérieures aux mesures de décentralisation du *nouveau gouvernement ;* dans ce domaine, particulièrement mouvant de la part des hommes et des idées, sinon des choses, nous n'avons plus droit d'être déconcertés ; que le tertiaire de haute qualité reste en Ile-de-France ne peut *étonner* qu'un Huron. Excellents développements sur « la division internationale du travail », plus précisément sur les échanges de la France avec l'extérieur.

Nous nous croyons comblés, quand le projecteur est mis sur les mouvements sociaux : à nouveau, désir non d'imposer son optique, mais d'appeler le lecteur à des connaissances générales, qui *peuvent lui* manquer et, tout au moins, à un rassemblement cohérent d'images trop souvent flottantes ou, au contraire, cristallisées.

Soixante-dix-neuf tableaux, quarante et une figurines et une bibliographie, complètent ce monument de grande qualité.

★ ARMAND COLIN, Paris 1981, 287 pages, 86 F.

● INITIATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. CLASSE DE SECONDE.
Pierre SALLES et Jacques WOLFF

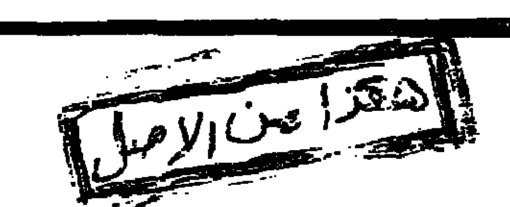
« *Si le général de Gaulle vous offrait l'enseignement de votre choix, que prendriez-vous ?* » fut-il demandé naguère à un économiste connu. La réponse a été : « *La classe de seconde, dans un lycée de quartier populaire.* » Mais la responsabilité est grande et l'exercice délicat. Pierre Salles, qui a déjà une bonne expérience de la question, a collaboré, cette fois, avec le professeur connu de Paris-I.

Il est difficile de porter un jugement critique, dans un domaine encore assez nouveau, expérimental, mais nous sommes, dès l'abord, bien impressionnés par l'évocation de la famille Delorme, aux prises avec divers problèmes, temporels. Cependant, poussant plus loin, nous craignons de voir perdre quelques jeunes en route, l'abstraction venant un peu vite : que, dès la page 4, il soit question de « flux monétaire » est encore acceptable, mais que, à la page 8, figure déjà « *l'égalité du produit global, du revenu global et de la dépense globale* » nous paraît un peu rapide.

Un chapitre est utilement consacré à l'observation des faits, animé de graphiques, dont l'humour n'est heureusement pas exempt. A ce volume principal est d'ailleurs ajouté un recueil d'exercices corrigés.

Ces jeunes, pour la plupart, ne seront pas économistes, mais tous seront citoyens actifs, d'une façon ou d'une autre, placés devant des problèmes, personnels ou autres, et entendront parler, autour d'eux, de questions nationales ou mondiales. C'est, il nous semble, dans ce sens que l'enseignement pourrait s'orienter, mais, encore une fois, il s'agit d'un avis personnel et peut-être sujet à révision. Saluons, en tout cas, ce remarquable effort et souhaitons que ces jeunes qui montent sachent, plus tard, réussir mieux que nous dans la conduite délicate des affaires nationales.

★ EDITIONS SIREY, Paris 1981, 232 et 67 pages, 39 F.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14.10
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31.00	36.45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

FIDUCIAIRE, GROUPE COOPERS & LYBRAND

recherche

pour Cabinet Outre-Mer français :

1 JEUNE DIPLOMÉ
expert-comptable ou mémorialiste expert-comptable

1 RÉVISEUR COMPTABLE
assistant confirmé ayant expérience audit.

1 ANALYSTE PROGRAMMEUR
pour implantations mini-ordinateurs langage BASIC et GAP, expérience programmes de gestion nécessaire

1 ANALYSTE FINANCIER
expérience investissements internationaux et gestion de patrimoines.

Ces postes conviendraient aux candidats attirés par la vie Outre-Mer désirant effectuer un séjour de quelques années Outre-Mer ou s'y implanter définitivement.

Envoyer C.V. détaillé et photo à :

SOCIÉTÉ FRANCAISE DE COMMERCE NATIONAL ET INTERNATIONAL (S.F.C.N.I.),
34, avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS.

IMPTE ORGANISATION FRANCAISE DE TRANSPORT/TRANSIT recherche

JEUNE DIPLOMÉ E.S.C.

Langue anglaise exigée
Connaissance transit/transport souhaitable
Formation assurée à Paris et région parisienne
Perspectives d'avenir

Adresser C.V., photo et prétent., nº 6.907 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

Établissement cas sociaux garçons – 40 lits TROYES – Internat préformation – recherche

ÉDUCATEUR (TRICE) SPÉCIALISÉ (E)

Poste à pourvoir immédiatement
Téléphoner : Centre Bois Gérard pour rendez-vous au 16 (25) 70-51-68

Banking Careers in South Africa

Our style of banking has proved its worth, and will give you the chance to achieve

We are looking for career-conscious men and women in an age category of 25 to 40 years with at least three years' experience in commercial, general or merchant banking. A university degree or a banking qualification would be a distinct advantage.

Nedbank is the largest of the South African-owned banks, and has an extremely strong base in the capital, corporate and foreign exchange markets.

Our capital asset ratio of 7.82 and return on capital of 39.27% place our performance in the forefront of world rankings. In 1980 we were one of only seven banks in the world to make pre-tax profits in excess of 3%, the only non-specialist bank to do so, and we were in fact the first bank in South Africa to record pre-tax profits of more than R100 million.

We are growing, because we actively look for business, and because we are prepared to go to the customer.

We are growing because we believe that efficient administration is a necessary tool, not a means to an end. We have effectively cut red tape through the successful use of computers.

We are growing because we allow our Managers considerable decision-making authority. They have more scope for personal achievement, and professional progress.

If you like the sound of the way we approach banking, and you would like to investigate a three-year contract with the option, during your stay, of settling permanently in South Africa, then fill in the coupon below and we will send you more information about Nedbank and South Africa. (Where you'll keep more after tax, and what you keep will go further).

Return the application form which we send you and we'll look forward to interviewing you during October.

To obtain an application form send the coupon below to: Crehalet Foliot Robert and Partners, Attention M. G. Lipovitch, 61 Rue de Turenne, Paris 75003.

Please send me a Nedbank application form and brochure

Name: ______________________ Age. ____

Address: ______________________

____

Phone No: (Work): __________ (Home): __________



GABON

DIRECTEUR GENERAL

Cette Société appartient à un important Groupe financier italien qui possède de nombreux intérêts à l'étranger.

Au Gabon, la société exploite 4 filiales qui travaillent dans différents domaines. Pour prendre en charge l'ensemble des activités dans ce pays, il est proposé un poste de Directeur Général.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de 35 ans minimum. Il justifie d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans. Celle-ci lui a permis de diriger des usines à l'étranger, de gérer des centres de profit, de coordonner et de contrôler des activités industrielles, commerciales et de gestion, d'animer des collaborateurs de différentes nationalités et d'assurer des relations au plus haut niveau.

Pour ce poste, très important, il est offert un salaire particulièrement motivant. Par ailleurs, il bénéficie des conditions et avantages liés à l'expatriation.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser sous réf. M 20420 A un dossier manuscrit complet en précisant le salaire actuel, à

EGOR ITALIA Via dell'Annunciata 31 - 20121 MILANO
EGOR INTERNATIONAL 8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

UN TREMPLIN POUR DE FUTURS MANAGERS

SODEXHO, l'un des leaders mondiaux dans son activité, présent dans plus de 20 pays recherche des jeunes hommes intéressés par une expérience valorisante à l'étranger.

Nos Managers sont responsables de la gestion et de la direction des services vitaux (Restauration, Hebergement,...) que nous apportons aux hommes qui travaillent sur les grands chantiers Internationaux.

Vous :

- êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Écoles ou Universités)
- avez une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans un poste opérationnel
- Bilingue Français/Anglais et/ou Français/Espagnol
- **D'une mobilité géographique totale**

De réelles opportunités de carrière et une rémunération attractive sont offertes au sein du Groupe.
(C.A. 1,4 milliard de francs français et taux de croissance 26 %)

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Service Recrutement International sous référence GHBV 20

SODEXHO

3, AVENUE NEWTON
78390 BOIS D'ARCY
FRANCE



Der stark expandierende Geschäftsbereich ATE-Hydraulik baut seine zukunftsweisenden Aktivitäten im Bereich Industriehydraulik weiter aus und sucht deshalb einen

Verkaufs - und Projekt - Ingenieur

für den französischen Markt.

Sie sollen bei uns im Aussen - und Innendienst für den technischen Verkauf und die Projektierung unserer hydraulischen Anlagen und Geräte sowie in der Kundenberatung tätig sein. Wenn Sie als Ingenieur schon Erfahrung im Verkauf und der Projektierung hydraulischer Anlagen haben, möglichst in der Nähe von Paris wohnen und etwas deutsch können, bringen Sie die besten Voraussetzungen mit. Wir gewähren Ihnen gründliche Einarbeitung in Frankfurt am Main in einem Team qualifizierter Kollegen.

Zur ersten Kontaktaufnahme rufen Sie uns bitte an oder schicken Sie uns eine Kurzbewerbung zu :

ALFRED TEVES GmbH
Geschäftsbereich Hydraulik
FRANKFURT AM MAIN - Postfach 190 466, Tel. 0611/7593318 (Frau Pinkernell)

Amnesty International

recherche

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

pour son secrétariat international à Londres

Amnesty International est un mouvement mondial, bénévole et indépendant. Ses 250.000 membres travaillent pour la libération des prisonniers d'opinion, l'abolition de la torture et de la peine de mort.

Le personnel du Secrétariat international (150 membres, 20 nationalités) assure la recherche d'informations, la planification de l'action, la liaison entre les membres, l'information du public et la gestion. La tâche du Secrétariat international est uniquement financée par les souscriptions et les dons de ses membres.

Le Secrétaire général adjoint fait partie d'une équipe administrative dirigée par le Secrétaire général qui est le responsable exécutif. Sous la direction d'un Comité exécutif international élu, le Secrétaire général et son adjoint organisent les tâches du secrétariat international. Leur capacité de discernement politique sur un très large éventail de sujets relevant des droits de l'homme garantit l'orientation cohérente du mouvement.

Le Secrétaire général adjoint se déplace régulièrement pour représenter Amnesty International auprès des gouvernements, des organisations internationales et du public, et maintenir les relations avec les membres dans le monde entier.

Les candidats doivent avoir une expérience étendue des responsabilités de supervision à un niveau élevé, ainsi que de la conception et de la mise en œuvre d'une politique, de préférence auprès d'associations bénévoles à but non lucratif. Connaissance des organisations internationales appréciée. Parfaite maîtrise de l'anglais et bonne connaissance du français et/ou de l'espagnol indispensables.

Date limite de candidature : 15 octobre 1981.
Engagement au 1er février 1982.
Appointements : environ £12.250 annuels (indexés non négociables).
Contrat : 5 ans (renouvelable).
Frais de déménagement assurés.

Adresser les candidatures à

Service du Personnel
Amnesty International
10, Southampton Street
London WC2E 7HF
Angleterre
Tél. : 44/(1) 836-77-88, P. 289

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



DUSSELDORF

CHEF DES VENTES

Les Verreries de Saint-Gobain, division produits grand public, fabriquent et commercialisent dans le monde entier sous les marques DURALEX, MARINEX et SAINT-GOBAIN des articles destinés au public et à la restauration.

En R.F.A. où existe une filiale commerciale, il faut, pour accentuer la présence sur ce marché, un Chef des Ventes. Après une période de formation spécifique, il sera chargé de l'animation complète de la filiale allemande : négociations avec les grands clients (chaînes, groupements, grossistes), création et animation d'une équipe de vente (actuellement un vendeur), supervision de l'administration commerciale (1 personne), suivi économique des résultats.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la vente de produits de grande consommation ayant acquis une expérience (3 ans environ) en R.F.A. Ses responsabilités pourront rapidement s'élargir car les verreries de Saint-Gobain ont de nombreuses possibilités de carrière à offrir.

Le lieu de travail : Dusseldorf, avec des déplacements sur toute l'Allemagne.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4314 R à

EGOR INTERNATIONAL
8 rue de Berri 75002 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

THOMSON-CSF

Ingénieur Génie Civil – Moyen Orient

Ce grand groupe français est maître d'œuvre d'un vaste chantier au Moyen Orient. Pour compléter son équipe dirigeante sur place, il recherche un Ingénieur Génie Civil.

Son rôle : mener à bonne fin l'exécution des travaux confiés (bâtiments, VRD). Donc veiller à la conformité, au respect des délais et des prix, animer, coordonner et contrôler les actions des conducteurs de travaux, assurer les relations avec les services techniques de l'usine à Paris.

Cette responsabilité peut être confiée à un Ingénieur T.P. possédant déjà une expérience confirmée de chantier à l'étranger (de préférence au Moyen Orient). Il maîtrise bien la langue anglaise, en usage dans un milieu international.

La rémunération comme les avantages divers tiennent compte des conditions particulières du poste.

Les engagements pris nous amènent à souhaiter une réponse rapide, et SEFOP remercie dès à présent les candidats intéressés qui lui feront parvenir dans les meilleurs délais leur candidature sous référence MD 904M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

EXPORTER NOTRE CHIMIE

Société française d'un groupe International, moyens par la taille, nous occupons des positions de premier plan dans plusieurs créneaux de la chimie de transformation.

Ayant développé, nos propres produits, nous souhaitons en promouvoir vigoureusement l'exportation proche et lointaine.

Si vous êtes un

COMMERCANT INTERNATIONAL

en produits et services industriels,

Si vous êtes autonome, disponible, imaginatif,

Si vous avez l'expérience des négociations complexes, des montages financiers, des problèmes de frêt, de licence, etc.

Si vous parlez l'anglais et une autre langue...

... Alors, peut-être, sommes nous faits pour réussir ensemble ?

Le poste est à Paris, la rémunération élevée sera fonction de l'expérience offerte.

Ecrire au Cabinet

jacques r.e. poirier

38, rue de Lisbonne 75008 PARIS, sous référence 28104.M.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

300 000 +

Direction commerciale

engins/outillages de haute technicité

La Direction Commerciale d'une société industrielle française : 400 personnes, C.A. 120 M H.T., taux d'expansion annuelle 25 %, **leader européen sur ses marchés**, est proposée à

un ingénieur grande école

Mines, Centrale, I.E.G., Sup. Elec., ...

ayant au moins 35 ans, parlant l'anglais couramment, possédant une expérience professionnelle *acquise principalement* dans des fonctions commerciales ou technico-commerciales (biens d'équipements) — exercée tant en France qu'à l'Etranger — impliquant la responsabilité effective de marchés, du développement/lancement de matériels industriels nouveaux, de négociations à niveau élevé.
La connaissance des milieux «équipements industriels électriques» est appréciée.
Rattaché *au Directeur Général, il sera étroitement associé* à la vie de la société.
Assisté d'ingénieurs de vente qualifiés, disposant de moyens de gestion modernes, il sera responsable de la politique *de développement* de la société et de sa mise en œuvre, son représentant dans les instances nationales et internationales; il assurera les négociations à niveau élevé.
Cette activité ne peut convenir qu'à une personnalité *suffisamment souple et pratique pour s'adapter* à des problèmes évolutifs et variés, capable de s'impliquer fortement dans une P.M.E.
Lieu de travail : ville de l'Est, mais possibilité de résider à Paris.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite, C. V. détaillé, photo, sous réf. 71587/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

Elaborer, appliquer, coordonner des politiques et des programmes couvrant l'ensemble de la fonction : Recrutement - Accueil - Mutation - Promotion - Salaires - Evaluation de postes - Appréciations *professionnelles* - Information - Formation - Relations humaines - Relations avec les représentants du personnel - Activités sociales, culturelles, sportives, etc...Tel sera le rôle du

Directeur du personnel

200 000F/an

d'une solide PMI de la région lyonnaise qui confiera ce poste à un cadre de formation universitaire (Droit, Psycho.) ou Grandes Ecoles (Sciences Po., HEC, ESSEC, ...) ayant assumé durant 6 à 10 ans la totalité des responsabilités de l'administration et de la gestion dynamique des ressources humaines dans une entreprise industrielle et commerciale.

sélé CEGOS RHONE-ALPES — Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 81500/M à Jean GUYOT, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 76 Bd du 11 Novembre, 69100 VILLEURBANNE. Discrétion assurée.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

Côte Atlantique 150.000 +

Ingénieur grande école

Centrale, A.M., ENSI (Grenoble, Toulouse, ...)

— Un très bon technicien, doublé d'un excellent gestionnaire —

Groupe industriel français, 220 Millions de C.A., nous recherchons, pour notre Département **Ingénierie** — conception et réalisation de machines-transfert, robots, vendus en France et à l'Etranger — **un ingénieur mécanicien/électromécanicien**, ayant de bonnes connaissances en électronique. Il devrait justifier d'une expérience minimum de 5 ans - production, méthodes ... - *acquise dans une société industrielle*, gérée de façon moderne.
Rattaché au PDG, il sera assisté d'ingénieurs, de techniciens et de professionnels de très bon niveau dont il devra animer et coordonner les activités. Il sera responsable du BE et de l'atelier de montage, de la sous-traitance et des achats.
Ces fonctions ne peuvent convenir qu'à un ingénieur d'une très bonne qualification technique, très organisé, ayant *un solide bon sens.*

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous réf. 71588/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

CHARGEURS REUNIS
INDUSTRIE

recherche le

CHEF DES VENTES FRANCE

d'une de ses filiales textiles, LEADER SUR SON MARCHE.

- Sous les ordres directs du Directeur Commercial de la Société, il aura pour mission de :
  - suivre l'évolution du marche,
  - *participer à l'établissement des objectifs,*
  - organiser et gérer l'action commerciale,
  - introduire les produits, en renforcer et developper l'implantation par des contacts directs avec les clients,
  - stimuler l'equipe de vente.
- Le candidat retenu aura :
  - une expérience - réussie - dans l'animation des hommes et des relations commerciales *dans le secteur textile,*
  - le sens de la négociation,
  - la faculté de s'imposer,
  - 30 ans minimum
- *Le poste est à pourvoir en région Lyonnaise.*
- La rémunération sera en rapport avec l'expérience et les responsabilités.

Envoyer Curriculum Vitae détaillé - y compris *rémunération actuelle et photo à :*
Direction du Personnel
CHARGEURS REUNIS
3 Boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

IMPORTANT
CENTRE INFORMATIQUE
REGION CENTRE-EST
recherche

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Collaborateur direct du Directeur de l'informatique, il sera chargé de la Direction et de l'animation d'une *équipe de 30 personnes : pupitrage, préparation,* contrôle et façonnage.

Pour ce poste, nous souhaitons un candidat de formation supérieure ayant exercé une responsabilité analogue sur ordinateur CII - HB/DPS 8 de préférence ou sur des matériels de configuration identique.

Les personnes intéressées voudront bien adresser *leur candidature sous référence* 3240/M à Jean PORRACCHIA



CARRIERES INFORMATIQUE
conseil en recrutement et formation
149, rue SAINT-HONORE 75001 Paris

Le Laboratoire de Recherches Balistiques et Aérodynamiques de VERNON (Eure)
recherche

JEUNES INGENIEURS

(grandes écoles ENSI - INSA - Doctorat Physique) pour études et essais concernant les missiles et leurs équipements (notamment gyroscopes de technologies diverses), faisant appel à des compétences recherchées en électromécanique, électronique, informatique, automatique, aérodynamique, mécanique du vol, techniques de mesures.

Travail dans un cadre agréable à 80kms de PARIS. Possibilité de logement.

Ecrire au service «personnel» avec C.V. à :
L R B A
B.P. 914 - 27207 VERNON Cédex

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Pour société industrielle. C.A. 300 millions. 1 300 personnes. filiale d'un groupe français leader de son secteur (construction électrique).
Il sera responsable des comptabilités générale et analytique, de l'élaboration et du suivi des budgets, des relations bancaires et de la gestion de trésorerie, de l'établissement de la consolidation groupe, de la supervision du service informatique. Il devra de plus assurer l'évolution des procédures avec l'aide du groupe
Agé de 35 ans minimum, de formation universitaire plus DECS. il a au moins 5 ans d'expérience dans un poste similaire.
Notre siège se trouve dans une ville de moyenne *importance de la région Valence - Grenoble.*

Merci d'adresser votre CV + lettre en indiquant vos prétentions à notre Conseil, sous réf. 21 M 115. CPA. 69 rue de Monceau 75008 Paris



média system

IMPORTANTE SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE
groupe BOUYGUES
recherche

RESPONSABLES OPERATIONNELS

Spécialisés dans l'étude et la direction de programmes immobiliers.

Postes à pourvoir à : BREST - NANTES - ROUEN

RESPONSABLE FONCIER

BASSE NORMANDIE (CAEN - CHERBOURG)

Expérience immobilière préalable indispensable. Beau développement de carrières pour collaborateurs efficaces.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 7475 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, *qui transmettra.*

IMPORTANT GROUPE AMÉRICAIN
recherche
POUR SA FILIALE FRANÇAISE (RÉGION EST) son

CHEF DU PERSONNEL

L'entreprise compte aujourd'hui 180 personnes et travaille dans le secteur de la chimie.
30 ans minimum et une expérience de la fonction sont nécessaires.
Une parfaite maîtrise de la législation sociale est indispensable.
Anglais apprécié. 120.000/140.000 F/AN.

Pour contact rapide, tél. au (8) 335-44-72 ou écrire sous nº 4.399 à :

CCB CABINET CLAUDE BLIQUE
CONSEIL EN RECRUTEMENT
BP 3097 54013 NANCY CEDEX



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

CHOMERICS

- **DYNAMISME**
- **RESPONSABILITÉS**
- **CONSIDÉRATION**
- **RÉMUNÉRATION MOTIVANTE**

Nous recherchons à tout moment des professionnels à l'esprit lucide, efficaces, prédisposés à l'action et désireux de contribuer à l'expansion de notre société. Nous sommes des chercheurs, ingénieurs et industriels spécialisés dans la fourniture de matériels de pointe aux industries électronique et aérospatiale, et nous envisageons de développer nos activités dans les domaines de l'énergie et des télécommunications. Notre société fait partie des 200 sociétés les plus importantes de la Nouvelle-Angleterre et figure sur la liste des 100 sociétés américaines ayant le plus fort taux de croissance publiée par INC Magazine. Notre chiffre d'affaires s'élevait à 5.000.000 de dollars U.S. il y a seulement quatre ans – cette année il dépasse 30.000.000 de dollars U.S. Dans les trois ou quatre prochaines années, nous comptons atteindre 100.000.000 de dollars U.S. – avec un taux exceptionnel de rentabilité. Nous avons besoin de collaborateurs de valeur, motivés et audacieux pour élaborer et mettre en œuvre notre stratégie de développement et pour prendre une part active à notre travail. Aux candidats retenus, nous offrons dynamisme, responsabilités, considération, et des perspectives financières attrayantes dans un cadre international non bureaucratique et apolitique.

Le plus éminent expert des valeurs boursières dans le domaine des produits chimiques spécialisés a déclaré publiquement :

« CHOMERICS a de bonnes chances de devenir un important fournisseur de matériel de pointe à l'instar de 3M, Corning Glass et Raychem pour leurs propres matériels spécialisés... C'est la seule société que je connaisse dans le secteur des matériels chimiques de pointe dont le taux de croissance puisse lui permettre d'atteindre une taille de cinq à dix fois supérieure sur une période de trois à cinq ans.

Nous recherchons des personnes exceptionnelles dans tous les domaines, mais plus particulièrement :

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour notre future filiale « CHOMERICS FRANCE », capable de réaliser ses objectifs de développement.

DES INGÉNIEURS DES VENTES

pour notre filiale française.

UN DIRECTEUR DES VENTES et DU MARKETING pour l'EUROPE

basé à notre siège européen de Londres, ayant une expérience approfondie des ventes sur le marché européen.

Ces postes demandent une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

En tant que Président-Directeur Général, ma première tâche est de m'efforcer de découvrir les personnes pouvant nous permettre d'atteindre le chiffre d'affaires de 100.000.000 de dollars U.S.

Rémunération très motivante, comprenant des options d'achat d'actions, mais vous devez être exceptionnel !

Adresser votre curriculum vitae à l'intention de Monsieur le Président de CHOMERICS EUROPE, 141-155 Brent Street, London NW4 4DJ.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Robert F. JASSE
Président

PRODUITS DE BEAUTE
LANCASTER

demande
pour son service Recherche
à **MONACO**

COLORISTE EXPERIMENTE/E

pour formulation maquillage et mise au point teintes.

Ecrire LANCASTER Direction du Personnel - 7, Av. d'Ostende MONTE - CARLO.

INGÉNIEUR

Expér. engineering ou service constructions pour études et suivi de travaux. Lieu d'activité : golfe Persique. Anglais indispensable. Rép. manuscrite avec C.V. et prétentions à Havas Marseille. Nº 49029.

Expéditions polaires françaises rech. pour hivernage Antarctique 1981, engagement septembre, départ décembre. Absence 14 mois environ

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Formation A. et M. ou équivál. Expérience diesel pr production électricité et eau, entretien bâtiments et véhicules. Ce poste nécessite une expérience professionnelle d'au moins 3 ans. Env. d'urgence C.V. détaillé à E.P.F., 47, av. du Mal-Fayolle, 75116 PARIS

SOCIÉTÉ EXPORT TEXTILE
cherche

JEUNE COLLABORATEUR

Célibataire, pour visite clientèle outre-mer. Anglais courant. Téléphone : 280-09-94

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE de LAUSANNE

met au concours un poste de

PROFESSEUR D'INFORMATIQUE D'APPLICATIONS

pour son Département de maths, avec une bonne expér. pratique de développement de logiciel.

Domaine : traitement de l'information, gestion informatisée, bases de données.
Délai d'inscription : 31 oct. 81.
Entrée en fonctions : sept. 82 ou à convenir.
Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste à la :
Direction administrative de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, 33, avenue de Cour, 1007 Lausanne - SUISSE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable Administratif à Caen

C'est le poste évolutif que nous vous proposons au sein de notre Groupe International constructeur de biens d'équipement.

Il s'agit de veiller à l'enregistrement comptable des opérations, faire vivre le contrôle de gestion et assurer l'administration du personnel de cette succursale de 70 personnes.

Après une bonne formation comptable vous avez réussi l'expérience du management d'une unité administrative et souhaitez la développer dans le cadre de responsabilités plus larges.

Votre C.V. accompagné d'une photo récente et de vos prétentions, nous sera transmis sous référence 04995 par CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
et traité avec toute la discrétion voulue.

Nous sommes une société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits en plein développement dans le domaine du loisir nautique et de la plaisance.
Leader sur notre marché nous créons dans le cadre de notre expansion 2 postes de Direction dans nos usines de provinces.

DIRECTEUR TECHNIQUE
Vannes

(Réf. M 10521 A)

Directement rattaché à la direction de l'usine (150p), il assure l'entière responsabilité de l'ensemble de la production (3x8) en qualité, délais, quantité et coûts, de l'entretien travaux neufs ainsi que du bureau d'études.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur d'environ 32 ans, de *formation supérieure polyvalente justifiant d'une expérience* industrielle réussie dans le domaine de la transformation des matières plastiques. Des connaissances techniques propres à ce type de fabrication sont un atout supplémentaires.

DIRECTEUR D'USINE
Est de la France

(Réf. M 10521 B)

Dans ce contexte parfois difficile, directement rattaché au Directeur industriel du Groupe, il assure l'ensemble des responsabilités inhérentes à un chef d'établissement industriel d'environ 100 personnes. Il est donc responsable des hommes, des matériels, de la production. Il doit transformer en l'optimisant une usine encore trop traditionnelle.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation mécanique supérieure qui, à 35 ans, a déjà acquis une expérience de responsable autonome en milieu de transformation des matières plastiques et notamment en polyester.

Ces 2 postes, compte tenu de l'évolution du groupe et du développement du marché représentent de véritables opportunités de carrière.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous la référence choisie à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

MADRID

Une importante Société Francaise de Maintenance technique

Recherche
POUR SA FILIALE ESPAGNOLE
(100 salariés)

LE DIRECTEUR

pour développer ses activités de gestion d'équipement thermique et de génie climatique.

Le candidat :
- sera de formation supérieure
- *aura une expérience de gestion opérationnelle.*
- aura déjà mené des négociations commerciales à haut niveau.

LE RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Le candidat :
- sera de formation comptable supérieure
- aura une expérience professionnelle de plusieurs années.

Les 2 postes nécessitent des personnalités parfaitement bilingues (langue maternelle espagnole appréciée) ayant eu si possible une expérience en Espagne, leur ayant permis d'acquérir une bonne connaissance du pays et des réglementations en vigueur.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo sous référence 6964 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

recherche

POUR SON CENTRE DE LANCEMENTS situé en GUYANE FRANCAISE

2 CADRES TECHNICO-ADMINISTRATIFS

- L'UN sera Chef du Département moyens généraux (70 personnes) responsable des transports, des approvisionnements, du magasinage, des moyens d'édition et de reproduction.
  Une expérience de 10 ans dans le domaine des transports est nécessaire pour tenir ce poste.
- L'AUTRE sera son Adjoint plus particulièrement chargé des approvisionnements, des moyens d'édition et de reproduction.
  Pour ce poste un minimum de 5 ans d'expérience est demandé.

1 INGENIEUR SAUVEGARDE SYSTEMES

Issu d'une grande école à vocation généraliste, possédant connaissances en sécurité des systèmes.
Au sein du département sauvegarde, il est chargé des études systèmes en vue de l'évaluation des risques encourus par les personnes, les biens et les installations lors de la mise en œuvre :
— des installations de lancement,
— des satellites - des lanceurs Ariane.
Expérience confirmée d'études et/ou de mise en œuvre de systèmes complexes de sécurité dans l'industrie type secteur nucléaire.

1 INGENIEUR GRANDE ECOLE

Au sein de la Division Méthodes et Développement, il aura pour objectifs
— d'appréhender le système des ensembles de lancement Ariane, actuel et futur, mettant en œuvre des techniques diversifiées : mécanique, énergie, régulation électronique, contrôle - commande
— de suivre le développement et la réalisation du second ensemble de lancement
— d'en préparer l'utilisation optimum par une étude de méthode poussée
— à terme, d'en contrôler l'exploitation.

Ce poste exige une expérience confirmée de 5 à 10 ans dans la conception de systèmes industriels complexes faisant appel aux techniques ci-dessus.

ANGLAIS INDISPENSABLE POUR CHACUN DE CES POSTES.

1 INGENIEUR

Possédant connaissances techniques d'execution Tous Corps d'Etat dans Génie Civil et VRD.
En tant que Chef du Département Installations Sol, il sera chargé de :
— prévoir, organiser, planifier les travaux d'entretien, de modifications et d'extension des bâtiments et VRD
— négocier, rédiger les marchés et commandes afférentes à ces travaux
— établir les budgets prévisionnels, les comptes-rendus d'exploitation par service
— animer les équipes d'entretien
— assurer le contrôle technique et la bonne exécution de l'entretien des sites.

Ce poste exige une expérience de 10 ans dans une activite equivalente + expérience en travaux publics.

BONNE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS SOUHAITEE.

Les candidatures doivent être adressées au Service du Personnel du CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
129, rue de l'Université 75007 PARIS.

legrand

Appareillage électrique d'installations.
Chiffre d'affaires : 2 milliards F. dont 30% à l'étranger.
Effectif : 11400 (dont 2400 dans ses 15 filiales étrangères).
renforce ses équipes commerciales et recherche pour de grandes villes universitaires

JEUNES TECHNICO-COMMERCIAUX
ESC, Universitaires IUT, BTS...

pour le département Produits Industrie (réf. PI)
Débutants ou 1 à 3 ans d'expérience dans la branche.

Les interventions de promotion et de développement des ventes se font dans les Bureaux d'Etudes Industriels, les Services électriques des grandes usines, les constructeurs utilisant du matériel électrique et les distributeurs.

pour les départements Produits Bâtiment et Produits Grand Public (réf. PB)
Débutants de préférence.

Il s'agit de promouvoir les ventes auprès des installateurs, prescripteurs et distributeurs.

Intégration au sein des équipes régionales, disponibilité pour déplacements indispensable. Formation assurée pour les produits et les méthodes modernes de vente. Evolution de carrière avec responsabilité d'animation et de gestion d'un chiffre d'affaires, ce qui exige mobilité.

Adresser votre CV en indiquant la référence qui vous intéresse et le salaire souhaité, *sous le numéro 21 M 146, à*
CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE
69 rue de Monceau 75008 Paris.

média-system



NANCY

INGENIEUR ELECTRICIEN

Cette entreprise de travaux de dimension internationale intervient dans un ensemble de domaines et principalement d'électricité.
Afin de lui confier des responsabilités d'ingénieur d'affaires au sein d'un de *ses établissements décentralisés, elle propose* un poste d'ingénieur électricien. S'il assume la responsabilité technique des projets qui le concernent c'est surtout aux plans commercial, animation, coordination de chantiers, gestion d'affaires et de personnel qu'il intervient.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur électricien diplômé de l'Enseignement Supérieur qui veut élargir son champ d'activité et gagner autonomie.
Il a une *première expérience d'environ 5 ans acquise en milieu* comparable. C'est un entrepreneur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet et salaire actuel, sous référence M 10457 G, à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

CENTRE OUEST

CONSTRUIRE UNE USINE ET LA DIRIGER

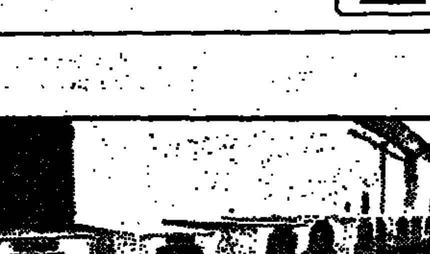
Nous sommes une société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits en plein développement dans le domaine du loisir nautique et de la plaisance.
Leader sur notre marché notre production est aujourd'hui assurée par deux usines. Une troisième usine est nécessaire.
Cette usine dont vous aurez la responsabilité doit être de conception extrêmement actuelle et utiliser les automatismes les plus modernes.
Depuis la première pierre et la surveillance d'ingénierie jusqu'à ce que la production sorte en *qualité, quantité, délais et coûts, c'est vous le responsable.*
Parmi les diplômés de Grande École d'Ingénieurs d'environ 35 ans, vous avez une véritable expérience industrielle acquise en milieu transformation des matières plastiques. Vous êtes particulièrement attaché à la notion de résultats et à une véritable autonomie. Vous souhaitez réaliser un projet dans son ensemble et vous ouvrir par là même de larges possibilités de carrière.

Pour recevoir informations complémentaires écrire à sous réf M 10521 C à

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO



S.D.M.O.
CONSTRUCTEUR
GROUPE ELECTROGENES
cherche
POUR SON SERVICE EXPORTATION

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

- Formation électromécanicien (niveau Ingénieur ou équivalent).
- *Anglais courant (lu, parlé, écrit).*
- Sens commercial indispensable et si possible expérience de l'exportation.
- Responsabilités commerciales pays d'Afrique ou Moyen-Orient.

Adresser C.V. + prétentions au :
Service du Personnel
12 bis, rue de la Villeneuve - 29272
BREST CEDEX

COGNAC

JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Pour renforcer son potentiel humain, cette Société (4200 personnes - 6 usines - 1,5 millions de C.A.) utilise fréquemment la "filière" Administration-Finances.
Dans chaque usine, il y a un Responsable qui seconde le Directeur d'Usine pour la partie administrative et comptable (au sens large du terme).

Rattaché au Responsable Administratif de l'usine de Cognac, le titulaire de ce poste en création aura une triple mission : participer à l'implantation des différentes chaînes informatiques décentralisées (mini 6), assurer la supervision de la comptabilité d'une petite filiale spécialisée dans le négoce, seconder le Responsable Administratif usine dans toutes ses missions.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une ESC (option finance-compta) *ayant acquis, en milieu industriel, une première expérience (1-2 ans).* Des connaissances en informatique seront appréciées. L'évolution normale de ce poste conduira à court terme (2-3 ans) son titulaire à prendre des fonctions de Responsable Administratif dans l'une des usines du Groupe.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4212 T

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO



Spécialiste de l'Alimentation préparée pour animaux familiers (Canigou, Ronron, Kitekat, Pal, Frolic, Loyal, Buster)
Filiale d'un Groupe International

RECRUTE
pour son Département
Recherche & Développement

UN TECHNICIEN

Vous avez :
- un DUT en biologie appliquée
- ou un Bacc technique avec des connaissances en Technologie alimentaire, Microbiologie
- *ainsi qu'une première expérience industrielle* alimentaire de 1 à 3 ans dans le domaine de la Recherche, Production, Contrôle Qualité ou Laboratoire.

Ecrivez-nous en joignant CV détaillé et photo à : UNISABI-SA - BP 7 - Département du Personnel (NC) 45550 ST DENIS DE L'HOTEL

URGENT

Société rémoise recherche pour prise en charge de son

UNITE DE STOCKAGE ET D'EXPEDITION

Directeur Logistique Commerciale

ayant :
- FORMATION INGENIEUR OU GESTION
- EXPERIENCE DE DIRECTION DE PERSONNEL DE PRODUCTION
- UNE BONNE CONNAISSANCE DE LA FONCTION AVEC UTILISATION DE L'INFORMATIQUE.

Le poste offert
DEPEND DIRECTEMENT DE LA DIRECTION GENERALE.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 7420

CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Message à un CHEF COMPTABLE

Vous souhaitez entrer dans une importante société chimique et pétrochimique, filiale des grands groupes pétroliers français, pour y faire une carrière dynamique et mobile dont la première affectation soit un poste important de

chef comptable usine

Une de nos usines — 650 personnes, budget géré 500 MF — recherche le chef des services comptables (20 personnes) incluant les comptabilités générale et analytique, la trésorerie ...

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez une formation supérieure du type Sup de Co et/ou une formation comptable minimum DECS. Il faut aussi une expérience réussie incluant des responsabilités importantes en comptabilité usine.

Cette première affectation est à CHAUNY (02) mais la mobilité géographique future est nécessaire.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et rémunération actuelle sous référence M/128/D à notre conseil qui vous enverra une notice d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Message à un Chef du service PRODUCTION

Vous souhaitez entrer dans une PME performante de la région Nantaise développant ses fabrications —acier, carbone et inox— dans les qualités industrielle, H.P. et nucléaire de

chaudronnerie et mécanique industrielle

Notre Directeur Technique souhaite s'adjoindre un chef de service production (création de poste) pour prendre en charge l'ensemble du service c'est-à-dire ordonnancement-lancement, fabrication, gestion de l'outil de travail et de la main d'oeuvre. Il assure la bonne marche du service et étudie toutes actions propres à en améliorer l'efficacité.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez au minimum 35 ans, une solide formation technique (Ingénieur ou BTS ou DUT avec formation complémentaire), une expérience indispensable de fabrication de chaudronnerie industrielle H.P. et de mécanique sur devis et si vous avez prouvé vos qualités de meneur d'hommes.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et rémunération actuelle sous référence M/135/A à notre conseil qui vous enverra une notice d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics

recrute par examen
pour ses Comités régionaux

CADRES TECHNIQUES

Niveau Ingénieur [illegible]
cadre technique ou technicien confirmé

Expérience minimum exigée : 5 ans dans les chantiers ou ateliers du bâtiment et des travaux publics.

Postes actuellement vacants
PARIS - TOULOUSE
Autres postes vacants prochainement.

Adr. C.V. et prét. pour le 26 septembre 81 au plus tard à O.P.P.B.T.P. - Comité National - 204, rond point du Pont-de-Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.



analyste programmeur responsable de projet

Poste à pourvoir au Centre Informatique de TRANSPAC à RENNES

Au sein de l'équipe informatique, le candidat retenu sera chargé de mener et conduire à bien certaines applications du système de gestion (établissement des spécifications, conception et analyse).

Il devra avoir une bonne expérience (2 à 3 ans minimum) en informatique de gestion et en conduite de projet. La connaissance des langages COBOL - FORTRAN, assembleur MITRA et des matériels MITRA 125 et CII HB 66 serait appréciée.

Possédant une solide formation de base, le candidat doit avoir le sens des responsabilités et une bonne aptitude au dialogue avec les utilisateurs.

Envoyer CV manuscrit avec photo et prétentions à l'attention de M. HESPEL

transpac Réseau national de transmission de données par paquets
183, av. de Crimée B.P. 2209-35022 Rennes Cédex

Groupe de sociétés de Transports dans le Nord de la France, recherche

un INGÉNIEUR IDN
ou équivalent,

30 à 35 ans, connaissant l'informatique pour faire l'ananlyse, la programmation, la mise en route d'applications informatiques. Formation complémentaire à la gestion souhaitée (IPA - IAE). Possibilité d'évolution.
Ecr. avec C.V., photo et prétentions sous nº 8.961 *le Monde*, Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INVENTER, C'EST CRÉER LE PREMIER QUELQUE CHOSE DE NOUVEAU

Ce n'est pas si simple. Il faut maîtriser les techniques, définir les besoins, chercher, concevoir, mettre au point avec les services intéressés. Quand en plus, il faut tenir compte d'un budget, c'est un art.

Si vous êtes ingénieur diplômé et possédez une première expérience industrielle (dans le domaine des méthodes, par exemple) nous vous proposons d'accroître vos responsabilités au sein de nos services techniques en mettant en oeuvre votre savoir et votre expérience en qualité d'INGÉNIEUR D'ETUDES.

Basé à l'usine principale de la Société, en proche région parisienne, vous aurez pour mission la réalisation d'équipements nouveaux visant soit l'amélioration, soit la mise en place de fabrications nouvelles.

Notre domaine: la réalisation de biens d'équipements destinés aux industries chimiques, nucléaires, sidérurgiques, alimentaires où nous sommes leader.

Adressez votre CV, sous référence 72256 M à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

ENTREPRISE INDUSTRIELLE
recherche pour une UNITÉ D'ÉTUDES ET DE DÉVELOPPEMENT SITUÉE A TOULOUSE

INGÉNIEURS LOGICIELS

Formation grandes écoles ou équivalent, pour des développements de systèmes temps réel, mono et multiprocesseurs.

Expérience en programmation autocommutateurs et terminaux associés très appréciée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous nº 419 à PUBLI G.R., 27, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris, qui transmettra.

MERLIN GERIN

14.000 personnes - 3,1 milliards de chiffre d'affaires dont 43 pour cent à l'exportation.

Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements haute et basse tension pour le transport et la distribution d'énergie électrique,

recherche
pour l'un de ses DEPARTEMENTS A GRENOBLE

UN INGENIEUR INDUSTRIALISATION

Dans un service chargé de l'industrialisation des nouveaux produits, il sera responsable du pilotage de projets, participera aux orientations technologiques des moyens et procédés de fabrication, travaillera en relation avec bureaux d'études, services de production, services assurance-qualité, fournisseurs...

Ce poste convient à un *jeune* ingénieur mécanicien disposant d'une expérience d'au moins 3 ans en méthodes ou industrialisation, acquise dans une industrie de séries, avec animation d'équipe.

Evolution prévisible vers la responsabilité de service industrialisation, en gestion de production ...

Ecrire avec C.V. et prétentions à :
MERLIN GERIN
Service Gestion Centrale Emploi
sous référence GDL 141
38050 GRENOBLE Cedex.



LE CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE APPLIQUÉS AU MANAGEMENT RECRUTE :

JEUNES DIPLOMÉS des grandes écoles ou de l'université, ayant déjà une première expérience professionnelle ou pré-spécialisation pour des POSTES D'ASSISTANTS-PROFESSEURS en MARKETING, FINANCE et INFORMATIQUE. Les candidats doivent faire la preuve

- d'un potentiel élevé dans le domaine de la recherche appliquée, de l'enseignement et du conseil aux entreprises ;
- de fortes capacités d'autonomie, de dynamisme, d'initiative ;
- d'une aptitude au travail en équipe et à la gestion par projet.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.
POSTES A POURVOIR AU 15 OCTOBRE 1981.

Ecrire au CERAM, B.P. 20, Sophia Antipolis 06561 VALBONNE Cedex. Tél. : (93) 33-95-95.

Le CERAM est un établissement de la chambre de commerce de Nice et des Alpes-Maritimes.

CHEF DU SERVICE EXPORT

Région Saint-Etienne — 180.000 F/an

Une Société Française Filiale d'un groupe international, fabriquant des produits de consommation à usage industriel, exportés à 50 % dans le monde, recherche son CHEF DU SERVICE EXPORT. Rattaché au Directeur Général, le titulaire sera chargé d'animer une équipe en place et d'accroître les ventes à l'étranger. Disposant d'une large autonomie, il représentera la Société sur le plan commercial et sera aidé en cela par les Services Techniques. Ce poste sera confié à un diplômé de l'Enseignement Supérieur (H.E.C., ESSEC, ESC). Agé d'au moins 32 ans il aura l'expérience de la vente de produits industriels. La pratique courante de l'anglais est exigée, autres langues souhaitées. Déplacements fréquents de faible durée. Ce poste devrait constituer une base de départ pour de plus grandes responsabilités. référence 81118

ADJOINT DE DIRECTION *HF*

Rhône-Alpes — 130.000 F/an

Un important organisme de la médecine du travail recherche un ADJOINT au DIRECTEUR du comité d'hygiène industrielle du département.
Rendant compte à celui-ci, il sera chargé de coordonner l'activité des médecins auprès de plusieurs milliers d'entreprises employant plus de 50.000 salariés. Il animera une équipe administrative et sera chargé de faire circuler l'information tant à l'intérieur qu'à l'extérieur avec : les entreprises, l'inspection du travail, la médecine régionale et les administrations.
Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 28 ans et de formation supérieure (ESC, Droit) maîtrisant bien l'informatique de gestion.
référence 81122

Adresser votre CV, sous référence correspondante, à :
Société PIERRE RIGOLLIER — «Les bureaux de Chalin»
20, rue Chirpaz — 69130 ECULLY.



pierre rigollier s.a.

La filiale française d'un des plus grands groupes américains dans le domaine de la chimie située dans la région de Nice recherche

CADRES COMPTABLES de haut niveau

Réf. 5428

possédant une formation comptable supérieure (D.E.C.S. ou équivalent), 3 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise soit dans une société, soit dans un cabinet comptable. Ils auront pour mission de participer à l'élaboration de nouveaux systèmes comptables et de contrôle de gestion.

DIPLOMÉS D'ETUDES COMMERCIALES ET DE GESTION

(HEC, ESSEC, ESCP etc...)

Réf. 5429

Niveau DECS, ayant de préférence 2 ou 3 ans d'expérience dans une fonction comptable. Ces cadres participeront dans un premier temps aux travaux, aux études et à l'élaboration de systèmes au sein du département comptable. Ils auront la possibilité à terme d'occuper des postes d'encadrement.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable pour l'ensemble de ces postes.

Le groupe très bien implanté en Europe offre de réelles perspectives d'évolution à des candidats de valeur, à la fois en France et à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite et C.V., en rappelant la référence du poste choisi à Pierre LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

POLYCLINIQUE - 150 lits

RÉGION CENTRE-OUEST
Ouverture début 1982
recrute son

DIRECTEUR

- 40 ans environ.
- Expérience poste similaire dans établissements privés ou publics indispensable.
- RÉFÉRENCES EXIGÉES.

Envoyer curriculum vitae avec lettre manuscrite à : SOCIÉTÉ FINANCEMENTS ET INVESTISSEMENTS MÉDICAUX - « F.I.M. S.A. », 22, place Vendôme, 75001 PARIS.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER LYON
recherche

AGENT COMMERCIAL

Etudes supérieures (E.S.C. ou équivalent).
3/4 ans d'expérience dans la fonction.
Après formation à Lyon, aura la responsabilité d'un secteur dans la région Rhône/Alpes.
Ce poste nécessite une grande disponibilité le goût des contacts et le sens de l'organisation.
Rémunération attractive.
Voiture fournie.
Adresser curr. vitae, photo et prétentions sous le nº 8.981 *le Monde* Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

La direction technique d'une société d'assurances

Société d'assurances IARD à forme mutuelle, nous avons une gestion participative originale. Notre réussite en responsabilité civile individuelle est indiscutée : près de 6 millions d'assurés.
Notre implantation est véritablement nationale et très décentralisée.
Le prochain départ à la retraite de notre actuel Chef de Département Technique nous conduit à préparer son remplacement.
Après une période de découverte de l'entreprise, ce spécialiste prendra en direct la totalité de l'exploitation : sinistres, contentieux et souscription. Il aura à diriger, former, animer plus de 70 personnes, à proposer des améliorations ou réformes de structure, de fonctionnement et d'organisation.
Il lui faut, pour réussir une solide formation en droit, une très bonne connaissance de la jurisprudence, une importante expérience exploitation assurance IARD, un sens de l'organisation, un goût certain pour l'animation participative, une autorité naturelle s'appuyant sur une compétence reconnue.
Le poste est à pourvoir en province à 1 heure de Paris.
Des garanties contractuelles de progression des rémunérations sont assurées.
Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 3336M, 1, rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom Membre de Syntec

هكذا من الأصل

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

recherche

pour la Direction Administrative de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION –

des CONTROLEURS de GESTION

Ils seront chargés du suivi général de la gestion de plusieurs filiales (préparation des budgets, élaboration des tableaux de bord, suivi des coûts, ...) et de l'élaboration des procédures liées aux systèmes d'information.

Ils auront une formation supérieure d'école de gestion (HEC, ESSEC, ESCP, ...) *complétée si possible par une* formation MBA. Une première expérience de la fonction est souhaitée. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Une disponibilité à l'expatriation favorisera leur évolution de carrière dans le Groupe.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez une lettre manuscrite avec C.V. et photo au Service Recrutement, 5, rue Michel Ange, 75781 PARIS Cedex 16, sous référence 1M083.

SMITHKLINE

Un très grand Groupe spécialisé dans la Santé représenté par les Laboratoires GREMY-LONGUET et SMITH KLINE & FRENCH

souhaite rencontrer

JEUNES DIPLOMES HF

dont la formation, le goût pour la communication, la personnalité constitueraient de sérieuses chances de succès pour une carrière au service de l'Information Médicale.

Formés à un rôle de liaison entre l'industrie pharmaceutique et les médecins par un stage initial très complet, ces hommes et ces femmes de potentiel bénéficieront ensuite de l'actualisation permanente de leurs connaissances.

Plusieurs secteurs de visite médicale sont à pourvoir dans différentes régions.

Quel que soit votre domicile, écrire pour un premier contact d'information à : Direction du Personnel - réf. JCB - 15, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX CEDEX.

Réponse assurée.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Important Établissement Industriel Ville Centre Est recherche

CHEF DÉPARTEMENT MÉTALLURGIE

Vous êtes ingénieur de formation, vous possédez une expérience d'environ 10 ans dans les secteurs Métallurgie, Contrôle, Soudage et vous avez l'habitude de l'encadrement.

Nous vous proposons d'assurer la responsabilité du département R et D, de coordonner les actions Métallurgie de l'Établissement ainsi que de participer aux orientations techniques de celui-ci.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ce poste comporte de nombreux contacts.

Si vous êtes intéressés, merci d'écrire *sous référence 72323 à HAVAS CONTACT - 156 boulevard Haussmann,* 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Association TOURISME ET SOCIAL recherche pour la région HAUTES-ALPES

COLLABORATEUR

chargé du développement de ses activités et de l'organisation des adhérents de l'association.

Ce poste correspond à une personne dynamique, intuitive, sens de l'écoute, de l'organisation, tenace dans l'action, esprit de synthèse, capacité d'adaptation.

POSITION CADRE

Poste à pourvoir à LYON *rapidement.*

Env. C.V. + photo, ss nº 7.443 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02, *qui tr.*

Pour compléter équipe pédagogique d'insertion (préform.), embauchons ANIMATEUR ayant expérience. Env. C.V. : F.J.T., B.P. 19 12004 RODEZ CEDEX.

Laboratoire universitaire situé en Alsace rech. pour la rentrée 1981/82 *CHIMISTES* et PHYSICO-CHIMISTES pour la préparation de thèses de docteur-ingénieur et de 3e cycle, *de la domaine de chimie-physiq.* (y compris les polymères). Bourses d'un montant élevé. Ecr. ss nº 8.976 *le Monde Pub., 5, rue des Italiens 75009, Paris.*

SOCIÉTÉ COMPOSANTS PASSIFS POUR L'ÉLECTRONIQUE LEADER SUR SON MARCHÉ

C.A. : 80 millions de FF. - 300 personnes
2 UNITES DE PRODUCTION

recherche son :

DIRECTEUR INDUSTRIEL

SA MISSION :

- Assurer la production dans les meilleures conditions de coûts, délais et qualité.
- Optimiser les moyens de production existants ;
- Coordonner la marche des différents services et maintenir un bon climat social.

SON PROFIL :

- 35 à 45 ans environ ;
- Formation supérieure (A.M. ou équivalent) ;
- Expérience similaire réussie dans une unité de taille moyenne fabriquant des produits en petites séries électroniques de préférence.

Lieu de travail : banlieue sud de Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la *référence* 9.495 à :
VALENS CONSEIL
BP 359
75064 PARIS CEDEX 02.

Directeur des ventes France - Lyon
Ingénieur (chimiste)

Département d'un grand groupe français, nous vendons à des constructeurs et utilisateurs (usines chimiques, métallurgiques, chaudronniers, transports etc...) *des matériaux à base d'élastomères* et de plastiques et des techniques de mise en œuvre très spécialisées. Nous intervenons en métropole et dans le monde entier.

Nous demanderons à notre Directeur des Ventes une double performance :

Prendre la tête d'une équipe de 5 Ingénieurs Commerciaux, leur définir des objectifs, les aider à les réaliser. C'est affaire de professionnel : l'expérience de la vente technique et de l'animation est un point de départ indispensable. Avoir une compétence technique *(ou pouvoir l'acquérir rapidement) qui permette* d'être un interlocuteur pour les B.E., ingénieurs de fabrication ou de travaux neufs. Un ingénieur chimiste serait là plus particulièrement à son aise.

Nous avons des *projets et des ambitions,* nous souhaitons un homme qui veuille s'y associer. Dans notre département et dans le groupe, il peut trouver des possibilités de carrière à sa mesure.

Sa rémunération au départ ne sera pas inférieure à 150 000 F et tiendra largement compte des compétences apportées.

Merci de nous adresser votre dossier sous référence DV 903M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur de la Recherche, du Développement Industriel et de la Maintenance
200 000 F

Dans le cadre de son expansion, un groupe industriel français installé près de Nantes et spécialisé dans la conception, la fabrication en séries et la distribution d'articles en cuir ou en synthétique (effectif 1850 personnes - C.A. 400 MF) crée au sein du Comité de Direction cette activité.

Dépendant uniquement du PDG et en liaison étroite avec les principaux responsables de ce groupe, il aura pour tâche d'instaurer cette nouvelle fonction qui comprend notamment :

— Innovation et méthodes, adaptation de l'outil industriel aux exigences des différentes usines, recherche et mise en œuvre de nouvelles techniques...

— Investissements à court, moyen et long termes et contrôle de ceux-ci.

— Gestion rationnelle des immobilisations du groupe en matériels, équipements, installations et bâtiments dont la valeur actuelle est d'une centaine de millions de francs, ainsi que la responsabilité de tout ce qui a trait à leur meilleure adaptation et leur maintenance.

Ce poste d'état-major ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé d'une école supérieure, 35 ans minimum, justifiant non seulement de plusieurs années d'expérience en production et en gestion industrielles, mais ayant déjà tenu si possible et avec succès une fonction analogue (impliquant recherche, innovation, automatisation des processus de fabrication...), ou alors à un candidat particulièrement bien préparé et très motivé par ce type d'activité.
Adresser lettre manuscrite, C.V. très détaillé sous réf. 81400 à CONEXHOM -92080 PARIS - La Défense 2 - Cedex 05.

MEDIA PA



Important cabinet

AUDIT et COMMISSARIAT aux COMPTES

recherche

– RÉVISEURS
– ASSISTANTS CONFIRMÉS

- *Formation* : Enseignement supérieur de gestion + D.E.C.S. complet.
- Expérience : 2 ans minimum dans un cabinet *d'audit. Anglais souhaitable.*

Il est offert de larges possibilités de promotion ainsi qu'une rémunération motivante pour les candidats à fort potentiel.

Envoyer C.V. et photo à Mme CARRÉ, 28, bd Haussmann, 75009 Paris, qui transmettra.

CHARGEURS REUNIS
INDUSTRIE

recherche le

CHEF DU SERVICE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

d'une de ses filiales textiles, LEADER EUROPEEN dans son domaine d'activité.

- Il relèvera directement du Directeur Général de la Société.
- Il est Ingénieur chimiste de formation.
- Il a :
  - des connaissances - indispensables - en matières plastiques et en chimie tinctoriale,
  - des connaissances - *souhaitables - en technique d'ennoblissement et d'enduction* des tissés et non-tissés,
  - quelques années d'expérience en laboratoire de recherche appliquée ou dans *un service de recherche et développement.*
- L'anglais est indispensable et l'allemand souhaitable.
- Le poste est à pourvoir au siège de la Société - 130 kms au Nord de PARIS.
- La rémunération sera en rapport avec l'expérience et les responsabilités.

Envoyer Curriculum Vitae détaillé - y compris rémunération souhaitée et photo à Direction du Personnel – CHARGEURS REUNIS
3 Boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

Christofle
Orfèvre à Paris

recherche pour sa filiale
« LES PAVILLONS CHRISTOFLE »
5 magasins parisiens - 80 personnes.

1 CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Formation : SUP de CO ou équivalent.
Expérience : 5 ans au minimum si possible dans le commerce de détail, en gestion financière, du personnel et des stocks surtraitement informatique.

Aptitudes à l'organisation, au commandement, aux relations et aux liaisons.

Appointements selon niveau expérience. 120/140.000 F.

Adr. C.V. détaillé et photo à M. le Chef du Personnel, 112, rue Ambroise-Croizat, 93206 SAINT-DENIS.

SEP
Energie Propulsion Industrie

SOCIETE EUROPEENNE DE PROPULSION
recherche pour son Etablissement de
BORDEAUX

2 INGENIEURS DEBUTANTS
GRANDE ECOLE (X - SUP - AERO - CENTRALE PARIS)

1°) *Intéressé par les calculs d'aérodynamique*
Ayant de bonnes connaissances en informatique scientifique
Connaissance de l'anglais souhaitable.

2°) Pour emploi en Bureau d'études

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions en précisant le poste choisi à S.E.P. (Service du Personnel) - BP no 37
33160 SAINT MEDARD EN JALLES.

L'INSTITUT de PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES et FINANCIÈRES pour le DÉVELOPPEMENT des ENTREPRISES *(IPECODE)*

nouvellement créé, recherche, pour élargir son équipe, des

STATISTICIENS - ÉCONOMISTES

anciens élèves de grande école (commerciale ou scientifique), débutant ou ayant quelques années d'expérience professionnelle, désireux de participer à des travaux d'études à dominante macro-économique.

Une compétence prouvée dans les domaines suivants est demandée aux candidats :
- Analyse économique et monétaire,
- Économie d'entreprise,
- Techniques statistiques et économétriques,
- Informatique de calcul.

Des dispositions particulières pour le travail en équipe seraient aussi très appréciées.

Adresser un curriculum vitae à l'adresse suivante :
IPECODE
11, rue Marbeuf - 75008 PARIS

jeunes diplômés

débutez votre carrière chez un leader de sa profession

- Biens d'équipements - 5 000 p. - CA > 1 milliard de F. -

Après [illegible] d'intégration et de formation, vous serez

ingénieur de vente

[illegible] responsable de la gestion de votre clientèle [illegible] dans l'une des agences de PARIS ou [illegible] - ROUEN - TOULOUSE - LYON - STRASBOURG...

Formation : [illegible] Ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce... Anglais souhaité
La dimension du groupe offre d'intéressantes perspectives d'évolution.
[illegible] : 90 [illegible] + (et participation aux résultats)

Écrire s/réf. [illegible] en précisant [illegible] souhaitées
11, rue [illegible]
75008 PARIS
Réponse [illegible]

Soderhu

Une importante Compagnie pétrolière

recherche

un chef de service entretien
(220.000 F +)

pour une de ses raffineries de PROVINCE.

Le candidat recruté sera responsable de la maintenance et du renouvellement du matériel d'une unité dans le cadre d'un budget proposé par lui-même.
Il dirigera une équipe de techniciens spécialistes et fera appel à du personnel extérieur et à d'autres services fonctionnels pour l'aider dans sa mission.

De formation «ingénieur grandes écoles» (X - Centrale - A et M etc) il devra posséder une solide expérience de l'entretien et avoir occupé un poste à responsabilités dans une unité importante. En plus des compétences techniques, il devra montrer de réelles qualités d'organisateur, de gestionnaire, et de meneur d'hommes. Le poste offre des perspectives d'évolution au sein de la société.

Adresser CV et photo sous référence M 102
à *Charles* RAYNAUD,
SOLARA Recrutement,
17, Quai de Grenelle 75015 PARIS.

CABINET EXPERTISE COMPTABLE Paris (8e) rech.

ASSISTANT CHEF DE GROUPE

Niveau D.E.C.S. pour commissariat aux comptes.
Expérience minimum 2 ans.
Travaux de révision exigés.

Adresser C.V. manuscrit à G.E.C., 153, bd Haussmann.



FORD ATTAQUE

Il y a un an, nous passions la même annonce. Le lancement en 1980 de la nouvelle Escort, élue voiture de l'année 1981, l'introduction d'une toute nouvelle gamme de matériels agricoles et l'augmentation générale de nos ventes favorisent notre politique d'évolution et de mobilité interne. Pour poursuivre notre politique d'expansion, nous voulons renforcer notre équipe actuelle : nous avons besoin d'hommes exigeants, rigoureux et bons négociateurs.

Ford Attaque, c'est plus que jamais la volonté de se battre et en retour l'assurance d'un passeport pour une brillante carrière.

ASSISTANT DIRECTION RÉGIONALE

La fonction :
Assistant dans l'une des Directions Régionales, vous gérez l'administration des ventes (analyse des commandes, centralisation des résultats de ventes, suivi des campagnes de publicité et des concours...) et surtout vous apprenez à connaître "les problèmes de terrain".

L'homme :
Diplômé MBA, HEC, ESSEC ou ESC.
Maîtrise de l'anglais.

Salaire :
90.000 à 100.000 F.

CONSEILLER DE GESTION

La fonction :
Conseiller de gestion, vous aidez notre réseau de concessionnaires indépendants à mettre en place les SYSTÈMES COMPTABLES et de GESTION préconisés par Ford et participez à des études financières en liaison avec les différents services commerciaux.

L'homme :
Diplômé MBA, HEC, ESSEC ou ESC.
Maîtrise de l'anglais.

Salaire :
100.000 F +, plus voiture de fonction.

CHEFS DE RÉGION

La fonction :
Pendant deux ou trois ans, vous représentez Ford auprès d'une dizaine de Concessionnaires que vous conseillez sur le plan de l'organisation, de la gestion, du développement du réseau et de la stratégie de vente.

L'homme :
Diplômé ESC + quelques années d'expérience d'animation commerciale chez un constructeur automobile.
Bonnes connaissances de l'anglais.

Salaire :
125.000 à 145.000 F plus voiture de fonction.

CONSEILLER APRÈS-VENTE

La fonction :
Vous aidez nos concessionnaires sur le plan de la gestion des coûts de garantie, de l'organisation et de l'équipement de l'atelier, de l'assistance technique et de l'organisation des actions promotionnelles.

L'homme :
Vous avez soit une expérience similaire chez un constructeur, soit une formation d'ingénieur et/ou commerciale avec un goût prononcé pour le "produit automobile".
Bonnes connaissances de l'anglais.

Salaire :
100.000 F +, plus voiture de fonction.

Implantée dans quinze pays européens, notre Société vous offre de nombreuses opportunités de carrière tant en France qu'en Europe.

Écrire à FORD FRANCE S.A., Service Développement et Organisation du Personnel, Réf. B. AUBRY.
344, Avenue Napoléon-Bonaparte 92506 RUEIL-MALMAISON Cedex

Débutez dans votre région !

Jeunes diplômés, 60% de notre force de vente est en province.

Une des grandes originalités de **RANK XEROX**, c'est son implantation géographique et sa structure régionale. Divisée en 12 agences, la force de vente de **RANK XEROX** est présente dans une centaine de villes françaises.

RANK XEROX a su pallier les inconvénients liés à sa taille et préserver une dimension humaine. Elle s'est organisée en unités opérationnelles qui jouissent sur une région déterminée d'une grande autonomie.



C'est ainsi que dans chaque unité (500 personnes environ), on retrouve les structures complètes d'une entreprise : Fonction Opérations, Personnel Technique et Administration, Chefs de Produits, Chefs de Vente...

Pour vous, Jeune Diplômé qui entrez dans la vie active, c'est l'opportunité de débuter dans votre région dans une société qui regroupe les avantages d'une entreprise moyenne avec ceux d'un groupe international possédant assise financière solide, technologie avancée et savoir-faire commercial.

Après une solide formation à nos produits et à nos techniques de vente, vous prendrez la responsabilité complète d'un secteur géographique. Vous assurerez, auprès des entreprises, la promotion et la vente de notre gamme de copieurs, la plus complète du marché.

Ensuite ? Eh bien, cela dépendra de vous. D'attaché commercial, vous pourrez devenir spécialiste produit, chef de vente, chef de produits, responsable marketing etc... Les postes opérationnels ou fonctionnels ne manquent pas chez **RANK XEROX** !

Vous désirez en savoir plus sur les opportunités de carrière offertes par **RANK XEROX** à Paris et en province ?

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V.) sous la réf. LM 200 à Jean-François MAYER - **RANK XEROX** 4, rue Nicolas Robert 93607 AULNAY SOUS BOIS CEDEX.

MEDIA PA

RANK XEROX
L'AVANCE TECHNOLOGIQUE

ETPM

LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
C.A. : 1,7 Milliard de FF
Oscar à l'exportation

recherche pour son **SECRETARIAT GENERAL**

JEUNE CADRE FINANCIER

LE POSTE :

Intégré dans une équipe chargée de promouvoir et d'assurer la gestion financière de la Société et de ses filiales à l'étranger, vous participerez aux prévisions de trésoreries du Groupe, au montage et au suivi des crédits (équipements exportation, pré-financement), à la préparation des dossiers d'assurance COFACE, à l'établissement et au suivi des budgets etc...

VOTRE PROFIL :

Vous êtes diplômé HEC, ESSEC, ESCP ou SCIENCES PO (ECO FI) et vous possédez une première expérience d'environ 2 ans acquise dans une Société à vocation internationale ou une Entreprise de Travaux Publics.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise écrite et parlée.

Le poste est à pourvoir au Siège à PARIS, mais vous êtes disponible pour effectuer de courtes missions à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous *référence 2738M* à PIERRE LICHAU SA, B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Important Groupe Français du Bâtiment
recherche

DIRECTEUR de MARKETING

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, justifiant d'une expérience marketing dans une grande structure.

De préférence trilingue, il se verra confier :
- L'organisation et la planification (élaboration et mise en place du plan) :
- *La gestion des budgets animation des ventes*, publicité et formation commerciale ;
- Les relations publiques (ce qui implique des déplacements à l'étranger et sur toute la France).

Il aura également un rôle essentiel de conseiller et de coordinateur afin que les actions de chacun soient en adéquation avec l'objectif global de la société.

Merci d'écrire avec C.V. et photo à nº 7.356, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Première entreprise d'ingénierie électronucléaire, nous souhaitons recruter, pour assurer la coordination et le suivi des parties «gros équipements mécaniques» de nos contrats un

ingénieur responsable d'affaires

CENTRALE - ENSAM - INSA

Présent à tous les stades de l'évolution des matériels dont il a la charge, il est l'interlocuteur des Départements internes concernés (Études - montage - essais...), des sous-traitants et des clients. Très autonome, il «gère» toutes les activités touchant à ces équipements, y compris dans leurs aspects budgétaires.
Ces fonctions peuvent intéresser un ingénieur d'environ 30 ans, ayant déjà pris en charge sur chantier, dans l'ingénierie ou dans l'industrie, des affaires de cette nature, et désirant élargir des responsabilités à des investissements de très grandes dimensions.
La polyvalence que ce poste permet d'acquérir prépare à de plus larges responsabilités dans l'entreprise.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un CV détaillé, sont à adresser sous réf. 72314, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

D.U.T. ou B.T.S.

Pour leur confier des travaux d'ÉTUDE et de **DÉVELOPPEMENT DE :**
- circuits analogiques, logiques, H.-F. ;
- traitement numérique du signal ;
- programmation de microprocesseurs ;
- réalisation de sous-ensembles pour matériels aéroportés.

Ces postes ouvrent une carrière intéressante au sein du groupe à des candidats de valeur.

Envoyer C.V. + photo au Service du Personnel 68, av. Pierre-Brossolette, 92242 - MALAKOFF. Cedex.



Cii Honeywell Bull

Pour renforcer son réseau commercial à Paris et en Province, recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX DEBUTANTS

Vous avez un diplôme d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce et vous êtes dégagés des obligations militaires. Vous avez envie de développer votre sens de la négociation dans la prospection de nouveaux marchés et la vente des produits et services de la Compagnie. Nous vous offrons une formation aux produits, aux techniques de commercialisation et au métier pour vous permettre d'atteindre vos objectifs personnels. *Date d'embauche : Octobre* 1981.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 225 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull PC0G021C-94, av. Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

P.M.E. PARIS NORD-OUEST

Exportateur mondial d'équipements mécaniques pour techniques avancées, toutes industries recherche d'urgence pour prendre responsabilité des fabrications

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

A et M ou équivalent

30 ANS MINIMUM

Adresser C.V. s/nº 6.979
le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui tr.

SOCIÉTÉ COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES PROFESSIONNELLE, Banlieue Ouest Paris

recherche pour **SERVICE ÉTUDES**

DES TECHNICIENS NIVEAU IV

B.T.S - DUT - Micro-électronique ou électromécanique.

2 à 3 ans d'expérience industrielle.
Notions d'anglais.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. sous nº 7.048, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

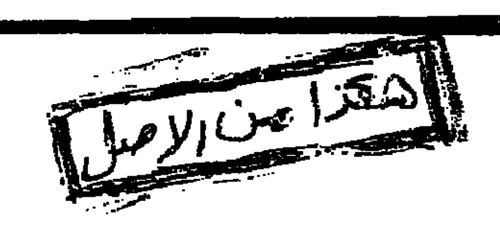


Cii Honeywell Bull

Pour renforcer son réseau commercial à Paris et en Province, recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX DEBUTANTS

Vous avez un diplôme d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce et vous êtes dégagés des obligations militaires. Vous avez envie de développer votre sens de la négociation dans la prospection de nouveaux marchés et la vente des produits et services de la Compagnie. Nous vous offrons une formation aux produits, aux techniques de commercialisation et au métier pour vous permettre d'atteindre vos objectifs personnels. Date d'embauche : Novembre 1981.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 225 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC0G021C-94, av. Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20



PARIS

DIRECTION DES SERVICES COMPTABLES

Cette société est une filiale de l'un des premiers groupes industriels français. Elle emploie 6000 personnes et réalise un C.A. de l'ordre de 3 milliards de francs.
Rattaché au Directeur Financier, le titulaire dirige le service de la comptabilité centrale, et il a sous sa responsabilité fonctionnelle les autres services comptables décentralisés. Outre les activités classiques liées à ce poste (comptabilités générale et analytique, trésorerie, fiscalité, consolidation...) il exerce une action au niveau des méthodes comptables, de l'élaboration et du contrôle des procédures. Il travaille en liaison étroite avec les directions opérationnelles et/fonctionnelles et les services informatiques. Pour améliorer encore son système d'information chiffrée, la société conduit actuellement des études auxquelles le titulaire du poste participera activement.
Nous souhaitons rencontrer un homme de 38 ans minimum. Ce poste requiert une formation économique supérieure et des connaissances comptables égales au moins au certificat supérieur de révision comptable. Il justifie d'une expérience d'environ 15 ans acquise au sein d'un groupe industriel.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence M 17477 A, à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

RESPONSABLE EXPORT

Cette division autonome, d'un puissant groupe industriel français, transformateur de matières plastiques, est devenue en 4 ans le leader européen incontesté sur son marché. Cette progression rapide s'explique tant par la maîtrise industrielle de ses moyens de production que par la politique de recherche de nouveaux produits. Sa volonté de développement sur les marchés internationaux l'a conduit à créer un poste de Responsable Export.
Sous l'autorité du Directeur Commercial et Marketing, il est responsable du développement et de la conquête de nouveaux marchés sur l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud. Il crée et anime un réseau d'agents et de revendeurs, et il s'implique lui-même dans la négociation des marchés importants. Outre cette fonction export, il participe, au sein d'une équipe légère et efficace, à la définition et à la promotion de certaines gammes de produits sur le marché français.
Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur possédant déjà une expérience de la vente à l'exportation de produits industriels. Il parle couramment l'anglais et maîtrise une deuxième langue : l'espagnol ou *l'allemand.*

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 7520B à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

BUREAU D'ETUDES ENERGETIQUES ET THERMIQUES

INGENIEUR CHEF DE PROJETS

Ce Bureau d'Études, associé à d'importantes sociétés industrielles et financières, est spécialisé dans toutes les applications de l'électricité et les technologies énergétiques nouvelles. Il assure, en recherchant l'optimisation technique et économique, la conception, l'étude et la réalisation de tous projets d'application de l'énergie, notamment : génie climatique, installations industrielles, récupération et économies d'énergie, etc.
Pour renforcer son équipe, il recherche un ingénieur de haut niveau capable de *prendre en charge et de conduire de façon autonome des projets diversifiés,* de l'étude diagnostic à la mise en exploitation. En outre, il assiste la Direction pour le contrôle technique du Bureau d'Études et pour certaines relations commerciales.
Nous souhaitons *rencontrer* un ingénieur diplômé (minimum 35 ans) qui désire valoriser son expérience en ingénierie énergétique et climatique et évoluer vers des responsabilités d'animation d'un Bureau d'Études. Le poste est basé à Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 5 426 C à

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

GROUPE THOMSON

CHEF DE PROJET

Une filiale de ce groupe qui conçoit et réalise des systèmes et des matériels complexes composés d'ensembles mécaniques, électromécaniques, électroniques et informatiques, crée pour son service Études Nouvelles, un poste de chef de projet.
Il est responsable de la coordination technique et de la conduite d'un projet, depuis la définition du cahier des charges avec le client jusqu'à la recette du prototype par le client.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur Arts et Métiers ou équivalent. Il a une première expérience de l'animation des hommes et tout en étant un professionnel de la mécanique, il est très sensibilisé à l'électronique et à l'informatique.
Les perspectives de carrière dans la société et au sein du groupe peuvent être très *intéressantes. Le poste est à pourvoir en banlieue nord de Paris.*

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser sous référence M 1242 W un dossier de candidature en précisant leur rémunération actuelle à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

Industrie aérospatiale

INGENIEUR SECURITE

Une des premières entreprises françaises du secteur aérospatial se développe *très rapidement et son évolution l'amène à attacher* une importance croissante à la fonction sécurité. C'est ainsi qu'est créé le poste d'Adjoint du Responsable de la Sécurité d'un de ses établissements industriels.

Dans son domaine, il participe à la définition de la politique et prend plus particulièrement en charge la sécurité du travail et la formation du personnel. En contact avec les départements techniques (études, essais, fabrication...) il les sensibilise en permanence aux problèmes de sécurité.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé qui a, de préférence, de bonnes bases en mécanique. Il a au minimum 5 ans d'expérience de l'industrie et a déjà eu des responsabilités dans le domaine de la sécurité.

De larges perspectives d'évolution sont envisageables.
Le poste est à pourvoir à 1 h de Paris vers l'ouest.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 1152T,

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

HISPANO SUIZA

RESPONSABLE DES METHODES

USINAGES ET MONTAGES

Avec 3 500 personnes et un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de francs, cette société intervient dans 4 secteurs principaux : le matériel aéronautique, les turbomachines industrielles, le nucléaire et l'armement.

Directement rattaché à la direction de la production, le responsable des méthodes assure pour l'ensemble des ateliers les fonctions de préparation et de mise en place de moyens nécessaires à l'exécution du travail (outillage, montage, programmes commande numérique...).

Il recherche toute amélioration de procédés de fabrication et propose les équipements nouveaux nécessaires à la bonne réalisation des programmes.

Il anime un service d'environ 200 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une grande école (X, ECP...).

Son expérience d'environ 10 ans en milieu industriel l'a rompu aux exigences de fonctions comparables (préparation, gestion de production, industrialisation).

Le poste est à pourvoir en immédiate banlieue ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, C.V., photo et salaire actuel sous référence M 10524 B à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

CHEF DU SERVICE ORGANISATION COMPTABLE

(SOCIETES DECENTRALISEES)

Cette *entreprise* nationale comprend, *entre autres,* 400 Sociétés *(de nature différente)* décentralisées réparties en 16 régions sur l'ensemble du territoire et qui réalisent un CA de 5 milliards de francs. Pour mieux harmoniser la gestion financière *de l'ensemble, il est créé un poste de* Chef du Service Organisation Comptable des sociétés décentralisées.
Rattaché au Directeur Financier, en liaison étroite avec les autres Directions (principalement la Direction des Systèmes Informatiques), ce Chef de Service travaille dans trois domaines principaux : conception et implantation des systèmes comptables pour les sociétés décentralisées, assistance et animation des subdivisions comptables implantées dans les régions, relation avec les différents vérificateurs externes et internes (commissaires aux comptes, auditeurs).
Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement économique supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, IEP...) titulaire de l'expertise comptable. Il justifie d'une expérience professionnelle de 7 ans minimum acquise dans une Direction Comptable d'un grand groupe industriel ou commercial. Il a notamment exercé des responsabilités d'élaboration et de contrôle de procédures comptables. Il est *parfaitement rôdé à l'utilisation de systèmes informatisés.*

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4515 A à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

PARIS Banlieue Ouest

GESTION DE PRODUCTION ORGANISATION

Nous sommes une très importante société de mécanique de précision.

Le développement de notre activité nécessite la centralisation d'une fonction organisation intégrée à la production. Ce responsable, directement rattaché au directeur de la production, assure la fonction de planification et d'ordonnancement central (plans de charges, prévisions d'achats et de sous-traitance, coordination entre les différents moyens de production).

Il est chargé de la gestion de la production au sens large (organisation, procédure, informatisation, suivi de réalisation) ainsi que de la gestion du parc machines...

Il contribue activement à l'amélioration des délais et des cycles de production et travaille en collaboration constante avec l'ensemble des départements et unités.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur grande école avec une expérience d'au *moins 10 ans dans des fonctions du type méthodes, ordonnancement ou* organisation de production en milieu industriel.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et salaire actuel sous référence M 10524 A à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

Banlieue Sud

ADJOINT DE DIRECTION GENERALE

«Responsable des ventes»

Cette entreprise de 450 personnes est filiale d'un important groupe coté en bourse. Leader dans son domaine, elle fabrique et commercialise des éléments décoratifs de chauffage (radiateurs, panneaux et convecteurs) toutes énergies.
Son développement constant conduit le Directeur Général à s'adjoindre un collaborateur direct capable de le seconder.
D'abord en position d'observateur, il se familiarise avec la politique commerciale de l'entreprise, puis progressivement, il participe à son application. Enfin à terme il contrôle et oriente l'ensemble de la fonction vente.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un homme (minimum 28 ans) issu de préférence de l'enseignement supérieur commercial. Il possède une expérience concrète de la vente et un goût marqué pour les produits industriels et techniques. Le poste est basé en banlieue sud.

Les conditions offertes et les perspectives de carrière au sein de l'entreprise ou du groupe sont de nature à intéresser une personnalité de valeur et d'avenir.

Pour informations complémentaires, merci d'écrire sous réf. *M 3430 H* à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

SERVICES COMPTABLES

Cette entreprise internationale leader sur son marché réalise un C.A. consolidé de plus de 500 M avec un effectif de 1500 personnes.
Son siège est à Paris mais les services comptables sont situés en région lyonnaise dans l'usine principale.
Le Chef de ces services comptables souhaite s'adjoindre un Responsable de comptabilité analytique.
Il a pour mission d'assurer le fonctionnement du système de comptabilité analytique informatisée en conformité avec les objectifs de gestion. Il étudie et propose toutes mesures pouvant permettre l'évolution du système et l'allègement *des charges de travail. Il anime une équipe de 8 personnes et assure en permanence* la liaison avec les autres services de l'entreprise.
Nous souhaitons rencontrer un professionnel, minimum 28 ans. Sup de Co ou *équivalent (option finance-comptabilité) justifiant d'une expérience similaire* acquise en entreprise industrielle.
Des connaissances en informatique sont indispensables et la maîtrise de l'anglais *très appréciée.*
Les candidats seront reçus soit à Paris, soit dans nos bureaux de Lyon, et nous remercions les personnes intéressées d'envoyer leur CV manuscrit + photo + *rémunération actuelle sous réf. M 8289 E à*

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

EQUIPEMENTS MECANIQUES

INGENIEURS

Nous sommes un très puissant groupe de sociétés, spécialisé dans la distribution d'engins de travaux publics de renommée mondiale.
Particulièrement attachés au potentiel des hommes de notre entreprise, nous mettons tout en œuvre pour leur permettre un véritable développement de carrière.
Dans cette optique, nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs d'environ 28 ans diplômé d'une grande école (Centrale, Mines, Ponts, Arts et Métiers...).
Ils justifient d'une première expérience d'environ 2 ans acquise en milieu industriel dans une fonction type production, contrôle, méthode, etc.
De véritables perspectives d'évolution de carrière sont envisageables dans les nombreux domaines qui nous concernent.

Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, CV, photo et salaire actuel sous référence M. 10418 B à

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

JEUNE INGENIEUR

Grande Ecole

Avec 5000 personnes réparties en 9 usines, cette importante société rattachée à un des premiers groupes français est leader sur son marché : la fabrication d'accumulateurs de toutes natures.
L'importance des investissements industriels qu'elle réalise nécessite la création, pour une de ses usines, d'un poste spécifique.
Directement rattaché au Chef de Fabrication, le titulaire du poste est responsable de l'amélioration et de l'optimisation de l'ensemble des moyens de production.
Il intervient tant au niveau du parc machines existant qu'à celui des nouveaux matériels progressivement implantés, *et jusqu'à leur mise en fabrication.*
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une grande école, débutant ou bénéficiant d'une première expérience industrielle, acquise en secteur de production ou E.T.N.
La diversité des matériels et les perspectives de carrière donnent à ce poste un intérêt particulier.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 10431 A, à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL

média-system

CONTROLE DE GESTION ET ANALYSE FINANCIERE

HF

Cette importante société de Caution Mutuelle renforce *l'équipe de son département «Engagements et Risques»* et crée deux nouveaux postes :
- le premier est un poste de contrôleur de gestion itinérant *sur la France entière : il intervient chez les adhérents afin* de détecter les risques en contrôlant les comptabilités et le respect de la règlementation applicable à la profession. Il contribue par ses recommandations à conseiller *l'adhérent dans la gestion de son entreprise.*
De niveau D.E.C.S., *ce candidat a déjà une expérience* acquise dans un service financier ou en cabinet d'expertise comptable (réf : M 7324 X).
- le deuxième est basé à Paris et a pour mission de dégager par l'analyse financière et administrative des situations des adhérents le contenu et les modalités des actions à mener pour le suivi du risque global de la Société.
Possédant de bonnes notions comptables et juridiques et ayant des capacités rédactionnelles affirmées, il a acquis l'expérience d'un homme de dossiers (réf : M 7324 Y).

merci d'adresser CV complet, photo et salaire actuel en précisant la référence choisie à

EGOR PROMOTION
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

DIRECTEUR DES OPERATIONS

ISOR, une PME réalisant un CA de 50 millions de F, spécialisée dans la prestation de services aux grandes entreprises et aux administrations, recherche le Directeur qui aura la responsabilité de ses 6 agences réparties sur l'ensemble de la France.
Il a pour mission de maintenir les chantiers acquis, contrôler leur rentabilité et participer au *développement de la société.*
Nous souhaitons rencontrer un responsable de 30 ans minimum, de préférence de formation supérieure. Il a acquis une solide expérience d'encadrement des hommes et est rompu aux contacts humains à tous niveaux.
Le poste est à pourvoir en proche banlieue ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 1510 A, à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

RESPONSABLE COMPTABILITE *HF*

Cette importante société de caution mutuelle renforce son service comptabilité et recherche l'adjoint de son Chef de Service.

Sous l'autorité de celui-ci, il anime et supervise trois comptables. Ses missions sont diversifiées car il est responsable de tâches comptables (justification et régularisation des comptes, contrôle des balances, situations et bilans...), réalise des analyses comptables et participe aux actions financières (placements bancaires, obligations...).

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la comptabilité justifiant d'un niveau DECS et ayant au moins 5 ans d'expérience.

Lieu de travail : Paris 8e.

Merci d'adresser CV complet, photo et salaire actuel sous réf. M 11324 Z à

EGOR PROMOTION
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

Jeunes diplômés, vous avez des «a priori» sur la distribution ? Lisez ceci :



Christian JETUR - 26 ans - ESC Clermont Ferrand - Depuis 3 mois chef de rayon épicerie à AUCHAN OLIVET.

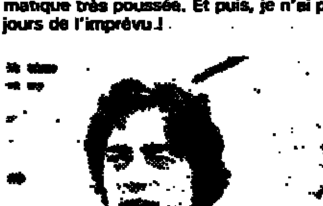
«Auchan, c'est la possibilité de prendre des risques».

Pour moi, être chef de rayon à AUCHAN, c'est pouvoir constamment me remettre en question, travailler de façon autonome et responsable. *Pas de contrôle. Un seul jugement : les résultats. A moi* de tout mettre en œuvre pour les atteindre. Je peux prendre des risques (AUCHAN donne le droit à l'erreur). Je ne connais pas de travail qui donne à un jeune la possibilité d'apprendre autant et si vite, de faire ses preuves immédiatement. La manutention ? Elle fait partie du métier. Elle me permet de mieux «sentir» le produit, de mieux connaître la clientèle, de motiver mon équipe par *l'exemple.*

Philippe RICHARD - 26 ans - Ingénieur - I.S.A. Beauvais - Depuis 1 an chef du rayon jardin à AUCHAN ENGLOS.

«Maîtriser tous les problèmes d'une entreprise».

On m'a tout de suite confié des responsabilités. Je prends tous les jours des décisions importantes. Pour moi, être chef de rayon, c'est diriger une entreprise, en connaître toutes les facettes, tout maîtriser de A à Z. Ici, je contrôle les résultats de mon action au jour le jour grâce à une gestion informatique très poussée. Et puis, je n'ai pas le temps de m'ennuyer. Le travail est varié et il y a toujours de l'imprévu !



Yves LEGRUMELEC - 26 ans - DUT statistiques et techniques quantitatives. Depuis 1 an, chef de rayon crèmerie à AUCHAN FONTENAY SOUS BOIS.

«Je fais des paris avec moi-même».

AUCHAN pour moi, c'est la liberté totale. Au niveau gestion, je fixe mes objectifs, je choisis mes fournisseurs, je passe mes commandes. Pour ma politique commerciale, je détermine les prix, les promotions. Quant au management, je soude mon équipe par l'exemple. Ce travail très varié et vivant me passionne. Et puis, «*tant que le C.A. va, tout va*». *Je n'ai pas de compte à rendre.* Et je gère, seul, 61 millions de francs! Une véritable PME!



Gilles ALLAERT - 28 ans - Ingénieur textile Roubaix - depuis 8 mois chef de secteur équipement maison (entré en 1978 comme chef de rayon jouets) à AUCHAN ENGLOS.

«A Auchan, on reconnaît les valeurs».

Je suis entré à AUCHAN un peu par hasard. Très vite, je me suis rendu compte que ce travail m'allait «comme un gant». En fait, j'étais un commerçant sans le savoir. Très vite, on m'a fait confiance et j'ai bénéficié d'une liberté totale. A AUCHAN, on n'est pas bloqué par les structures. Celui qui en «veut» a vraiment la possibilité d'y arriver. La preuve, je suis devenu chef de secteur et j'ai maintenant un rôle d'«entraineur» et de conseil auprès d' autres chefs de rayon.

Jean-Michel HOLVECQ - 25 ans - ESCP. Depuis 1 an, responsable du rayon produits entretien-parfumerie à AUCHAN MANTES LA JOLIE.

«Auchan, la meilleure école».

Au départ, ce qui m'intéressait chez AUCHAN, c'était la formation. Tout le monde sait que c'est une excellente école. Peu à peu, je me suis rendu compte qu'en plus de cet aspect «carte de visite», j'avais des perspectives énormes d'évolution dans une société en forte expansion, où tout est possible. Et je me suis pris au jeu. AUCHAN nous donne tous les atouts (dynamisme commercial, outils informatiques, hiérarchie présente mais pas pesante). A nous de réussir. Pour cela, je crois qu'il faut être organisé, très enthousiaste, très disponible. Avoir la tête sur les épaules. Ne pas avoir peur de travailler dur. Ce travail est passionnant. Et puis, exercer un métier qui plaît dans une ambiance jeune et sympathique, c'est formidable !

Vous l'avez vu, ces hommes ont trouvé leur place chez AUCHAN. Certains désiraient entrer dans la grande distribution, d'autres ne connaissaient pas le métier et certains avaient pratiquement juré ne jamais y entrer.

Ces hommes sont **bien dans leur peau.** Ils bénéficient d'une **grande liberté d'action à tous les niveaux. Ils sont autonomes et responsables.** Ils travaillent dans une **société jeune, ouverte au changement, en forte expansion,** où il y a des **opportunités à saisir** (1 132 emplois ont été créés en 1980).

Adressez rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV., photo et prétentions) sous la référence M 200 à l'une des adresses ci-dessous :

REGION PARISIENNE ET NORMANDIE
Francis DUFOSSE
AUCHAN - Avenue Joffre
94120 FONTENAY SOUS BOIS

REGION CENTRE-OUEST ET SUD-OUEST
Jean-Paul LE MERRER
AUCHAN - Avenue de Verdun
45160 OLIVET

REGION RHONE-ALPES ET EST
Maurice FARCY
AUCHAN LYON - B.P. 341
Z.A.C. du Champ du Pont
69803 SAINT PRIEST CEDEX

REGION NORD
Philippe EGGERMONT
AUCHAN - 200, rue de la Recherche
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

AUCHAN

MEDIA P.A.

---

un ingénieur, futur directeur général

Nous sommes l'une des bonnes affaires françaises de fabrication en sous-traitance d'ensembles mécaniques, installée dans une grande ville universitaire du centre de la France. Notre PDG cherche un tel ingénieur pour venir prendre à ses côtés la fonction commerciale qu'il assure personnellement avec nos clients: industrie automobile, poids lourd, machinisme agricole, armement, etc. et la fonction production dirigée par des ingénieurs compétents. La nomination à la DG est prévue à un ou deux ans.

A 40 ans au moins, vous êtes ECP, AM, etc. et avez fait vos premières armes dans la production en moyenne ou grande série, aux méthodes et en atelier et avez aujourd'hui la dimension d'un patron d'affaire de 500 personnes.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 4035LM).

«off and on-shore equipments» un «export sales engineer»

Nous sommes l'un des principaux fournisseurs mondiaux *d'équipements pour la recherche pétrolière.*

A 30 ans minimum, vous avez déjà mené à bien la négociation à l'export d'importants contrats (2 à 3M de dollars) de préférence d'équipements pétroliers ou même de gros matériels de TP.

Basé à Paris, vous développez notre CA sur la zone géographique dont vous êtes responsable (d'abord en Europe, plus tard en Amérique du Sud ou en Extrême-Orient) et menez, seul, des négociations de longue haleine auprès de clients difficiles. Vous êtes autonome, mais savez rendre compte de votre action et communiquer toutes les informations utiles à nos services techniques, implantés aux USA.

Bien sûr, vous maîtrisez parfaitement l'anglais (et peut-être une autre langue) et êtes prêt à voyager.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 3955LM).

l'adjoint de notre directeur administratif et financier

Affaire d'études techniques (1000 personnes, 10 agences, Paris proche banlieue ouest), nous apportons notre savoir-faire aux entreprises françaises de pointe et conduisons notre développement avec réalisme.

Notre DAF souhaite accueillir un collaborateur pour animer les services comptables, développer le contrôle de gestion (il met en place des budgets par agences), suivre la rentabilité des investissements, améliorer les procédures et l'organisation (nous nous équipons d'un ordinateur travaillant en télétraitement), gérer la trésorerie. Progressivement, il se voit confier d'autres tâches: achats, administration générale, etc.

Nous cherchons un jeune cadre de formation grande école commerciale ou ingénieur, complétée si possible par un DECS, ayant sept à huit ans d'expérience *similaire dans une affaire industrielle, capable de s'intégrer à une structure* légère et en pleine mutation.
Les possibilités d'évolution sont réelles pour un candidat de valeur.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4009LM).

Un important cabinet de conseils en brevets (Paris 8e) cherche pour étoffer son service «marques»

un juriste «marques»

maîtrisant l'anglais et, si possible, une seconde langue (allemand ou espagnol). Il se voit progressivement confier les dossiers d'un secteur de clientèle et en assure la gestion complète. Il dispose d'une bonne logistique et d'un outil informatique efficace.

Nous souhaitons rencontrer un juriste ayant acquis deux à trois ans d'expérience similaire, de préférence dans un cabinet de conseils en brevets.

La rémunération est motivante pour un juriste de valeur.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4030 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

JEUNES DIPLOMÉS D'ETUDES SUPERIEURES

Nous avons sur Paris-Ile-de-France un marché dynamique de PME.

Vous venez de terminer des études supérieures et souhaitez mettre *en valeur vos aptitudes à la négociation.*

Vous serez le partenaire privilégié des dirigeants de ces entreprises à fort potentiel de développement.

Pour y contribuer, et quelle que soit l'opération envisagée, vous *mettrez en place, en liaison avec tous nos services,* les solutions économiques et financières qui s'imposent.

Étudions les possibilités de notre collaboration.

BRED

Envoyer votre lettre avec C.V. et photo à :
Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts
Direction PME 8800
18, Quai de la Rapée - 75012 PARIS

bleu





La société Supermarchés DOC,
filiale des Docks de France,
exploite 30 SUPERMARCHÉS ET HYPERMARCHÉS
EN RÉGION PARISIENNE
avec l'aide de 2.300 collaborateurs. Elle recherche

JEUNES DIPLOMÉS DÉBUTANTS (H., F.)

D.U.T., B.T.S., BAC G 3

Désireux de faire carrière dans la distribution. Après quelques mois de formation ils prendront la responsabilité de la GESTION D'UN RAYON et de l'animation d'une équipe.

L'offre s'adresse à des candidats (tes) dynamiques, ambitieux et attirés par de larges perspectives de promotion. Nombreux avantages sociaux.

Adr. lettre manus., C.V., photo à Société S.M.D., Service du Personnel, 17, av. de la Résidence, 92160 Antony.

Importante Banque de Dépôts (18000 personnes) recherche

DES AUDITEURS CONFIRMES

Vous êtes diplômés H.E.C., ESSEC, I.E.P., et vous avez acquis une première expérience en Audit.

Vous aurez pour mission de porter un diagnostic sur les aspects de la gestion des établissements du Groupe : comptabilité, engagements, trésorerie, organisation, rentabilité, développement ...

Cette fonction nécessite une bonne aptitude à la synthèse, des qualités de négociation et d'expression. Elle peut conduire à des responsabilités importantes au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 53 RH à

ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris
qui transmettra

Société d'assurances, filiale d'un important groupe britannique, implantée quartier Bourse à Paris, nous sommes considérés en France comme l'un des spécialistes de l'assurance des Risques Industriels.

Nous souhaitons recruter 2 nouveaux collaborateurs pour le Service Production de notre Département «Engineering» : Bris de Machines, Tous Risques Montage, Risques Informatique, Pertes d'exploitation consécutives...

Souscripteur engineering

Sa mission est double - Technique pour l'étude des risques sur dossier et sur le site - Commerciale dans ses contacts avec les intermédiaires et les assurés.

Son expérience de 2 à 5 ans des Risques Industriels, sa formation *technique et son sens commercial doivent lui permettre de réussir* et d'évoluer. (réf. 3337M)

Jeune technicien mécanique

Débutant, il trouvera dans notre entreprise la possibilité de se former au métier de l'assurance et de s'engager dans une carrière originale pour des secteurs techniques très diversifiés. Une formation mécanique, niveau DUT, ou maintenance est indispensable. (réf. 3339M)

Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Entreprise TÉLÉCOMMUNICATIONS
proche banlieue Nord-Ouest

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

GRANDES ÉCOLES
débutants ou quelques années d'expérience

Ces postes en laboratoires d'études sont offerts dans des secteurs de pointe :

- Antennes.
- Hyperfréquences.
- Conception de circuits.
- Conception de systèmes.
- Techniques digitales.
- Liaisons spatiales.

Larges perspectives d'évolution de carrière.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé et prétentions à :
TRENDANCES, sous référence 154,
41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.



Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur mondial de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées, recherche

ingénieurs logiciels

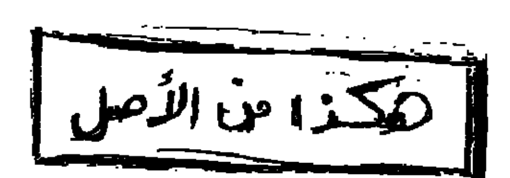
débutants et 2 à 3 ans expérience
Formation Grande Ecole

Ils interviendront suivant leurs affinités ou leur expérience dans des projets faisant appel aux techniques de :

- commutation de message,
- réseaux de transmission de données par paquet,
- *applications temps réel,*
- gestion transactionnelle,
- bases de données et logiciels de base.

Le développement actuel de l'entreprise offre de réelles opportunités de carrière.

Envoyer C.V. sous référence 047 LM (mentionnée sur l'enveloppe) **SESA** - Direction du Personnel, 30, quai de Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX.



organisateurs informaticiens

PARIS (Nord-Ouest)

La Société de service et de conseil en informatique émanant d'un groupe français performant et aux activités largement réparties dans le monde renforce ses effectifs et propose à :

deux ingénieurs-organisateurs

ayant deux à trois ans d'expérience, d'intégrer une équipe en charge des missions de conseil en organisation et en informatique en France et à l'étranger.

trois jeunes informaticiens

de niveau DUT, de se joindre aux équipes déjà en place pour réaliser des développements sur micro-ordinateurs, terminaux portables et mini-ordinateurs *HP 3000 et IBM 38.*

Env. candidature, lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. DURON (mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

SEDOC

DOCUMENTATION TECHNIQUE
recrute

un ingénieur chef de service technique

Expérience de 10 ans dans la fabrication et le suivi technico-commercial des documents techniques d'exploitation.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à JP. QUENTRIC
SEDOC - Z.I. Nord - BP No 6 - 78530 BUC

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE PARIS 13ème, recherche pour sa DIVISION TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS LOGICIELS (Réf. A) — de haut niveau pour participer au développement de systèmes temps réel mono et multi-processeurs. Expérience en programmation autocommutateur et terminaux associés très appréciée.

INGENIEUR (Réf. B) — CHEF DE PROJET, Grandes Ecoles, en liaison avec les services *marketing* et commerciaux. Il conduira l'étude et le développement de produits électroniques de grande diffusion. Il doit savoir innover et posséder de solides connaissances en technique électronique.

INGENIEURS (Réf. C) — COMPOSANTS en collaboration avec les CHEFS DE PROJETS. Ils participent au choix des composants électroniques. Ils doivent avoir de bonnes connaissances des technologies des familles et des fabricants. Expérience minimum nécessaire.

INGENIEURS (Réf. D) — CHEFS DE PRODUITS en collaboration avec les CHEFS DE PROJETS. Ils mèneront des actions à caractère technique (ingénièrie, gestion technique ...). Ils seront également amenés à collaborer à des actions à caractère commercial (négociation, gestion commerciale ...). Expérience en transmission et commutation téléphonique souhaitée.

1 INGENIEUR (Réf. E) — Expérience en téléphonie électronique en vue, dans un premier temps (durée 9 à 12 mois) d'encadrer et d'animer l'équipe de techniciens du service assistance technique et par la suite d'assumer les fonctions d'ingénieur d'études au service études et développement.

TECHNICIENS ELECTRONICIENS (Réf. F) — Niveau IV et V pour validation et expérimentation sur site des produits nouveaux (autocommutateurs), assistance technique aux commerciaux et installateurs. Rédaction de documentation technico-commerciale. Bonnes connaissances des autocommutateurs téléphoniques nécessaire. DIPLOME B.T.S. ou équivalent.

Envoyer C.V. photo et prétentions à No 418 PUBLI G.R., 27, Fg Montmartre - 75009 PARIS (en précisant la référence).

Spécialiste analyse numérique appliquée à la mécanique et l'hydraulique

Dans un domaine de pointe, des essais effectués en vraie grandeur nous amènent à rechercher

Ingénieur ou Universitaire

Il a *5 ans d'expérience* dans les domaines de la dynamique des structures et de l'interaction fluide-structure.
- Dans un premier temps, il qualifiera et entretiendra des programmes de calcul existants.
- Dans un second temps, il sera amené, dans un climat de collaboration INTERNATIONALE, à développer et à qualifier une seconde génération chargée ensuite d'appliquer ces outils à la conception industrielle.

Ecrire avec *CV*, lettre manuscrite *et photo sous référence 6425* à rscg carrières 48 rue St Ferdinand - 75017 PARIS.

rscg carrières

DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

Au sein du groupe SCHLUMBERGER, *ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER conçoit et réalise des systèmes complexes* de mesure destinés à la recherche pétrolière.

Mis à la disposition des autres sociétés du groupe, ces «outils» intègrent des développements technologiques dans de nombreux domaines (mécanique, électronique, physique, informatique,...). Ils sont imaginés et mis au point par des équipes pluridisciplinaires d'ingénieurs d'Études, de Production, d'Analyse qualité...

L'intensification générale de la recherche pétrolière et le désir d'intégrer rapidement les technologies nouvelles, nous conduit à developper notre potentiel technique pour la fabrication de nouveaux «outils». Dans ce but nous recrutons des

Ingénieurs électroniciens

(Grandes Écoles: Supelec, Télécom,...)

débutants ou ayant jusqu'à 5 ans d'expérience pour occuper les postes suivants:

RESPONSABLE CAO/FAO

L'ingénieur CAO/FAO devra mettre en place le système choisi, définir ses premières applications, former les utilisateurs grâce à ses connaissances dans ce domaine (première expérience ou stages). **Réf. 8118 A/LM**

INGÉNIEURS "PROJET"

Ils assureront le lancement et le suivi technique des nouveaux «outils», dans l'entreprise d'abord (pré-séries), puis chez les sous-traitants. **Réf. 8118 B/LM**

ANALYSTE QUALITÉ

Nos Ingénieurs Analystes concevront et mettront en œuvre des programmes spécifiques d'amélioration de la qualité de nos «outils». Ils seront les experts techniques de la qualité des fabrications et effectueront à ce titre des études ponctuelles de qualité tant à EPS qu'éventuellement sur les sites d'exploitation pétrolière. **Réf. 8118 C/LM**

RESPONSABLE DE PROGRAMMATION POUR TEST AUTOMATIQUE

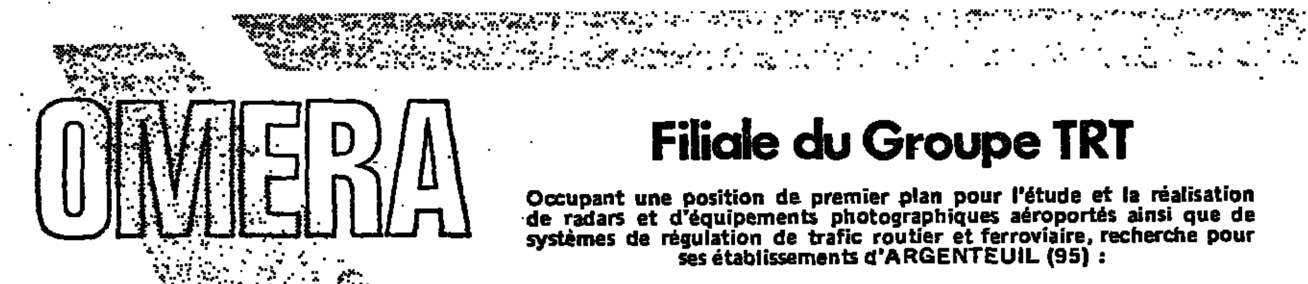
Notre Ingénieur animera une équipe de techniciens responsables du test de sous-ensembles (cartes) et participera au choix des nouveaux testeurs. A ce titre, il utilisera ses connaissances en électronique logique, analogique, digitale sur du matériel très évolué, à base de micro-processeurs. **Réf. 8118 D/LM**

Cette première affectation (2 à 3 ans) leur permettra d'évoluer ensuite rapidement dans un groupe international en constante expansion. *Dès à présent leur rémunération correspondra aux attentes d'ingénieurs de haut niveau.*

Vous voudrez bien adressez votre candidature sous la référence correspondante, à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
Schlumberger
26, rue de la Cavée
92142 CLAMART.

HAVAS CONTACT



OMERA

Filiale du Groupe TRT

Occupant une position de premier plan pour l'étude et la réalisation de radars et d'équipements photographiques aéroportés ainsi que de systèmes de régulation de trafic routier et ferroviaire, recherche pour ses établissements d'ARGENTEUIL (95) :

Pour les «Etudes RADAR» :

- 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS (ESE ou équivalent), position III A/III B expérimentés dans un ou plusieurs des domaines suivants : *émetteurs/récepteurs radar, visualisation/traitement de l'information, antennes.*

- 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS débutants ou position II
intéressés par les techniques radars

Pour les «Etudes de matériels PHOTO professionnels ou aéroportés» :

- 1 INGENIEUR ELECTRONICIEN position II ou III A
(connaissances en mécanique et/ou optique appréciées)

- 1 INGENIEUR MECANICIEN position II
(connaissances en mécanique et/ou optique appréciées)

- 1 INGENIEUR OPTICIEN débutant ou position II

Pour les «Etudes de SIMULATEURS et BANCS D'ESSAIS radar et photo» :

- 1 INGENIEUR ELECTRONICIEN débutant ou position II
possédant une large culture technique

Pour le «Département PRODUCTION» :

- 1 DIRECTEUR DE FABRICATION ingénieur mécanicien ou électromécanicien III A
pour animer et gérer les ateliers mécanique et câblage et les méthodes (250 personnes)

- 1 INGENIEUR ELECTRONICIEN II ou III A
connaissant les composants électroniques et les techniques de mesure automatique de leurs paramètres, pour animer et diriger le contrôle d'Entrée.

- 1 INGENIEUR ELECTRONICIEN position II
pour le service «Plateforme Essais» (élaboration des moyens et gammes d'essais de matériels électroniques professionnels variés).

Pour le «Département COMMERCIAL» :

- 1 INGENIEUR ELECTRONICIEN II ou III A
connaissant si possible les milieux de l'Aéronautique. Chargé du marketing, il aura en particulier la responsabilité de suivre les études de produits nouveaux (radar, photo etc...) et de chercher les moyens de les rentabiliser. Anglais indispensable.

- 1 INGENIEUR ELECTRONICIEN TECHNICO-COMMERCIAL II
Il aura la charge de découvrir et de prospecter la clientèle internationale pour les produits et systèmes de *régulation de trafic ferroviaire et routier. La connaissance des milieux correspondants et/ou des* produits de ce type serait appréciée. Anglais nécessaire.

Pour le «Service APRES-VENTE» :

- 1 INGENIEUR ELECTRONICIEN III A
Chef du SAV, il devra avoir une vaste culture technique pour prendre en charge l'ensemble des produits (et en particulier le radar). Parlant et écrivant l'anglais, il effectuera de fréquents déplacements en France et à l'étranger. Animant une équipe motivée, il aura une large délégation de pouvoir.

D'une façon générale la connaissance des microprocesseurs et la pratique de l'Anglais seront des atouts.

Envoyer lettre manuscrite + Curriculum Vitae + photo au Secrétaire Général
Société OMERA-SEGID - 49, rue Ferdinand Berthoud - Boite Postale 68
95101 ARGENTEUIL CEDEX.



IBM

recherche pour son laboratoire d'évaluation de circuits intégrés

jeunes ingénieurs grandes écoles

débutants ou possédant 2 à 3 années d'expérience dans les domaines suivants :

- micro-électronique,
- statistique appliquée,
- physique du semi-conducteur.

Ces postes permettront à des candidats de valeur de réaliser un intéressant développement de carrière. Ils peuvent impliquer des séjours enrichissants aux Etats-Unis. Connaissance de la langue anglaise souhaitée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à :
Compagnie IBM France - Laboratoire d'évaluation-Recrutement des cadres
224, boulevard John Kennedy - 91102 CORBEIL-ESSONNES CEDEX.



Cii Honeywell Bull

recherche pour son Service Clientèle d'Assistance Technique

INGENIEURS TELE-INFORMATIQUE

à vocation système, débutants ou confirmés, sur :
- mini-calculateurs,
- télécommunications,
- base de données.

Ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires (option informatique), ils seront intégrés à des équipes de réalisation basées à Paris.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 233 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC 0G021C - 94, av. Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Dans le cadre de son fort développement
LA DIVISION MECANIQUE D'UNE P.M.E. D'INGENIERIE INDUSTRIELLE
leader mondial dans sa spécialité

recherche

chef du service administration des ventes

France et export

- 30 ans minimum. Formation commerciale générale. Expérience pratique de l'administratif de l'import-export. Anglais nécessaire
- Son rôle essentiel consiste à prendre en charge l'ordonnancement des commandes clients, de leur réception à leur règlement définitif. Il en assure le suivi auprès des sous-traitants, des Agents et des clients ainsi que les contacts Banques et Assurances.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 8702-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées)

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
35, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

SAINT-GOBAIN

Recrute

pour sa filiale SAINT-GOBAIN RECHERCHE

Laboratoire Central des Sociétés verrières

TROIS INGENIEURS DE RECHERCHE

Grandes Ecoles, Doctorats, dans les disciplines suivantes :

OPTIQUE
SCIENCES des MATERIAUX
MINERALOGIE / CRISTALLOGRAPHIE

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions en précisant la référence 7436 à SAINT-GOBAIN - Direction de la Recherche - 62, Bd Victor Hugo - BP. 421 92209 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX.

IMPORTANT CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL
en pleine expansion
recherche un

CONSULTANT

pour s'intégrer dans une équipe de haut niveau et participer aux activités de conseil, qui couvrent les systèmes de contrôle de gestion, la comptabilité, la gestion de trésorerie, les analyses d'investissement et de faisabilité, les études d'acquisition et les diagnostics opérationnels.

Le candidat sera diplômé d'une grande école et, si possible, d'une business school ou d'expertise comptable. Il possèdera une pratique courante de l'anglais et aura acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 ans soit dans un groupe multinational, soit dans un cabinet de conseil.

La motivation, l'engagement personnel et une grande disponibilité sont des facteurs essentiels de sélection.

Le poste est basé à Paris et des déplacements sont à prévoir.

Adresser CV et lettre manuscrite s/réf. 5425 à :

PIERRE LICHAU SA
BP 220 - 75063 Paris cédex 02, qui transmettra

Directeur administratif et comptable

Département d'un Groupe Industriel français, nous transformons des produits chimiques et réalisons un C.A. de 80M. Notre développement régulier va se poursuivre (innovation technique, nouveaux marchés, rachat d'activités). Nous devons créer ce poste.

Dans ses fonctions : la responsabilité de la tenue et du contrôle des comptabilités générale et analytique, l'administration des ventes (France et export), les tableaux de bord, la préparation du budget et son suivi, la participation à l'établissement du plan à 5 ans, le contrôle des transports, toutes relations avec les services centraux du siège (notamment informatique). Une équipe de 10 personnes compétentes à animer.

Nous souhaitons quelqu'un dominant bien la technique comptable (analytique et générale) : un ESC, DECS ayant dirigé un service comptable et qui désire élargir ses responsabilités aux dimensions de Direction. Nous sommes une équipe jeune habituée à un management de dialogue et de concertation et notre groupe peut permettre des évolutions de carrière.

La rémunération prévue sera de l'ordre de 150/ 180 000F par an.
Le poste est à pourvoir à PARIS.
Merci d'adresser à SEFOP votre dossier sous la référence AC 908M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES
(C.A. : 1 000 MF - 7 sociétés)
NEUILLY-SUR-SEINE
recherche son

CONTROLEUR DE GESTION
HAUT NIVEAU

La fonction, rattachée au directeur financier, s'exercera en position fonctionnelle au siège du groupe de sociétés.
La mission consiste à assister le directeur financier dans :
- la consolidation des résultats d'ensemble ainsi que des plans prévisionnels,
- le respect de l'application des procédures comptables,
- l'analyse de gestion : il s'agira notamment de définir et de mettre en place un contrôle de gestion central permettant une analyse précise des résultats des différentes unités,
- la définition et le suivi de développements informatiques communs à plusieurs unités.

Le candidat aura reçu une formation supérieure comptable et disposera d'une expérience professionnelle solide en milieu industriel comportant l'utilisation de *l'outil informatique.* Il maîtrisera parfaitement l'anglais, qui est la langue officielle du groupe.

La rémunération sera fonction de l'expérience et à hauteur des responsabilités, plus prime d'intéressement. Perspective de carrière internationale pour candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. + photo en indiquant prétentions s/réf. 4406 à P. LICHAU S.A., BP 220 - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.
Discrétion assurée.

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

• Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans une spécialité en pleine expansion :
LA SIMULATION

• Jeunes Ingénieurs

Vous avez 2 à 4 ans d'expérience dans l'Industrie, nous vous invitons à concevoir et réaliser des modèles et logiciels de simulation :
- alternateurs et systèmes d'excitation,
- réseaux électriques,
- systèmes logiques informatisés.

Connaissances MITRA ou SEL 32 appréciées.
Connaissance de l'anglais indispensable et de l'allemand appréciée.

Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée en indiquant la réf. 1C.81.33M à Alain de BEJARRY
THOMSON CSF DIVISION SIMULATEURS
Etablissement de Cergy 26, Chaussée Jules César
Z.I. Les Beaux Soleils OSNY
B.P. 226 - 95523 CERGY PONTOISE Cedex.



---

radar

REGARDE L'AVENIR ET PARIE SUR LES JEUNES

L'UNE DES PREMIÈRES ENSEIGNES DE LA DISTRIBUTION MODERNE OUVRE SES PORTES A

15 jeunes diplômés
ÉTUDES COMMERCIALES SUPÉRIEURES

- vous avez le sens du commerce et vous voulez réussir,
- Vous souhaitez voir rapidement le résultat de vos efforts,
- Vous voulez animer une équipe,
- Vous conjuguez goût de la gestion et sens du concrêt.

Vous vous verrez confier, après une période de formation approfondie en théorie et en pratique, **des responsabilités en Hypermarché** et en **Supermarché** (PARIS et PROVINCE).

Vous trouverez de réelles possibilités de développement et d'évolution de carrière si vous acceptez la mobilité géographique et les contraintes de la grande distribution

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à :
DÉVELOPPEMENT ET SYNTHÈSE
Pépinière Encadrement RADAR
25, rue François-1er - 75008 PARIS

L U C H A I R E
Groupe de 9.000 personnes
2 milliards de F.

LUCHAIRE S.A. + 20 FILIALES
(dont 3 à l'Etranger)
rech. pour son siège à PARIS (8e)

DIRECTEUR ADMINISTRATIF & JURIDIQUE

AYANT EN CHARGE (Sce de 10 personnes)
- la VIE SOCIALE DE LUCHAIRE S.A. et celle de certaines filiales. Assistance à toutes
- les CONTRATS — le CONTENTIEUX
- les ASSURANCES, BAUX, gestion de l'immobilier, ...

INDISPENSABLE
- 40 ans minimum • T.B. formation générale et JURIDIQUE : I.E.P. et/ou maîtrise de droit
- Solide EXPERIENCE dans les mêmes domaines, acquise en holding ou grosse Entreprise diversifiée, avec ouverture sur la vie industrielle pour dialogue aisé et apprécié avec les Directions opérationnelles et D.G. des filiales.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4714 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

JEUNES INGENIEURS
ECONOMIES D'ENERGIE

Nous sommes en France une des premières entreprises d'exploitation thermique. Notre activité est un domaine de pointe et cependant nous croyons encore aux énergies classiques : pétrole et charbon. Nous recherchons des jeunes diplômés de grandes écoles telles que : CENTRALE, ARTS et METIERS, ENSAI, ESME-SUDRIA, ECOLE VIOLET. Ils se verront confier dans l'immédiat, l'étude d'installations de chaufferies, des estimations de travaux, des visites de chantiers, ou des responsabilités sur certains secteurs géographiques. Ils auront aussi des contacts avec les clients existants. Ce type de poste implique de nombreuses responsabilités effectives et une évolution de carrière très motivante.

Adressez votre dossier sous référence 153/118 à :

TRANSELEX 128, boulevard Haussmann 75008 PARIS.

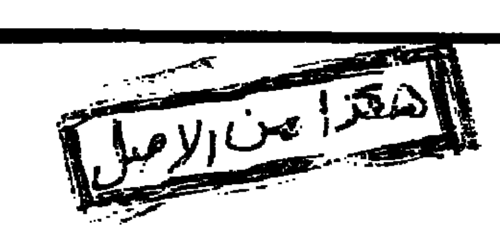
Dans le cadre d'un important contrat à l'étranger, dans le domaine de l'énergie, notre Société (5000 pers.) située à Courbevoie recherche un

RÉDACTEUR TECHNIQUE

Il préparera les rapports mensuels d'avancement diffusés par le projet d'une part dans la Société, d'autre part au client (collecte et contrôle des informations ; rédaction et consolidation suivi de traduction en anglais...).
De formation ingénieur et/ou documentaliste, le candidat retenu doit avoir une très bonne rédaction anglaise : et si possible connaître l'édition appliquée au milieu industriel.

Écrire sous référence 72309 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



GROUPE
SG2
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

3e Groupe de Sociétés de Service et de Conseil Européen, développe son implantation dans le secteur d'activité bancaire et recherche

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL SENIOR H/F

Mission :
- Développer notre clientèle sur des secteurs bancaires qu'il aura à définir.
- Promouvoir et Commercialiser des services très diversifiés dans le domaine des systèmes de gestion bancaires (organisation, informatique, réseaux, formation,...).
- Constituer progressivement et animer une équipe d'Ingénieurs Commerciaux lui permettant de confirmer puis d'étendre ses premières installations.

Profil :
- Formation Supérieure Commerciale (niveau ESC, ESCAE, IEP...).
- Expérience de 1 à 3 ans dans la vente de services ou matériels informatiques.
- Bonnes connaissances des problèmes financiers, contrôle de gestion, personnel, et l'organisation des entreprises.
- Qualités certaines de négociateur.

HAVAS CONTACT

Adresser CV et prétentions sous référence GHB 09/81 à : SG2, 12-14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

conçoit et réalise des systèmes pour la recherche et l'exploitation pétrolières.

Son département Informatique, qui gère l'ensemble des logiciels d'interprétation des mesures pétrolières, recherche un

ingénieur informaticien
(grande école)

ayant acquis une expérience d'environ 2 ans en développement de Software.

Il sera chargé de l'intégration des logiciels et de leur distribution aux centres de calculs utilisateurs bases à l'étranger.

Ce poste technico-commercial nécessite une pratique courante de l'anglais et ouvre des perspectives de carrière dans le groupe SCHLUMBERGER, notamment aux USA.

Les candidatures seront adressées, accompagnées d'un CV détaillé sous la référence 3120/LM à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER — Schlumberger — 26, rue de la Cavée 92142 CLAMART.

HAVAS CONTACT

---

agro-alimentaire
chargé d'études économiques et relations extérieures

Vous serez le Conseiller Économique de notre organisation.

- Environnement économique : vous assurerez la préparation et le suivi des politiques nationale et régionale, notamment en productions animales - en fonction de la politique agricole française et communautaire.
- Environnement administratif : vous représenterez l'association aux travaux préparatoires des commissions économiques (ministères, organismes européens) et vous serez chargé des relations avec les organismes extérieurs (amont-aval) et nos 21 délégations régionales.
- Notre association regroupe 90% des Industriels de l'alimentation animale. (C.A. 15 milliards de F.).

De formation supérieure, vous avez acquis l'expérience des administrations et organisations professionnelles agricoles, où vous avez mené à bien des missions d'étude et de conseil.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous référence 111.06 à :

ONOMA 26 rue de Berri - 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurées)

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
engage dans le cadre de la refonte de son Système de Gestion Locative

jeunes cadres
diplômés de l'Enseignement Supérieur
(hors formations littéraires et internationales)

Affectés chacun à une Unité de Gestion, en Région Parisienne ou en Province, et après une période d'initiation aux problèmes de gestion locative, généraux comme spécifiques, ils auront *pour missions successives :*
— d'apprendre (à l'aide de divers stages) à bien connaître le nouveau système de gestion.
— *d'assurer à leur tour, avec le concours de spécialistes, la formation* du personnel de leur Unité de Gestion sur le nouveau système.
— de suivre sa mise en place dans l'Unité de Gestion et de veiller à son bon fonctionnement pendant la période de démarrage.

Ces postes conviennent à des candidats ayant une réelle aptitude aux contacts humains, très disponibles et mobiles géographiquement. Une première expérience dans le secteur tertiaire (et) ou dans la formation serait un atout. Possibilité d'avenir dans le Groupe. Postes à pourvoir à Sarcelles, Gonesse, Brunoy, Créteil, L'Hay les Roses, Dijon et Lyon.

Rémunération minimum départ : 87 000 F + nombreux avantages de groupe.
Dates d'intégrations prévues : 1er novembre et 1er décembre.

Si vous êtes intéressés, nous vous remercions d'écrire en joignant *CV et photo et en précisant votre préférence géographique sous réf.* R 162
PAJ Conseil
2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR

Chef de Projets
Applications

Au sein de notre DEPARTEMENT MARKETING, vous aurez la charge des projets de création et lancement de nouveaux produits et systèmes.

Nous vous choisirons pour vos QUALITES PERSONNELLES : vous êtes un bon technicien, *imaginatif et rigoureux, rompu à* la négociation car vous aurez à faire concourir différentes personnes et services à la réalisation des projets.

Votre formation d'ingénieur bâtiment et votre expérience (3 ans minimum) font de vous quelqu'un qui connaît bien la mise *en œuvre.* La capacité à s'exprimer en anglais serait un atout.

Merci d'écrire à J.J. CRAMPE.

Service recrutement
B.P. 316, 92506 Rueil-Malmaison



MEDIA PA

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES FRANCAIS DE DIMENSION INTERNATIONALE
recherche

2 auditeurs internes
de ses filiales à l'étranger

S'intégrant dans une petite équipe d'auditeurs internes, ils seront chargés de missions de contrôle auprès des établissements du Groupe à l'étranger.

Ils doivent *s'assurer de la régularité de leurs* politiques comptables et de la fiabilité des chiffres présentés.

Parallèlement ils ont une fonction de conseil concernant l'amélioration des procédures de contrôle interne.

Basés à Paris, les postes nécessitent de courts et fréquents déplacements en *Europe et Afrique* du Nord (30 à 50% du temps).

Pour ces postes évolutifs, nous souhaitons rencontrer des jeunes diplômés d'une école de commerce ayant une première expérience d'environ 3 ans dans un Cabinet d'Audit et si possible titulaires du DECS.

L'anglais est indispensable, une seconde langue serait appréciée.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et rémunération *souhaitée* à no 07031
CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE D'ASSURANCES
spécialisée dans le domaine de la construction
recherche
pour son département Sinistres

2 INGENIEURS PRINCIPAUX
HF

(ETP, *Ponts et* Chaussées...)
- titulaires d'une expérience minimum de 5 ans de chantier,
- de solides connaissances en Bâtiment TCE sont exigées.

Ils devront instruire les dossiers de sinistres de la construction (recherche des causes et des responsabilités - étude des coûts et des réparations).
Ils seront également aptes à contrôler les travaux d'un Service.

Postes sédentaires à pourvoir à PARIS.

Adr. CV, photo et prétentions à n° 8035
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

L'un des premiers groupes du secteur tertiaire
souhaite rencontrer le

CHEF du PERSONNEL
de son unité Parisienne
(1 800 personnes en plusieurs établissements)

Ce professionnel de la fonction personnel collaborera avec la Direction du Personnel France et le Directeur de l'unité a la définition et l'application de la Politique Sociale du groupe avec une large autonomie.

Il aura à intervenir plus particulièrement dans le domaine des relations avec les partenaires sociaux, l'administration et la gestion prévisionnelle du personnel, la formation, l'amélioration des conditions de travail et les relations avec la hiérarchie opérationnelle.

Nous souhaitons rencontrer un homme de contact et de terrain. Il a réussi dans des postes opérationnels avant d'évoluer vers la fonction personnel.

Merci d'adresser votre CV avec prétentions à Telex PA n° 2666 34 bd Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

Afin de vous assurer la confidentialité de rigueur, nous vous proposons d'indiquer sur l'enveloppe les entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.



Cii Honeywell Bull

Département Marketing et Réseau International
recherche un

SPECIALISTE - PREVISIONS MARKETING
(Niveau Grandes Ecoles)

chargé de définir des méthodes de prévisions commerciales relatives aux produits de la Compagnie sur des marchés nouveaux.
Les candidats auront une expérience dans les méthodes de prévisions commerciales acquise dans le milieu informatique ou péri-informatique et une connaissance de l'anglais.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 419 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Levi-Tournay Pub.

SNCF OFFRE

117 emplois
dans ses bureaux d'études

Options «électrotechnique - électronique» (56 emplois) et «génie civil» (61 emplois)

Recrutement par concours des 4 et 5 novembre

OUVERTS AUX JEUNES GENS :
- Français, nés entre le 1er novembre 1953 et le 30 novembre 1963
- Titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F2 à F4, F9, F10 et possédant des connaissances techniques équivalentes au BTS ou au DUT de l'option postulée ou titulaires de l'un de ces BTS ou DUT.

Rémunération brute annuelle de début : 66 000 F environ
Carrière intéressante, emploi stable.
Avantages sociaux.

Ecrivez à la Direction régionale S.N.C.F. (Division du Personnel) dont l'adresse vous sera communiquée dans toutes les gares.



CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 5 OCTOBRE

Message à un Jeune
INGENIEUR
X, CENTRALE, MINES, A.M.
Futur Secrétaire Général

Vous souhaitez entrer dans une importante société française
d'engineering

pour y prendre un poste de responsable de la fonction personnel et services généraux. Après une première période dans ce poste de 3 à 5 ans et en fonction de votre réussite, vous étendrez progressivement votre contrôle *sur les services de gestion financière, budgétaire et comptable en vue* d'aboutir à un poste de direction du type Secrétaire Général.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes ingénieur (X, Centrale, Mines, A.M.) et titulaire d'un diplôme de gestion (INSEAD, ISA, ESSEC, Sciences Po) et si à 32 - 35 ans par exemple, vous avez déjà eu des responsabilités réelles de commandement. Anglais nécessaire.

Merci d'adresser un rapide CV sous référence M/102/K à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

PARIS 8ème
ORGANISME DE PREVOYANCE
recherche

CHEF DE PROJET

de formation supérieure, le candidat que nous souhaitons devra posséder une expérience de 2 ans environ de cette fonction dans un environnement Temps Réel.

La connaissance du secteur «Assurances» constituerait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé sous réf. 1324 M à Jean PORRACCHIA



BANQUE ETRANGERE
recherche

GRADÉS ET CADRES

- Expérience commerciale bancaire indispensable
- Connaissance approfondie de l'Espagnol souhaitée
- lieu d'emploi : GRENOBLE et LYON

Envoyer CV + photo + prétentions, sous réf. 2671 à TELEX P.A., 34, bd Haussmann, 75009 PARIS qui transmettra.

Région Parisienne

Ingénieur grande école

responsable des services innovation technique/industrialisation

220.000 +

Groupe industriel français, C.A. annuel : 1 milliard 300 millions, recherche, pour l'une de ses sociétés filiales réalisant plus de la moitié de son C. A. : production de grandes séries — métal/plastique — un ingénieur d'un haut niveau technique/scientifique. Il rendra compte directement à la Direction Générale. Ses missions, par ordre d'importance :
— promouvoir le développement de technologies et d'organisation industrielle nouvelles dans les domaines suivants : formage du métal, soudage, plastiques ...
— animer l'amélioration des technologies existantes;
— assurer la préparation et la consolidation du plan d'investissement, ainsi que le suivi de sa réalisation;
— diriger un service « Méthode / Industrialisation », ainsi que les services prix de revient et devis.

Ces activités «clés» comportent des rapports fréquents avec les directions d'usines - France et Etranger — avec la Direction des Produits et la Direction Commerciale. Elles ne peuvent convenir qu'à un diplômé d'une grande école : Centrale, Mines, A. M. possédant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, acquise dans une industrie moderne de produits manufacturés de grande série. La pratique des «Méthodes» est indispensable, celle de la production ou du B. E. est appréciée. Elles impliquent à la fois esprit novateur et rigueur intellectuelle, ainsi qu'une bonne aptitude aux contacts et au pilotage d'opérations complexes. Réf. 71584/M

Un jeune ingénieur ENSI, INSA ... de formation mécanique

120.000 +

qui sera orienté plus particulièrement vers les activités d'innovations techniques. Il aura une expérience de 3 ans environ : Méthodes, B. E., Service Développement, acquise dans des industries de grande série. Réf. 71585/M

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence choisie, à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE
Produits de grande consommation
recherche

chef de produit confirmé

- 30 ans minimum. Formation supérieure commerciale ou marketing (HEC, ESSEC ou similaire). Expérience d'au moins 5 ans à des postes opérationnels. Connaissance des biens de grande consommation, de préférence alimentaires.
- dépendant du Directeur Marketing, son rôle sera de prendre en charge une gamme de produits, d'en assurer la gestion classique, mais dans un esprit permanent de développement.
- il gérera un budget propre publi-promotionnel, travaillera en relation étroite avec la force de vente, les clientèles et les usines, ainsi qu'avec ses interlocuteurs périphériques.
- on attend de lui un travail suivi, constructif, rapide, créatif et concret.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous réf. [illegible]-M à GUILLON Sélection (Réponse et discrétion assurées).

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

SOCIETE de LOTISSEMENT
FILIALE du GROUPE BOUYGUES
recrute un

RESPONSABLE FONCIER

de HAUT NIVEAU - (REGION PARISIENNE)

Chargé de la prospection des terrains et du montage d'opérations, il sera susceptible d'exercer rapidement la fonction de CHEF DE SERVICE FONCIER.

De formation supérieure, entreprenant, réaliste, animateur d'équipe, il pourra justifier d'une expérience REELLE et CONFIRMEE de la recherche de terrains.

Votre connaissance du lotissement doit vous permettre de vous affirmer au sein d'une structure nouvelle dans un groupe dynamique et à un poste pouvant déboucher sur des responsabilités élargies au plan national. (Voiture de fonction).

Une chance à saisir en nous rejoignant.

Vous adresserez une candidature détaillée avec photo et prétentions sous référence 5272 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

Bahlsen

Jeune Diplômé de l'enseignement supérieur, votre première expérience vous a déjà permis :
- de traiter de problèmes d'organisation dans le secteur Distribution,
- de négocier à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise,
- et peut-être, d'utiliser vos bonnes connaissances de l'ALLEMAND ou de l'ANGLAIS.

Nous vous proposons de devenir notre :

directeur adjoint de la logistique

dans une double fonction :
- opérationnelle : gestion de 3 entrepôts centraux et des transports d'approche,
- études : rationalisation des systèmes, nouveaux modes de distribution...

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite + prétentions sous réf. 2441/D à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

Ingénieur génie climatique

(AM, CENTRALE, ENSI...)

Au sein d'une des premières sociétés d'ingénierie françaises à vocation internationale, notre service GÉNIE CLIMATIQUE poursuit son expansion, en particulier dans le domaine des économies d'énergie et des énergies nouvelles.

Spécialiste de la conception et de la réalisation de systèmes de climatisation, vous avez une expérience d'au moins cinq ans en engineering ou en entreprise. Nous vous proposons de vous intégrer au sein d'une équipe de spécialistes qui depuis de nombreuses années a su conquérir sur le marché une solide image de marque.

Vos compétences techniques confirmées, votre aptitude à l'animation d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, votre capacité à développer de nouveaux procédés (géothermie, charbon, solaire...) seront vos atouts pour réussir. Ce poste pourrait évoluer vers de larges responsabilités tant techniques qu'humaines.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. détaillé sous réf. 554 à Joël Ollieuz. SERETE - 86, rue Regnault, 75640 Paris Cedex 13.



Des équipes intégrées pour d'importants projets en France et à l'étranger

média-system

LTM Consultants
recherche, pour une société de transports implantée en France et à l'étranger, un

DIRECTEUR TRANSPORT NATIONAL

(PARIS)

Responsable devant la D.G. de l'animation commerciale et de la gestion administrative d'agences décentralisées (rayon 200 km de Paris). Activités : messagerie express, lots, affrètement.

Une expérience acquise dans une société de transport à un poste de responsabilité alliant des aptitudes commerciales, des qualités d'ascendance et de gestionnaire est indispensable.

Vos candidatures seront traitées confidentiellement sous référence 680 M par

LTM CONSULTANTS
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS.

Importante Société d'Ingénierie, située à La Défense (5000 p.) réalisant des ensembles industriels à haute technologie liés à l'énergie, recherche pour un important contrat à l'étranger un:

ingénieur spécialiste contrats export

intégré à l'équipe projet, il sera chargé de la mise au point, négociation, rédaction de tous les contrats supplémentaires et avenants au contrat de base passé avec le client; il aura une mission de conseil relative aux actions à engager (choix de moyens, planning...) sur les bases contractuelles préalablement définies ou à définir.

Le poste suppose de multiples contacts , ainsi que des déplacements de courte durée.

Le spécialiste recherché a une pratique courante des problèmes contractuels posés par la réalisation de gros contrats à l'étranger (Coface, financements, modalités de paiement...) et bien sûr une très bonne connaissance de l'anglais tant lu et écrit que parlé.

Un dossier de candidature est à adresser sous la référence 72322 à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat. avec CV-détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à No 6.203 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Nous sommes une SOCIETE FINANCIERE
filiale d'un GROUPE DE DIMENSION MONDIALE

Le développement de notre action à l'Etranger dans un contexte très agressif rend indispensable une meilleure connaissance et ainsi une meilleure maîtrise de nos filiales. Nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

bilingue Français/Allemand

directement rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion. Il a une double action à la fois auprès de la direction du Siège pour présenter et évaluer les résultats de gestion, et auprès des directeurs de filiales pour les aider à mieux maîtriser leur gestion.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou DECS, ses premières expériences se sont déroulées en milieu administratif, dans un service d'inspection ou dans un Cabinet d'Audit.

La variété et la nature des problèmes, des situations et du contexte général de la Société ainsi que les possibilités d'évolution rendent ce poste extêmement attrayant. Fréquents déplacements dans les pays de langue allemande. Anglais apprécié mais pas indispensable.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. sous référence 9490 à : VALENS CONSEIL, BP 359 - 75064 PARIS Cédex 02 qui transmettra

---

MINISTERE DE LA DEFENSE
SECTION D'ETUDES ET FABRICATION DES TELECOMMUNICATIONS
recherche

UN INGENIEUR

— Débutant ou quelques années d'expérience ,
— Libéré des O.M.

Pour le pilotage technique du développement et de la Production de systèmes d'armes terrestres.

PROFIL DU CANDIDAT
— formation électronique et / ou automatique
— initiatives et goût des responsabilités

LANGUES ETRANGERES SOUHAITEES
— anglais et / ou allemand

LIEU DE TRAVAIL PRINCIPAL
— Issy-les-Moulineaux
— Une activité partiellement en déplacement est à prévoir

Adresser CV et prétentions sous référence ST/SAS à M. le Directeur de la SEFT 18 rue du Docteur Zamenhoff 92131 Issy-les-Moulineaux

---

IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE
recherche

L'adjoint au responsable de son service formation

Le candidat, de formation supérieure financière
- participera à l'ensemble des actions de conception et d'animation de stages
- possède une première expérience concrète d'actions de formation en entreprise, orientée vers l'animation commerciale (il maîtrise notamment les différentes techniques de vente).

Basé à Paris, il sera disponible pour de nombreux déplacements en Province.

Si vous correspondez à ce profil, adressez lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 7310 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

Plain Champs

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE LA DÉFENSE
recherche

ingénieur instrumentation

Votre expérience dans les domaines de l'instrumentation thermodynamique et de la régulation, votre connaissance des matériels Schlumberger, Hartmann et Brown, Foxborrot, Bailey... font de vous un spécialiste de haut niveau.

En collaboration avec différents partenaires scientifiques et industriels, nous vous confierons en plus de l'élaboration des schémas de régulation, le développement de produits nouveaux.

Si vous êtes intéressés, envoyez votre CV sous référence 72251 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

DOWELL Schlumberger

LEADER MONDIAL DANS LA PRESTATION DE SERVICES A L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE
recherche

INGÉNIEUR GÉOLOGUE DÉBUTANT

ou de formation universitaire équivalente

pour son laboratoire de Montrouge

- Spécialisation : pétrographie.
- Anglais courant indispensable.

Adresser C.V. à Monsieur FRANCO

DOWELL SCHLUMBERGER
20, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX.

---

un responsable pour développer notre informatique

180 000 F +/an

Filiale française (CA 200 MF - 600 p.) d'une groupe pharmaceutique, nous disposons à Paris-Est d'un service informatique (17 p.) équipé d'un IBM 4331.

Venez prendre en main ce service et définir, en liaison avec le directeur financier, une nouvelle génération d'applications supportées par DL1 et CICS en ayant pour objectif de fournir à vos utilisateurs un outil de gestion performant.

Vous avez une formation supérieure, l'expérience de la conduite de projets DB/DC et de l'animation d'équipes de réalisation et vous vous sentez mûr pour assumer la responsabilité complète de l'informatique d'une entreprise. Une bonne maîtrise de l'anglais est un atout.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3849 LM) à « Carrières de l'Informatique. »



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

L'UNE DES 1ERES ENTREPRISES FRANÇAISES D' INSTALLATIONS ELECTRIQUES & EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

dont AUTOMATISMES et INFORMATIQUE INDUSTRIELS: 8 000 PERSONNES
1,4 MILLIARD DE F/an
Filiale d'un grand Groupe industriel et financier, rech. pour siège PARIS (9e)

3 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
GRANDE ECOLE : E.S.E *ou équiv.*

pour PROSPECTION en France d'un ou plusieurs secteurs de clientèle. NEGOCIATIONS en binôme avec Ingénieurs d'affaires. COORDINATION Sces Intérieurs/Clients. SUIVI d'une clientèle diversifiée et relations haut niveau, ...

REELLE OPPORTUNITE POUR :

- INGENIEUR diplômé Gde Ecole, d'ELECTRICITE de préférence.
- EXPERIENCE (5 ans minimum) DE PROFESSIONNEL OU SUIVI D'AFFAIRES INDUSTRIELLES (terrain et/ou bureau) au sein d'un *grand Groupe ou INGENIERIE* intervenant dans le B.T.P. ou l'équipement industriel.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4699 à

sélection conseil
98, AV DE VILLIERS, 75017 PARIS

---

informaticiens

Notre Société, implantée en proche banlieue Est, est leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire.

Pour faire face à son expansion continue elle doit nécessairement développer *ses moyens informatiques et faire* appel à des

ANALYSTES

Reportant directement au Chef de Service vous aurez la responsabilité complète d'un ensemble d'applications, de l'analyse fonctionnelle à la programmation dans le cadre d'une informatique répartie, résolument orientée vers le temps réel.

Interlocuteurs des directions concernées, vous leur apporterez la formation *et l'assistance nécessaires.*

Vos qualités de dynamisme, de contact, d'adaptabilité et d'animation alliées à une formation supérieure en informatique de préférence et complétée par une expérience professionnelle de 2 à 5 ans (Basic, PDP et conversationnel appréciés), vous permettront de vous intégrer rapidement à notre petite équipe.

Vous adresserez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 4560-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE 75010 PARIS

ASSURANCES

JEUNES INGENIEURS

Arts et Métiers ou équivalent,

L'un des premiers groupes français d'assurance propose à des ingénieurs *débutants ou ayant quelques années* d'expérience des postes INGENIEURS CONSEILS, VERIFICATEURS DE RISQUES. Après formation ils auront un rôle de conseil en assurance auprès des entreprises dont ils évaluent et apprécient les risques. Ils proposeront des tarifications et participeront à la négociation et à la conclusion des affaires.

Pour réussir dans ces postes, en plus de la rigueur inhérente au métier d'ingénieur, il est nécessaire d'avoir un excellent contact et le goût des négociations commerciales.

Les perspectives d'évolution peuvent être très intéressantes pour un candidat de valeur motivé par une carrière dans un grand groupe d'assurance.

Les postes sont basés à Paris, de fréquents déplacements en Province sont à prévoir, une affectation en Province peut être envisagée à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et rémunération souhaitée sous No 7029, CONTESSE PUBLICITE, 20 av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

• Vous êtes

ingénieur
AVEC UNE FORMATION INFORMATIQUE

Nous concevons et réalisons des systèmes informatiques.

Vous avez de 0 à 5 ans d'expérience et vous voulez développer des applications industrielles et scientifiques en temps réel.

Si vous aimez faire un travail de qualité, vous serez intéressé.

Adressez votre dossier de candidature à Benédicte DELAHAYE sous référence SER/01

answare
135 rue de la Pompe - 75116 Paris.

SUPPORT LOGICIEL
UNE BANQUE FRANÇAISE DE RENOMMÉE MONDIALE
recherche

DES SPÉCIALISTES MOYENS SYSTÈMES

PARIS

Dans le cadre de l'étude et de la mise en place d'un nouveau réseau d'ordinateurs et de terminaux conçu pour faire face à *l'ensemble de ses besoins informatiques futurs*, cette banque recherche DEUX CHEFS DE PROJET.

Ils seront chargés de la conception et de la réalisation de systèmes de base et d'outils généraux (tels que moniteurs de transaction, gestion des fichiers, gestion des sécurités et des reprises...) qui seront mis en œuvre sur des ordinateurs de milieu de gamme *décentralisés et interconnectés.*

Ces postes s'adressent à des candidats de formation grande école ou universitaire (*niveau maîtrise minimum*), ayant une expérience d'au moins 3 ans acquise dans le cadre du *développement de systèmes transactionnels sur moyens* systèmes (IBM 4300 ou 8100, PDP 11, DPS 7, HP 3000, etc.).

La connaissance pratique d'un tel système et de ses logiciels de base (système d'exploitation, système de gestion de bases *de données, moniteur* de transaction) est indispensable pour réussir à ces postes très techniques. Une bonne expérience en matière de développement d'applications sur ce même système est souhaitée.

L'*évolution prévue* des effectifs du groupe auquel s'intégreront les candidats retenus permettra à ces derniers, s'ils en ont les capacités, d'accéder rapidement à des responsabilités d'encadrement.

La *rémunération sera* fonction de l'expérience des candidats.

Ecrire sous référence 219 M à A.L. CONSEIL,
24, rue Murillo, 75008 PARIS,
qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

UNE BANQUE FRANÇAISE DE RENOMMÉE MONDIALE
recherche

DES INGÉNIEURS INFORMATICIENS SPÉCIALISTES TERMINAUX PROGRAMMABLES

PARIS

Dans le cadre de l'étude et de la mise en place d'un nouveau réseau d'ordinateurs et de terminaux conçu pour faire face à l'ensemble de ses besoins informatiques futurs, cette banque est à la recherche de plusieurs CHEFS DE PROJETS.

Ils seront chargés de la réalisation de logiciels d'applications (saisie, contrôle, consultation, traitement de texte) devant être implantés sur les terminaux intelligents installés au niveau des agences de la banque.

Les candidats retenus, de formation grande école scientifique ou universitaire, auront une expérience d'au moins trois ans acquise dans le cadre du développement de systèmes transactionnels sur terminaux intelligents ou sur petits systèmes informatiques.

L'évolution prévue des effectifs du groupe auquel s'intégreront les candidats retenus permettra à ces derniers, s'ils en ont les capacités, d'accéder rapidement à des responsabilités d'encadrement.

La rémunération sera fonction de l'expérience des candidats.

Ecrire sous référence 221 M à A. L. CONSEIL,
24, rue Murillo, 75008 PARIS,
qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Importante Société d'Ingénierie - La Défense
recherche

SPÉCIALISTES POMPES

— Ingénieurs mécaniciens expérimentés vous possédez une expérience en B.E. machines tournantes hydrauliques. Votre expérience fait de vous un technicien des problèmes — vibration/usure/fatigue — et éventuellement de l'hydraulique (paliers).

— Placé à l'interface entre le constructeur, les cellules internes et le CEA nous vous confierons :
— *Le développement et la mise au point des modèles de pompes.*
— *La coordination d'une petite équipe.*

— Si vous avez 5 ans d'expérience, ou plus, la capacité et le goût d'allier réflexion et sens de la négociation, écrivez à HAVAS CONTACT (sous référence 72 245) - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF

DIVISION TELECOMMUNICATIONS

Notre activité se situe dans le domaine des équipements et systèmes électroniques destinés pour l'essentiel à des Administrations civiles et *militaires et pour des applications terrestres, maritimes et aéronautiques* (radio communications mobiles et en station, radio-téléphones). Nous créons plusieurs postes d'

INGENIEURS COMMERCIAUX FRANCE et EXPORTATION

Après formation aux produits et *intégration aux équipes de vente, ils* se verront confier en propre la négociation à haut niveau et la gestion *commerciale de leurs affaires* avec l'assistance d'ingénieurs spécialistes. Pour les postes à l'exportation, une grande disponibilité pour de fréquents déplacements est nécessaire et la maîtrise de l'anglais et/ou de l'espagnol impérative. Ces opportunités s'adressent à des diplômés de 28 ans au moins, motivés par la vente de biens d'équipements à fort caractère technique. *L'envergure des postes et la rémunération correspondante* seront fonction de l'expérience et du potentiel des candidats.

Adresser votre curriculum vitae, photo et niveau de rémunération actuelle ss réf. C 8 à Monsieur BUHLER - Emploi et Gestion de Cadres
THOMSON-CSF - *Division Télécommunications*
66, rue du Fossé Blanc - 92231 GENNEVILLIERS CEDEX.

INFORMATIQUE BANCAIRE
Une banque française de renommée mondiale
recherche

DES CHEFS DE PROJETS CONFIRMÉS

PARIS

Cette banque a entrepris la refonte complète de son *système de traitement des opérations avec l'étranger. Ce futur* système, implanté sur matériel CII HB DPS 8, sera réalisé dans *un environnement transactionnel et temps réel* (400 terminaux installés chez les utilisateurs) et avec emploi intensif des *systèmes de bases de données.*

Dans le cadre du développement de ce très important *projet (développement qui s'étendra sur plusieurs années)*, cette banque est à la recherche de CHEFS DE PROJETS capables de prendre en main la direction de la réalisation informatique de sous-ensembles autonomes s'inscrivant dans le projet global.

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs Informaticiens Confirmés ayant participé au développement d'applications transactionnelles sur gros systèmes, de préférence avec utilisation de SGBD, et qui souhaitent élargir à la fois le champ *de leur activité et celui de leur responsabilité.*

La connaissance des systèmes CII HB haut de gamme (*série 66, DPS 8*) et *de leurs logiciels de base* (GCOS, TDS, IDS) est souhaitable.

La formation bancaire nécessaire sera assurée.

Écrire sous référence 218 M A.L. CONSEIL,
24, rue Murillo, 75008 PARIS,
qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

UN IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION
recherche

UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION

PARIS

Ouvert sur toutes les fonctions de l'entreprise, ce poste s'adresse à un jeune ORGANISATEUR recherchant une réelle responsabilité qui s'exerce depuis l'analyse des besoins jusqu'à la mise en place des nouvelles méthodes auprès des utilisateurs.

Le candidat, de formation supérieure, possède une première expérience d'environ 3 ans soit (*et de préférence*) dans un Cabinet d'Organisation, soit dans le service de Contrôle de Gestion d'une grande entreprise.

Une évolution vers d'autres fonctions de l'entreprise est possible. La rémunération est fonction de l'expérience du candidat.

Ecrire sous la référence 212/1 M, à A.L. CONSEIL,
24, rue Murillo, 75008 PARIS,
qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

UNE BANQUE FRANÇAISE DE RENOMMÉE MONDIALE
recherche

DES INGÉNIEURS INFORMATICIENS DÉBUTANTS

PARIS

Dans le cadre de ses grands projets dans le domaine des réseaux de télétraitement et des systèmes de gestion de bases de données, *cette banque recherche des* **INGÉNIEURS DÉBUTANTS.**

Les postes à pourvoir leur permettront d'acquérir une expérience *sur des techniques informatiques de pointe (télétraitement,* bases de données, informatique distribuée, mini-ordinateurs, terminaux programmables) et d'accéder progressivement à des postes de responsabilité en fonction de leurs compétences.

Les candidats retenus seront diplômés de l'enseignement supérieur (option informatique). Une formation complémentaire permanente ainsi que de larges perspectives de carrière sont assurées.

Ecrire sous référence 220 M à : A.L. CONSEIL,
24, rue Murillo, 75008 PARIS,
qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

LA BANQUE
DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ
recherche

un jeune économiste

ayant :

- une expérience d'au moins 5 ans de l'etude macro-économique.
- une bonne connaissance de la langue anglaise.

Le poste est à pourvoir à Paris
au service des Etudes Economiques.

Il comporte, dans le futur, les possibilités d'évolution diversifiées que peut offrir une grande banque internationale.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/ref. 21 400 JP
BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ
Service Recutement - Carrieres - Formation
44, rue de Courcelles - 75008 PARIS

INDOSUEZ

De la mécanique de pointe à une technologie inconnue en France

Ingénieur heureux et fier de travailler dans la mécanique de pointe ou dans un centre de recherches appliquées, vous n'avez peut-être pas encore osé rêver d'introduire en France une technologie inédite. C'est pourtant ce à quoi nous vous invitons.

Vous partirez tout de suite six mois aux USA et vous apprendrez de nos partenaires le mode opératoire de l'appareillage sophistiqué que vous installerez en France, d'abord en station pilote puis en unité de production dont vous deviendrez le Patron. Vous pratiquerez le respect des consignes et ferez passer les exigences de qualité avant toute autre considération pour sortir des produits équivalents à ceux fabriqués aux US. Quand ce but sera atteint viendra le temps de la recherche, de l'innovation, du développement.

Vous serez seul. Très seul dans la petite filiale spécialisée d'une grande société nationale. Vous ne serez connu du monde scientifique que dans quelques années, quand le succès sera venu. Votre équipe ne sera pas très nombreuse mais comptera une bonne proportion d'ingénieurs spécialisés. Votre expérience pour réussir ? Dix ans de mécanique fine (méthodes-production), des connaissances indiscutables en hydraulique, régulation de process et quelques bonnes notions de chimie, la capacité de converser dès les premières interviews avec un spécialiste américain qui ne parle pas le français. Et surtout, la personnalité de qui veut réaliser une percée technologique en Europe. Nous vous remercions d'adresser votre première lettre aux conseils en recrutement de Sirca, garants de la plus totale confidentialité. Référence 814 601M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

NOS CONSULTANTS « MANPOWER-CADRES »
DES VRAIS TECHNICIENS.

100 - 130.000 Frs.

Un défi : développer les missions temporaires pour les cadres.
Une méthodologie : des professionnels pour parler aux professionnels.

A ce titre, nos «consultants» sont des techniciens de haut niveau.
Cinq à sept ans de pratique leur ont donné une solide connaissance du milieu industriel.
Leur langage de spécialiste est un des meilleurs garants de leur réussite auprès des entreprises clientes. Sur le «terrain» - le chantier ou l'usine - ils peuvent détecter et analyser rapidement les besoins en cadres temporaires. Avec la même précision, ils savent où trouver les candidats adéquats et les sélectionner.

Consultant Manpower - Cadres, c'est à la fois une fonction technique, commerciale (suivi et développement de la clientèle), humaine (recrutement), administrative (suivi des cadres en mission).

*Pour le secteur mécnaique / électromécanique, nous cherchons un homme spécialisé*mme spécialisé dans une de ces trois disciplines.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de 35 ans environ, praticiens avertis, animés d'un certain goût du défi... ou du moins d'un véritable esprit d'entreprise.
Adressez votre dossier de candidature à A. ENGLER - Service du Recrutement - 9, rue Jacques Bingen - 75017 PARIS.

MANPOWER

Grande banque française disposant d'un vaste réseau international recherche des "exploitants entreprise" confirmés

Chez nous, l'exploitant entreprise dispose, pour gérer le fonds de commerce d'entreprises industrielles et commerciales qui lui est rattaché, d'une responsabilité large dans le cadre d'un travail d'équipe. Evaluer les risques, peser les opportunités, effectuer le montage technique de l'opération constituent l'éventail de ses missions.

Vous êtes certainement un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, Sup de CO., Sciences-Eco. ou équivalent) ou diplômé CESB. Vous avez en tous cas une expérience confirmée de la fonction exploitant entreprise sur trois à cinq ans.

Les postes à pourvoir, en classes 5 et 6, le sont essentiellement à Paris et en Région Parisienne, avec quelques opportunités en province.

Notre dimension et celle de notre réseau international permettant de réels espoirs de promotion, plus particulièrement pour les candidats ouverts à la mobilité en France et à l'étranger.

La maîtrise d'une langue étrangère sera appréciée.

Paul Emile Taillandier vous remercie de lui adresser au plus tôt votre dossier de candidature sous référence B8741M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris, et vous assure d'une très grande confidentialité.



Bernard Julhiet Psycom
Membre de Syntec

Bureau d'Etudes dépendant d'un groupe international recherche pour PARIS et les grandes villes de France,

des Techniciens et Ingénieurs en Thermique

pour la mise en place et la réhabilitation des installations thermiques de l'habitat. Ils ont acquis au sein d'une entreprise une expérience (*minimum 3 ans*) *en équipement* thermique bâtiment.

Le Technicien, de niveau BT ou BTS, aura une pratique des chantiers ; il fera des relevés sur place et du suivi de travaux.

L'Ingénieur, de formation ENSAIS ou équivalente, sera chargé des analyses d'installation et des études d'exécution. Il aura un rôle technico-commercial.

Ces postes très évolutifs sont à pourvoir au sein d'une société en pleine expansion.

Adresser votre curriculum vitae, photo et salaire actuel, sous référence 17445 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

Banlieue Ouest

Chef comptable

135 000 F +

Une jeune entreprise, d'un bel avenir, dans un marché en expansion cherche son Chef Comptable. Rattaché à la Direction Générale, il assumera toutes les tâches administratives, comptables et de gestion de cette société, y compris au niveau de l'exécution. D'emblée la comptabilié a été traitée sur un IBM 3/15. Les applications de gestion sont à développer.

Une expérience pratique de la comptabilité, du niveau le plus modeste à celui de responsable de la comptabilité d'une PME, est demandée, pour ce poste dont l'évolution normale suivra celle de la société.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. 23585/M à *Marie—José FOURNIAT qui étudiera votre dossier en toute* discrétion.

sélé CEGOS
Sélé-CEGOS; TOUR CHENONCEAUX
204, Rond Point du Pont-de-Sèvres
92516 BOULOGNE CEDEX - Tél: 620 62 61

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC



SLIGOS-DCR

Division Conseil et Réalisation du Groupe Sligos

recrute

6 Ingénieurs Grandes Ecoles

pour prendre part à la réalisation d'importants projets informatiques après une

formation à l'informatique de gestion

(théorie et pratique) assurée par SLIGOS.

L'expérience qu'ils acquerront, tant au plan technique (bases de données, conversationnel,...) que dans les domaines de la gestion (production, commercial, finances, personnel) et des relations humaines (dialogue avec les utilisateurs, responsabilité d'équipes), les conduira rapidement aux fonctions de

Chefs de projet ou d'Ingénieurs d'affaires

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature sous référence SFD/I6 (avec C.V. et photo) à SLIGOS 91, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX.



Le Groupe Sligos : 365 millions de CA en 1980:Développement annuel moyen du Groupe de 24% depuis 5 ans. 1850personnes et plus de 150 emplois créés en 1980: Principales implantations : Puteaux(siège),Agen,Angers,Arras,Besançon,Blois,Brest clermont Fd,Dijon,Grenoble,Lorient,Lyon,Marseille,Nice,Rennes,Roanne,Rouen, *St-Etienne,Toulouse,Tours,Valence,Vannes,Vendome,Belgique,Côte-d'Ivoire.*

SOCIETE NOUVELLE LOGABAX

recherche

le responsable de son établissement industriel

de MEAUX (100 personnes)

INGENIEUR DIPLOME (FORMATION ELECTROMECANIQUE)

le candidat retenu aura 35 ans minimum et une bonne expérience (3 à 4 ans) de gestion informatisée de production dans une unité de dimension voisine.

L'autonomie du poste nécessite en outre une réelle maîtrise de la gestion du personnel.

Adresser C.V. et prétentions, Direction du Personnel " Service du Recrutement". Sté NOUVELLE LOGABAX, 79 Avenue A. Briand 94115 ARCUEIL

DECOUPAGE EMBOUTISSAGE

LE DIRIGEANT ET PRINCIPAL ACTIONNAIRE DE L'UN DES LEADERS DE LA S/TRAITANCE
200 pers. - A moins de 100 km de PARIS
Sté très saine et profitable
RECHERCHE POUR LE SECONDER

DIRECTEUR TECHNIQUE

avec vocation à devenir D.G.A.

Totalement RESPONSABLE DE LA PRODUCTION (en qualité, délais et prix), LA BONNE MARCHE DE L'USINE et de tous les problèmes PERSONNEL et SOCIAUX.

REMUNERATION TRES INTERESSANTE

Réelle OPPORTUNITE si

- *INGENIEUR ARTS et METIERS ou équiv.* (Anglais parlé très souhait.)
- EXPERIENCE
  - de l'outillage DECOUPAGE et EMBOUTISSAGE
  - de la direction d'une production et des problèmes sociaux
  - en P.M.I. de préf. ou dans + grosse Entreprise mais s'y sentant mal à l'aise.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4712 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SOCIETE DE CONFECTION VÊTEMENTS CUIRS ET PEAUX
recherche

GESTIONNAIRE COMMERCIAL

ayant plusieurs années d'expérience.

Ecrire avec C.V. et prétentions à Société ANSALDI, 41, rue des Francs-Bourgeois, 75004 PARIS.

Compagnie Générale de Géophysique

(Secteur PARA-PETROLIER
C.A. : 1,2 Milliard de Francs)
6, rue Galvani 91301 MASSY
recherche

CADRE ADMINISTRATIF

Formation LICENCE ou MAITRISE en DROIT. Anglais indispensable.

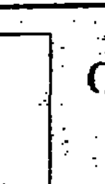
FONCTIONS : assistance aux Services Opérationnels pour élaboration des contrats : participation gestion des assurances.

Expérience souhaitée.

Courts déplacements Etranger possibles.

Adresser C.V., photo et prétentions au Département des Relations Humaines





GENERALE BISCUIT

Biscuitiers depuis 18[illegible]

NOTRE GROUPE PREMIER BISCUITIER EUROPEEN, C.A. CONSOLIDE 4 MILLIARDS DONT 50% A L'ETRANGER

recherche des

AUDITEURS INTERNES

DEBUTANTS ou 1 à 2 ans d'expérience d'Audit

Nous attendons la candidature de jeunes diplômés HEC, ESC ... bilingues allemand (autres langues souhaitées).

Les candidats seront appelés à évoluer à terme vers d'autres fonctions à l'intérieur du groupe.

Adresser C.V. avec photo et rémunération souhaitée à la Direction du Personnel, 4/6, rue E. Vaillant 91201 ATHIS MONS.

WABCO
Freinage de Véhicules S.A.

leader sur le marché international recherche pour participer à son expansion

Responsable Etudes de Marché « Rechange »

Rattaché directement au Chef du service « MARKETING», il est chargé :
- d'analyser le marché sous tous ses aspects: quantitatif, qualitatif, distribution, etc...
- de proposer les actions nécessaires pour que WABCO consolide et accroisse ses positions.

Cette fonction peut être très évolutive pour un candidat ayant le profil suivant :
- formation commerciale niveau minimum BTS, DUT
- expérience études de marché d'au moins 3 ans dans le secteur automobile de préférence véhicules industriels.
- anglais souhaité.

Lieu de travail : *CLAYE SOUILLY (77)* (25 Kms Est Paris)

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous référ. DC/11/M à J.P. Corroncq

D.R.H. WABCO — Freinage de Véhicules S.A. BP 16 - 77410 CLAYE SOUILLY

COFAP

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
filiale du groupe I.E.

I.E. MINISYS

conçoit et réalise des systèmes de gestion sur mini-ordinateurs.

Ce secteur connaît une expansion rapide et nos objectifs sont ambitieux (et réalistes).

Nous souhaitons recruter des hommes et des femmes

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

débutants, pas nécessairement formés à l'informatique.

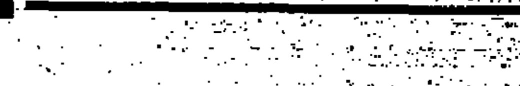
Après une session de formation commençant le 19 10 81 (initiation - langages - apprentissage sur minis...), ils seront intégrés à une équipe jeune entraînée, constituée d'ingénieurs de leur niveau et intervenant chez nos clients (PME et grandes entreprises).

La diversité des problèmes qu'ils auront à résoudre et la possibilité offerte par notre activité d'en assumer l'entière responsabilité leur permettront d'acquérir rapidement des compétences élevées.



GROUPE

Les candidatures accompagnées d'un CV et d'une photo sont à adresser sous la *référence 459* à



I.E. MINISYS S.A.
Membre de Syntec Informatique.
Service Recrutement - 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PARIS

Négoce de métaux précieux

Notre société, très introduite dans le négoce international, vient de créer un nouveau secteur d'activités relatif au négoce international des métaux précieux.

Le responsable du secteur souhaite s'adjoindre un

Jeune ingénieur

de formation Mines, Centrale... (option Métallurgie)

Il nous représentera auprès des services des Mines, du B.R.G.M. et devra mener un certain nombre de négociations avec nos clients industriels.

Nous assurerons sa formation commerciale et lui donnerons tous moyens de compléter son acquis en technologie des métaux précieux.

Cette activité *implique des déplacements courts et fréquents ; elle ne peut convenir qu'à une personnalité adaptable et ouverte aux affaires.*

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS — Adresser lettre man. C.V. détaillé et photo ss/réf. 71586/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX

L G Informatique
propose à

1 Ingénieur
2 Analystes-programmeurs

de participer à son évolution.
Nous offrons une réelle participation à la vie de l'entreprise, un salaire attractif à des candidats :
— connaissant un système TP sur gros ou moyen système,
— ayant une expérience d'un an minimum.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. et prét. à LG Informatique 18 rue Violet 75015 Paris

publival

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
Banlieue Parisienne recherche
pour le Laboratoire de Synthèse Organique de son Centre de Recherches

Chimiste

Niveau Docteur Es - Sciences

Expérience de quelques années, peptides ou domaine Chimie Fine Analogue appréciée.

Envoyer CV et prétentions sous référence 7432 à L.T.P.
31, Boulevard Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Johnson

rech. pour sa Division GRAND PUBLIC
(à CERGY-PONTOISE 95)
430 MILLIONS F (progression 20 %)
MARQUES LEADERS en
ENTRETIEN - DESODORISANTS
HYGIENE/BEAUTE

2 CHEFS DE PRODUITS
• SENIOR
• JUNIOR
H/F

LA JOHNSON FRANÇAISE investit largement dans le Marketing : LA FONCTION DE C.P. Y EST TRES COMPLETE et porte sur l'ensemble des éléments du Marketing-Mix appliqué à une gamme de produits LEADERS sur plusieurs marchés.

POSTES EVOLUTIFS
pour professionnels à réel potentiel

OPPORTUNITE INTERESSANTE
pour C.P. ambitieux
- ayant 2 à 4 ans *effectifs* d'EXPERIENCE en Produits de GDE CONSOMMATION dans Entreprise réputée pour son *Marketing* très « professionnel »
- parlant ANGLAIS

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite.
C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4705 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

France Loisirs
recherche

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Plusieurs années d'expérience. FORMATION SUPERIEURE (INSA, DEA, A et M...) *Option informatique*, automatisme, *créatif*, possédant une réelle capacité de synthèse.

Au sein de la cellule RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT (Direction Informatique), il aura pour mission :
- d'étudier les opportunités d'acquisition du matériel ou logiciel informatique, para-informatique et bureautique.
- De lancer les appels d'offre, de mettre en place les tests techniques *comparatifs*, de prévoir les adaptations nécessaires.
- De participer activement à leur mise en place.

Une connaissance des produits existants sur le Marché et une expérience micro-informatique, Télécom seront appréciées.

Adresser lettre, CV détaillé photo et prétentions à Danielle LECHARPENTIER

France Loisirs
B.P. No 6
75725 PARIS Cedex 15

LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche
dans le cadre du développement
de ses activités «Radar militaire»

ingénieurs électroniciens

GRANDES ECOLES : ESE - ENST
ENSERG - ENSEEIHT - ENSEM

Expérimentés en circuits numériques pour études dans le domaine du traitement de signal.
Travail en équipe.
La nationalité française est exigée.

Les candidatures (CV et prétentions) sont à adresser à : LCT, BP 40, 78141 Velizy- Villacoublay Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de CONSTRUCTION AÉRONAUTIQUE

recherche pour son
CENTRE de TRAITEMENT INFORMATIQUE et CALCUL SCIENTIFIQUE

PROGRAMMEURS

1) *PROGRAMMEURS connaissant langages FORTRAN,* PL1 : JCL, IBM OS/MVS (connaissances assembleur IBM 370 appréciées).
2) PROGRAMMEURS connaissant système d'exploitation IBM OS/MVS (plusieurs années d'expérience souhaitées).
3) PROGRAMMEURS connaissant l'utilisation des systèmes de gestion de données des matériels logiciels, graphiques (expérience appréciée).

Lieu de travail : SUD RÉGION PARISIENNE

Adresser C.V. et prétentions s/n° 7.284, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

---

informaticiens
INGENIEURS OU UNIVERSITAIRES

Vous avez au moins 6 mois de pratique de développement de logiciels (stages ou expérience professionnelle) sur **MINI-ORDINATEURS** ou **MICROPROCESSEURS.**

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

vous propose de participer à divers projets de pointe industriels en temps réel.
Possibilité d'évolution, rémunération intéressante, avantages sociaux.

Adressez votre C.V. détaillé et prétentions sous référence DCA 136 S à Françoise TISON

ANSWARE
135, rue de la Pompe - 75116 Paris
Tél. 502.10.00 poste 361

URGENT
GRANDE BANQUE INTERNATIONALE
recherche pour Paris

L'ADJOINT DU CHEF COMPTABLE

- Il devra avoir une bonne connaissance de la comptabilité bancaire afin d'assister le Chef Comptable dans tous les domaines et de le remplacer en son absence.
- La connaissance de l'Anglais est nécessaire.
- Une première expérience dans une banque anglaise ou US serait appréciée.
- Possibilités d'évolution de carrière pour un candidat valable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et *prétentions sous référence 3344/S* à A.M.P.
40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS
(qui transmettra)

amp

Important Groupe Bancaire
souhaite confier à un

ingénieur

la coordination des financements liés à la réalisation de grands projets pétroliers et miniers dans des pays en voie de développement.

Le candidat retenu sera diplômé d'une grande école (X, Centrale, TP, IFP) et aura, au cours de sa carrière dans les milieux pétroliers, noué de solides contacts au sein des organismes pilotes (BCIP, IFP, etc...).

Des connaissances financières et juridiques seront des atouts appréciés.

Basé à Paris, ce collaborateur effectuera de fréquents déplacements Outre-Mer.

Anglais courant indispensable.

Age 30-35 ans souhaité.

L'importance des missions confiées justifie le niveau élevé de la rémunération prévue pour le poste.

Monsieur DUPUY 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS étudiera avec la discrétion d'usage les dossiers de candidature qui lui seront adressés.

SOCIÉTÉ DE RENOM INTERNATIONAL (PARIS)
affiliée à un important groupe industriel Allemand

propose

POSTE ÉVOLUTIF

dans le domaine financier et comptable

Ce poste exige, dès sa création :
- un diplôme d'études supérieures complétées par un DECS.
- une expérience type chef comptable associée à une ou deux années de contrôle de gestion.
- une bonne connaissance des traitements *informatisés.*

Langue Allemande souhaitée.

Ecrire avec C.V. sous réf. 22789 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel
94300 VINCENNES

JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(E.N.S.A.E., E.N.S.I.M.A.G., E.S.E...)

Vous êtes débutant ou vous bénéficiez d'une première expérience professionnelle. Vous désirez vous spécialiser dans l'informatique.

UN DES PREMIERS GROUPES BANCAIRES FRANÇAIS

vous offre la possibilité d'acquérir de solides compétences en participant à des missions de conseil pour les Directions de ses différentes Banques : prévisions, analyses statistiques, calculs financiers avec simulations et modélisations sur ordinateur.
Tout en étant basé au siège à Paris, vous effectuerez des déplacements de courte durée en province.

De larges perspectives de carrière peuvent vous être proposées au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M 5502, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

GROUPE BANCAIRE NATIONAL

recrute

pour ses services centraux
des

Chargés d'études
HF

LE POSTE :
- étude et mise en place de concours à moyen terme et long terme ;
- assistance commerciale aux agences.

LA CLIENTELE :
- distribution commerciale, sanitaire et sociale, collectivités locales, associations.

LES CANDIDATS :
- *solide formation comptable, financière et juridique ;*
- 5 ans d'expérience minimum, soit en banque ou établissement financier ;
- aptitude commerciale et esprit de synthèse.

L'évolution de carrière se faisant dans la Métropole, une mobilité géographique est nécessaire pour les années à venir.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 1269
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 PARIS

GROUPE D'ENGINEERING
à vocation internationale
recherche

chef de service export

Chargé du suivi et de la gestion des contrats internationaux : négociation, montage, financements, crédits documentaires, crédits acheteurs, cautions (COFACE - DREE - BANQUES).

— De formation juridique.
— 5 ans d'expérience minimum.
— Anglais courant.
— Disponible pour déplacements à l'étranger.

Adresser C.V., photo et *prétentions* à No 6476, CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

---

chef de service finance et comptabilité

Société d'ingénierie banlieue Sud, filiale d'un important Groupe industriel, nous recherchons le responsable de la partie financière et comptable de notre société, dont une grande part de l'activité est axée sur l'exportation.

Ses missions consisteront à préparer et à suivre :
- le contrôle de gestion de la société.
- la comptabilité analytique des différents départements.
- la comptabilité générale et la trésorerie de l'ensemble des activités.

Le profil exigé est celui d'un candidat d'expérience, *âgé de 35 ans au moins,* dont la formation de base sera comptable (minimum DECS). Il aura idéalement exercé ses activités dans une Société d'ingénierie ou dans une industrie commercialisant des biens d'équipement lourds (suivi des devis par comptabilité analytique).

Expérience informatique nécessaire ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Poste pouvant évoluer vers un poste de conseiller du président pour un candidat à fort potentiel.

Adresser CV, photo et salaire actuel sous référence 38.08/FC/395 à ADEQUATION, 62/64 Avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

---

jeune audit (HF)

Nous sommes le premier Groupe français de distribution de bières et boissons : 35 filiales et 7 établissements secondaires.

Notre développement et notre structure décentralisée nous conduisent à renforcer notre service d'audit interne.

Nous recherchons un jeune diplômé d'école supérieure type ESCAE, Sciences Po, ayant le certificat comptable du DECS ou une première expérience comptable. Il devra être libéré des obligations militaires.

Devant exercer son activité sur toute la France, une grande disponibilité est nécessaire pour réussir à ce poste.

Notre siège est situé à Paris. Le poste est à pourvoir immédiatement.
Des possibilités de carrière existent dans notre Groupe.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 4.511-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising [illegible] 75010 PARIS

GROUPEMENT D'ASSURANCE CONSTRUCTION
situé à PARIS
(650 personnes)
recherche

GESTIONNAIRES-JURISTES *HF*

pour règlement de dossiers de sinistres amiables et contentieux (formation assurée).
Les candidats doivent être en possession de la maîtrise en droit (options droit de la construction ou droit des assurances appréciées).
5 x 8 x 14. Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Horaire variable, etc...

Env. CV, photo et prétentions à n° 8040
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

GROUPE INDUSTRIEL de premier plan

recherche pour
son Laboratoire Central
situé dans la proche banlieue nord de PARIS

TECHNICIENS PHYSICO-CHIMISTES

Niveau IUT/BTS.
Connaissant les techniques modernes d'analyse (DSC - CHROMATO - GAZ et LIQUIDES SPECTRO IR).

La connaissance des fabrications de résine ou des matériaux composites serait un atout appréciable.
Une expérience en entreprise est souhaitée.

Prévoir des déplacements de courte durée (30 % du temps) en province.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 7.466
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SIEGE PARIS
IMPORTANT ORGANISME
SECTEUR PUBLIC
recherche pour
un SERVICE FINANCIER

UN CADRE

en début de carrière
Diplômé HEC ou Ecole Supérieure de Commerce

Préférence sera donnée à titulaire d'un diplôme d'études comptables du niveau DECS. Expérience professionnelle souhaitée : 2 à 3 ans dans entreprise hors secteur bancaire et assurances.

Le candidat retenu participera à l'analyse des prix de revient et des résultats, ainsi qu'à l'établissement du Bilan.

Perspectives ultérieures de carrière en région parisienne et en province.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à No 6176 CONTESSE Publicité - 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31.00	36,45
AGENDA	31.00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

chef de service génie chimique

Nous sommes la filiale d'un important groupe français chargé d'exploiter un procédé chimique original basé sur des échanges thermiques *gaz-solide* à très haute température et appliqué aux problèmes verriers.

Nous recherchons un ingénieur, de formation Génie Chimique (ENSIC de Nancy, *École de Chimie de Toulouse, ESCIL, etc...)* pour prendre la responsabilité des actions conduites autour du procédé.

En particulier :
- de trouver des améliorations techniques au procédé,
- d'imaginer des champs d'applications autres que celui d'origine et d'assurer l'intégration du procédé à ces nouveaux axes de développement.

Les moyens mis à sa disposition sont constitués :
- d'une équipe d'universitaires pour les recherches théoriques,
- d'un atelier pilote,
- de deux chargés d'affaires pour les problèmes commerciaux.

Agé de 35 ans environ, le candidat devra justifier d'une expérience dans le domaine *Génie Chimique soit au sein d'une* société d'ingénierie chimique, soit auprès d'un groupe industriel.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 38.08/CS/592 à ADEQUATION 62/64 Avenue *Émile Zola 75015 Paris.*

Adequation

PÉTROCHIMIE

recherche pour PARIS-LA DÉFENSE pour seconder de façon directement opérationnelle le chef du service juridique

CADRE JURISTE GÉNÉRALISTE

Ayant 5 à 6 ans d'expér. acquise en entreprise ou dans cabinet spécialisé dans les aspects variés du droit commercial, droit social, contrats, assurances, marques, fiscalité.

Formation souhaitée :
- maîtrise de droit privé complétée par des droits des affaires ;
- anglais indispensable.

Écr. avec C.V. et photo sous nº 7.359 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

STÉ MICRO-ÉLECTRONIQUE recherche d'urgence pour *renforcer son équipe* :

— un **ÉLECTRON. niv. IUT,**

notions microprocesseur pour SAV et gestion de stock.

— un **TECHNICO-COMMERCIAL** pour affermir son implantat. nationale.

Pour ces 2 postes basés R.P. ANGLAIS *INDISPENSABLE.*

Envoyer C.V. et prétentions à ETA ÉLECTROTECH, 6, allée Mozart, 93270 SEVRAN.

IMPORTANT *GROUPE FRANÇAIS* recherche pour ses filiales en AFRIQUE FRANCOPHONE

JEUNES DIPLÔMÉS E.S.C.

Débutants célibataires. Langue anglaise souhaitée. Situation intéressante. Perspective d'avenir après formation. Libre rapidement.

Adr. C.V., photo et prétentions nº 6.485 CONTESSE PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra, PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ *d'études et de construction d'ensembles industriels* recherche pour son département métallurgie

INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE
- Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience avec connaissances approfondies en métallurgie et informatique scientifique.
- Pratique courante de l'anglais exigée et de l'espagnol souhaitable.
- Réelle facilité des contacts humains.

Ce poste implique de nombreux déplacements *en France et à l'étranger.*

Il sera répondu à toutes les *candidatures* qui seront traitées confident.

Adresser lettre + C.V. et prétentions sous *réf.* 5003 à PUBLISCOPE JUNIOR 11, rue Royale, 75008 PARIS.

HOLT LLOYD S.A. recherche pour son service

EXPORT

ASSISTANTE TRILINGUE

allemand, anglais, français
- Elle gère son secteur ;
- Elle assure la correspondance et les contacts agents ;
- Elle suit les commandes, les prix.

Env. C.V., prét. à Mlle KANAKY HOLT LLOYD S.A. 14, av. Hoche, 75008 PARIS.

Ville banlieue sud Paris recherche 2 animateurs culturels diplômés pour équipements culturels de quartier. Statut fédération d'éducation populaire. Écrire s/nº 8.996 le *Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PUTEAUX

Importante société DE CONSTRUCTION et de GESTION IMMOBILIÈRE recherche un

CADRE RESPONSABLE DES CHARGES LOCATIVES

Méthodique et organisé. Esprit d'analyse et de synthèse. Bons contacts humains.

Formation universitaire (DUEL-DUT) ou équivalent. Expér. professionnelle souhaitée.

13e mois, avantages sociaux.

Env. lettre manuscrite, C.V. et prétentions s/réf. 5.199 à ORGANISATION et PUBLICITÉ, 2, rue Marengo, 75001 Paris qui transmettra.

FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ ALLEMANDE fabricants des composants d'automatismes, recherche

CADRE TECHNICO-CCIAL

ayant une formation technique supérieure et un tempérament commercial jeune pour développer en *région* parisienne ses ventes auprès des constructeurs de biens d'équipement.

Au sein d'une équipe légère et efficace, il aura l'initiative et la responsabilité de ses activités.

Envoyer candidature à IVO COMPTEURS, Siège Z.I. Sud, 67400 ILLKIRCH ou à son agence 30, rue des Marguerites, 94400 VITRY.

ERIN

recherche pour développement logiciel de base, contrôle de processus industriels (sur mini et micro-ordinateurs)

- **DES INGÉNIEURS** (Grandes Écoles option informatique ou Universitaires).
- **DES ANALYSTES-PROGRAMMEURS** Min. DUT informatique. Complément formation assuré.

Écr. avec C.V. s/réf. 7 817 à AXIAL Publicité, 27, r. Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

RECHERCHONS pour service commercial

INGÉNIEUR ou TECHNICO-CCIAL ou AT. 3

Connaissant composants électroniques en particulier lampes ou tubes cathodiques.

Adr. C.V. et prétentions à : CANETTI, 16, rue d'Orléans, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

EXPERT-COMPTABLE recherche pour Paris

ASSISTANT (E) COMPTABLE

BTS, niveau DECS. Pour tenue, surveillance, bilans, révisions. Possibilité d'évolution. Expérience indispensable. Libre rapidement.

Envoyer C.V., photo nº 7.501 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE recherche pour son département

CONSEIL COMPTABLE

COMPTABLES

TRÈS QUALIFIÉES (EES) NIVEAU DECS

Env. C.V. présent. et photo à Mme Ginsbert, 16, av. Friedland, 75008 — Paris.

ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL ET FAMILIAL recherche

DIRECTEURS DE VILLAGES

ayant une expérience en matière de gestion *et d'animation de collectivités de vacances.*
- Une formation gestionnaire.
- Un sens développé des contacts et des relations.
- Et qualités d'organisation, de diplomatie et d'autorité.

Adressez lettre manuscrite, C.V. + photo (retournée), Nº 7450 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

LABORATOIRES PRODUITS DIÉTÉTIQUES INFANTILES recherche

DÉLÉGUÉ DIÉTÉTIQUE

minimum 25 ANS POUR SECTEURS : HAUTS-DE-SEINE EURE, VAL-D'OISE

NOUS DEMANDONS
Niveau bac., expérience visite médicale souhaitée. Résid. oblig. sur secteur.

NOUS OFFRONS
Stage de formation rémunéré. Situation stable. Rémun. intéress. + 13e mois, 5 semaines congés payés, avantages sociaux. Véhicule fourni. Frais remboursés.

Adresser C.V. manuscrit, photo s/réf. 7.982 à PUB. LAROCHE, 39, rue Périer, 92120 MONTROUGE, qui trans.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES rech. ANALYSTES-PROGRAMMEURS COBOL, 2 années d'expérience, connaissant DL 1/CICS. SALAIRE MOTIVANT. Téléphoner pour rendez-vous : 379-85-29 ou envoyer C.V. 15, rue C.-Desmoulins, PARIS-11e.

IMPORTANT BUREAU *D'ÉTUDES* proximité la Défense recherche

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Béton armé

1 à 3 ans d'expérience

Écr. avec C.V. et prétentions s/nº 41.118 HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Cie d'Assurances Américaine établie à Paris cherche

COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ EN INCENDIE ET IARD

Agé de 30 ans environ. Connaissant français *et anglais pour s'occuper de gestion, coordination portefeuille affaires multinationales américaines* établies en France et en Europe.

Envoyer C.V., *photo et prétent.* sous nº 6.453 PARFRANCE Annonces, 4, r. Robert-Estienne, 75008 Paris qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER recherche

COMPTABLE PRINCIPAL BILINGUE ANGLAIS

profil requis :
- Titulaire du DECS.
- 3 années d'expérience (acquises de préférence en milieu BANQUE-BOURSE, Anglo-saxon).
- Libéré *obligations* militaires.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions *et photo (retournée)* à : M. PHAN, 6, rue de Berri, 75008 PARIS.

Cabinet de recrutement cherche un

JEUNE PSYCHOLOGUE

NIVEAU MAITRISE pour *activité de* RECRUTEMENT et de FORMATION

Env. C.V. manuscrit, photo et prétentions s/réf. 4.599 M. à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ TUYAUTERIE ET CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLE recherche

JEUNE INGÉNIEURS

diplômés A.M.-E.I.M. ou équiv. (exper. métallurgie si possible)

Les candidats retenus assureront les responsabilités ci-après : Techniques-Commerciales-gestion chantiers ou atelier.

Lieu de travail :
- Alpes-de-Haute-Provence.
- Gard.
- Région parisienne.
- puis éventuellement étranger.

Déplacements de courte ou longue durée à envisager.

Anglais souhaité. Réponse manuscrite avec C.V. et prétentions à : HAVAS MARSEILLE nº 49.022.

CABINET DE RECRUTEMENT recherche mi-temps pour son service commercial

PROSPECTRICE TÉLÉPHONIQUE

expérimentée dans la vente des services aux entreprises. Tél. pour R.-V. : 575-62-96.

VILLE de GARCHES *(Hauts-de-Seine)* Un agent contractuel à temps partiel, titulaire d'une maîtrise de Sciences Physiques. Adresser candidature avec curriculum vitae et photo à : *MAIRIE DE GARCHE* — 92380.

CENTRE D'ÉTUDES BANLIEUE OUEST recherche

TECHNICIEN-MOTORISTE

essence et diesel. Diplômé BT ou BTS pour recherches *dans le domaine des moteurs et des carburants.*

Env. C.V. et prét. à nº 7.463 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CABINET DE RECRUTEMENT PARIS, recherche :

PSYCHOLOGUE

(MAITRISE PSYCHO PRAT.) Débutant ou première expérience.

Évolution envisagée.

Adr. lettre manuscrite C.V. photo à CENOD 60, rue Caumartin, Paris-9e.

secrétaires

LABORATOIRE DE MÉTÉOROLOGIE DYNAMIQUE *du C.N.R.S.*, recherche pour Secrétariat d'un groupe scientifique

SECRÉTAIRE

titulaire d'un *DEUG* DUT ou BTS

Anglais et bonnes aptitudes pour frappe de textes scientifiques exigés.

Lieu de travail : PARIS 5e

Adr. C.V. et prét. à Laboratoire de Météorologie Dynamique École polytechnique. 91128 PALAISEAU Cedex.

URGENT

LIBRE DE SUITE POUR EMPLOI STABLE 9e

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

- Sténodactylo.
- Notions comptabilité.
- Excellente présentation.
- Gde disponib. 9 h.-18 h.
- Salaire 6.000 F X 13.

Se présenter avec C.V. et références à partir de 15 heures ce jour, 83, rue de la Victoire, 9e. Mº Chaussée-d'Antin ou Trinité.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

TRILINGUE
- Allemand très bon.
- Anglais bon.

Sans sténo dans ces deux langues.

- Poste intéressant.
- Horaire personnalisé.
- Restaurant du personnel.

Envoyer C.V. et prétentions au Service du Personnel VALLOUREC, 7, place du Chancelier-Adenauer, B.P. 190, 75784 Paris Cedex 16.

Cardiologue recherche secrétaire médicale diplômée BTS ou ayant connaissances secrét. médical. Sténodactylo, 40 h par semaine. Téléphone : 227-71-05 de 8 h 30 à 9 h 30 pour R.-V.

capitaux propositions commerciales

Pour créer sté *coopération* avec P.M.I. (gestion, encadrement, export.), ch. assoc. important, connaissances problèmes réels P.M.I., purs théoriciens s'abstenir. Écr. s/nº 1.630 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Établissements d'enseignement privé et de formation recherche *PROF. pour création* et direction agences, statut indépendant, nombreux départ. à pourvoir. Adresser C.V. manuscrit à Havas Publicité nº 6.891, B.P. 409, 29102 Quimper Cedex.

enseignement

INTERNAT MIXTE

(6-12 ans) A 1 heure est *de Paris*. Vie familiale. Petit effectif. Éducation suivie. *MARTEL (6) 023-60-22.*

formation professionnelle

FORMATIONS INFORMATIQUES POUR INGÉNIEURS

CITI Centre International *de Traitement* Informatique

205-24-63 + Tous langages
241-83-83 + *Scientifiques*
238-14-55 + et gestion.

propositions diverses

Pr connaître *les emplois offerts* à l'étranger (Australie, Amériques, Asie), demandez la revue *spécial MIGRATIONS* (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 09.

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, *Amériques, Asie*) demandez la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.) *3, r. Montyon, 75429 Paris Cedex 09*

travail à domicile

J.F., ch. travaux domicile (94), rapide (manusc., thèse, etc.), tél. 661-04-02 (ap. 17 h.).

information divers

LE GUIDE DES OPPORTUNITÉS *DE CARRIÈRES 81*

352 pages pour les diplômés de l'enseignement supérieur :
- Les entreprises qui recrutent.
- Les méthodes de recherche d'emploi.
- 2.000 adresses utiles.

En vente dans les librairies ou contre 48 F + 10 F à E.F.C., 9, rue Ambroise-Thomas, 75009 Paris.

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM. M. 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

automobiles

divers

MERCEDES-BENZ COMO CONCESSIONNAIRE 82, bd Voltaire, PARIS-11e 355-39-17

Modèle	Année
280 SL 14.000 km	81
280 SE toutes options	81
280 SE options	80
280 SE toutes options	79
280 S options	78
280 SE toutes options	74
280 E B.M. 40.000 km	79
280 CE cuir, 33.000 km	79
200 LUXE	78 et 80
CADILLAC Sedan de ville 8.000 miles	79
CADILLAC Séville	77
OLDSMOBILE break *Diesel* 14.000 km	80

DEMANDES D'EMPLOIS

JEUNE HOMME, 18 ANS, ch. emploi bur. ou coursier. Téléphone : 307-63-16.

Assistante de direct. commerc., 34 a., bil. anglais, ss diplôme, ch. *poste, urgt. Écr. Beard, 15, all. des Roitelets,* 95280 MOURS.

J.F. 26 ans. Expérience journalisme, édition. Maîtrise Sciences sociales. Trilingue français, espagnol, anglais. Cherche travail intéressant. *Écr. s/nº 1817, le Monde Pub.,* 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 25 ANS ÉTUDES SUPÉRIEURES

FRANÇ. ET AMÉRICAINES FINANCE - MARKETING

Trilingue : anglais, espagnol. Polyvalente : exp. profess. + 1 an service financier commercial et achat.

Rech. poste adj. de direct. dans le gest. financière, market. financier, market. de produit de luxe. Situation internat. Formation et expér. annexe de secrétariat, excell. présent. et contact. Disponible immédiat. Écr. s/nº 1615, *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

ESSEC, 39 ANS HT NIV. Gestion, Comptab., Fisc. Tous travaux administratifs.

Étudie ttes propositions rayon 100 km Ouest, notamment temps partiel ou missions ponctuelles. Tél. : 479-51-16.

Cadre lic. droit dipl. IEP (ECOFI) Paris, niveau DECS, 9 ans exp. banc. avec entrep. angl., esp., ital., rech. empl. Midi-Pyrénées. Écr. s/nº 1.632 *le Monde* Pub., *5, r. des Italiens, 75009 Paris.*

F. CHEF DE SERVICE JURIDIQUE *exp. form. sup. (DES dt privé, Inst. droit des aff. (AE. CAPA)* angl. cour., niv. DECS, gde exp. gest. des ass., problèmes transports, vie sociale et jurid. des aff. ch. sit. simil., secrét. général. Écr. s/nº 1.622 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

CADRE CONFIRMÉ

36 ans *BILINGUE ANGLAIS* 10 ans expérience COMMERCE INTERNATIONAL *étudierait propositions* de poste à responsabilités *dans :* IMPORT/EXPORT MATIÈRES PREMIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES SERVICE ACHATS ou très autres activités d'avenir. *Écr. s/nº 1.624 le Monde Pub.,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre de commerce international expérimenté, trilingue arabe-anglais, étudierait toutes propositions à l'exportation. Écr. Havas Orléans nº 174.939.

Homme, 30 ans, expérience entreprise et cabinet, titulaire D.E.C.S., recherche poste motivant Paris 8e, 15e, 16e. *Écr. s/nº 3.813 M, Régie-Presse,* 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

PARTIEL ou 40 heures Secrétaire bilingue, 13 ans exp. comm. et relat. personnel, ch. *poste rég. ouest*, Poissy, Orgeval, Saint-Germain-en-Laye, Pontoise. Écrire s/nº 6.164 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

M. cherche emploi collaborateur antiquités, M. Rolland, 28, rue J.-Gallé, 92700 Colombes.

CADRE ING. BAT. T.C.E.

42 ans, expérience chantier, maîtrise d'œuvre et d'ouvrage. Rompu aux contacts à hauts niveaux. France et étranger. Négociateur contrats clients et sous-traitant. Direction de travaux. Étudierait propositions de collaboration France et étranger. Libre rapidement. Écrire s/nº 6.161 *le Monde* Pub., *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

J.F. 30 ans, bilingue anglais, solide expérience, cherche poste à responsabilité ou gérance. Écr. s/nº 1639, *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

FORMATEUR

34 ans *Diplômé de l'enseign. supérieur.* Large expér. de la profession. Gestion, compt., stat., inform. étudiera toutes propositions. Écrire Paul Coquet, 321, rue de Charenton, 75012 Paris ou tél. : 628-59-26.

Si vous recherchez une

SECRÉTAIRE DIRECTION

(sténo-dactylo) cultivée, d'excellente éducation, bonne présentation, sachant prendre des initiatives avec un raisonnement parfaitement structuré, écrivez sous référence Nº 32.578 à PROJETS, 12, rue des Pyramides, Paris-1er, q. tr.

Cadre 50 ans rompu aux affaires peut prendre Direction Agence. *Autres opportunités Marseille et région.* M. Baccino, 36, rue d'Artagnan, 13014 MARSEILLE.

F., 40 ans, 18 ans d'expérience d'édition, secrétaire de direction, connaissances comptabilité, gestion de personnel, gestion de stock, fabrication, animation équipe de représentants, promotion, publicité, études de marché, créations de collections et de revues, cherche emploi même branche ou assimilée. Libre de suite. Étudierait *toutes propositions.* Écr. s/nº 8.986 *le Monde Pub.,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 30 ans, lic. Sc. éco., résid. en Thaïlande depuis 1 an, souh. entr. en cont. av. entrepr. ayant relat. d'aff. en Asie du Sud-Est. Étudierait toutes propositions. Écr. s/nº 8.997 le *Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Noir 1 m 90 intéressé par *offre de protection rapprochée ou* de toute autre activité annexe. Écr. s/nº 1641, *le Monde* Pub., *5, r. des Italiens, 75009 Paris.*

Jne Fille 20 ans, nat. espagnole, CAP *employé de bureau*, 2 ans exp. secrétariat, notions comptabilité, cherche place stable. Écrire Mme Lamas, 9, rue Alfred-de-Vigny, Paris-8e.

L'immobilier

appartements ventes

6e arrdt

FACE LUXEMBOURG

Imm. luxueux, 80 m² duplex 3 P. tout confort. Prix 1.300.000 F. PROGESCO — Tél. : 583-28-17.

7e arrdt

AVENUE DE SUFFREN

- Beau 6 P. 200 m² + serv.
- Duplex récept. + 3/4 chb.

JEAN FEUILLADE, 566-00-75.

9e arrdt

CARREFOUR CHATEAUDUN **4 P.** 95 m², ascens., 3e étage, parfaite distribution, Prix : 890.000 F, 526-78-40.

15e arrdt

Mº CONVENTION

SÉJ. + 4 CHBRES, 900.000 F. JEAN FEUILLADE, 566-00-75.

16e arrdt

STUDETTE, imm. neuf invest. ou pied à terre, av. Mozart, 238.000 F. Tél. : 567-85-90.

FOCH stand. soleil, étage élevé, ascenseur, 150 m², réception, 2 chbres + 2 chbres de service mitoyennes, prix 2.100.000 F. Téléphone : (3) 486-31-76.

18e arrdt

Place Tertre, 2 pièces tout conf.

50 m² + TERRASSE

refait neuf, tél. : 550-34-00.

78-Yvelines

PARLY 2 - 5/6 P. 100 m², 2 bains, 2 w.-c., garage, cave, calme, sud-ouest, urgent. Prix 675.000 F. Tél. 955.00.60.

92 Hauts-de-Seine

SURESNES — Mont-Valérien, bel appt, vue except. sur Paris et parc. 105 m², 6 poss, tt cft. 2 caves. 760.000 F. 506-39-89.

MALAKOFF

3 P. refait nf, ds imm. rénové, 400.000 F, propriétaire. Tél. : 654-32-27, 344-01-01.

Province

HAUTE-SAVOIE — CHATEL Emplacement exceptionnel STUDIOS 4 pers. à partir de 261.000 F. Location assurée. ERIGE B.P. 18 74240 GAILLARD Téléphone : (50) 38-52-89.

appartements achats

RECHERCHE 1 à 3 p., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. T. 873-23-55 même le soir.

ÉTUDE RIVE GAUCHE *Client. sélection, à satisfaire* 122, bd Raspail, Paris-6e. Tél. 222-70-63, 20e année.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, *recherche Paris 15e et 7e pour* bons clients appts ttes surf. et immeubles. Paiement comptant.

locations non meublées offres

Paris

PARIS 15e

Importante société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent bon standing

STUDIO 33 m² + loggia loyer 1.475 F. Charges 394 F, parking 186 F. S'adresser au gardien 22, rue Balard, Mº Javel. Téléphone : 558-27-74.

Importante société loue *SANS COMMISSION* Appts récents tout confort.

PARIS 19e

15-17, rue Henri-Ribière face Mº Place-des-Fêtes.

STUDIO 36 m², *loyer* 1.062 F. Charges 294 F, park. 183 F.

2 PIÈCES 53 *m², loyer* 1.550 F. Charges 432 F, park. 183 F. Téléphone : 205-74-30 de 9 à 12 h. et de 14 à 18 h.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES, LOUEZ

VOS APPTS ss 24 H., nous *garantissons VOS LOYERS.* Serv. GRATUITS. 271-28-16.

Association Apli recherche Chambres pour étudiants. 33, place Maubert (5e). Tél. : 326-77-51.

PROPRIÉTAIRES LOUEZ

Vos appartements sous 24 h. Nous garantissons vos loyers. Service gratuit. 233-71-14.

Région parisienne

Étude cherche pour CADRES villas, pavil., ttes banl. Loyer garanti 5000 F max. 283-57-02.

bureaux — bureaux

Location

AVENUE FR.-ROOSEVELT

BUREAUX MEUBLÉS av. secrétariat, tél., télex. ACTE S.A. Tél. : 281-80-88 +.

SIÈGES DE SOCIÉTÉS

av. secrétariat, tél., télex. CRÉATIONS D'ENTREPRISES

ACTE S.A., 261-80-88 +.

A louer : bureau Levallois-Perret (92), disp. imméd., 105 m² + cave de 35 m², *comp. de 4 p. claires, nouv. décor., représentatives,* à prox. du terminal de la porte Maillot. *S'adr. à : H. Schneider & Ass.* S.A.R.L., 85, rue Anatole-France, 92300 Levallois-Perret. Téléph. : 757-27-90.

8e ET CHAMPS-ÉLYSÉES

Domiciliation RM RC SARL. A partir de 150 F. *CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS* Tél., Télex, toutes démarches C2E. Téléphone : 562-42-12.

Vente

AVENUE KLÉBER VEND 2 BUREAUX DE 42 m² R.-DE-CHAUSSÉE, 723-78-11.

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ **TELEX** secrétariat téléphonique, domiciliations artisanales et commerciales. Tous services **355-17 50**

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 6 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassade. 281-10-20.

Cherche urgent chambre étudiant meublée 4e ou 5e. Accepterait non meublée. 634-58-18.

fonds de commerce

POUR VENDRE OU ACHETER VOTRE COMMERCE DE PARTICULIER A PARTICULIER

LISEZ ICF INDICATEUR DES COMMERCES DE FRANCE en vente 10 F

134, rue Saint Honoré - 75001 PARIS

Tél. : (1) 296.12.00

locaux commerciaux

Les Halles, r. Étienne-Marcel. Bail à céder, Local 2.200 M2 sur *3 niveaux. Façade 14 M pour* super-marché, drugstore, vidéo, cinéma. 723-78-11.

Cherche (fin septembre début octobre) bureau ou local commercial avec téléphone. 15e arrond., bail 9 ans. 1 000 F maximum. Tél. avant 8 heures au 531-84-04.

fermettes

100 km, LOIRET, prox. Loire-Sologne, *fermette restaurée*, tout conf., toit neuf, salle eau, w.-c., chauf. central, tél., garage, cave, *grand living, grande cuisine,* 2 chambres, 94 m² au total, jardin 1.000 m², prix 300.000 F, tél. dès lundi 16 (38) 33-23-79.

propriétés

A 25 KM SAINT-TROPEZ

LA GARDE-FREINET

Maison de campagne sur 5 ha. Habit. 120 m² environ, *Poss.* agrandissement + 120 m². Calme absolu. Piscine. Pigeonnier. Site sauvage. Petite rivière. Eau, électricité. Unique. *Prix 1.800.000 F.* Tél. : 16 (91) 54-92-93.

Grande maison bourgeoise Montargis centre garage, jardin, prix justifié Me COLLET, (38) 85-01-23.

terrains

Prox. MONTFORT L'AMAURY très beau terrain d'angle, 1.800 m², grande façade, arbres centenaires, C.O.S. 0.30, Prix 180 F/m². LEROY 489-04-47.

Le Monde

économie

ÉTRANGER

DANS UN RAPPORT INTERNE

La Banque mondiale recommande aux pays de l'Afrique sub-saharienne de mettre en œuvre des politiques économiques plus libérales

Un rapport — confidentiel — de la Banque mondiale, rédigé à la demande de gouverneurs africains de l'institution, recommande un apport massif d'investissements privés complétés par des transferts au titre de l'aide en Afrique au sud du Sahara. Ce rapport critique vivement les politiques suivies par ces pays au cours des vingt dernières années ; il leur est notamment fait grief d'avoir accordé une trop large place au secteur public.

Analysant les politiques des Etats intéressés, le rapport juge notamment que celles pratiquées en matière de taux de change et de prix à la production des denrées agricoles sont au « *cœur de l'échec en vue d'apporter des stimulants adéquats aux productions agricoles et aux exportations.* » Il affirme également que la part du secteur public et le rôle dominant accordés à l'Etat dépassent souvent les capacités administratives de ces pays. Il reconnaît cependant que le secteur public peut jouer un rôle essentiel — s'il est géré efficacement — pour « *un nombre limité d'activités* », mais avance que, pour le reste, les entreprises privées et les coopératives peuvent s'en charger. D'autres facteurs ne sont pas non plus épargnés : le « *protectionnisme* » imputé à la convention de Lomé, car il a eu peu d'effet sur la croissance de l'Afrique ces dernières années ; les pratiques visant à limiter les importations (afin de protéger les productions internes de la concurrence internationale), car elles ont également porté préjudice aux exportations traditionnelles (cacao au Ghana, sisal en Tanzanie, café à Madagascar) pour lesquelles les producteurs ne parviennent pas à couvrir leurs coûts.

Les auteurs constatent que de nombreux gouvernements africains préfèrent maintenir des prix peu élevés à la production afin de prévenir toute levée de boucliers des consommateurs, notamment en milieu urbain, et plaident — c'est un axiome des tenants du libéralisme — pour des politiques de prix plus encourageants, dans le même temps où ils se prononcent pour des dévaluations, là où cela est nécessaire, afin de favoriser une participation au marché mondial.

Une sous-estimation des facteurs externes

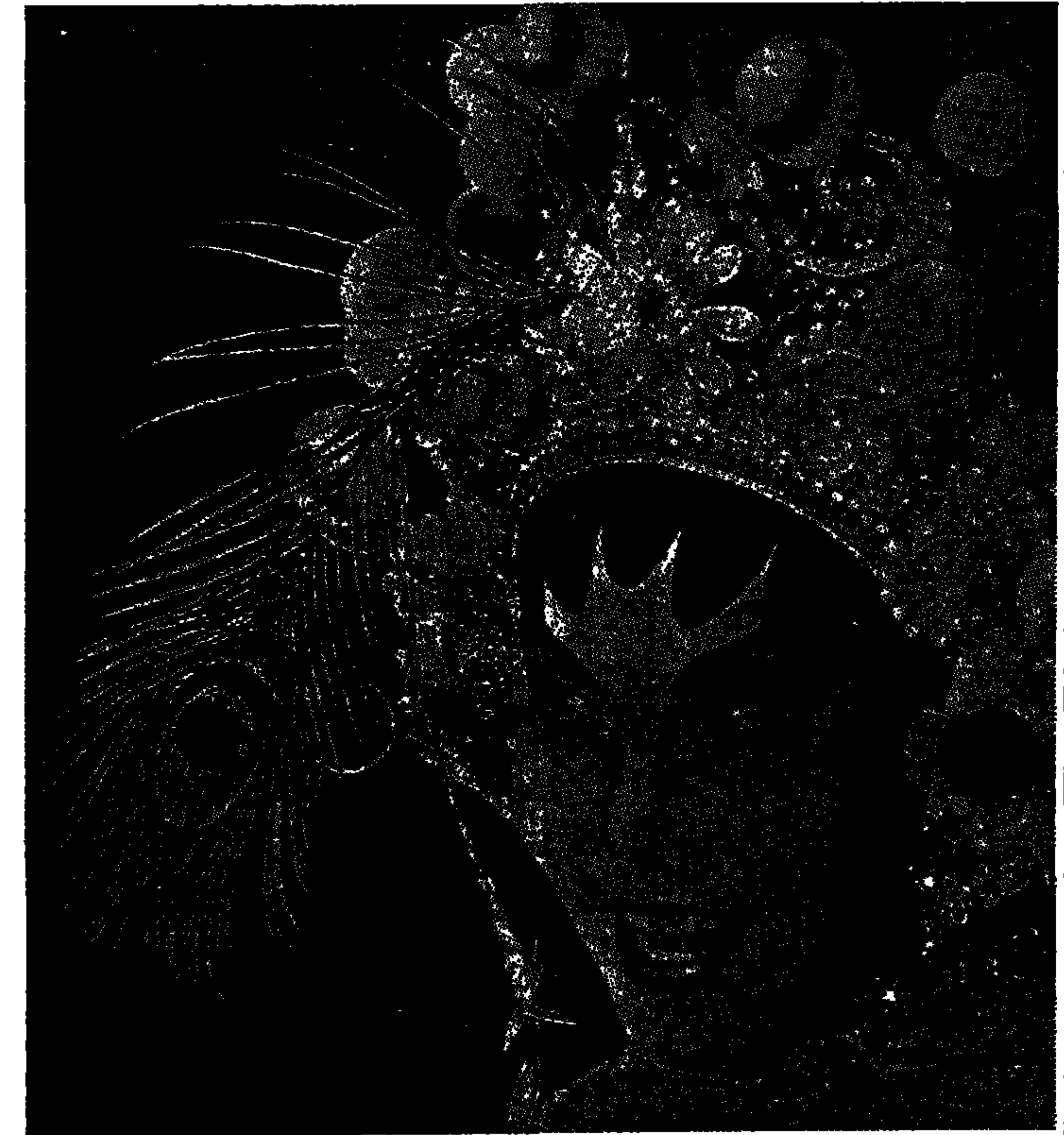
Après avoir souligné que la productivité des petits fermiers est souvent supérieure à celle des grandes exploitations, le rapport n'en estime pas moins que l'accent doit être mis, au cours de la décennie, sur les cultures d'exportation ayant déjà pignon sur rue plutôt que sur les petits projets de cultures vivrières, qui devront conserver, indique-t-il, un caractère modeste et expérimental. Dans le même esprit, il lui semble important de développer la recherche agricole sur des bases internationales et avec des appuis financiers et techniques extérieurs. Il affirme aussi que les politiques ayant pour but de mettre à la portée de tous les services gratuits pour l'éducation, la santé, l'eau... « *dépassent de loin les ressources que les gouvernements sont capables de dégager actuellement et dans les dix prochaines années. L'éducation orientée vers l'emploi et l'amélioration des services sanitaires sont regardés comme des domaines réclamant une plus grande attention pour faire face au problème urgent que représente la rapide croissance démographique* ». « *A moins que la taille des familles diminue*, écrit le rapport, *la population sub-saharienne sera de près de 1 milliard en 2010 contre 344 millions en 1979.* » Il va de soi qu'il réclame la mise en place « rapide » de programmes de planning familial effectif.

Enfin, le rapport estime que même si l'Afrique a reçu « *relativement beaucoup d'aide* », elle en a besoin de beaucoup plus encore (à condition que les changements préconisés soient faits). « *Sans cela*, avance-t-il, *les gouvernements* (auxquels un allègement de leurs responsabilités est suggéré) *et les autres milieux intéressés en Afrique ne prendront vraisemblablement pas des risques qui ne seraient pas assurés de bénéfices immédiats.* » Dans l'état actuel des choses, conclut-il, l'Afrique va vraisemblablement stagner et les conditions de ses populations empirer. « *Sans changements de politique, les gouvernements africains ne pourront sans doute pas stimuler leurs économies. (...) Redéfinir la frontière entre les secteurs public et privé a peu de chose à voir avec l'idéologie et les objectifs sociaux.* »

Selon le *Washington Post*, dans un article repris par l'*International Herald Tribune* du 3 septembre, l'administration Reagan pense que ce plaidoyer en faveur de la libre entreprise pourrait épouser la nouvelle politique américaine en matière d'assistance à l'étranger. Le nouveau président de la Banque mondiale, M. A.W. Clausen, aurait accueilli ce document avec « *enthousiasme* », mais il aurait provoqué une « *opposition considérable* » au sein de l'institution. Les critiques font notamment remarquer que ce rapport sous-estime les facteurs externes qui ont pesé sur la situation économique de l'Afrique sub-saharienne et néglige le fait que le développement du secteur public a souvent répondu aux défaillances ou à l'absence d'initiative privée et à des nécessités sociales.

GÉRARD VIRATELLE.

● *Manifestation des mineurs de fer lorrains à Metz.* — Les mineurs de fer lorrains devaient manifester ce 7 septembre à Metz (Moselle) pour obtenir l'arrêt des licenciements en cours, la réduction des importations de minerai étranger et une relance de l'exploitation des mines françaises.



CONJONCTURE

LE DISCOURS DE M. MAUROY A LILLE

Les entreprises auront les moyens financiers nécessaires à la « bataille de l'emploi »

M. Pierre Mauroy a réaffirmé, le 6 septembre à Lille, que « le gouvernement tient à la liberté des prix et ne veut pas en rétablir le contrôle », tout en réaffirmant qu'il ne pouvait pas « laisser pratiquer certaines hausses abusives ». Recevant les organisations de commerçants à l'hôtel de ville, comme chaque année à l'occasion de la braderie, le maire de Lille a précisé qu'il reviendrait sur cette question devant l'Assemblée nationale le 15 septembre. M. Mauroy a ajouté qu'étaient préparées « des règles objectives et équitables de création de nouvelles grandes surfaces » et qu'il serait nécessaire « de revoir la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ».

Lille. — En inaugurant, le samedi 5 septembre, la foire-exposition de Douai, le premier ministre s'est efforcé de rassurer les chefs d'entreprise dont les inquiétudes avaient été exprimées dans l'allocution du vice-président du C.N.P.F., M. Maury-Laribière, qui avait déclaré : « *Nous sommes décidés à poursuivre une politique sociale qui tienne compte des réalités économiques mais nous connaissons une période très difficile. Nous éprouvons une grande inquiétude devant certains projets qui risquent de compromettre la compétitivité des entreprises. On ne peut pas reconnaître la nécessité de l'esprit d'entreprise et décourager les chefs de ces entreprises. On ne peut pas inciter au développement et sanctionner fiscalement l'outil de travail... Quel est l'avenir réservé aux entreprises ?* »

M. Mauroy, sur le ton familier qui est le sien et qui a souvent la vertu de dédramatiser les polémiques, a tout d'abord affirmé qu'il annoncerait prochainement à l'Assemblée nationale les mesures financières qui « *donneront aux entreprises les moyens de participer à la bataille de l'emploi... Il s'agit surtout de mettre fin à l'augmentation des charges sociales des entreprises et de mieux adapter l'assiette de ces charges à la variété des situations* ».

« *Je sais*, dit M. Mauroy, *que vous accueillez sans enthousiasme la victoire de la gauche mais je sais aussi que vous refusez la politique du pire. Mon gouvernement est résolu à favoriser la reprise de l'investissement mais pour y parvenir il nous faut fixer ensemble — employeurs, salariés, pouvoirs publics — les nouvelles règles du jeu social...* » et M. Mauroy tente de convaincre ses interlocuteurs patronaux par quelques précisions : « *Il n'est nullement question de remettre en cause le droit de décider du chef d'entreprise ni d'instaurer je ne sais quel droit de veto sur les licenciements. Mais le dialogue, la négociation, le contrat dans la vie de l'entreprise comme dans tous les domaines de la vie civile, seront le moyen privilégié de la liberté, de la responsabilité mais aussi de l'évolution.* »

Parlant du « *spectre démesurément grossi des nationalisations* », le premier ministre explique :

De notre correspondant

« *Toutes celles qui ont été annoncées seront réalisées sans délai et sans détour, mais rien de plus. Il n'y a pas contradiction entre le développement du secteur public industriel et la prospérité d'un vaste secteur privé. Au contraire, car les entreprises publiques sont ou le seront demain plus encore le fer de lance d'une renaissance industrielle qui profitera à tous...* »

Quant à la nationalisation du secteur bancaire elle n'a, selon M. Mauroy, qu'un but : « *Faire que dans les communes, dans les régions, les banques décentralisées ne soient plus pour tous les entrepreneurs des tuteurs, des seigneurs ou des exécuteurs mais des partenaires du développement attentifs aux exigences de l'environnement local et régional.* »

Au cœur du bassin minier, M. Mauroy ne pouvait passer sous silence les problèmes du charbon. Ses propos n'ont à la vérité apporté aucun élément nouveau. On sait que tout sera fait pour maintenir la production maximum dans le Nord-Pas-de-Calais mais que ce retour du charbon reposera surtout sur l'utilisation des technologies nouvelles (gazéification) et le développement d'une carbochimie dans laquelle la base de charbon d'importation de Dunkerque jouera un grand rôle. Si on a fixé, pour 1990, un objectif national de trente millions de tonnes, ce qui entraînera un accroissement de 30 % de la subvention aux Houillères en 1982, rien n'a cependant été précisé pour le Nord-Pas-de-Calais. Il faudra attendre les conclusions du débat sur l'énergie qui replacera ce dossier régional dans un ensemble beaucoup plus vaste. En attendant, le premier ministre a annoncé un effort supplémentaire pour la rénovation du cadre de vie et des infrastructures du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais ; le montant des subventions de l'Etat sera majoré d'un tiers.

G. S.

Selon un sondage IFRES-« le Journal du dimanche »

74 % DES FRANÇAIS SONT FAVORABLES AU BLOCAGE DES PRIX

Le Journal du dimanche du 6 septembre publie un sondage réalisé par l'IFRES, les 2, 3 et 4 septembre, auprès de mille personnes. Selon cette enquête, 56 % des personnes interrogées estiment que la rentrée 1981 sera financièrement « *plus difficile* » que les autres années, pour 27 %, elle sera « *aussi difficile* » et, pour 4 %, « *moins difficile* ». 56 % (contre 38 % d'un avis opposé) entendent « *restreindre* » leurs dépenses. Les domaines dans lesquels les personnes interrogées envisagent de se restreindre sont notamment les loisirs (52,5 %), l'habillement (32 %), les dépenses de carburant (35 %). A la question « *compte tenu de l'évolution des prix, êtes-vous partisan du blocage des prix ?* », 74 % répondent par oui et 19 % par non. Enfin 69 % des Français (contre 23 %) se déclarent favorables « *au principe d'une cotisation mensuelles des fonctionnaires pour venir en aide au chômage* ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep + ou Dép. —		Rep + ou Dép. —	
$ E.-U.	5,8250	5,8300	— 30	— 20	— 150	— 60	— 500	— 300
$ can.	4,8620	4,8700	— 250	— 150	— 420	— 300	— 920	— 700
Yen (100)	2,5150	2,5240	+ 150	+ 250	+ 360	+ 460	+1140	+1280
D.M.	2,3940	2,4000	+ 70	+ 120	+ 150	+ 230	+ 450	+ 550
Florin	2,1580	2,1640	+ 30	+ 30	+ 100	+ 160	+ 300	+ 400
F.B. (100)	14,6250	14,6550	— 600	— 300	—1200	— 800	—2800	—1900
F.S.	2,7620	2,7700	+ 100	+ 150	+ 250	+ 340	+ 800	+ 950
L. (1 000)	4,7810	4,7910	— 650	— 500	—1300	—1100	—3200	—2800
£	10,6580	10,6750	+ 260	+ 420	+ 580	+ 800	+1480	+1900

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	11 1/2	12	12	12 1/2	12 1/4	12 3/4	12 1/2	13
$ E.-U.	17	17 1/2	18	18 1/2	18 1/4	18 3/4	18	18 1/2
Florin	13 1/2	14	13 3/4	14 1/4	13 3/4	14 1/4	13	13 3/4
F.B. (100)	25	32	20	23	21	24	20	23
F.S.	9 1/2	11 1/2	10 1/2	11	10 1/2	11	10 1/4	10 3/4
L. (1 000)	18	22	30	34	32	36	29	33
£	12	13	13	13 1/2	13 1/4	13 3/4	14	14 1/2
F français	16	19	25	28	25	28	23	26

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FISCALITÉ

QUAND DES SALARIÉS PAIENT L'AMENDE DE LEUR PATRON...

(De notre correspondant)

Lorient. — Contremaîtres en tête à bord des camions de leur entreprise, qui fabrique des emballages en polystyrène, les quarante employés de la société Embalex, de Guéméné-sur-Scorff (Morbihan), ont, le 4 septembre, investi les bureaux du Trésor public de la localité. Profitant de l'absence de leur directeur, après avoir parcouru les rues de la ville, phares allumés et à grand renfort de coups d'avertisseur, ils ont effectué au Trésor un versement pour le moins exceptionnel : 2 610 F en pièces de 20 et 10 centimes, mises dans trois caissettes fabriquées par l'entreprise. Cette somme, collectée à l'intérieur de l'usine — chaque salarié ayant volontairement versé 65 F — correspondait au montant d'une amende infligée à la société depuis quelque temps déjà en raison du retard apporté au paiement de la taxe professionnelle 1979, dont le montant avait été jugé « exorbitant » par la direction.

L'affaire a déjà connu plusieurs épisodes le directeur de l'entreprise, M. Allen, ayant été débouté d'un appel et l'administration fiscale ayant prononcé la saisie d'un véhicule de la société sans pour autant que cette saisie soit effectivement exécutée. Les employés n'ont quitté les locaux de la perception qu'après avoir obtenu un reçu en bonne et due forme. Mais il leur a fallu attendre une bonne partie de l'après-midi, les agents du Trésor ayant mis... un certain temps pour vérifier la somme constituée de plus de treize mille pièces. — J.-Y. M.

AFFAIRES

Elf, Mérieux et des coopératives d'élevage créent la première société française de transferts d'embryons

Plusieurs coopératives d'élevage, associées avec l'Institut Mérieux et Inovelf, filiale pour la promotion de l'innovation du groupe Elf, et le concours du Crédit agricole, par le biais de sa filiale Union *d'études et d'investissements*, viennent de créer la société France-Embryon. Elle a pour objectif la transplantation embryonnaire qui permet de multiplier rapidement la descendance des meilleures femelles d'un élevage, d'une race ou d'une espèce. *La* société dispose d'un centre d'application et de recherche pour la transplantation embryonnaire bovine à Montrond-les-Bains (Loire) et d'une équipe itinérante capable d'effectuer des transplantations « à domicile », sur l'ensemble du territoire.

Jusqu'à présent la sélection bovine était opérée à partir de l'enregistrement des performances (laitières ou bouchères) des filles et petites-filles des taureaux. Le sperme de ceux-ci, grâce à la congélation, était stocké et rediffusé dans les élevages par la technique de l'insémination artificielle.

Si l'on pouvait ainsi accroître la capacité de production des meilleurs taureaux, les meilleures vaches, quant à elles, connues par leur niveau de production et leur conformation ne fournissaient qu'un seul veau en moyenne par an, soit autant que les mauvaises.

D'où l'idée de prélever *sur une* vache donneuse autant d'embryons qu'elle en produit et de les transplanter *sur des vaches receveuses*, qui donneront ainsi naissance à des veaux d'une qualité génétique largement *supérieure à celle des animaux* que ces vaches auraient normalement produits. De ce fait la vitesse *de sélection des meilleures* bêtes d'un troupeau est accrue.

L'intérêt de cette technique est *double. La transplantation embryonnaire* favorise des gains rapides de productivité : elle crée aussi un nouveau produit commercial, l'embryon, qui possède un marché en France mais aussi à l'exportation, dans la mesure où la technique de congélation des embryons sera de mieux en mieux maîtrisée.

Une technique usuelle

La transplantation embryonnaire est devenue une technique d'élevage usuelle dans plusieurs pays (Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Danemark) et, en 1980, on estime à cinquante mille le nombre de transferts *réalisés dans le monde. Le niveau* moyen des résultats se situe actuellement de deux à quatre veaux produits après chaque récolte d'embryons faite sur une vache donneuse. Mais on enregistre aussi des records puisqu'une vache charolaise de Californie a déjà produit cent vingt veaux vivants après seize récoltes consécutives. Enfin, dans le monde, trois mille veaux vivants sont nés d'embryons congelés.

En France, les travaux de la recherche agronomique sur les techniques de transplantation embryon*naire remontent aux années 60.* Un programme national pour favoriser le développement de ces techniques, *financé par le FORMA (1), l'ONIVEV* et la D.G.R.S.T. avait été adopté en juillet 1979. Sous la direction scientifique de l'INRA, il associait l'Institut technique de l'élevage bovin (ITEB), l'Union des centres d'insémination artificielle, et quatre coopératives membres de cette union (2). Au cours de ce programme, qui s'achève normalement à la fin de cette année (mais ses promoteurs espèrent sa prolongation, et M. Chevènement, ministre de la recherche, a, semble-t-il, inscrit la transplantation embryonnaire dans les priorités de la *biotechnologie*), mille trois cents opérations de transplantation ont été réalisées, qui ont favorisé la naissance d'environ deux cent vingt veaux, des bêtes étant à l'heure présente en gestation. Le financement *global s'est élevé à 4,7 millions* de francs. Il aura permis de ramener le coût de chaque opération par *éleveur à 800 F, contre un coût* normal compris entre 2 000 F et 2 100 F. Aux Etats-Unis et au Canada, *le prix demandé pour ce service* varie de 2 500 F à 4 000 F.

L'une des coopératives participant *à ce programme, l'Union Centre-Est France* (UCEF), sous l'impulsion d'un directeur dynamique, le doc*teur Jean-Claude Plat, a développé* cette activité de transplantation embryonnaire qu'elle pratique au siège de la coopérative, mais aussi, à la demande des éleveurs, à domicile grâce à des équipes « volantes », qui *n'hésitent* d'ailleurs pas à franchir les frontières de l'UCEF. D'où quelques frictions, dont le monde de l'élevage a le secret.

L'affaire apparaît rentable, mais, pour se développer, droit trouver des partenaires industriels et financiers. D'où la création de France-Embryon, qui regroupe huit organisations régionales *d'élevage détenant* 57 % du capital (3), le Crédit agricole avec 14 %, Inovelf et Mérieux, qui se partagent les 29 % restants. M. Louis de Neuville, par ailleurs président de l'Union pour la promotion de la race limousine, mais aussi de la Fédération nationale des livres généalogiques bovins, préside la nouvelle société.

Pour sa campagne 1980-1981, France-Embryon a pratiqué cinq cents transferts, dont 90 % en races laitières, *essentiellement des Holstein.* Elle cherchera à l'avenir à rééquilibrer son activité en faveur des *races à viande, charolais et limousin* notamment, sérieusement concurrencées par les producteurs nord-*américains.* Elle *compte réaliser de* 1 000 à 1 200 transferts en 1981-1982 et de 2 500 à 3 000 *en* 1982-1983.

La présence d'Elf et de Mérieux dans cette opération prouve l'intérêt que portent les industriels à la bio-génétique. L'Institut Mérieux, qui est déjà présent dans le domaine de la sélection animale, par sa filiale de l'ISA (Institut de sélection animale), et dans celui des spécialités vétérinaires, est intéressé par les retombées scientifiques et techniques que l'on peut attendre du développement des prélèvements embryonnaires, notamment dans le domaine du clonage et de la détermination des sexes. Aussi a-t-il demandé comme *INOVELF* à participer *au* comité scientifique de l'entreprise.

Comment valoriser la recherche

La création de cette société pose encore la question de la valori*sation de la recherche.* Dans la mesure où la technique de la transplantation embryonnaire représente *en fait une addition de manipulations* et de savoir-faire, l'Institut national de la recherche agrono*mique n'a pu déposer de brevet* afin de toucher des royalties sur le résultat de ses travaux. Dans la *mesure encore où il s'agit de fonds* publics, l'INRA se doit de faire bénéficier de ses « trouvailles » l'ensemble des demandeurs, même s'ils ne sont pas tous aussi dynamiques que l'UCEF. Il est convenu toutefois que l'Institut participera au conseil scientifique de France-Embryon ainsi qu'à la formation de son personnel.

Technique d'avenir, la transplantation embryonnaire conduira au changement des conditions de la recherche elle-même. Elle permettra, en effet, par la micromanipulation d'embryons très jeunes, de produire des individus parfaitement identiques, qui seront pour les chercheurs un matériel d'expérimentation entièrement nouveau.

Deux remarques toutefois s'imposent : les apprentis sorciers ne *vont-ils* pas, par *l'accélération* de la sélection, accélérer du même coup la concentration des races *animales, sauf à avoir un programme* spécifique de conservation génétique ? Ne découvrira-t-on pas, *comme pour d'autres* techniques modernes d'élevage, des inconvénients écologiques, encore inconnus parce que non recherchés ?

En second lieu, le prix de *revient de l'opération conviendra* sans doute aux seigneurs de l'élevage, aux sélectionneurs qui vendents et exportent des animaux de reproduction. En revanche, les prix actuels du lait et de la viande ne devraient pas permettre à l'éleveur individuel, qui veut améliorer la productivité de son troupeau, d'utiliser cette technique encore trop coûteuse.

JACQUES GRALL.

(1) FORMA : Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles. ONIBEV : Office national interprofessionnel du bétail et des viandes. D.G.R.S.T. : Délégation générale à la recherche scientifique et technique.

(2) MIDATEST Sud-Ouest, Ouest génétique élevage reproduction, Union Centre-Est France, Union régionale des coopératives d'élevage de l'Ouest.

(3) Bureau de vente des reproducteurs d'Amiens, Coopérative d'élevage de la Loire, de Saône-et-Loire, du Centre-Nord et Aube, de Côte-d'Or, Elevage limousin de plein air, Jeunes bovins de Champagne, Union Centre-Est France.

● *Les négociations entre Chrysler et Mitshubishi.* — La signa*ture d'un accord entre le* constructeur américain Chysler et la société automobile japonaise Mitsubishi Motor Corp visant à permettre à celle-ci d'établir aux Etats-Unis son propre réseau de vente, est retardée, a déclaré, le *samedi 5 septembre*, le président de Mitsubishi, M. Tomio Kubo. La signature avait été annoncé pour la fin du mois d'août. La mise au point du dossier juridique de l'accord serait la cause du retard.

En mai dernier, les deux *sociétés avaient décidé de permettre* à Mitsubishi de créer son propre réseau de diffusion aux Etats-Unis (à partir de 1983) en échange d'une assistance financière à Chrysler. Elles avaient aussi envisagé de produire en commun aux Etats-Unis des modèles de la marque japonaise. — *(A.F.P.)*

● *Fiat et Peugeot en Argentine.* — Le constructeur italien Fiat et la société française Peugeot ont décidé de maintenir leur filiale commune en Argentine, malgré des résultats peu encourageants, a indiqué, le samedi 5 septembre, *un porte-parole de Fiat.*

La filiale — Savel Argentina — avait été créée il y a un an. Elle devait produire à terme 150 000 voitures par an. L'an dernier, l'Argentine a construit environ 220 000 voitures particulières. — *(A.P.)*

La société Pompes Guinard prend une participation de 30 % dans une firme japonaise

Afin de s'implanter au Japon, la société Pompes Guinard, filiale à 80 % du groupe Leroy-Somer, vient de signer avec Marushichi, constructeur japonais de pompes pour la chimie, un accord qui prévoit notamment une prise de participation de 30 % dans la firme nippone, des transferts de technologie et des accords industriels et commerciaux.

Il n'est pas fréquent qu'une entreprise française prenne une participation dans une société japonaise. Même si, comme le reconnaît M. Xavier Mallet, président de Pompes Guinard, « *Marushichi n'est pas la première entreprise de pompes japonaises et ses produits sont moins performants que les nôtres* ».

Dans une industrie extrêmement morcellée — il y a six cent cinquante-sept fabricants aux Etats-Unis et deux cent cinquante en Europe — la concurrence est extrêmement vive et la rentabilité faible. Au contraire de firmes, parfois très performantes, spécialisées sur un seul créneau, le généraliste qu'est Pompes Guinard, dixième mondial avec un chiffre d'affaires de 765 millions de francs en 1980 (1), doit rechercher une implantation commerciale vaste et dense, ce qui est toujours un problème pour une entreprise moyenne, et épaulée par un groupe. *La concurrence* accrue sur le marché européen, malgré une présence en Italie et en Allemagne fédérale, a amené Pompes Guinard fournisseur de pompes tant pour le pétrole et la chimie que pour le *nucléaire et le solaire à se lancer* au Proche-Orient, non sans succès. La société ne réalise désormais pas moins de 25 % de son chiffre d'affaires dans cette région. Mais la fragilité d'un tel développement a obligé ses dirigeants à *rechercher des bases* plus stables dans le « triangle d'or » — selon leur expression — que forment, avec l'Europe, les Etats-Unis et le Japon. En plus de cession de licences outre-Atlantique et d'un bureau à Hous*ton*, Pompes *Guinard* a *pris* le contrôle en 1978 d'A.S.M., une petite société américaine spécialisée dans les pompes pour l'agriculture.

Devant la réussite de cette implantation, M. Mallet a imaginé un montage *analogue au Japon.* Marushichi, petite entreprise familiale au chiffre d'affaires de soixante dix millions de francs, recherchait pour accroître ses activités des produits de technologie avancée. Ne voulant pas céder ses licences, la société française proposa aux Japonais une prise de participation croisée au prorata des chiffres d'affaires (les Français prenant 30 % et les Japonais pouvant obtenir jusqu'à 3 %). Sans doute parce que Marushichi n'était pas leader dans sa branche, le MITI (ministère japonais de l'industrie et du commerce extérieur) n'a *pas fait le moindre obstacle* à une opération qui comprend aussi des transports de technologie, l'entreprise nippone ayant accès à toute la gamme industrielle de Pompes Guinard, y compris les produits les plus avancés. De plus, *des accords industriels* et commerciaux combinés avec la compagnie commerciale Kanematsu Gosho permettront d'arbitrer les positions commerciales des deux sociétés tant sur le marché japonais que dans le reste de l'Asie, et un comité de gestion, dans lequel les partenaires français seront minoritaires, associera les deux firmes dans l'élaboration de leurs stratégies.

« *Nous espérons pénétrer ainsi le difficile marché japonais*, affirme M. Mallet, qui pense qu'il est *indispensable d'être « nipponisé »* à une époque où les Japonais sont de plus en plus souvent prescripteurs dans les appels d'offre internationaux. — B. D.

(1) Le marché français, dans son ensemble, ne dépasse pas 2,5 milliards de francs sur sa production française. Pompes Guinard réalise un chiffre d'affaires de 540 millions de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COFIMEG

Les recettes de la Société compre*nant loyers, primes à la construction* et produits accessoires se sont élevées, pendant le premier semestre 1981, à 71,06 millions de francs, *contre* 62,39 millions au cours de la même période de 1980. Elles ont ainsi enregistré une progression de 13,9 % en un an.

Ces *recettes* incluent les premiers loyers de l'immeuble d'habitation du 157, boulevard Davout, à Paris et de l'immeuble à usage d'ateliers et de bureaux à Garges-lès-Gonesse, achevés en cette première partie de l'année et intégralement loués.

SOCIAL

L'IMMIGRATION CLANDESTINE

Partie de cache-cache dans les bois franco-allemands

Depuis la fin du mois de juillet, la langue de forêt qui borde la frontière allemande — dans le Bas-Rhin et la Moselle — est le théâtre d'un bien étrange mouvement migratoire. Cinq cents personnes au moins, des Pakistanais d'abord, puis des *Turcs*, *ont* tenté, et parfois avec succès, de pénétrer clandestinement en France. Malgré une surveillance renforcée de la police de l'air et des frontières et l'appoint d'une compagnie de C.R.S. venue en renfort, le mouvement, même s'il diminue, se poursuit. Les autorités estiment à 30 % le nombre de tentatives ayant réussi.

Dans la région de Wissembourg, il ne se passe pas de semaine sans que la gendarmerie ou la douane n'intercepte des immigrés clandestins venus d'Allemagne qui, à pied, par groupes de trois ou quatre, tentent de franchir la « *frontière verte* ». Le Lauter, petit ruisseau qui matérialise, de Lauterbourg aux premiers *contreforts* des Vosges, la limite de chacun des pays peut être franchi d'un bond. Il est fréquent que les promeneurs passent de l'un à l'autre sans même s'en rendre compte. C'est un endroit rêvé pour des tentatives *discrètes*...

Depuis un mois, la lutte est engagée ici entre les douaniers allemands, les douaniers français, les policiers d'une part, et les immigrés clandestins de l'autre. Tôt le matin ou tard dans la soirée, une immense partie de cache-cache commence à travers les bois et les champs de maïs. L'effet de surprise passé, l'avantage est allé systématiquement aux policiers. La résistance de ceux qui tentent le saut est en effet presque nulle face à l'autorité. Quand l'un des membres du groupe est pris, il est fréquent que les autres se rendent. Ces Pakistanais ou ces Turcs qui espéraient en France mettre un terme à la précarité de leur situation en Allemagne, sont alors reconduits à la frontière et confiés aux douaniers allemands.

En route pour Paris

Ce mouvement a débuté lorsqu'ont été annoncées par la presse, en R.F.A., deux décisions du gouvernement français : d'une part, l'asile politique accordé à M. Bani Sadr ; d'autre part, « *l'extrême bienveillance* » de l'administration à l'égard des travailleurs clandestins. Une rumeur enfle alors dans la communauté des Pakistanais d'Allemagne : l'espoir naît et grandit, et les départs vers la France commencent sérieusement le 27 ou le 28 juillet. Pour ceux qui sont le plus souvent réfugiés politiques en R.F.A. et assignés à résidence, la tentation est grande de rejoindre des cieux qui semblent plus cléments. D'autant que leur statut provisoire en Allemagne leur interdit, contre une pension de 500 DM (environ 1 300 francs) versée par le gouvernement de Bonn, toute activité salariée.

Après un *franchissement réussi*, au nord de l'Alsace, la destination la plus souvent choisie est Wissembourg, puis, par train, Strasbourg, et enfin, la région parisienne qui est, dans la quasi-totalité des cas, l'objectif à atteindre. En fait, aucun d'entre eux ne peut, en bonne logique et pour l'instant, espérer bénéficier d'une véritable régularisation de sa situation en France. Les termes de la circulaire ministérielle sont très clairs ; sans même entrer dans les détails, celle-ci prévoit comme condition préalable la présence en France depuis au moins le 1er janvier 1981. Mais même si quelques retours désabusés vers la R.F.A. se produisent, les *conséquences* de *cette* rumeur continuent à se faire sentir. A force de renforts, la perméabilité des frontières, au nord, s'étant réduite, on assiste depuis quelques jours à des tentatives au sud de l'Alsace, via la Suisse. *Jeudi* dernier, à *6* heures du matin, à Werntzouse, dans le Sundgau (Haut-Rhin), deux véhicules furent interceptés alors qu'ils venaient de passer un poste très rarement emprunté. A leur bord, huit Pakistanais et deux Indiens qui, sans visa, tentaient leur chance. Ils ont affirmé qu'ils venaient chercher du travail dans la région lyonnaise.

L'une des caractéristiques de ce *mouvement est qu'il est* largement spontané. Il n'existe probablement pas de filière comme il est fréquent d'en rencontrer chez les clandestins. Les vocations de « passeurs », qui naissent parfois chez certains chauffeurs de taxi des villes frontalières de la R.F.A., sont, elles aussi, marginales. Contre une somme variant de 500 à 2 000 F, les taxis prennent en charge, dans les grandes gares allemandes de la région, les *candidats* à l'émigration. Ils les conduisent jusqu'à la « *frontière verte* », leur indiquant le chemin, puis ils les récupèrent en France après avoir, à vide et le plus légalement du *monde*, franchi un poste de frontière gardé. Il est possible cependant que l'activité des « taxis » ait diminué sensiblement depuis que la *gendarmerie* a intercepté l'un d'entre eux alors qu'il chargeait, le 6 août dernier, à Celtz (Bas-Rhin), trois Pakistanais qui venaient de franchir le Rhin à bord d'un canot. Le passeur est maintenant poursuivi par la justice allemande.

Si l'existence des contrôles a réduit sérieusement les tentatives de passages, celles-ci ne cessent pas pour autant. Ces « hyper » clandestins peuvent, en *effet*, espérer, après un franchissement réussi, que les autorités françaises *prendront* en considération leur cas à la fois par la force du fait accompli et celle du nombre. Cela expliquerait que d'autres communautés d'immigrés, en Allemagne, manifestent depuis quelques jours, après les Pakistanais et les Turcs, un intérêt grandissant pour la France.

FRANÇOIS ERNEN-WEIN.

CORRESPONDANCE

Les bulldozers de Saint-Denis

Dans notre article sur la « régularisation » *des travailleurs clandestins* (le Monde *daté 9-10 août 1981*), *nous écrivions que la résorption des bidonvilles* « au besoin à coups de bulldozer, comme aux Francs-Moisins, à Saint-Denis, après l'incendie de ce gigantesque ghetto le 24 avril 1967 », *n'avait fait que* « rejeter vers les taudis, les caves et les garnis des communes ouvrières une population sur l'existence de laquelle les autorités avaient, durant des années, fermé les yeux ».

M. Berthelot, maire (P.C.F.) de Saint-Denis, nous écrit à ce propos :

L'incendie du 24 avril 1967 n'est pas du tout à l'origine de la disparition du bidonville des Francs-Moisins. Nous avons, certes, à l'époque, recensé cent soixante personnes sinistrées sur les cinq mille personnes environ qui s'entassaient dans ce bidonville, vivant dans une extrême précarité, source d'ailleurs de ces incendies, dont certains furent même plus importants que celui du 24 avril 1967, tel celui du 15 juin 1970 où six cents personnes se trouvèrent sans abri. Notre solidarité immédiate aux sinistrés ne fit jamais défaut. Mais c'est l'effort tenace de la municipalité, appuyée par l'opinion et les intéressés eux-mêmes, qui obtint des gouvernants d'alors les moyens de faire disparaître cette honte que représentait le bidonville des Francs-Moisins, né de l'avidité d'un patronat soucieux d'avoir à sa disposition une main-d'œuvre surexploitable, et d'un pouvoir complice qui, il est vrai, fermait les yeux (...). Le cadre de cette lettre m'empêche de vous faire part dans le détail de toutes les démarches, interventions en direction des pouvoirs publics qui ont marqué cette période. Elles ont abouti à l'achat par la ville des terrains du bidonville et sa résorption par la construction de deux mille logements sociaux, deux groupes scolaires, un collège, une crèche, un centre commercial et autres équipements sociaux et culturels.

Une part importante des habitants du bidonville a été relogée dans cette cité à partir de 1971, année qui a vu les premiers bâtiments terminés, ainsi que dans d'autres logements appartenant au patrimoine de l'Office public d'habitations à loyers modérés de la ville de Saint-Denis et répartis dans divers quartiers de la ville.

(...) Comme vous pourrez le constater, nous sommes loin de l'imagerie partisane du bulldozer et du rejet vers « *les taudis, les caves et les garnis* » évoqués dans l'article précité.

[L'incendie du 24 avril 1967 au bidonville des Francs-Moisins, qui fut l'un des plus importants sinistres de ce type en France (un demi-millier de sans-abri), a certes été suivi d'autres incendies au même endroit. Après celui du 15 juin 1970, cité par M. Berthelot, des bulldozers ont été envoyés par la préfecture pour dissuader les sinistrés de reconstruire leur logis sur place (« le Monde » du 18 juin 1970).

La municipalité de Saint-Denis avait alors demandé que des mesures soient prises pour « reloger sans délai les habitants des bidonvilles *dans des logements, même provisoires, mais où ils seraient en sécurité* », ce qui ne fut fait que pour une partie des familles, généralement accueillies dans des cités de transit. En mars 1971, des habitants des Francs-Moisins ont défilé devant la mairie de Saint-Denis pour réclamer un logement moins coûteux que celui qui leur était proposé. En guise de réponse, la police dispersa, toujours au bulldozer, les baraquements occupés par les célibataires (« le Monde » du 30 mars 1971). Ces derniers ont trouvé asile dans des foyers de la Sonacotra ou dans des immeubles vétustes tenus par des marchands de sommeil.

Entre-temps, M. Chaban-Delmas, à l'époque premier ministre, avait annoncé « un effort financier exceptionnel pour lutter contre les bidonvilles » (« le Monde » des 21-22 juin 1970). Selon la commission des finances de l'Assemblée nationale, la suppression des bidonvilles a entraîné « une augmentation de la population vivant dans des taudis garnis », qui est passé « de vingt-sept mille six cents personnes en 1970 à vingt-neuf mille en 1972 ».]

J. B.





LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

7 SEPTEMBRE

Légère hausse

Le marché est certes en légère hausse ce lundi, mais cette orientation des cours ne revêt guère de signification particulière, compte tenu du faible volume d'affaires enregistré en cette première séance de la semaine.

Une semaine qui s'annonce comme un « round d'observation » à la Bourse de Paris, laquelle espère connaître un certain nombre de détails sur le projet des nationalisations entre son examen mercredi prochain en conseil des ministres et sa soumission au Conseil d'État, prévue pour le vendredi 11 septembre.

Comme toujours en période d'attentisme, les écarts sont relativement modérés dans les deux sens, l'indicateur instantané s'adjugeant tout de même une hausse de 0,5 % environ.

A l'exception de Paris-France, D.M.C. et Bic qui progressent de 6 % à 7 %, les gains les plus marquants sont plafonnés à 3 % ou 4 % (Cetelem, La Hénin, Usinor); les replis se maintenant dans la même limite (Chargeurs réunis, Europe 1) tandis que Bis et Entreprise Lefebvre se détachent avec des reculs de 8,6 % et 5,7 % respectivement.

Les valeurs étrangères sont également en léger progrès, alors que, sur le marché de l'or, les cours du lingot et du napoléon se conforment aux indications en provenance de la City, où l'or s'établit à 437,25 dollars l'once contre 440,25 vendredi.

Le lingot regresse ainsi de 615 F, à 89 380 F, le napoléon s'établissant de son côté à 900 F (– 10 F).

A noter enfin une reprise de la devise-titre à 7,33/36 F contre 7,22/24 F précédemment.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CARREFOUR. – Au cours des huit premiers mois de l'exercice en cours, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 16,83 milliards de francs, en augmentation de 20,4 % sur la période correspondante de 1980, tandis que le chiffre d'affaires réalisé par la société mère ressortait à 9,86 milliards de francs, en progrès de 16 %.

SCREG. – Le groupe indique que son carnet de commandes arrêté au 30 juin dernier représente quelque 9 milliards de francs, ce qui équivaut à environ une année d'activité. Celui-ci a réalisé au premier semestre 1981 un chiffre d'affaires de 4,6 milliards de francs (dont 40 % environ à l'étranger), soit une progression de près de 19 % sur le premier semestre 1980.

JEUMONT SCHNEIDER. – Poursuivant sa politique de diversification, la filiale de Schneider S.A. a pris une participation de 34 % dans la société de fabrication et d'études de ventilateurs industriels (FEVI) afin de rationaliser les fabrications des deux entreprises en spécialisant l'usine de Champagne-sur-Seine de Jeumont-Schneider (haut de gamme) et celle d'Orbec-en-Auge pour FEVI (bas de gamme).

La prise de participation de Jeumont-Schneider dans cette entreprise familiale de ventilateurs industriels reste présentement limitée à 34 % mais une augmentation ultérieure n'est pas exclue qui laisserait cependant à FEVI son autonomie, assure le groupe Jeumont-Schneider.

Tous les marchés commerciaux et financiers américains, ainsi que les banques, sont clos lundi 7 septembre en raison d'une fête locale (« Labor Day »)

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	3 sept.	4 sept.
Valeurs françaises	89,9	90,2
Valeurs étrangères	151,6	149,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	94,2	94,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 7 sept. .... 17 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	4/9	7/9
1 dollar (en yens)	230,35	230,85

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	28 août	4 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	796,6	810,8
Valeurs étrangères	1967,1	1821,7
Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	114,8	117,0
Assurances	207,7	210,4
Banques et soc. fin.	74,9	78,2
Sociétés foncières	118,9	117,5
Soc. investissem. portef.	110,1	112,1
Agriculture	147,7	143,6
Alimentat., brasser., distill.	159,8	160,4
Automob., cycles et leurs équipem.	49,9	50,6
Bâtim., mat. constr., trav. publics	194,8	198,7
Caoutchouc (industr. et comm.)	57,8	59,0
Carrièr. salin., charb.	117,1	115,2
Constr. mécan. et navales	94,7	96,4
Hôtels, casinos, thermal.	181,9	182,7
Imprimeries, papiers, cartons	107,3	113,2
Magasins, comptoirs d'exportation	109,0	111,9
Matériel électrique	98,0	103,2
Métallurgie com. des prod. métal.	29,6	30,1
Mines métalliques	155,2	158,9
Pétroles et carburants	114,4	117,3
Produits chim. et électro-métall.	135,8	141,2
Services publics et transp.	108,8	110,9
Textiles	77,3	77,4
Divers	144,6	146,9
Valeurs étrangères	264,8	260,0
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	81,2	84,5
Sociétés	88,6	81,0
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	90,8	90,7
Emprunts d'État	90,3	90,3
Emprunts garantis et assimilés	91,1	90,9
Sociétés	89,8	90,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	92,8	94,3
Produits de base	74,4	75,6
Construction	170,1	172,8
Biens d'équipement	77,1	78,8
Biens de consomm. durables	83,5	84,1
Biens de consomm. non durables	80,9	81,9
Biens de consomm. alimentaires	127,9	128,4
Services	166,0	167,1
Sociétés financières	89,0	94,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	221,3	222,5
Valeurs industrielles	81,8	83,3

BOURSES RÉGIONALES

Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	115,8	116,8

BOURSE DE PARIS 7 SEPTEMBRE COMPTANT

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la *cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette* raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

*c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé*

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 802	5 816	5 730	5 990
Allemagne (100 DM)	239 980	239 410	232	244
Belgique (100 F)	14 632	14 623	13	13 700
Pays-Bas (100 fl.)	216 200	215 800	209	220
Danemark (100 krd)	76 770	76 590	73	78
Norvège (100 k)	96 050	95 790	94	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 718	10 584	10 300	10 900
Grèce (100 drachmes)	9 815	9 785	....	....
Italie (1 000 lires)	4 788	4 783	4 650	5 060
Suisse (100 fr.)	276 400	276 400	269	282
Suède (100 krs)	111 800	111 520	108 500	114
Autriche (100 sch)	34 230	34 150	33 200	34 800
Espagne (100 pes.)	5 975	5 956	5 700	6 100
Portugal (100 esc.)	8 860	8 855	8 100	9 100
Canada ($ can 1)	4 851	4 880	4 730	4 960
Japon (100 yens)	2 522	2 519	2 440	2 570

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/9
Or fin (kilo en barre)	89925	89500
Or fin (en lingot)	89995	89380
Pièce française (20 fr)	910	900
Pièce française (10 fr)	500	485
Pièce suisse (20 fr)	759 90	748
Pièce latine (20 fr)	730	734
Souverain	820	800 10
Pièce de 20 dollars	3980	3900
Pièce de 10 dollars	1935	1935
Pièce de 5 dollars	900 10	.....
Pièce de 50 pesos	3780	3780
Pièce de 10 florins	715	711

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Demain

Le Monde

publiera :

- UN ENTRETIEN AVEC M. MICHEL ROCARD.
- IDÉES : Régionalisation.
- RÉGIONS : La Provence et les barrages hydro-électriques.
- « LE MONDE DE LA MÉDECINE » : La santé dans les P.M.A. ; les crises de foie ; les champignons.

L'ASSASSINAT DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE A BEYROUTH

M. de Commines va exprimer aux Français du Liban la « solidarité » du gouvernement

Louis Delamare, ambassadeur de France au Liban, assassiné vendredi devait être inhumé ce lundi 7 septembre en début d'après-midi dans le petit cimetière de Tourgeville, près de Deauville, après une bénédiction, la cérémonie religieuse ayant déjà eu lieu à Beyrouth.

Mme Delamare et ses cinq enfants, rentrés, dimanche, à bord d'un Mystère 20 du gouvernement, ont accueilli, ce lundi en fin de matinée, le Transall transportant la dépouille mortelle à l'aéroport de Deauville. Les honneurs militaires ont été rendus.

M. Guy de Commines de Marsilly, conseiller diplomatique du gouvernement, se rend, ce lundi, à Beyrouth, à la demande du président Mitterrand « *pour témoigner à nos compatriotes du Liban de la solidarité de la France dans les épreuves qu'ils traversent, et au personnel de l'ambassade et du consulat de sa gratitude pour la mission qu'ils assurent dans des conditions particulièrement difficiles et périlleuses* », précise un communiqué du Quai d'Orsay. M. de Commines avait été précédé, samedi, par M. Marcel Guillemant, premier conseiller nommé chargé d'affaires, qui avait accompagné Mme Delamare et ses enfants.

Samedi, malgré l'insécurité des personnalités libanaises, des diplomates, des dignitaires religieux et divers Français et étrangers étaient venus à l'ambassade, en un défilé ininterrompu, présenter leurs condoléances, tandis qu'affluaient les messages de sympathie.

Dimanche après-midi, une émouvante cérémonie a eu lieu à l'aéroport de Beyrouth, en présence du corps diplomatique et de nombreuses personnalités libanaises, dont le ministre de l'information, M. Michel Eddé. M. Marouane Hammade, ministre du tourisme, qui est de mère française, a prononcé l'éloge funèbre au nom du chef de l'Etat et du gouvernement. « *Au service de la France, Louis Delamare est mort au service du Liban, beaucoup pour son pays, encore plus pour le nôtre* », a-t-il dit devant le cercueil recouvert du drapeau tricolore.

Il a ensuite rappelé que l'ambassadeur aurait souhaité « *rapporter avec lui le souvenir d'un Liban enfin pacifié... C'est ce Liban-là, qu'il aimait tant et qu'il nous aidait si ardemment, si passionnément, à refaire, c'est ce Liban qui le pleure aujourd'hui et qui porte son deuil* ». Il a alors déposé sur le cercueil, à titre posthume, le grand cordon de l'ordre du Cèdre, la plus haute distinction libanaise. Salué par trois sections de l'armée libanaise et la sonnerie *Aux morts*, le cercueil a été porté jusqu'au Transall par des soldats libanais. Lorsque l'avion a décollé, à 17 h. 20, ce sont les parachutistes français appartenant à la force de paix des Nations unies qui ont présenté les armes.

Alors que le Liban était encore sous le coup de l'émotion, un nouvel attentat a eu lieu samedi : l'attaché culturel irakien, M. Jabre Abbas, a été blessé à une main, à la sortie sud de Beyrouth, par des hommes qui ont fait feu sur sa voiture. Les gardes du corps ont riposté, mettant en fuite les agresseurs.

Cependant, l'enquête concernant l'assassinat de Louis Delamare ne semble guère progresser. Aux différentes hypothèses qui ont été émises (*le Monde* daté 6-7 septembre) s'en ajoute une autre. Selon certaines sources, la responsabilité de la Syrie pourrait être engagée, l'attentat ayant eu lieu à la limite des deux secteurs de Beyrouth, près d'un poste gardé par les forces de Damas.

De nombreux messages de condoléances continuent à parvenir au gouvernement français et à la famille. M. M'Hamed Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, a téléphoné à son collègue français, M. Claude Cheysson. On note également les messages des ministres des affaires étrangères d'Algérie, de Syrie, du Koweït, du prince héritier de Jordanie, etc. De passage à Beyrouth, M. Lavasani, directeur politique du ministère iranien des affaires étrangères, a condamné cet « *attentat terroriste* », tandis que l'ancien président Bani Sadr et M. Massoud Radjavi adressaient des messages de condoléances à MM. Mitterrand et Mauroy.

Enfin, l'Association de la presse diplomatique française, « *bouleversée par ce sauvage attentat* », exprime « *son indignation devant cet acte inqualifiable qui met en cause de façon particulièrement inquiétante les règles élémentaires de la vie internationale* ».

L'initiative franco-mexicaine sur le Salvador

Accueil mitigé à la réunion des Dix

Les ministres des affaires étrangères des dix pays membres de la Communauté européenne ont tenu samedi 5 et dimanche 6 septembre, au château de Brocket-Hall, à 30 kilomètres au nord de Londres, une de leurs réunions bi-annuelles qui leur permet de discuter de manière informelle les problèmes du jour en matière de coopération politique.

M. Cheysson a rendu compte de sa tournée au Proche-Orient et de sa rencontre avec M. Arafat (lord Carrington, président en exercice de la Communauté, a fait savoir pour sa part qu'il n'envisageait pas de voyage dans la région pour le moment, mais qu'une rencontre avec le chef de l'O.L.P. serait envisagée « *s'il était sûr que cela permettrait de faire avancer la cause de la paix* », a précisé son porte-parole) ; mais le ministre français s'est surtout expliqué sur la déclaration franco-mexicaine relative au Salvador. L'accueil a été mitigé, plusieurs participants, liés par une solidarité plus ou moins institutionnelle avec le gouvernement de M. Duarte, exprimant des critiques sur la forme de la démarche.

En revanche, M. Cheysson a rencontré, croit-on savoir, une approbation assez nette quand il a exposé le fond de la politique française à ce sujet et fait valoir l'importance du but recherché, à savoir la soustraction de la région des Caraïbes à l'affrontement Est-Ouest. Une très grande identité de vues s'est manifestée, notamment entre lui et son collègue ouest-allemand, M. Genscher, sur ce sujet et sur beaucoup d'autres.

M. Cheysson n'a, néanmoins, pas été suivi par ses collègues lorsqu'il les a invités à dispenser la Pologne de l'obligation de payer 5 % au minimum de ses achats alimentaires lors de la passation de chaque commande. Le très lourd endettement de la Pologne (25 milliards de dollars au moins) dissuade les autres gouvernements européens d'accorder une telle faveur à Varsovie, qui a présenté à la Communauté, le 4 septembre, une nouvelle demande — la troisième depuis le début de l'année — portant sur 1 million de tonnes de blé, 300 000 tonnes de viande de bœuf et d'importantes quantités de beurre.

Si la réforme du budget de la C.E.E. a été renvoyée au prochain conseil ministériel des 14 et 15 septembre (le « groupe de haut niveau », dont la création avait été décidée en juin, ouvrira ses travaux aussitôt après), les Dix ont accepté un projet britannique visant à améliorer les mécanismes de la coopération politique : une équipe permanente de trois diplomates (deux représentant les pays ayant assumé antérieurement la présidence, l'un le pays qui doit succéder au président du moment) assisteront ce dernier pour coordonner toutes les activités relevant de la coopération politique. En outre, le président du conseil rendra compte régulièrement au Parlement de Strasbourg des résultats des réunions.

Du côté français, on fait valoir que ces changements sont modestes, dans la mesure où les divers ministères des affaires étrangères comptaient déjà un « correspondant européen ». — M. T.

RÉACTIONS DIVERSES EN AMÉRIQUE LATINE

La décision franco-mexicaine de reconnaître le Front Farabundo Marti de libération nationale (F.M.L.N.) comme « *une force politique représentative* » dans l'actuel conflit salvadorien continue de susciter des réactions diverses.

L'archevêque en fonctions à San-Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas, a, dans son homélie du dimanche 6 septembre, estimé que ce geste pouvait conduire à une « *internationalisation majeure du conflit* ». Si, a ajouté le prélat, « *cette déclaration exprime l'intention délibérée de s'ingérer dans nos affaires intérieures et de prolonger une situation de guerre et de violence dans le pays, nous ne pouvons l'accepter* ». Mgr Rivera a également condamné l'aide militaire américaine à la junte salvadorienne.

Le ministre des affaires étrangères brésilien, de son côté, a rappelé que la position de son pays était « *la non-ingérence dans les affaires intérieures* » des autres Etats, et qu'elle « *ne coïncidait pas* » avec l'initiative franco-mexicaine.

Le président de Panama, M. Aristides Royos, a, en revanche, déclaré le 5 septembre qu'« *il n'était ni juste ni correct de taxer d'interventionnisme la déclaration franco-mexicaine* ». S'il y a intervention, a encore déclaré le chef de l'Etat, c'est en raison des « *fournitures d'armes, de l'entraînement, de l'assistance logistique et technique en matière d'armements* » assurés à la junte.

Enfin, le gouvernement du Nicaragua a annoncé qu'il soutenait la déclaration franco-mexicaine « *pour des mobiles humanitaires* ». Les autorités révolutionnaires de Managua se déclarent fidèles au « *principe de non-intervention* », mais estiment également qu'aucune solution au conflit salvadorien n'est possible sans des négociations avec les maquisards du F.M.L.N. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

● *La cotation des actions de la société Bon Marché* a été suspendue, ce lundi 7 septembre, à la Bourse de Paris, dans l'attente d'informations concernant cette société et qui doivent être publiées prochainement, indique la chambre syndicale des agents de change.

Le numéro du « Monde » daté 6-7 septembre 1981 a été tiré à 552 658 exemplaires.

Élection de trois nouveaux présidents de conseils régionaux

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR : M. Michel Pezet.

(De notre correspondant.)

Marseille. — M. Michel Pezet a été élu président du conseil régional Provence - Alpes - Côte d'Azur en remplacement de M. Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, démissionnaire, qui présidait l'assemblée depuis sa création.

Le vote a été acquis au premier tour, M. Pezet réunissant sur son nom les quatre-vingts suffrages exprimés (il y a eu vingt bulletins blancs ou nuls). Le nouveau président avait reçu le soutien du groupe communiste (seize membres), le groupe U.D.F.-R.P.R. (vingt-huit membres) n'avait pas présenté de candidat. Le nouvel élu, qui était conseiller régional depuis 1974, présidait jusqu'ici l'office régional de la culture, qu'il avait créé en 1977.

[Né à Marseille le 9 avril 1942, M. Michel Pezet exerce la profession d'avocat dans cette ville. Adhérant en 1959 à la S.F.I.O., il est devenu membre du comité directeur national du parti socialiste en 1960, s'occupant alternativement des relations extérieures et des affaires culturelles. En 1971, après le congrès d'Epinay qui crée le nouveau P.S., M. Pezet devient membre du comité directeur.

Il est élu au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur en 1973 et devient président de la commission interrégionale européenne et méditerranéenne (IREM). Il poursuit, en outre, une action politique locale au sein du conseil municipal de Marseille, où il est élu sur la liste de M. Defferre en 1977. M. Pezet est élu, en avril 1979, au lendemain du congrès de Metz, secrétaire national du P.S. avec charge de l'urbanisme et de l'environnement.

Candidat malheureux aux dernières législatives de juin 1981, dans la première circonscription de Marseille, M. Pezet est le premier secrétaire fédéral du P.S. des Bouches-du-Rhône depuis novembre 1979.]

RHONE-ALPES : M. Charles Béraudier.

(De notre correspondant.)

Lyon. — M. Charles Béraudier, soixante et un ans, premier adjoint au maire de Lyon, modéré, a été élu, lundi 7 septembre, en fin de matinée, président du conseil régional Rhône-Alpes, au premier tour de scrutin. Il a devancé plus nettement que prévu son adversaire socialiste, M. Roland Bernard, député, maire d'Oullins (Rhône). M. Béraudier a obtenu soixante-dix voix sur cent trente-six votants, M. Bernard, soixante-quatre voix (deux bulletins nuls).

Alors que la gauche espérait des défections dans le camp majoritaire, il semble, au contraire, que la cohésion des deux groupes modérés — Rassemblement régional (R.R.) et Groupe régional d'action et de progrès (GRAP) — ait été maintenue. Au contraire, deux conseillers de gauche, MM. Joseph Blanchon (P.C., Isère), excusé, et Louis Gireau (P.S., Rhône), n'ont pas pris part au vote, ce qui explique le manque de deux voix par rapport au total théorique des suffrages de gauche.

[M. Charles Béraudier est né le 18 février 1920 à Bourg-en-Bresse (Ain). Ancien député du Rhône (de 1959 à 1962) il a longtemps été le bras droit de M. Jacques Soustelle. Il est conseiller municipal de Lyon depuis 1953. Après les dernières élections municipales de mars 1977, au cours desquelles il a rompu avec M. Jacques Soustelle pour faire alliance avec M. Francisque Collomb, il est premier adjoint au maire. Avant son élection à la présidence du conseil régional, il occupait le poste de président de la commission permanente de la même assemblée.]

FRANCHE-COMTÉ : M. Jean-Pierre Chevènement.

(De notre correspondant.)

Besançon. — M. Jean-Pierre Chevènement a été élu le 7 septembre à la présidence du conseil régional de Franche-Comté. Il succède à M. Edgar Faure, démissionnaire. L'élection du ministre de la recherche a été obtenue par 22 voix contre 13 à M. Louis Souvet, sénateur apparenté R.P.R., et 1 à M. Pierre Jeambrun (opposition) qui n'était pas candidat.

● *Destruction de 21 tonnes de melons espagnols dans le Gard.* — Des agriculteurs du Gard ont intercepté le dimanche 6 septembre, vers 22 heures, un camion espagnol transportant 21 tonnes de melons et ont incendié son contenu sur l'aire de Ledenon de l'autoroute entre Nîmes et Remoulins (Gard).

LE SUPPLÉMENT « EUROPA » CESSE DE PARAITRE

Depuis octobre 1973, « le Monde » publiait la première semaine de chaque mois, avec trois de ses confrères européens, « The Times » en Grande-Bretagne, « la Stampa » en Italie et « Die Welt » en Allemagne fédérale, un supplément mensuel « Europa ».

« The Times » et « Die Welt » ayant décidé, pour des raisons budgétaires, de renoncer à poursuivre cette publication, les lecteurs du « Monde » retrouveront le premier lundi (daté mardi) de chaque mois le supplément « le Monde de l'économie ».

La rubrique d'analyses économiques internationales de M. Maurice Bommensath « Les clés de la conjoncture » qui paraissait dans « Europa » sera publiée chaque mois par notre journal.